



"The United States is good." (Madeleine Albright)

L'État voyou

William Blum

P
Parangon

Le livre que les puissants ne veulent pas que vous lisiez !

« Si j'étais président, j'arrêterais en quelques jours les attaques terroristes contre les États-Unis. Définitivement.

D'abord, je présenterais mes excuses à toutes les veuves, aux orphelins, aux personnes torturées, à celles tombées dans la misère, aux millions d'autres victimes de l'impérialisme américain.

Ensuite, j'annoncerais aux quatre coins du monde que les interventions américaines dans le monde sont définitivement terminées, et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51^e État des États-Unis mais dorénavant - chose curieuse à dire - un pays étranger.

Et puis, je réduirais le budget militaire d'au moins 90 %, utilisant le surplus à payer des réparations aux victimes. Ce serait plus que suffisant. Le budget militaire d'une année, soit 330 milliards de dollars, équivaut à plus de 18000 dollars de l'heure depuis la naissance de Jésus-Christ.

Voilà ce que je ferais les trois premiers jours.

Le quatrième jour, je serais assassiné. »

William BLUM

Ancien fonctionnaire du département d'État, Blum nous rappelle que, s'il n'y a pas de justification au 11 Septembre, il y a certainement des raisons. L'État voyou démontre comment, sous couvert de liberté, de démocratie et de droits de l'homme, les États-Unis commettent des actes criminels barbares, et agissent de la façon la plus belliqueuse qui soit.

Titre original :

Rogue State: A Guide to the World's Only Superpower

Traduction : Marco Mariella. Luc Mohler, Anna de Voto

© William Blum, 2001 Common Courage Press

© L'Aventurine, Paris, 2002, pour l'édition française

84, rue de la Verrerie - 75004 Paris

ISBN 2-84190-075-4

Table des matières

Page titre

Avant-propos : Le 11 septembre 2001 et les bombardements en Afghanistan

Introduction

Ière Partie. Les relations d'amour et de haine entre Washington, les terroristes et les violateurs des Droits de l'Homme

1. Pourquoi les terroristes harcèlent-ils sans cesse les États-Unis ?

2. Le cadeau américain au reste du monde : l'ancien élève terroriste afghan

3. Les assassinats

4. Extraits des manuels d'instruction de l'armée américaine et de la CIA

5. La Torture

6. Les pourris

7. L'école des pourris

8. Les criminels de guerre : les leurs et les nôtres

9. Un refuge pour les terroristes

10. Le soutien à Pol Pot

Iie Partie. L'utilisation des armes de destruction massive par les États-Unis

11. Les bombardements

12. L'uranium appauvri

13. Les bombes à fragmentation

14. L'utilisation par les États-Unis des armes chimiques et biologiques à l'étranger

15. Les États-Unis utilisent des armes chimiques et biologiques sur leur propre territoire

16. Les États-Unis encouragent les autres pays à utiliser les armes chimiques et biologiques

IIIe Partie. Un État voyou contre le monde

17. Une brève histoire des interventions des États-Unis dans le monde de 1945 à nos jours

18. Le trucage des élections

19. Un Cheval de Troie : le National Endowment for Democracy.

20. Les États-Unis contre le monde aux Nations unies

21. À l'écoute de la planète

22. Les Enlèvements et pillages

23. Comment la CIA a envoyé Nelson Mandela en prison pendant 28 ans

24. La CIA et la drogue : il suffit de dire « Pourquoi pas? »

25. Quand on est la seule superpuissance au monde, on n'a jamais besoin de s'excuser

26. Les États-Unis envahissent, bombardent et tuent pour elle... mais les Américains croient-ils vraiment à la libre entreprise?

27. Une journée dans la vie d'un pays libre

Notes

Jamais jusqu'ici dans l'histoire moderne, un pays n'avait dominé la Terre aussi totalement que les États-Unis le font aujourd'hui. L'Amérique est maintenant le Schwarzenegger de la politique internationale : roulant les muscles, ostentatoire, menaçant. Les Américains, en l'absence de limites posées par qui ou quoi que ce soit, agissent dans leur « McWorld » comme si on leur avait signé un chèque en blanc.

Der Spiegel, 1997.^[1]

Les États-Unis sont bons.

Nous essayons de faire partout de notre mieux.

Madeleine Albright, 1999.^[2]

Un monde autrefois divisé en deux camps armés reconnaît maintenant une puissance unique et prééminente, les États-Unis d'Amérique. Et il regarde ceci sans appréhension. Car le monde nous fait confiance quant à notre usage du pouvoir, et le monde a raison. Il nous fait confiance pour être honnêtes et mesurés. Il nous fait confiance pour être du côté de la décence. Il se fie à nous pour faire ce qui est juste.

George Bush, 1992.^[3]

Comment peuvent-ils avoir l'arrogance de nous dicter où nous devrions aller ou bien quels pays devraient être nos amis ? Kadhafi est mon ami. Il nous a soutenus lorsque nous étions seuls et quand ceux qui ont tenté d'empêcher ma visite ici, aujourd'hui, étaient nos ennemis. Ils n'ont aucune morale. Nous ne pouvons accepter qu'un État assume le rôle de gendarme du monde.

Nelson Mandela, 1997.^[4]

Quand j'ai pris cette fonction, j'étais déterminé à ce que notre pays entre dans le XXI^e siècle en étant toujours la plus grande force mondiale de paix et de liberté, de démocratie, de sécurité et de prospérité.

Bill Clinton, 1996.^[5]

A travers le monde, chaque jour qui se lève, un homme, une femme ou un enfant va probablement être déplacé, torturé, être tué ou « disparaître », par la main d'un gouvernement ou d'un groupe politique armé. Dans la majorité des cas, les États-Unis en partagent la responsabilité.

Amnesty International, 1996.^[6]

Avant-propos

Le 11 septembre 2001 et les bombardements en Afghanistan

Des terroristes détournent quatre avions et poursuivent leur action en commettant les actes les plus dévastateurs de l'histoire des États-Unis. On connaît la suite. Des milliers de morts, d'immenses souffrances, des pertes et des destructions matérielles immenses.

Outre punir les responsables, la mission la plus urgente à laquelle les États-Unis ont dû - ou auraient dû - faire face consistait à ne pas laisser passer ce qui s'est produit sans en tirer d'importantes leçons afin d'en prévenir la répétition. En clair, le plus important est de répondre à la question : « Pourquoi? »

Il se trouve que le premier chapitre de ce livre s'intitule : « Pourquoi les terroristes harcèlent-ils sans cesse les États-Unis? » J'y indique que les terroristes - toutes choses étant égales par ailleurs - sont aussi des êtres humains rationnels, ce qui signifie qu'ils ont à leurs propres yeux une justification rationnelle à leurs actes. La plupart des terroristes sont profondément concernés par ce qu'ils considèrent comme de l'injustice sociale, politique ou religieuse et par l'hypocrisie. Très souvent, la cause profonde de leurs actions terroristes est une riposte à des actes perpétrés par les États-Unis.

Ce chapitre contient une longue liste d'actions menées au Moyen-Orient, qui firent de nombreuses victimes, des bombardements du Liban et de la Libye au torpillage d'un bateau iranien; de la destruction en vol d'un avion de ligne iranien et du bombardement sans fin du peuple irakien au

soutien de régimes despotiques, et à l'aide militaire massive apportée à Israël malgré les dévastations et la torture quotidienne que cet État inflige aux Palestiniens.

En châtement pour les dizaines d'années d'oppression militaire, économique et politique imposées par l'empire américain au Moyen-Orient et aux musulmans, les bâtiments pris pour cible par les terroristes n'ont pas été choisis au hasard. Le Pentagone et le World Trade Center représentaient la puissance militaire et économique des États-Unis, alors que l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie se dirigeait peut-être vers l'aile politique, la Maison-Blanche.

C'est le contexte qui importe. Si ce que les pirates de l'air ont fait est inexcusable, ce n'est en aucun cas inexplicable.

Il n'y a pas que les peuples du Moyen-Orient qui aient de bonnes raisons de haïr ce que fait le gouvernement américain. Pendant un demi-siècle, les États-Unis ont créé un nombre colossal de terroristes potentiels à travers toute l'Amérique latine en commettant des actions bien pires que ce qu'ils ont fait au Moyen-Orient. Si, comme beaucoup de musulmans, les Sud-Américains croyaient aller directement au paradis en devenant des martyrs et en tuant le Grand Satan, nous aurions déjà eu des décennies d'horreurs terroristes. Il s'agit de la partie du monde où ont eu lieu le plus grand nombre d'attentats contre des ambassades, des diplomates, ou autres agences de renseignements américains.

L'attaque du 11 septembre a été d'une telle ampleur que les médias américains furent obligés de s'aventurer dans des domaines dont ils n'ont pas l'habitude. Un certain nombre de grands journaux, de revues, de radios, cherchant à savoir « Pourquoi? », découvrirent soudain - du moins le semblait-il - que les États-Unis avaient été engagés, pendant des dizaines d'années, dans des actions comme celles citées plus haut et dans d'innombrables interventions à l'étranger. Ceci pouvait expliquer le sentiment antiaméricain.

Ce fut une conséquence positive de la tragédie. Cette « révélation », cependant, semble avoir échappé à la masse du

peuple américain, dont la grande majorité saisit au vol des bribes d'informations sur l'étranger dans les tabloïds, les programmes de radio concoctés selon le plus petit dénominateur commun et les actualités télévisées ridiculement superficielles.

Ainsi, au lieu d'un développement des réflexions sur ce que les États-Unis font subir au monde pour s'en faire haïr de la sorte, il y eut effusion de patriotisme, de l'espèce la plus étroite : les membres du Congrès, sur les marches du Capitole entonnèrent le *God Bless America* ; les magasins épuisèrent en un clin d'œil leurs stocks de drapeaux américains, flottant et s'agitant où que l'œil se pose ; les invités des shows radiophoniques crachaient venin et soif de sang; lors des jeux et des événements sportifs il devint de rigueur de commencer par une cérémonie militaire et/ou patriotique ; à peine si l'on pouvait ouvrir un journal ou allumer la radio ou la télévision, sans avoir droit à un hommage au courage américain, tout un chacun étant transformé en « héros ». Ces manifestations se poursuivent en 2002, à peine atténuées.

Les médias américains sérieux sont bientôt revenus à leur fonctionnement normal ; par exemple, on trouve régulièrement plus d'informations de fond et de révélations sur la politique étrangère américaine dans les journaux londoniens, *The Guardian*, *The Indépendant*, que dans le *New York Times* et le *Washington Post*.

Pour la plupart des Américains, il est extrêmement difficile d'accepter l'idée que les actes terroristes contre les États-Unis puissent être considérés comme une vengeance consécutive à la politique extérieure de Washington. Ils pensent que les États-Unis sont visés à cause de leur liberté, leur démocratie, leur richesse. Il s'agit de la position officielle avancée par l'administration Bush, tout comme ses prédécesseurs l'avaient fait à la suite d'autres attentats. L'American Council of Trustees and Alumni, [Conseil américain de membres des conseils d'universités et d'anciens étudiants] un groupe de chiens de garde conservateurs fondé par Lynne Cheney, épouse du vice-président, et par le sénateur Joseph Lieberman,

a annoncé en novembre la formation du Defense of Civilization Fund, par cette déclaration : « Ce n'est pas seulement l'Amérique qui a été attaquée le 11 septembre, c'est la civilisation. Nous avons été attaqués non en raison de nos vices mais en raison de nos vertus.^{7}. »

Mais les fonctionnaires du gouvernement sont mieux renseignés. Une étude du ministère de la Défense datant de 1997 concluait : « Les données historiques montrent une forte corrélation entre l'engagement américain sur la scène internationale et l'accroissement des attentats terroristes contre les États-Unis.^{8}. »

Sans ambiguïté, l'ancien président Jimmy Carter, quelques années après avoir quitté la Maison-Blanche, exprimait le même sentiment :

Nous avons envoyé des Marines au Liban et il suffit d'aller au Liban, en Syrie ou en Jordanie pour constater de première main la haine intense que beaucoup de gens éprouvent pour les États-Unis parce que nous avons bombardé et tué sans merci des villageois totalement innocents - femmes, enfants, fermiers et ménagères - dans les villages autour de Beyrouth... Résultat... nous sommes devenus une sorte de Satan dans l'esprit de ceux qui ont un profond ressentiment. C'est ce qui a précipité les prises d'otages et quelques-unes des attaques terroristes - qui étaient tout à fait injustifiées et criminelles.^{9}.

Les terroristes responsables de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993 ont envoyé une lettre au *New York Times* affirmant : « Nous déclarons notre responsabilité dans l'explosion de l'édifice mentionné. Cette action a été exécutée en réponse au soutien politique, économique et militaire de l'Amérique à Israël, l'État du terrorisme, et à l'appui fourni aux dictatures de la région.^{10}. »

Les preuves que gouvernement et médias ont conscience du lien entre terrorisme antiaméricain et politique américaine sont développées plus loin, dans le chapitre 1.

Les auteurs du crime

Pendant deux mois et demi, la nation la plus puissante du monde déverse un déluge de missiles sur l'un des peuples les plus pauvres de la planète. Une interrogation vient

naturellement : Qui a tué le plus d'innocents, de gens sans défense? Les terroristes, le 11 septembre aux États-Unis? Ou les Américains en Afghanistan avec leurs missiles de croisière AGM-86D, leurs missiles AGM-130, leurs bombes Daisy Cutter de 7 tonnes, leur uranium appauvri et leurs bombes à fragmentation?

Vers la fin 2001, on avait dénombré environ 3 000 victimes des terroristes à New York, à Washington et en Pennsylvanie. Le nombre de victimes civiles en Afghanistan était ignoré des responsables américains et d'à peu près tout le monde. Cependant, un professeur américain a effectué un inventaire soigneux des multiples rapports individuels fournis par les médias américains et internationaux comme par les organisations des droits de l'homme. Dénombrant les multiples incidents qui ont fait plus de 100 morts, plus de 20, plus de 10, et moins, il est arrivé à beaucoup plus de 3 500 morts à début décembre. Ce décompte n'est pas terminé^[1].

Ce chiffre ne comprend pas ceux qui sont morts des suites de leurs blessures, ni ceux qui sont morts parce que les hôpitaux ont été bombardés, ou faute d'accès à la nourriture, ni ceux qui sont morts de froid ou de faim parce que leurs maisons ont été détruites par les bombardements.

Ne sont pas compris non plus les milliers de « militaires » ou les centaines de prisonniers exécutés ou massacrés par les nouveaux « combattants de la liberté » de Washington. En dernière analyse, il manquera inévitablement les victimes des bombes à fragmentation devenues des mines terrestres, et celles qui périssent d'une mort plus lente due aux maladies provoquées par l'uranium appauvri.

Il n'y aura pas de minute de silence pour les Afghans morts, pas de cérémonies commémoratives en présence de hauts responsables américains et de célébrités du spectacle, pas de messages de condoléances envoyés par des chefs d'État, pas de millions de dollars débloqués pour les familles des victimes. Cependant, après tout, ce fut un bain de sang au moins aussi important que celui du 11 Septembre.

Et, parmi les milliers de morts en Afghanistan, combien d'entre eux ont-ils joué un rôle dans la catastrophe américaine?

D'après la vidéo-cassette d'Oussama Ben Laden, que le gouvernement américain a présentée au monde, lui-même n'a découvert la date exacte de l'attentat que cinq jours avant qu'il n'ait lieu, et la plupart des pirates de l'air ne surent qu'ils allaient participer à une mission suicide qu'au moment où ils se sont préparés à embarquer dans les avions. (Le FBI serait parvenu à cette dernière conclusion bien avant que la vidéo fut rendue publique^{12}.) Il semble que l'on puisse affirmer sans risque que, dans le monde, un nombre extrêmement restreint de personnes faisaient sciemment partie du complot. Il est sans doute possible de les compter sur les doigts d'une seule main. Par conséquent, si la campagne de bombardements américaine avait pour but de tuer les auteurs réels des attentats, ce fut le fait d'un imbécile ; un imbécile violent.

Si Timothy McVeigh, l'auteur du terrible attentat à la bombe contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City en 1995, n'avait pas été rapidement arrêté, les États-Unis auraient-ils bombardé l'État du Michigan? Non, on aurait lancé une gigantesque chasse à l'homme jusqu'à ce qu'on le trouve et le punisse. Mais, en Afghanistan, les États-Unis ont agi en fait selon l'hypothèse que tous ceux qui soutenaient le gouvernement taliban : 1. étaient des « terroristes »; 2. portaient moralement, sinon légalement, des traces de sang du 11 Septembre - ou peut-être de quelque autre attentat terroriste antiaméricain commis par le passé - et étaient donc une proie rêvée.

Pourtant, quand les rôles sont inversés, même les officiels américains se rendent compte de la bonne voie à suivre. En 1999, le sous-secrétaire d'État Strobe Talbott, parlant du problème de la Russie avec la Tchétchénie, exhorta Moscou à faire preuve de « retenue et de sagesse ». « Retenue, dit-il, signifie prendre des mesures contre les véritables terroristes, sans utiliser une force aveugle qui mettrait en danger des innocents^{13}. »

Suggérer une équivalence morale entre les États-Unis et les

terroristes (ou, pendant la Guerre Froide, les communistes) n'a jamais manqué de provoquer la colère américaine. Les terroristes ont l'intention *délibérée* de tuer des civils, nous dit-on (en réalité, beaucoup de victimes furent des militaires ou des employés de l'armée), alors que toute victime non combattante des bombes américaines est parfaitement accidentelle.

Quand les États-Unis sont pris d'une de leurs frénésies périodiques de bombardements et que leurs missiles multiplient les victimes civiles, on parle de « dommage collatéral » — la fatalité de la guerre ; car les cibles réelles, on nous le dit invariablement, étaient militaires.

Mais alors, que peut-on dire des intentions des militaires américains si, jour après jour, dans un pays ou un autre, le même scénario se déroule : des quantités prodigieuses d'obus meurtriers sont larguées à très haute altitude, alors qu'on sait qu'un grand nombre de civils va périr ou sera mutilé, ne serait-ce qu'à cause des missiles qui dévient de leur cible? Ce que l'on peut dire de *mieux*, de plus *charitable*, c'est qu'ils ne s'en soucient tout simplement pas. Ils bombardent et détruisent dans des buts politiques, les souffrances des populations civiles ne les préoccupant pas particulièrement.

En Afghanistan, quand, au mois d'octobre, les hélicoptères de combat mitraillèrent et détruisirent plusieurs jours de suite les fermes du village isolé de Chowkar-Karez, tuant au moins 93 civils, un responsable du Pentagone fut amené à dire : « Là, les gens sont morts parce que nous les voulions morts », cependant que le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, commentait : « Je ne peux pas traiter de ce village en particulier^[14]. »

Souvent, les États-Unis provoquent délibérément des souffrances, dans l'espoir que cela conduira les gens à se retourner contre leur gouvernement. Ce fut un trait récurrent du bombardement de la Yougoslavie en 1999. Comme on le verra dans le chapitre « Criminels de guerre » de ce livre, les responsables américains de l'OTAN - dans leur arrogance consommée - l'ont ouvertement admis à plusieurs reprises.

Une telle politique entre parfaitement dans la définition que le FBI donne du terrorisme international : usage de la force ou de la violence contre des personnes et des biens « pour intimider ou contraindre un gouvernement, la population civile, ou une partie de celle-ci, en vue d'objectifs politiques et sociaux^{15}. ».

Ne parlez pas du mal et les Américains n'y verront que du feu

En réaction aux images révoltantes des victimes des bombardements en Afghanistan, et face à l'opinion publique en Europe et au Moyen-Orient inquiète des pertes civiles, les médias américains se sont efforcés d'atténuer l'importance de ces morts. Le directeur de Cable News Network (CNN) informa la rédaction qu'il « semble pervers de trop se focaliser sur les pertes humaines ou les souffrances en Afghanistan^{16}. » Les journalistes doivent-ils se donner la peine de parler des morts civils se demanda-t-on lors d'une émission de Fox Network? « La question que je me pose, dit l'animateur, c'est qu'historiquement et par définition les pertes civiles font partie de la guerre, c'est vrai; faut-il leur donner l'importance qu'on leur a accordée? » Son invité de National Public Radio répondit : « Non. Voyez- vous, la guerre tue des gens. Les pertes civiles sont inévitables. » Un autre invité, chroniqueur du magazine national *US News & World Report*, renchérit : « Les pertes civiles ne sont pas... nouvelles. Le fait est qu'elles accompagnent les guerres^{17}. »

Mais alors, si les attentats du 11 Septembre furent en fait un acte de guerre, comme le monde se l'est entendu dire et répéter par George W. Bush et ses laquais, il est évident que les pertes humaines du World Trade Center sont des pertes civiles dues à la guerre. Pourquoi, dans ce cas, les médias ont-ils consacré tant de temps à ces morts?

C'était la seule catégorie de morts dont les Américains voulaient entendre parler. Parler des morts afghans pouvait les rendre furieux. Un mémo a circulé au *News Herald* à Panama City en Floride, avertissant les rédacteurs : « NE PAS UTILISER en première page de photos montrant des morts et

des blessés civils de la guerre américaine en Afghanistan. Le journal de Fort Walton Beach l'a fait et a reçu des centaines et des centaines de menaces par e-mail et autres^{18}. »

Ceux qui détiennent le pouvoir aux États-Unis peuvent compter sur le peuple américain et l'ensemble des médias pour soutenir leurs guerres. Découvrir un seul quotidien américain qui se soit opposé sans équivoque au bombardement de l'Afghanistan demanderait un effort de recherche hors du commun.

Ou un seul quotidien américain qui se soit opposé sans équivoque au bombardement de la Yougoslavie par les États-Unis et l'OTAN, deux ans plus tôt.

Ou un seul quotidien américain qui se soit opposé sans équivoque au bombardement de l'Irak en 1991.

N'est-ce pas remarquable? Dans une société qui passe pour libre, avec une presse qui passe pour libre, et environ 1500 quotidiens, on aurait parié le contraire. Mais c'est ainsi.

La Mecque de l'hypocrisie

Après les attaques terroristes aux États-Unis, le secrétaire d'État, Colin Powell, a condamné « les gens qui croient pouvoir atteindre un but politique avec des destructions de bâtiments et des meurtres^{19}. ».

N'est-ce pas la description précise de ce que les États-Unis ont fait en 1999 quand ils ont bombardé la Yougoslavie pendant 78 jours et nuits? Et n'est-ce pas le même Colin Powell qui dirigea les horribles bombardements du Panama et de l'Irak? Les dirigeants américains pensent-ils que personne ne s'en souvient? Ou, simplement, n'ont-ils aucun souci de ce que les gens pensent?

Encore plus d'hypocrisie, et de la plus sidérante espèce : le président Bush et d'autres officiels ont souvent déclaré, avec colère, que ce n'est pas seulement aux terroristes que les États-Unis vont faire la guerre, c'est à tout pays qui abrite des terroristes. Toutefois, dans le chapitre « Refuge pour les

terroristes », le lecteur verra que peu de pays, sinon aucun, n'abritent autant de terroristes que les États-Unis.

Gagner les cœurs et l'opinion afghans

Du ciel, et des avions américains, il n'est pas tombé que des bombes. Il y eut aussi des colis de nourriture. N'est-ce pas une attitude excessivement étrange, de la part des États-Unis, que de larguer à la fois bombes et nourriture sur la population d'Afghanistan?

Si à Pearl Harbor les Japonais avaient largué de délicieux colis de teriyaki avec les bombes, les Américains et le reste du monde auraient-ils eu un regard plus tendre pour les Japonais?

Peut-être que si le 11 septembre, les terroristes avaient largué des sandwiches au pastrami sur le centre de Manhattan avant que les avions piratés ne frappent le World Trade Center...

Et ça marche ! Des millions d'Américains eurent une poussée de fierté en pensant à la magnanimité de leur pays.

Les États-Unis, qui ont inventé et mené à leur perfection la publicité moderne et les relations publiques, continuent dans la même veine. On lâcha aussi de nombreux tracts sur la population de l'Afghanistan. En voici un qui fut lâché aux environs du 20 octobre :

Êtes-vous satisfaits d'être dominés par les talibans? Êtes-vous fiers de vivre dans la peur? Êtes-vous heureux de voir la terre de vos ancêtres devenir un terrain d'entraînement pour les terroristes? Voulez-vous d'un régime qui fait retourner l'Afghanistan à l'âge de pierre et donne de l'Islam une mauvaise image? Êtes-vous fiers de vivre sous un gouvernement qui donne asile à des terroristes? Êtes-vous fiers de vivre dans un pays dominé par des fondamentalistes extrémistes? Les talibans ont dépouillé votre pays de sa culture et de son héritage. Ils ont détruit vos monuments nationaux et vos œuvres culturelles. Conseillés par des étrangers, ils règnent par la force, la violence et la peur. Ils soutiennent que leur interprétation de l'Islam est la seule, la véritable, la divine. Ils se considèrent comme des experts religieux, bien qu'ils soient ignorants. Ils tuent, commettent des injustices, vous maintiennent dans la pauvreté et proclament que c'est au nom de Dieu.

On pourrait lâcher, dans le même esprit, le tract suivant sur

les États-Unis :

Êtes-vous satisfaits d'être dominés par le parti Républicain-Démocrate? Êtes-vous fiers de vivre dans la peur, l'insécurité, la terreur? Êtes-vous heureux de voir la maison dont votre famille est propriétaire depuis des générations confisquée par une banque? Voulez-vous d'un régime qui transforme les États-Unis en un État policier et donne une mauvaise image du Christianisme? Êtes-vous fiers de vivre sous un gouvernement qui donne asile à des centaines de terroristes à Miami? Êtes-vous fiers de vivre dans un pays dominé par des capitalistes extrémistes et des religieux conservateurs? Les capitalistes ont dépouillé votre pays de l'égalité et de la justice. Ils ont détruit vos parcs nationaux et vos rivières, corrompu vos médias, vos élections et vos relations personnelles. Conseillés par un dieu nommé « le marché », ils règnent par la menace du chômage, de la faim, et par la menace de vous transformer en sans-abri. Ils soutiennent que la façon dont ils organisent la société et refont le monde est la seule et unique, la véritable, la divine. Ils se considèrent comme des experts en moralité, bien qu'ils soient ignorants. Ils bombardent, envahissent, assassinent, torturent, renversent des gouvernements, commettent des injustices, vous maintiennent, vous et le monde, dans la pauvreté et proclament que c'est au nom de Dieu.

*

Reconstruire l'Afghanistan ?

« Une réunion US envisage la reconstruction de l'Afghanistan » titrait le *Washington Post* du 21 novembre 2001. Après une journée de réunion des dirigeants d'une vingtaine d'organisations nationales et internationales à Washington, les responsables américains et japonais déclarèrent qu'ils avaient développé « un programme d'action » pour la reconstruction à long terme du pays ravagé par la guerre.

Cette bonne intention peut avoir ranimé la flamme du « qu'on-est-bien-en-Amérique », à laquelle s'est réchauffé l'ensemble des habitants atterrés depuis le 11 Septembre. Mais il y a probablement là-dedans beaucoup plus de propagande que de substance.

Les États-Unis sont responsables d'une longue liste de bombardements de divers pays, de régions entières, de nombreuses villes, réduites en décombres, d'infrastructures démolies, de vies brisées pour les survivants. Sans qu'il

s'ensuive aucune réparation.

Bien qu'il fut stipulé par écrit que les États-Unis poursuivraient leur « politique traditionnelle » de « reconstruction d'après-guerre », aucune compensation ne fut attribuée au Vietnam après une dizaine d'années de dévastations. Au cours de la même période, le Laos et le Cambodge furent ravagés par des bombardements US sans répit, comme au Vietnam. Les guerres d'Indochine terminées, ces pays, eux aussi, bénéficièrent de la « politique traditionnelle » de Washington de non-reconstruction.

Vinrent ensuite les bombardements américains de la Grenade et du Panama, dans les années 80. Des centaines de Panaméens adressèrent des pétitions aussi bien à l'Organisation des États américains, contrôlée par Washington, qu'à des tribunaux américains, remontant jusqu'à la Cour Suprême. Ils demandaient de « justes compensations » pour les dommages causés par l'opération Juste Cause (c'est le nom donné, sans ironie, à l'invasion et aux bombardements américains). Ils n'obtinrent absolument rien, pas plus que les habitants de la Grenade.

En 1991, ce fut au tour de l'Irak : 40 jours, 40 nuits de bombardements ininterrompus ; destruction des réseaux d'électricité et d'eau, des systèmes sanitaires et de tout ce qui fait une société moderne. Chacun sait ce que les États-Unis ont fait pour aider à reconstruire l'Irak.

En 1999, nous avons eu le cas de la Yougoslavie : 78 jours de bombardements ininterrompus ont quasiment transformé un État industriel avancé en un pays du tiers-monde ; les besoins de reconstruction étaient impressionnants. Deux ans plus tard, en juin 2001, après que les Serbes, suivant docilement les souhaits de Washington, eurent évincé Slobodan Milosevic et l'eurent envoyé devant le tribunal de La Haye, imposé au Conseil de Sécurité par les États-Unis, la Commission Européenne et la Banque Mondiale convoquèrent une « conférence des donateurs ». Organisée soi-disant pour s'occuper de la « reconstruction » de la Yougoslavie, elle devint plutôt une conférence sur les « dettes » de la

Yougoslavie.

Le Premier ministre serbe, Zoran Djindjic, connu pour être particulièrement pro-occidental, déclara en juillet 2001, dans un entretien avec l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, qu'il se sentait trahi par l'Occident :

Il aurait mieux valu que la « conférence des donateurs » n'ait pas eu lieu et qu'à la place on nous ait donné 50 millions de DM cash... En août, nous devrions recevoir le premier versement, 300 millions d'euros. Et voilà qu'on nous dit que 225 millions d'euros seront retenus pour rembourser une ancienne dette qui s'est accumulée en partie à l'époque de Tito. Les deux tiers de cette somme sont des pénalités et des intérêts cumulés parce que Milosevic a refusé de rembourser ces crédits pendant dix ans. On nous donnera les 75 millions d'euros restant au plus tôt en novembre. Ce sont les principes en Occident, nous a-t-on dit. Cela revient à dire : on administre le médicament à un grand malade après sa mort. Car, pour nous, les mois critiques seront juillet, août et septembre.^{20}.

Fin 2001, il y avait deux ans et demi que les ponts yougoslaves s'étaient écroulés dans le Danube, qu'usines et maisons étaient détruites, que les réseaux de transport étaient démantelés. La Yougoslavie n'avait encore reçu aucun fonds pour la reconstruction de la part des États-Unis, architecte et principal auteur des bombardements.

Quels que soient les gouvernants de l'Afghanistan, il leur sera extrêmement difficile d'empêcher les militaires US de construire ce qu'ils voudront pour leurs propres besoins. Quant à ce que les États-Unis construisent quelque chose pour le peuple afghan, ils peuvent attendre longtemps. Contrastant avec le titre du *Washington Post* du 21 novembre cité ci-dessus, on trouvait, cinq semaines plus tard, dans le même journal : « Puisqu'elle a payé la majeure partie de la campagne militaire qui a rendu possible le nouveau gouvernement [afghan], l'administration Bush a fait savoir qu'elle s'attend à ce que les autres pays, particulièrement le Japon et les nations européennes, conduisent la reconstruction du pays^{21}. »

Comme si les bombardements américains avaient été exécutés à la demande ou au bénéfice du Japon et de l'Europe, et non dans l'intérêt propre de Washington.

À la suite des bombardements de l'Irak, les États-Unis ont

installé des bases militaires en Arabie Saoudite, au Koweït et dans les pays du golfe Persique.

À la suite des bombardements de la Yougoslavie, les États-Unis ont installé des bases militaires au Kosovo, en Albanie, Macédoine, Hongrie, Bosnie et Croatie.

À la suite des bombardements de l'Afghanistan, les États-Unis semblent bien sûr en passe d'installer des bases militaires en Afghanistan, au Pakistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et peut-être ailleurs dans la région.

Mis à part la punition primitive, par vengeance aveugle contre... quelqu'un, le bombardement, l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan ont été conduits principalement pour permettre l'installation d'un nouveau gouvernement suffisamment favorable aux objectifs internationaux de Washington, y compris l'installation de bases et de stations d'interception des communications électroniques, et le passage à travers le pays d'oléoducs et de gazoducs depuis la région de la mer Caspienne.

En revanche, le bien-être des Afghans n'a pas dû compter pour beaucoup, si l'on considère que les éléments mis au pouvoir par les militaires US y étaient déjà en grande partie avant les talibans et que leur régime avait été si dépravé que les Afghans avaient accueilli favorablement la venue des talibans. Leurs nouvelles exactions, commises sous le couvert de la puissance américaine, montrent qu'ils n'ont pas perdu la main. Le Premier ministre du gouvernement intérimaire, Hamid Karzai, bien qu'il ne semble pas trop abominable, pourrait avoir un problème de crédibilité vu sa relation étroite et prolongée avec le département d'État américain, le Conseil National de Sécurité, le Congrès et d'autres piliers de l'establishment de la politique étrangère américaine^{22}. De plus, la relation ne fonctionne que dans un sens, car quand les dirigeants du gouvernement intérimaire ont demandé aux États-Unis, en décembre, d'arrêter leurs bombardements à cause de la multitude de morts innocents, Washington a refusé, disant qu'elle avait son propre planning. Ceci n'est pas de bon augure pour le futur gouvernement et la société afghane. Pas

plus que ne l'est la désignation par Karzai du général Rashid Dostom, pressenti comme vice-ministre de la Défense, un homme qui, entre autres charmes, a l'habitude, pour punir ses soldats, de les attacher à un char qu'il fait tourner dans la cour de sa caserne jusqu'à les réduire en bouillie^[23].

La « menace » terroriste

Écrite en 1999, l'introduction qui suit précise que le spectre d'un *ennemi dangereux et menaçant* a été, sous une forme ou une autre, gonflé pendant des dizaines d'années afin d'intimider le public américain et l'amener à accepter les mesures de sécurité progressivement mises en place. Afin, aussi, de persuader l'ensemble des citoyens de s'en remettre au pouvoir des autorités capables de les sauver de ce « spectre » que les manipulations leur ont appris à craindre. Les mesures de sécurité nationale sont très prisées des élites, avec leur cortège de budgets colossaux, de nombreux avantages pour ses dirigeants, des prétextes pour augmenter les pouvoirs de la police et lui permettre d'avoir l'œil sur ceux qui émettent des doutes.

À la lumière de ce qui est arrivé le 11 septembre 2001, il peut sembler à certains qu'en fait la menace n'était pas exagérée, qu'elle était au contraire bien réelle. Mais notre introduction ne laisse pas entendre qu'il n'y aura *jamais* d'attaque contre les États-Unis, en prévision de laquelle un certain niveau de préparation militaire et autre est nécessaire. Étant donné le bellicisme constant de la politique étrangère américaine, et son caractère destructeur, on ne peut que s'attendre à des représailles à un moment ou à un autre, ici ou là.

Pendant près de cinquante ans on a bourré le crâne des Américains avec la menace *imminente* d'une invasion soviétique de l'Europe de l'Ouest ou d'une attaque nucléaire sur les États-Unis. Rien de tel ne s'est produit, bien sûr. Rien de tel n'a jamais été sérieusement envisagé par les Soviétiques, bien sûr; pour d'évidentes raisons

d'autoprotection. Puis, après la disparition de l'Union Soviétique, on a trouvé un grand nombre de nouveaux pays « ennemis », ainsi que la menace de la drogue et la menace terroriste. Les attaques terroristes très occasionnelles contre les États-Unis, presque toujours commises à l'étranger et en réaction à la politique américaine, furent utilisées par Washington pour attiser la peur et augmenter les budgets.

Depuis l'attaque de septembre, c'est tous les jours Noël pour les dirigeants de la sécurité nationale et la cohorte de leurs entreprises. Tous leurs souhaits ont été comblés, et au-delà. Très vite, ils ont augmenté massivement les dépenses militaires; étranglé sans vergogne les dépenses sociales; décidé, pour les plus grandes entreprises, des réductions d'impôt considérables et écœurantes; grandement accru les pouvoirs de poursuite judiciaire et de surveillance de la population, jusqu'au droit de pénétrer dans les maisons quasiment à volonté - à un point que les dictatures peuvent envier; annulé le Bill of Rights (charte des droits constitutionnels) pour les non-citoyens, y compris les résidents en situation régulière; créé une Direction de la sécurité de la patrie (Office of Homeland Security) ; ils se sont évertués à réduire la législation sur l'environnement; ils ont abrogé unilatéralement un traité majeur sur le contrôle des armements; révélé des projets d'expansion de l'empire américain, au nom de la « croisade antiterroriste » visant l'Irak, la Somalie, la Corée du Nord et le Soudan, entre autres; et bien d'autres choses.

Beaucoup de personnes en position vulnérable, qui ont critiqué les bombardements, en ont subi les conséquences; nombre d'universitaires qui ont pris la parole contre la guerre ont perdu leur place ou ont été blâmés publiquement par les autorités, des lycéens ont été suspendus pour la même raison, le seul membre du Congrès qui a voté contre l'« autorisation d'utiliser la force militaire » a reçu d'innombrables menaces et des courriers haineux; et ainsi de suite.

Le résultat de ce qui précède est un État policier; pas le pire qui soit au monde, bien sûr, mais un État policier quand

même; la guerre contre la drogue l'avait mis en place bien avant le 11 Septembre.

Vraisemblablement, le désir bien ancré des élites de se débarrasser du fléau que constitue le mouvement antiglobalisation est un des principaux motifs de l'assaut contre les libertés civiles. Selon la nouvelle loi antiterrorisme (« USA Patriot Act ») — passée en urgence avant qu'aucun membre du Congrès, ou presque, ait seulement pu en lire le texte interminable - les actions qui se proposent « d'intimider ou contraindre une population civile » ou « d'influencer la politique d'un gouvernement par intimidation ou contrainte » peuvent être considérés comme du « terrorisme ». Avec un grand danger non seulement pour la personne arrêtée, mais aussi pour le groupe auquel elle appartient et pour ceux qui le constituent. Tous seront sérieusement menacés de se voir, au minimum, confisquer leurs biens.

Combien de jeunes gens vont-ils jouer leur avenir sur un tel risque? Combien d'organisations vont-elles courir le risque de tout perdre?

Qui savait quoi et quand?

Comme on pouvait s'y attendre, depuis le 11 Septembre de nombreux rapports soulèvent des questions à propos des versions officielles ; ces rapports concernent : la rencontre entre la CIA et Ben Laden en juillet dans un hôpital de Dubaï; le fait que le Mossad israélien ait été derrière tout cela ou, pour le moins, qu'il ait eu par avance des renseignements concernant les attentats et ne les ait pas divulgués, afin que les Américains puissent découvrir ce qu'endure Israël avec les terroristes; l'échec des systèmes de sécurité et de défense aériennes, dans l'exécution des procédures de routine, expérimentées depuis longtemps, et dans la destruction en vol du second et du troisième avion - un choix délibéré peut-être; un délit d'initié important, peu avant les attaques, basé sur la prévision que les actions d'American et United Airlines plongeraient avec leurs avions; les rencontres avec les talibans et le soutien qu'on leur a apporté pendant des années ; les liens entre la famille Bush et les Ben Laden; et d'autres choses

encore^{24}. Cela suffira à nourrir les chercheurs et les éditeurs pour les années à venir. Mais, étudier sous tous les angles les questions soulevées, avec la profondeur qu'elles méritent, dépasse les dimensions de cet essai et le temps comme l'énergie dont l'auteur dispose.

Je ne peux qu'ajouter mes propres analyses spéculatives au dossier déjà bien lourd. Il faut faire un gros effort de crédulité pour croire que le FBI, la CIA, la NSA et autres, ignoraient totalement qu'une opération terroriste d'envergure était prévue aux États-Unis. Et, si violente que l'opération ait été finalement, sa nature ne pouvait pas être inconcevable pour ces agences, car en février 2000, en Israël, à « la première conférence internationale de défense contre les attaques suicides », la CIA avait été avertie de façon spécifique que des terroristes projetaient de pirater un avion de ligne pour en faire une arme contre des symboles importants des États-Unis^{25}. De plus, un terroriste arrêté aux Philippines en 1995 avait révélé que son groupe prévoyait de pirater de petits avions, de les remplir d'explosifs, et de s'écraser avec sur des cibles gouvernementales comme la CIA et autres^{26}.

Deux ou trois des pirates figuraient sur une liste de suspects du FBI. D'après les sources du FBI, chaque fois, pratiquement, qu'il a prévenu une attaque terroriste, le succès fut la conséquence d'investigations sur le long terme, caractérisées par la patience et la décision de laisser le complot se développer. « Évidemment, vous voulez laisser les choses aller jusqu'au bout afin de pouvoir mesurer l'ampleur et l'envergure de la conspiration. Évidemment, la meilleure méthode, la plus efficace pour y parvenir, est de laisser faire jusqu'au dernier acte^{27}. »

Il se peut qu'ils aient attendu un acte de trop.

Même s'il y a peu de choses dont ne soient pas moralement capables les dirigeants américains, je ne pense pas qu'ils auraient permis que cela arrive, s'ils avaient su exactement ce qui allait arriver, et à quel moment. Le Pentagone n'aurait certainement pas permis que son sanctuaire et son personnel soient frappés si sauvagement. Par ailleurs, le fait que tant de

désirs des élites aient été accomplis garantit d'alimenter les théories du complot.

Est-ce un moyen d'en finir avec le terrorisme ?

En Afghanistan, la politique américaine de la terre brûlée par les bombardements risque de se terminer par un naufrage politique. Peut-on douter que, grâce aux destructions épouvantables, des gens, par milliers à travers le monde musulman, aient été émotionnellement et spirituellement gagnés à la cause du prochain Oussama Ben Laden? Autrement dit, la prochaine génération de terroristes. En décembre, alors que les bombes américaines tombaient encore sur l'Afghanistan, un homme - Richard Reid, citoyen britannique converti à l'Islam - a essayé, avec des explosifs cachés dans ses chaussures, de faire exploser un avion d'American Airlines en route pour les États-Unis. L'ecclésiastique responsable de la mosquée de Londres que Reid fréquentait a prévenu que des extrémistes enrôlaient d'autres jeunes gens comme Reid, et que ces agents, dans la ligne de l'Islam radical, ont intensifié leurs efforts de recrutement depuis le 11 Septembre. L'ecclésiastique a déclaré qu'il connaissait des « centaines de Richard Reid » recrutés au Royaume-Uni. Reid, décrit dans la presse comme un « instable », aurait voyagé en Israël, en Égypte, en Hollande et en Belgique avant d'arriver à Paris et d'embarquer dans l'avion d'American Airlines^{28}. D'où la question : qui l'a financé? Le gel par les États-Unis de nombreux comptes bancaires de groupes terroristes présumés, dans le monde entier, n'aurait donc qu'un effet limité.

Les Américains ne se sentent pas plus en sécurité sur leurs lieux de travail ou de loisirs, et pendant leurs voyages, qu'ils ne l'étaient 24 heures avant que commencent les bombardements décidés par leur gouvernement.

L'élite au pouvoir a-t-elle appris quelque chose? En décembre 2001, à Washington, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, se fit l'avocat d'une invasion de l'Irak. Indifférent aux réactions du monde arabe, il déclara : le silence des populations arabes à la suite des victoires

américaines en Afghanistan prouve « que seule la crainte rétablira le respect envers les États-Unis⁽²⁹⁾. »

Alors, que peuvent faire les États-Unis pour en finir avec le terrorisme dirigé contre eux? La solution consiste à faire disparaître les motivations antiaméricaines des terroristes. Pour y parvenir, la politique américaine devra entreprendre une métamorphose, comme en témoigne le contenu de ce livre.

Si j'étais président, j'arrêterais en quelques jours les attaques terroristes contre les États-Unis. Définitivement.

D'abord, je présenterais mes excuses à toutes les veuves, aux orphelins, aux personnes torturées, à celles tombées dans la misère, aux millions d'autres victimes de l'impérialisme américain.

Ensuite, j'annoncerais aux quatre coins du monde que les interventions américaines dans le monde sont définitivement terminées, et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51^e État des États-Unis mais dorénavant - chose curieuse à dire - un pays étranger.

Et puis, je réduirais le budget militaire d'au moins 90%, utilisant le surplus à payer des réparations aux victimes. Ce serait plus que suffisant. Le budget militaire d'une année, soit 330 milliards de dollars, équivaut à plus de 18 000 dollars de l'heure depuis la naissance de Jésus-Christ.

Voilà ce que je ferais les trois premiers jours.

Le quatrième jour, je serais assassiné.

*Washington, DC,
janvier 2002*

Introduction

Le titre de ce livre pourrait être *Serial Killers de bébés, leurs meurtres à la tronçonneuse et les femmes qui les aiment*.

Les femmes ne croient pas vraiment que leurs bien-aimés feraient une chose pareille, même si on leur montre un membre coupé ou un torse sans tête. Ou alors, si elles le croient, elles savent au plus profond d'elles-mêmes que leurs amants avaient les meilleures intentions ; cela n'a pu être qu'une espèce d'accident malheureux, une gaffe commise en toute bonne foi; en fait, bien plus vraisemblablement, ce fut un acte humanitaire.

Pendant 70 ans, les États-Unis ont convaincu la plus grande partie du monde qu'il existait une conspiration internationale. Un Complot Communiste International, n'ambitionnant pas moins que le contrôle de la planète entière, dans un but rien moins que social. Et on a fait croire au monde que, d'une façon ou d'une autre, il avait besoin des États-Unis pour le sauver de l'obscurantisme communiste. « Achetez simplement nos armes, disait Washington, laissez nos militaires et nos entreprises vagabonder librement à travers votre pays, donnez-nous un droit de veto sur le choix de vos dirigeants, et nous vous protégerons. »

Ce fut le racket le plus intelligent depuis que les hommes ont convaincu les femmes qu'elles avaient besoin d'eux pour les protéger - si tous les hommes disparaissaient du jour au lendemain, combien de femmes auraient-elles peur de marcher dans les rues?

Et si les gens de quelque pays étranger étaient assez aveugles pour ne pas réaliser qu'ils avaient besoin d'être sauvés, s'ils ne savaient pas apprécier la noblesse sous-jacente des motifs américains, on les avertissait qu'ils brûleraient dans

l'Enfer Communiste. Ou dans un enfer fabriqué par la CIA. Et qu'ils seraient sauvés quand même.

Plus d'une dizaine d'années après la chute du mur de Berlin, l'Amérique continue à protéger les pays et les peuples d'un danger ou d'un autre. Depuis 1945, les États-Unis ont tenté de renverser plus de 40 gouvernements étrangers, et d'écraser plus de 30 mouvements nationalistes ou populaires en lutte contre des régimes intolérables. Ce faisant, les Américains ont causé le décès de plusieurs millions de personnes, et condamné encore plus de millions d'individus à une vie d'agonie et de désespoir. Pendant que j'écris ces lignes à Washington, DC, [en avril 1999], les États-Unis sauvent la Yougoslavie. Ils bombardent une société moderne, la renvoyant à l'âge préindustriel. Et le grand public américain, dans son infinie sagesse, est convaincu que son gouvernement est animé par des motifs « humanitaires ».

Washington est submergé par les dignitaires étrangers venus célébrer le 50^e anniversaire du Traité de l'Organisation de l'Atlantique Nord, (OTAN), trois jours de pompes sans précédent. Les présidents, premiers ministres et ministres étrangers, en dépit de leur rang, sont heureux d'être admis à la cour du tyran. Les entreprises privées financent ce somptueux week-end une douzaine d'entre elles payant 250 000 dollars chacune pour qu'un des membres de la direction soit un responsable du comité d'accueil du sommet de l'OTAN. Nombre de ces firmes ont exercé un lobbying intense pour l'extension de l'OTAN à la République Tchèque, la Hongrie et la Pologne, chacun de ces pays étant susceptible d'acheter d'énormes quantités de matériel militaire à ces entreprises.

Ce mariage de l'OTAN et des entreprises transnationales est le fondement du Nouvel Ordre Mondial, nom donné par George Bush à l'empire américain. La crédibilité du Nouvel Ordre Mondial repose sur la croyance planétaire que le monde nouveau sera meilleur pour l'ensemble de l'humanité, et non pas seulement pour ceux pour qui trop n'est pas assez, ainsi que sur la croyance que le leader du Nouvel Ordre Mondial, les États-Unis, ont de bonnes intentions.

Jetons un coup d'œil sur une partie de l'histoire contemporaine des États-Unis, cela peut être instructif. Un rapport du Congrès, de 1994 nous apprend que :

Environ 60 000 militaires ont été utilisés comme sujets d'expérience dans les années 40 pour tester deux agents chimiques, le gaz moutarde et le lewisite [gaz urticant]. La plupart de ces sujets ne furent pas informés de la nature des expériences et n'eurent jamais aucun suivi médical après leur participation à la recherche. Mieux, quelques-uns de ces êtres humains furent menacés d'emprisonnement à Fort Leavenworth s'ils parlaient de ces expériences avec quiconque, y compris leurs épouses, leurs parents et leurs médecins de famille. Des dizaines d'années durant, le Pentagone nia que ces recherches aient eu lieu, entraînant autant d'années de souffrance pour nombre de vétérans qui étaient tombés malades après les tests secrets.⁽³⁰⁾

Faisons un bon en avant vers les années 90. Des milliers de soldats américains sont revenus de la guerre du Golfe avec des maladies inconnues. On a suspecté une exposition à des agents biologiques ou chimiques nocifs, mais le Pentagone a nié que ceci se soit produit. Des années passèrent pendant lesquelles les GI's souffrirent terriblement. Problèmes neurologiques, fatigue chronique, problèmes dermatologiques, lésions pulmonaires, perte de mémoire, douleurs musculaires et tendinites, forts maux de tête, troubles de la personnalité, et d'autres... À la longue, le Pentagone fut forcé d'abandonner, pied à pied, sa position. Il admit que, oui, des dépôts d'armes chimiques avaient bien été bombardés; et puis, oui, il s'en était probablement dégagé des poisons mortels ; et puis, oui, en effet, des militaires américains se trouvaient à proximité de ces émanations toxiques, 400 soldats ; et puis ils pouvaient avoir été 5 000 ; puis, « un très grand nombre », probablement plus de 15 000; puis, pour finir, un nombre précis - 20867; puis « le Pentagone annonça qu'une simulation par ordinateur longuement attendue estime que près de 100 000 soldats US pourraient avoir été exposés à des quantités significatives de gaz sarin.⁽³¹⁾... »

Les soldats furent également contraints de se faire vacciner contre la maladie du charbon et les gaz neurotoxiques, vaccins que le FDA n'avait pas agréés comme efficaces et sans danger.

En cas de refus ils étaient punis, parfois traités comme des criminels. (Au cours de la Seconde Guerre mondiale, des soldats US furent contraints de se faire vacciner contre la fièvre jaune, en conséquence de quoi, quelque 330 000 d'entre eux furent infectés par le virus de l'hépatite B.^{32}.) Finalement, fin 1999, presque neuf ans après la fin de la guerre du Golfe, le ministère de la Défense déclara qu'un médicament administré aux soldats contre un certain gaz neurotoxique « ne pouvait être mis hors de cause » dans les maladies persistantes de quelques anciens combattants.^{33}

Les huiles du Pentagone, en outre, n'ont pas averti les soldats américains du grave danger de se trouver à proximité d'armes qui répandent de l'uranium appauvri sur le champ de bataille.

Si le Pentagone avait été nettement plus disposé à communiquer dès le début ce qu'il savait de ces armes et substances variées, les soldats auraient peut-être pu bénéficier d'un diagnostic rapide et recevoir plus tôt les soins appropriés. Le coût en termes de souffrances humaines fut incalculable. On peut en trouver une évaluation dans l'estimation qu'un tiers des sans domicile fixe américains sont des anciens combattants.

Et dans les décennies qui séparent les années 40 des années 90, que trouvons-nous? Une variété remarquable de programmes gouvernementaux, qui, soit officiellement soit dans leurs effets, utilisent des soldats comme cobayes - envoi de pilotes à travers les champignons nucléaires; soumission à des expériences d'armes chimiques et biologiques; expériences sur les radiations ; expériences sur les modifications du comportement (lavage de cerveau avec du LSD); exposition à la dioxine de l'Agent Orange en Corée et au Vietnam... la liste n'est pas close... dans les faits, des millions de sujets auxquels on a rarement donné le choix ou une information adéquate, souvent avec des effets désastreux pour leur santé physique et/ou mentale, rarement avec des soins médicaux appropriés ou même simplement une surveillance médicale.^{34}

La morale de cette mince tranche d'histoire est simple : si le gouvernement des États-Unis ne se soucie pas de la santé et du bien-être de ses propres soldats, si nos dirigeants ne sont pas émus par la douleur et la souffrance prolongées des guerriers démoralisés, engagés dans les guerres de l'empire, comment peut-on soutenir, comment peut-on croire, qu'ils se soucient des peuples étrangers?

Quand un officier de la CIA demanda au Dalaï Lama en 1995 : « Avons-nous fait une bonne ou une mauvaise chose en fournissant ce soutien [aux Tibétains] ? », le chef spirituel des Tibétains répondit que bien que cela aidât au moral de ceux qui résistaient aux Chinois, « des milliers de vies avaient été perdues dans la résistance » et que « le gouvernement US ne s'était pas impliqué dans les affaires de son pays pour aider le Tibet mais seulement, selon la tactique de la Guerre Froide, pour défier les Chinois⁽³³⁾ ».

« Laissez-moi vous dire une chose au sujet des très riches, écrivait F. Scott Fitzgerald ils sont différents de vous et moi. »

Nos gouvernants aussi.

Prenons Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter pour la sécurité nationale. Dans un entretien de 1998, il admit que la version officielle selon laquelle les États-Unis n'apportèrent leur aide à l'opposition afghane *qu'après* l'invasion soviétique de 1979 était un mensonge. La vérité, dit-il, c'est que les États-Unis commencèrent à aider les moudjahidins fondamentalistes islamiques six mois *avant* que les Russes n'avancent leurs pions, même s'il pensait - et il le dit à Carter - que « cette aide allait conduire à une intervention militaire des Soviétiques ».

On demanda à Brzezinski s'il regrettait cette décision.

Regretter quoi? Cette opération secrète était une excellente idée.

Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le guêpier afghan et vous me demandez de la regretter? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter : Nous avons maintenant la possibilité de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam. Et en effet, pendant presque 10 ans, Moscou a dû faire face à une guerre insupportable pour son gouvernement, un conflit qui conduisit à la

démoralisation et finalement à l'éclatement de l'empire soviétique^{36}.

Outre qu'il n'y a pas de relation avérée entre la guerre d'Afghanistan et l'éclatement de l'empire soviétique, nous sommes confrontés aux conséquences de cette guerre : la défaite d'un gouvernement engagé à faire entrer dans le XX^e siècle une nation extraordinairement arriérée ; les carnages stupéfiants ; la torture infligée par les moudjahidins que même les fonctionnaires du gouvernement US qualifiaient d'« horreur indescriptible »^{37}; la moitié de la population, morte, mutilée, ou réfugiée; l'essaimage de milliers de terroristes fondamentalistes islamistes qui ont déclenché des atrocités dans de nombreux pays; et l'incroyable répression des femmes en Afghanistan, instituée par les alliés de temps de guerre de l'Amérique.

Et pour avoir joué un rôle clé dans le déclenchement de tout ceci, Zbigniew Brzezinski n'a pas de regret. Des regrets? L'homme en est franchement fier! Le plus aimable que l'on puisse dire à propos d'une telle personne - une sorte de sociopathe - est qu'il est amoral. Au moins dans son incarnation publique, la seule qui nous intéresse ici. À l'époque médiévale, on l'aurait appelé Zbigniew le Terrible.

Et que nous apprend ceci sur Jimmy Carter, dont beaucoup de gens pensent qu'il est peut-être la seule personne à moitié convenable qui ait occupé la Maison-Blanche depuis Roosevelt? À moins que ce ne soit depuis Lincoln?

En 1977, harcelé par des journalistes de dire si les États-Unis avaient l'obligation morale d'aider le Vietnam à se reconstruire, le président Carter répondit : « Eh bien, les destructions ont été réciproques^{38}. » (Peut-être eut-il l'impression, quand il observa la dévastation du South Bronx à la fin de cette année-là, qu'elle avait été provoquée par des bombardements vietnamiens.)

Au cours d'un échange télévisé désormais fameux entre Madeleine Albright et le reporter Lesley Stahl, ce dernier, parlant des sanctions contre l'Irak, demanda à celle qui était alors l'ambassadrice US aux Nations Unies : « On nous dit

qu'un demi-million d'enfants sont morts. Je veux dire, c'est plus que le nombre d'enfants morts à Hiroshima. Et... et vous savez, est-ce que ça vaut ce prix-là? »

Albright répondit : « Je pense que c'est un choix très difficile, mais le prix... nous pensons que ça vaut ce prix-là^{39}. »

On peut accorder à Albright le plus absolu bénéfice du doute et dire qu'elle n'avait d'autre choix que défendre la politique du gouvernement. Mais quel genre de personne est-on quand on accepte d'être nommée pour un travail, en sachant parfaitement qu'on sera partie intégrante d'une politique engagée d'une telle façon, et que Ton compte sur vous pour la défendre sans excuse ? Peu de temps après, Albright a été nommée secrétaire d'État.

Lawrence Summers est un autre bon exemple. En décembre 1991, alors qu'il était directeur économiste de la Banque mondiale, il écrivit une note interne pour dire que la Banque devrait encourager la délocalisation des « industries sales » vers les pays sous-développés parce que, entre autres raisons, les coûts de la détérioration de la santé et des décès dus à la pollution seraient moindres. Étant donné que ces coûts sont basés sur la perte de salaire des travailleurs affectés, les coûts estimés seront beaucoup plus bas dans un pays où les salaires sont très bas. « Je pense, écrivait-il, que la logique économique de déversements de déchets toxiques dans ses pays à bas salaires est parfaite^{40}. » Bien que cette note interne ait été l'objet d'une large diffusion et fut blâmée en 1999, Summers a été nommé ministre des Finances par le président Clinton. Il venait du sous-secrétariat aux Finances — chargé des affaires internationales. C'était une promotion.

Nous avons aussi Clinton lui-même qui, au 33^e jour de la dévastation de la Yougoslavie par l'aviation - 33 jours et nuits de destruction de villages, d'écoles, d'hôpitaux, d'immeubles d'habitation, d'équilibre écologique, de membres et d'yeux arrachés, d'intestins répandus, d'enfants traumatisés pour le reste de leurs jours... la destruction d'une vie que les Serbes ne connaîtront jamais plus - au 33^e jour, William Jefferson

Clinton déconseilla de juger prématurément la politique de bombardement, et jugea bon de déclarer : « Ceci peut paraître long. [Mais] je ne pense pas que cette opération aérienne ait duré particulièrement longtemps⁽⁴¹⁾. » Il continua donc 45 jours de plus.

Le vice-président de Clinton, Albert Gore, semblait tout à fait convenir pour lui succéder sur le trône. En 1998, il exerça une forte pression sur l'Afrique du Sud, menaçant le gouvernement de ce pays de sanctions commerciales s'il n'abandonnait pas son projet d'utiliser, contre le SIDA, des médicaments génériques moins chers, ce qui aurait amputé les ventes des entreprises US⁽⁴²⁾. Notons au passage qu'en Afrique du Sud il y a environ trois millions de personnes séropositives parmi une population majoritairement pauvre. Lorsque Gore, qui avait à cette époque des liens significatifs avec l'industrie pharmaceutique⁽⁴³⁾, fut interpellé durant un discours à New York, il refusa de répondre sur les faits, mais s'écria : « J'aime ce pays. J'aime le Premier Amendement⁽⁴⁴⁾. »

Il est intéressant de remarquer que Madeleine Albright, interpellée à Columbus, Ohio, en février 1998, pendant qu'elle défendait la politique iraquienne du gouvernement, hurla : « Nous sommes le plus grand pays du monde ! »

Le patriotisme est vraiment le dernier refuge des scélérats, bien que les mots de Gore et de Albright n'aient pas tout à fait l'accent de *Deutschland über ailes* ou *Rule Britannia*.

En 1985, Ronald Reagan donna une démonstration de la supériorité intellectuelle qui lui valut l'estime générale. Pour montrer ce qu'était le totalitarisme soviétique, il déclara : « Je ne suis pas linguiste, mais j'ai entendu dire que la langue russe n'a même pas de mot pour "liberté"⁽⁴⁵⁾. » À la lumière de ces personnages et de leurs déclarations, on se demande s'il existe un mot en américain pour « embarras » ?

Non, ce n'est pas simplement que le pouvoir corrompt et déshumanise.

Ce n'est pas non plus que la politique étrangère soit cruelle

parce que les dirigeants américains sont cruels.

Non, nos dirigeants sont cruels parce que seuls ceux qui ont décidé et sont capables d'être démesurément cruels sans remords peuvent obtenir des positions de pouvoir parmi les gens qui font la politique étrangère. Cela pourrait très bien faire partie des qualités requises pour le travail. Les gens capables d'exprimer une bonne mesure humaine d'empathie et de compassion envers des étrangers lointains et impuissants - sans parler des soldats américains - ne deviennent pas président des États-Unis, ou vice-président, ou secrétaire d'État, ou conseiller à la sécurité nationale ou ministre des Finances. Ni ne le désirent.

Il y a une sorte de principe de Peter à l'œuvre ici. Laurence Peter a écrit que, dans une structure hiérarchique, chacun tend à atteindre son plus haut niveau d'incompétence. Nous pouvons peut-être postuler que dans une institution de politique étrangère, dévouée à la domination impérialiste par n'importe quel moyen, chacun tend à atteindre le niveau maximum de cruauté avec laquelle il peut vivre.

Peu de jours après que les bombardements sur la Yougoslavie eurent cessé, le *New York Times* publiait à la une de son supplément, le *Sunday Weeks in Review*, un propos de Michael Wines. Il déclarait que « les Droits de l'homme ont été élevés au statut de priorité militaire et de valeur occidentale prééminente... La guerre n'a fait que mettre en évidence la profonde division idéologique entre un Nouveau Monde idéaliste décidé à en finir avec la brutalité et un Ancien Monde unanime quant à la fatalité de la guerre... il y a aussi un écart béant entre l'Occident et la plupart du monde sur la valeur d'une seule vie. »

Et ainsi de suite. Un hymne à la gloire de la bonté innée de l'Occident, que malheureusement ne partage pas une grande partie du reste du monde qui, se lamentait Wines, « simplement ne partage pas les idées occidentales de droits et de responsabilités^{46}. » Le *Times* nous gava de ce conte moraliste juste après que « l'Occident » a commis le bombardement prolongé le plus féroce qu'une nation ait subi

dans l'histoire de la planète. Nous avons envisagé plus haut une petite partie de ses conséquences redoutables.

Pendant le bombardement de l'Irak en 1991, précédent record de férocité prolongée, un abri antiaérien civil fut détruit par un projectile à l'uranium appauvri, carbonisant plusieurs centaines de personnes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants. Marlin Fitzwater, porte parole de la Maison Blanche, répétant les déclarations des militaires US selon lesquelles l'abri était un centre de commandement, dit : « Nous ne savons pas pourquoi des civils se trouvaient à cet endroit, mais ce que nous savons, c'est que Saddam Hussein ne partage pas nos valeurs concernant le caractère sacré de la vie humaine^[47]. »

De la même façon, pendant la guerre du Vietnam, le président Johnson et d'autres responsables gouvernementaux nous assurèrent que les Asiatiques n'avaient pas une aussi haute idée que les Américains de la vie humaine. Pendant qu'on nous disait ça, bien entendu, les bombes américaines, le napalm, l'Agent Orange et les hélicoptères de combat désintégraient les Vietnamiens et leurs vies dont nous avons une si haute idée.

Par ailleurs, un jour de février 1966, David Lawrence, du *US News & World Report*, fut poussé à publier ce qui suit dans son journal : « Ce que les États-Unis sont en train de faire au Vietnam est l'exemple le plus significatif de philanthropie qu'un peuple ait apporté à un autre et dont nous ayons été témoins de nos jours. »

J'ai envoyé à M. Lawrence un pamphlet pour le féliciter sous le titre *Atrocités américaines au Vietnam*, qui donnait force détails sur le sujet. J'y joignais une note reproduisant en premier lieu la citation de Lawrence avec son nom dessous, puis j'ajoutais : « L'un de nous est fou » suivi de mon nom.

Lawrence m'adressa une réponse d'une page, dont l'essentiel était : « Je pense qu'une lecture attentive du pamphlet prouve ce que j'essaie de dire - à savoir que les nations primitives, profondément barbares, ont besoin qu'on

les aide à comprendre les véritables bases d'une existence civilisée. »

L'esprit américain - comme le montrent ceux de Michael Wines et David Lawrence - est, politiquement, si profondément façonné que pour l'émanciper il faudrait une habileté philosophique et chirurgicale peu commune. La grande majorité des Américains, même les plus cyniques - qui n'ont pas besoin d'être persuadés que les mots qui sortent de la bouche des politiciens sont un mélange de mal-, dés- et non-information semblent perdre leur esprit critique quand ils sont confrontés à « nos garçons qui risquent leur vie ». Si l'amour est aveugle, le patriotisme a carrément perdu les cinq sens.

Dans la mesure où le cynisme de ces Américains s'applique aux aventures extérieures dont le gouvernement a l'habitude, ils doutent que l'interprétation de la situation par le gouvernement soit valide, que les buts fixés en valent la peine et qu'ils puissent être atteints - mais ils ne doutent pas des motivations du gouvernement. On présume a priori que nos dirigeants sont bien intentionnés envers la nation étrangère concernée - peu importe combien de morts, de destructions et de souffrances résulteront objectivement de leur politique.

Le député Otis Pike (Républicain.-NY) présida en 1975 une commission qui mit au jour nombre d'actions ténébreuses et cachées de la politique étrangère US. Il y avait eu des fuites pour beaucoup d'entre elles, néanmoins d'autres étaient restées secrètes. Dans un entretien, il déclara que chaque membre du Congrès pouvait avoir accès à l'intégralité du rapport de la commission s'il acceptait de ne rien révéler de ce qu'il contenait. « Mais peu désirent le lire » ajouta-t-il.

« Pourquoi ? » demanda son interlocuteur.

« Oh, ils pensent qu'il vaut mieux ne pas savoir, » répondit Pike. « Il y a trop de choses qui embarrassent les Américains dans ce rapport. Voyez-vous, ce pays a traversé un traumatisme atroce avec le Watergate. Mais même à ce moment-là, tout ce qu'on leur demandait de croire c'était que leur président avait été un « méchant ». Dans ce cas, on leur

demande encore plus ; on leur demande de croire que c'est le pays qui est mauvais. Et personne ne veut croire ça^{48}. »

Cela a été comparé à la consultation d'un conseiller pédagogique parce que votre enfant se comporte bizarrement, qui vous dit : « Il y a un problème d'inceste dans votre famille. » Les gens ne peuvent entendre ça. Ils vont voir un autre conseiller pédagogique. Ils s'accrochent à n'importe quelle autre explication. C'est trop douloureux^{49}.

Dans *L'Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Thucydide parle de la pratique du pillage, le principal moyen de subsistance des guerriers. Il nous dit que nul déshonneur n'était attaché à un tel exploit, mais plutôt du mérite.

Chacun d'entre nous, ou presque, est élevé dans un cadre lui enseignant tu ne tueras pas, ne violeras pas, ne voleras pas, probablement tu ne corrompras pas un fonctionnaire ni ne tricheras sur tes impôts - mais pas qu'il y a quoi que ce soit de mal à renverser des gouvernements étrangers, réprimer les révolutions ou larguer de puissantes bombes sur une nation étrangère, si ça sert la « sécurité nationale » de l'Amérique.

Regardons nos maîtres. Pendant le bombardement de la Yougoslavie le présentateur de *CBS Evening News*, Dan Rather, déclarait : « Je suis un Américain et je suis un reporter américain. Et alors, quand un combat engage des Américains, vous pouvez me critiquer si vous voulez, me maudire si vous voulez, mais je pousse toujours dans le sens qui nous permettra de gagner^{50}. » (Dans le passé, les journalistes US s'empressaient de reprocher à leurs confrères soviétiques de parler au nom de l'État.)

Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'il est prêt à soutenir tout effort de guerre des États-Unis sans tenir compte de la justification morale ou légale? Sans tenir compte des effets sur la démocratie, la liberté ou l'autodétermination? Sans tenir compte du niveau d'horreur? Sans tenir compte de quoi que ce soit? De la même façon, beaucoup d'autres journalistes américains ont paradé comme les meneurs des temps modernes au milieu d'une des marches du Pentagone sur le

sentier de la guerre, remplissant une fonction « qui tient plus de la sténographie que du journalisme^{51}». Pendant la guerre du Golfe, un grand nombre de médias, conduits par CNN, ont paru obsédés par le fétichisme du missile, au point de laisser à penser qu'ils avaient besoin d'une assistance psychologique.

Le directeur général de la *National Public Radio*, Kevin Klose, est l'ancien responsable de l'ensemble de radiodiffusion qui déverse à travers le monde la propagande du gouvernement US. Cet ensemble comprend *Voice of America*, *Radio Free Europe*, *Radio Liberty* et l'anticastriste *Radio Marti* diffusée à Cuba à partir de la Floride. NPR, qui peut être considéré comme l'équivalent national de *Voice of America*, ne s'est jamais trouvé devant une guerre américaine sans l'aimer. Il s'est enthousiasmé à décrire la guerre contre la Yougoslavie dans les termes de Clinton : « Le plus important succès de politique étrangère^{52}. »

Et le responsable de la *Corporation for Public Broadcasting*, Robert Coonrod, a un curriculum vitae remarquablement semblable à celui de Klose ; de *Voice Of America* à *Radio Marti*.

Peut-on s'étonner que des Américains innombrables - dont le psychisme n'est pas moins malléable que celui des autres membres de l'espèce humaine - soient vaguement conscients du fait qu'ils ont le droit de s'opposer sans équivoque à un effort de guerre et de se demander les véritables raisons pour lesquelles le gouvernement s'y est engagé, sans se considérer (comble de l'horreur) comme « antipatriotes ». La propagande est à la démocratie ce que la violence est à la dictature.

Pendant la guerre du Golfe de 1991, l'administration Bush donna trois conférences de Presse par jour avec des personnages aussi télégéniques que les généraux Colin Powell et Norman Schwarzkopf. Marlin Fitzwater rappela plus tard que lorsque ABC-TV interviewait un groupe d'habitants du Kansas réunis autour d'une table de cuisine, « chaque réponse reflétait une des raisons que nous avons données pour y aller^{53} ».

En Espagne, au XVI^e siècle, les meilleurs esprits étaient occupés à imaginer des justifications aux sévices que les conquistadors faisaient subir aux Indiens du Nouveau Monde. Il fut décidé, et généralement admis, que les Indiens étaient des « esclaves naturels », créés par Dieu pour servir les conquistadors.

Au XX^e siècle, l'Amérique fit un pas de plus dans cette direction. Les meilleurs et les plus brillants esprits nous assurent que les interventions des États-Unis - bien que plutôt violentes - non seulement sont dans l'ordre naturel des choses, mais qu'elles sont en fait pour le *bien* des indigènes.

Les médias et le public, en fait, sont friands des mensonges des politiciens, mais de leurs petits mensonges - à propos d'argent, de sexe, d'usage de drogue, et autres peccadilles - et du double langage rituel des discours de campagnes électorales. Un certain M. A. Hitler, originaire d'Autriche, bien que souvent fustigé, est parvenu, à vrai dire, à des intuitions très perspicaces sur la façon dont le monde fonctionne. En voici une :

La grande masse des gens, dans l'extrême fond de leur cœur, sont enclins à la corruption plutôt que sciemment et délibérément mauvais... En conséquence, vu la primitive simplicité de leurs cerveaux, ils sont plus facilement victimes d'un grand mensonge que d'un petit, puisque eux-mêmes mentent pour les petites choses, mais auraient honte de mensonges qui seraient trop grands^{54}.

Combien d'Américains, après tout, mettent en doute le raisonnement qui conduisit à lâcher la bombe A sur Hiroshima et Nagasaki - pour éviter une invasion terrestre du Japon, et sauver ainsi des milliers de vies américaines? Pourtant, on sait depuis des années que les Japonais avaient tenté pendant plusieurs mois de capituler et que les Américains avaient constamment ignoré leurs propositions. Les bombes furent larguées non pour intimider les Japonais, mais pour inculquer aux Russes la peur du dieu américain. Le largage de la bombe A, a-t-on dit, ne fut pas le dernier tir de la Seconde Guerre mondiale, mais le premier de la Guerre Froide^{55}.

En 1964, le secrétaire d'État, Dean Rusk, interrogé sur la participation américaine au renversement du gouvernement

brésilien, déclara : « Eh bien, il n'y a pas un iota de vrai dans cela, rien du tout; sous quelque forme que ce soit. » Cependant, les États-Unis ont été étroitement impliqués dans le coup, leur rôle était vraiment indispensable.^[56]

Dans les années 80, l'administration Reagan déclara que les Russes pulvérisaient des produits chimiques toxiques au-dessus de l'Asie - appelés « pluie jaune » - et avaient causé des milliers de morts. Les informations des dirigeants de Washington étaient si précises qu'ils purent affirmer qu'en Afghanistan 3 042 personnes étaient mortes au cours de 47 incidents différents. Plus de 15 fois dans des documents ou des discours, le président Reagan dénonça l'Union Soviétique pour ces atrocités. Il s'avéra que la « pluie jaune » était des fèces chargées de pollen lâchées par d'énormes essaims d'abeilles qui volaient haut dans le ciel.^[57]

Ce sont trois exemples choisis pratiquement au hasard. On pourrait en donner bien d'autres. Mais au début du XXI^e siècle, est-il vraiment nécessaire de rappeler aux Américains que les gouvernements mentent, que plus grandes sont les puissances, plus grands sont les mensonges, que l'unique superpuissance mondiale a le plus menti, par exemple, pour brouiller les pistes? Dois-je m'abaisser à dire ces banalités à mes lecteurs?

Il semblerait que oui, si nous jugeons d'après ceux, y compris en grand nombre à gauche, qui gobent l'excuse « humanitaire » pour le bombardement de la Yougoslavie, sans en prendre la mesure.

L'idée d'« altruisme » a été un trait récurrent de l'histoire d'amour de l'Amérique avec elle-même. De 1918 à 1920, les États-Unis ont pris une part majeure dans l'invasion par l'Occident de l'Union Soviétique naissante, pour tenter, comme l'a dit Winston Churchill, d'« étrangler à sa naissance » la révolution russe, laquelle avait effectivement soustrait un sixième de la surface de la Terre aux investissements capitalistes. Un pays qui se remettait à peine d'une affreuse guerre mondiale, dans l'extrême chaos d'une révolution sociale fondamentale, aux prises avec une famine qui allait laisser plusieurs millions de morts, fut dévasté plus encore par

les envahisseurs, sans aucune provocation de sa part.

Quand les famées se furent dissipées, le chef d'état-major de l'armée US rendit public un rapport sur cette entreprise : « Cette expédition est l'un des meilleurs exemples dans l'histoire des relations honorables, désintéressées... d'aide à un peuple combattant pour conquérir une nouvelle liberté^{58}. »

Soixante-dix ans plus tard, le chef d'état-major des armées, le général Colin Powell, déclarera en public, en Californie, que les États-Unis ont « tant d'amis » dans le Pacifique, grâce à « nos valeurs, notre système économique et notre altruisme^{59}. » (Cela se passait peu après que Powell eut dirigé les massacres au Panama.)

L'écrivain Garry Wills a commenté la bienveillance de l'Amérique à l'égard des étrangers : « Nous croyons que nous pouvons littéralement « les tuer par gentillesse » et, dans une crise de charité démentielle, nous faisons avancer nos canons. C'est quand l'Amérique est d'humeur la plus altruiste que les autres pays feraient mieux de s'abriter derrière leurs bunkers. »

Qu'est-ce que je veux dire, alors? Que le gouvernement US se moque complètement de la vie humaine et des droits de l'Homme?

Non, je veux dire qu'agir honorablement n'est pas un *principe* de la politique étrangère américaine, pas un idéal ou un but politique en soi, et qui va de soi. S'il arrive qu'agir honorablement coïncide avec les ambitions internationales principales de Washington, les dirigeants américains n'ont aucun problème de rectitude morale. Mais c'est rarement le cas. Une étude des nombreuses interventions américaines - résumées plus haut et détaillées dans le chapitre « Interventions » - montre clairement que le moteur de la politique étrangère américaine n'est pas alimenté par une dévotion à quelque espèce de moralité, ni même par la simple décence, mais bien par la nécessité de servir d'autres impératifs, qui peuvent se décomposer ainsi :

1. Rendre le monde ouvert et accueillant à ce qu'on nomme en langage courant la globalisation, particulièrement pour les entreprises transnationales basées en Amérique.

2. Améliorer les bilans des fournisseurs de la défense qui ont généreusement cotisé auprès des membres du Congrès et des résidents de la Maison Blanche.

3. Empêcher l'émergence de toute société qui pourrait être utilisée comme un exemple réussi d'alternative au modèle capitaliste.

4. Étendre l'hégémonie politique, économique et militaire sur la plus grande partie possible du globe - pour prévenir l'émergence de tout pouvoir régional qui pourrait défier la suprématie américaine - et créer un ordre mondial à l'image de l'Amérique, comme il convient à l'unique superpuissance mondiale.

Pour les gens qui font la politique américaine, ces fins justifiaient les moyens, et tous les moyens étaient acceptables^{60}.

Dans le sillage du coup d'État militaire au Chili, en 1973, qui renversa le gouvernement socialiste de Salvador Allende, le sous-secrétaire d'État pour les Affaires interaméricaines, Jack Kubisch, fut fermement pressé de répondre aux accusations selon lesquelles les États-Unis avaient été impliqués. « Il n'était pas dans notre intérêt que les militaires prennent le pouvoir au Chili », soutint-il. « Il aurait été préférable qu'Allende achève son mandat, entraînant la nation et le peuple chilien à la ruine totale. Alors seulement, le socialisme aurait été tout à fait discrédité. La prise du pouvoir par les militaires et les effusions de sang ont embrouillé les choses^{61}. »

Bien que fondé sur une falsification fabriquée pour l'occasion - la politique d'Allende conduisant le Chili à la ruine - la remarque de Kubisch exprimait par inadvertance la soumission de son gouvernement au troisième impératif indiqué ci-dessus.

Pendant la Guerre Froide, la politique étrangère US fut menée sous la bannière ondulante de la croisade morale contre ce dont les « guerriers froids » persuadèrent les Américains, le reste du monde et généralement eux-mêmes : l'existence d'une malveillante conspiration Communiste Internationale. Mais ce fut toujours une supercherie; jamais il n'y eut aucun animal qui ressemble à une Conspiration Communiste internationale. Il y avait, comme aujourd'hui, des gens qui vivaient dans la misère, et qui protestaient contre leurs conditions d'existence, contre un gouvernement oppressif, un gouvernement vraisemblablement soutenu par les États-Unis. À Washington, c'était la preuve que l'Union Soviétique (ou Cuba ou le Nicaragua, etc., succédanés de Moscou) agissait encore en proverbial « agitateur extérieur. »

Au bout du compte, on doit se demander : Quelle conspiration internationale maléfique, omniprésente, omnipotente, monolithique, résolue à dominer le monde, laisserait son empire s'effondrer en mille morceaux, comme le fameux château de cartes, sans envoyer une force militaire soutenir ses satellites et prévenir leur évasion? Et sans brandir, comme une épée de Damoclès, la menace d'une invasion par un pays étranger?

Ennemis sans nombre, menaces sans fin.

À présent, bien sûr, les manipulateurs de Washington ne peuvent plus pleurer : « Les Russes arrivent et ils mesurent trois mètres ! » pour prétexter les interventions. Ils doivent donc régulièrement inventer de nouveaux ennemis. L'Amérique chérit ses ennemis. Sans ennemis, c'est une nation sans but et sans direction. Les différentes composantes de la National Security State ont besoin d'ennemis pour justifier leurs budgets gonflés, pour élargir leur champ d'action, pour protéger leurs emplois, etc., en définitive pour se réinventer eux-mêmes. Et ils le savent bien. Ce qui suit est un discours du colonel Dennis Long, en 1992, deux ans après la fin de la Guerre Froide. Il était alors directeur de la « force d'intervention » de Fort Knox :

Pendant 50 ans nous avons entraîné notre équipe de football cinq jours

par semaine, sans jamais jouer un match. Nous avons un ennemi précis, avec des traits identifiés. [Maintenant] nous allons devoir nous entraîner tous les jours que Dieu fait sans rien savoir de l'autre équipe. Nous ne saurons pas où se trouve le stade, ni combien de gars elle alignera sur le terrain. C'est très angoissant pour l'institution militaire, particulièrement quand vous essayez de justifier l'existence de votre organisation et de vos méthodes^{62}.

Les États-Unis, tant qu'ils l'ont pu, ont remis au lendemain cette situation angoissante. Durant la Guerre froide, une suite de demandes soviétiques qui visaient à établir un dialogue direct avec les hauts responsables de l'OTAN furent rejetées comme « inappropriées et pouvant semer la discorde. » Les propositions soviétiques maintenues et répétées de dissolution du Pacte de Varsovie si l'OTAN faisait de même furent ignorées. Après le rejet d'une de ces propositions, le *Los Angeles Times* expliqua que cette proposition « augmente la difficulté que rencontrent les concepteurs de la politique US pour persuader l'opinion occidentale de poursuivre des programmes militaires coûteux et souvent impopulaires^{63}. »

En 1991, Colin Powell aborda l'ironie des profondes transformations mondiales, en avertissant ses collègues militaires : « Nous ne devons pas... espérer que cela [les changements] va disparaître et nous permettre de retourner aux conceptions réconfortantes d'un ennemi mauvais et résolu^{64}. »

Mais ces conceptions sont effectivement réconfortantes pour les militaires professionnels et leurs homologues civils. Alors, pendant un mois, l'ennemi mauvais et résolu est la Corée du Nord, le mois suivant la grande menace vient de la Libye, puis de la Chine, ou de l'Irak, ou de l'Iran, ou du Soudan, ou de l'Afghanistan, ou de la Serbie, ou de ce vieux démon, Cuba - chacun de ces pays dirigé par l'Hitler du mois, ou pour le moins un fou ou un chien dément. Degré de diabolisation qu'atteignent plutôt les sociétés théocratiques que les sociétés démocratiques.

Maintenant, à la place de la Conspiration Communiste Internationale, Washington nous dit mener la guerre contre la drogue, ou l'espionnage militaire ou industriel, ou la

prolifération des « armes de destruction massive », ou le crime organisé, ou au nom des Droits de l'Homme, ou, en particulier, contre le terrorisme. Et Washington souhaite de tout cœur que le public américain y croie. Voici, pour votre collection de menaces terroristes, quelques titres parus dans le *Washington Post* et le *New York Times* au cours d'une période de 7 semaines début 1999:

22 Jan. : Clinton décrit la menace terroriste du XXI^e siècle

23 Jan. : Le président intensifie la guerre contre le nouveau terrorisme

23 Jan. : Contrecarrer les terreurs de demain

29 Jan. : Accroissement des pouvoirs de l'antiterrorisme

1^{er} Fév. : Le Pentagone met en place l'équipe nationale du terrorisme

1^{er} Fév. : L'homme qui protège l'Amérique du terrorisme

2 Fév. : Encore plus de fonds pour atteindre le terrorisme

16 Fév. : Les manœuvres militaires antiterroristes s'emparent d'une région du Texas par surprise

17 Fév. : Les États-Unis ont-ils lassé Ben Laden?

19 Fév. : Dépenses timides pour prévenir les attaques d'ambassades : la menace terroriste se dessine

19 Fév. : Bangladesh : la prochaine cible de Ben Laden?

23 Fév. : Dispositions contre des tueurs invisibles

7 mars : Des militants musulmans menacent des vies américaines

8 mars : L'édifice de Reagan vulnérable en cas d'attaque

14 mars : 2 groupes contestent leur désignation par les États-Unis en tant qu'organisations terroristes

16 mars : Clinton prévoit l'entraînement des pompiers contre le terrorisme

Le 20 janvier 1999 de la même année, le secrétaire de la

Défense, William S. Cohen - un homme qui a littéralement écrit une ode à l'avion de combat F-15.^{65} — a annoncé que 6,6 milliards de dollars devraient être dépensés pour un système national de défense antimissiles, une résurgence du dispositif de Guerre des Étoiles du président Reagan. Pour expliquer cette dépense, M. Cohen n'a cité qu'une seule menace : la Corée du Nord. La Corée du Nord ! Un pays qui ne peut pas nourrir sa propre population va lancer des missiles contre les États-Unis? Quelle raison possible - autre qu'un désir ardent, irrésistible, écrasant, de suicide national - pourrait avoir la Corée du Nord pour lancer une telle attaque? Pour la moyenne des Américains, lisant l'annonce de Cohen, il est très difficile de croire qu'un de leurs « dirigeants » pourrait tout simplement avancer et proclamer publiquement une histoire idiote. Ils présument qu'il y a *quelque chose* dans ce que dit cet homme.

Et c'est ainsi que cet homme s'en tire.

Y croit-il lui-même? Vraisemblablement pas plus que le président Clinton. En 1993, en Corée du Sud, Clinton a déclaré : « Il est sans intérêt pour eux [la Corée du Nord] de développer des armes nucléaires. Parce que si jamais ils les utilisaient, ce serait la fin de leur pays. » Cet accès d'honnêteté et de bon sens, qui visite quelquefois les politiciens, avait été provoqué dans ce cas par la question d'un journaliste, demandant s'il était vraisemblable que la Corée du Nord respecte le traité de non- prolifération des armes nucléaires.^{66} Assez bizarrement, moins d'un an plus tard, une enquête montra que six fois plus de jeunes Sud-Coréens craignaient les États-Unis plutôt que la Corée du Nord.^{67}

Revenons à 1999 et à ses nouveaux « périls ». Au mois d'août, un nouveau document du Conseil national de sécurité sur la stratégie globale pour le XXI^e siècle déclarait que « la nation est confrontée à la plus grande menace d'espionnage de son histoire^{68}. »

Une communication remarquable. Qu'est-il donc arrivé au KGB? Depuis le berceau, on avait fait entrer dans la tête de tous les Américains aujourd'hui âgés de plus de 30 ans, que la

main de l'espion caché derrière la porte tenait un poignard soviétique pointé en permanence sur notre cœur collectif. Des milliers, de citoyens se retrouvèrent sans travail, leur carrière brisée, en raison de leur prétendue association à cette menace, des centaines furent emprisonnés ou expulsés, deux furent exécutés. Le sénateur McCarthy et J. Edgar Hoover se retournent certainement dans leurs tombes.

De semaine en semaine, les roulements de tambour nous avertissant d'une possible attaque chimique ou biologique sont de plus en plus forts. La police, les pompiers et les services de santé s'exercent régulièrement avec toutes sortes d'équipements sophistiqués. L'Armée et la Marine font de même. Le FBI a une importante unité spécialisée prête à se ruer sur le théâtre de l'attaque. La Garde Nationale aussi. Le General Account Office (GAO) a affirmé que les unités de la Garde Nationale font double emploi et que leur mission est mal définie. Le *Washington Post* a rapporté que « en fait, quelques critiques considèrent les équipes [de la Garde] surtout comme une tentative pour trouver une nouvelle mission à la Garde et éviter des coupes sombres dans son budget de l'après-Guerre Froide^{69}. » On peut dire la même chose à propos d'autres corps de la National Security State.

En octobre 1999, l'émission d'ABC, *Nightline*, programme une série en cinq épisodes. On y simule l'attaque d'une grande ville américaine avec des armes biologiques. En vedette, un escadron de terroristes disperse dans le réseau du métro des spores de la maladie du charbon, mettant la panique à son comble, faisant régner la mort et le chaos. Ted Koppel déclara clairement qu'une telle attaque aurait forcément lieu bientôt aux États-Unis. Bien entendu, l'émission fut pleine de sensationnel et vide de science, par la suite comme le souligna le directeur du Centre Johns Hopkins pour les études de biodéfense civile. Ironie : le fait qu'un tel centre existe est un autre signe des temps^{70}.

Peu après, le FBI annonça que la région de Washington était devenue « la première cible dans le monde » d'attentats terroristes potentiels. Comment le savaient-ils? Eh bien, « trois

à six colis suspects par jour sont détectés dans le centre-ville de Washington. » A-t-on réellement trouvé quoi que ce soit de « terroriste » dans ces colis? Il semble que non^{71}.

Tout ceci en réponse aux attaques avec des armes chimiques, biologiques, ou irradiantes - attaques qui n'ont jamais vraiment eu lieu. Mais il y a eu de nombreux faux rapports sur la maladie du charbon, sans doute largement inspirés par les propos alarmistes. Ces propos n'ont jamais donné au public la moindre idée de la difficulté extrême, de l'improbabilité de déclencher réellement une attaque sérieuse de la maladie du charbon, en particulier sur un vaste territoire. Mais ces propos alarmistes ont rendu crédible et acceptable le bombardement US en 1998 d'une installation pharmaceutique soudanaise sous le (faux) prétexte qu'elle fabriquait des armes chimiques et biologiques.

Le trafic aérien est un autre champ où l'obsession de la « menace » prend une importance démesurée et contraire au bon sens. Le 4 août 1999, un vol au départ d'Atlanta à destination de la Turquie fut empêché de décoller par le FBI; les 241 passagers furent contraints de quitter l'avion, certains furent questionnés, un homme fut retenu; tous les bagages furent soigneusement examinés ; des chiens et des experts en explosif se précipitèrent, et le vol fut suspendu pendant plus de quatre heures. La raison? Le FBI avait été averti qu'un des passagers pouvait constituer « une menace potentielle pour la sécurité nationale. » Pourquoi? L'homme avait payé son billet en espèces^{72}.

Trois semaines plus tard, à l'aéroport O'Hare de Chicago, on aperçoit un homme qui entre dans le terminal par la sortie. Il disparaît dans la foule. Pour n'importe qui, cet homme avait simplement oublié quelque chose quelque part ou avait un besoin pressant d'aller aux toilettes. Quoi qu'il en soit, l'évacuation de 6000 passagers, l'annulation de plus de 120 vols et l'interruption du trafic aérien à travers le pays durant plusieurs heures furent le résultat de cette situation « menaçante »^{73}.

Avec tous ces propos alarmistes, avec toutes ces « menaces

», que s'est-il réellement passé? D'après le département d'Etat, voici le nombre d'attaques terroristes dans le monde entre 1993 et 1998 :

Europe de l'Ouest : 766, Amérique latine : 569, Moyen-Orient : 374, Asie : 158, Eurasie : 101, Afrique : 84, Amérique du Nord 14.^[74]

On sait maintenant à quel point le niveau réel des forces militaires et économiques des Soviétiques a été surévalué par la CIA et le département de la Défense pendant la Guerre Froide, comment les renseignements et les événements ont été falsifiés pour exagérer la menace russe, comment les pires scénarios ont été avancés comme probables et imminents, même quand ils n'étaient pas plausibles^[75]. Une des histoires les plus constantes au sujet de la menace soviétique - la justification de la constitution de l'OTAN - a été l'imminence de l'invasion de l'Europe de l'Ouest par les Rouges. Si, vers 1999, quelqu'un croyait encore à ce conte de fée, il aurait pu lire un article du *Guardian*, à propos de documents du gouvernement britannique de 1968 qui venaient d'être déclassifiés. Parmi ces documents, il en existe un, basé sur une analyse du service de renseignements du Foreign Office, que le journal résume comme suit :

À l'apogée de la Guerre Froide, l'Union Soviétique n'avait pas l'intention de déclencher une attaque militaire contre l'Ouest, pensaient en privé les chefs de l'Armée et des Renseignements britanniques, en nette opposition avec ce que disaient en public les dirigeants politiques et militaires à propos de la « menace soviétique ».

« L'Union Soviétique n'entreprendra pas délibérément une guerre générale, ni même limitée, en Europe. » C'est ce que déclarait en juin 1968 une note à l'intention des chefs d'état-major britanniques - classée *Top Secret, UK Eyes Only*, et intitulée : *La Menace : Intentions et objectifs soviétiques*.

« La politique étrangère soviétique a été prudente et réaliste », indiquait le ministère ajoutant que, en dépit de la guerre du Vietnam, les Russes et leurs alliés avaient « continué à prendre des contacts dans tous les domaines avec l'Ouest et à maintenir un dialogue politique limité mais croissant avec les puissances de l'OTAN^[76]. ».

La subtilité n'est pas à l'ordre du jour. En 1998, le Pentagone a créé une nouvelle bureaucratie : L'Agence de la Défense pour la Réduction de la Menace, avec un budget qui atteint déjà des milliards de dollars, plusieurs milliers de fonctionnaires, elle est « composée principalement par des agences à l'origine constituées pour réduire la menace que constituait l'Union Soviétique^{77}. » On appelle cela du recyclage.

« Je pense que nous sommes en état de guerre » déclara au Sénat, en 1997, George Tenet, le directeur de la CIA. « Nous sommes sur le pied de guerre depuis de nombreuses années^{78}. »

Tout le but des pratiques politiques est de maintenir la populace dans l'inquiétude (et donc demandant la sécurité), sous la menace d'une succession infinie de croque-mitaines, pour la plupart imaginaires.

H.L. Mencken, 1920

Notre gouvernement nous a maintenus dans un état de peur perpétuelle, de ferveur patriotique continue, prétextant la gravité de « l'urgence nationale ». Il y avait toujours quelque mal terrible... qui devait nous engloutir si nous ne le suivions pas aveuglément en lui fournissant les fonds exorbitants qu'il demandait. Mais, rétrospectivement, ces désastres semblent ne s'être jamais produits, semblent n'avoir jamais été tout à fait réels.

Général Douglas MacArthur, à propos de l'important budget du Pentagone, 1957^{79}.

L'éventail politique et les complots

Il y a une certaine ironie dans le fait que l'extrême droite aux États-Unis admette plus volontiers le pire au sujet de la politique extérieure américaine que la plupart des libéraux. Cela tient peut-être à ce que les gens d'extrême droite, eux-mêmes extrémistes, ne sont pas intimidés par l'idée que le gouvernement est capable de comportements extrêmes, chez nous comme à l'étranger. La gauche et la droite radicales partagent un profond cynisme au sujet des véritables intentions de leur gouvernement. Mais ceux qui se tiennent entre ces deux pôles ne se rallient pas naturellement à de telles vues.

Pour nombre de ces derniers, mon exposé sur les mauvaises

intentions des États-Unis peut passer pour un exemple de la « théorie du complot », objet habituel de moquerie. Ils m'entendent dire que nos dirigeants, réunis à la dérobée, en lieu sûr, dans une maison retirée, ont planifié avec malveillance leur prochain assaut contre tout ce qui est sacré. Et que pendant ce temps, ils envoient des signaux destinés à rendre leurs véritables intentions confuses et obscures.

Mais n'y a-t-il pas là un complot? Nos dirigeants ne se rencontrent-ils pas pour mettre au point la méthode qu'ils vont employer afin de réaliser de belles choses? Ou peut-être n'ont-ils pas besoin de le faire de façon aussi formelle : puisqu'ils ont de « bonnes intentions », cela arrive tout à fait naturellement, automatiquement, comme partie intégrante du système - le système gouvernemental, le système institutionnel, le système militaire, le système du renseignement, la connexion gouvernement-institution-armée-renseignement.

Mais alors, pourquoi cela ne serait-il pas pareil avec les « mauvaises intentions »?

Ce n'est pas que les Américains ne puissent croire à aucune théorie du complot. En témoigne la remarquable longévité de la Conspiration Communiste internationale. C'est d'ailleurs toujours un produit très vendable.

L'écrivain et chercheur « ès complots » Jonathan Vankin a observé :

Les journalistes aiment à se considérer comme des sceptiques. Cette image de soi est imparfaite. En majeure partie, les journalistes américains sont trop crédules quand ils discutent avec les gens du gouvernement, les experts et autres sources officielles. Ils réservent leur scepticisme tant vanté aux idées qui ne leur sont pas familières. Ils traitent les théories du complot avec le plus rigoureux scepticisme.

Les théories du complot devraient être abordées avec scepticisme. Mais il n'y a pas d'équité. Le scepticisme devrait s'appliquer de manière impartiale, à l'information officielle comme à l'information non officielle. Pour expliquer les théories américaines du complot... j'ai dû rectifier ce déséquilibre. Je me suis ouvert aux théories du complot, et j'ai appliqué un scepticisme total aux histoires officielles.^[80]

Comme les dissimulations à Waco. En août 1999, nous en recevons enfin la confirmation officielle : en 1993, le FBI a mis le feu à l'enceinte occupée par la secte des davidiens en y lançant des engins incendiaires. 76 personnes ont péri dans les flammes. Cette confirmation vient après six années de démentis officiels catégoriques. Pendant ce temps-là, les « théoriciens du complot », et les « dingues du complot », qui insistaient sur l'autre version des faits, furent ridiculisés, ou - le plus souvent - furent traités par les médias avec l'arme la plus efficace : le silence.

La vérité au sujet des affaires October surprise, du vol TWA 800, de Jonestown, et de Mena dans l'Arkansas, à l'époque du Gouverneur Clinton, peut-elle être loin? Oui, loin. Nous n'aurons probablement aucune version officielle de ces événements avant bien longtemps.

La première Loi Watergate sur la politique américaine mentionne : « Si paranoïaque ou obsédé du complot que vous soyez, ce que le gouvernement fait en réalité est pire que ce que vous imaginez. »

La seconde Loi Watergate sur la politique américaine mentionne : « Ne croyez rien qui n'ait été officiellement démenti. »

Les suites de la Guerre Froide

Bien que la « menace communiste » putative ait disparu, les contribuables remplissent encore de leur argent des semi-remorques pleins à craquer et les envoient à ce qui était connu sous le nom de département de la Guerre, et rebaptisé avec humour département de la Défense... On n'a pas modifié les sommes consacrées dans ce ministère à la recherche sur des armes encore plus futuristes et les meilleurs moyens de tuer les gens en masse, sans même un regard en arrière, vers les fragments de corps éparpillés sur les champs d'honneur... L'OTAN est plus puissante que jamais... Plusieurs centaines d'installations militaires US, abritant une vaste panoplie de spécialités nécessaires à la conduite de la guerre, parsèment toujours la carte du monde. Elles comprennent la base de

Guantanamo à Cuba et, depuis peu, des bases en Albanie, Macédoine, Hongrie, Bosnie, Croatie et au Kosovo... Des forces armées américaines et des forces d'opérations spéciales, comme les Bérets Verts, sont déployées dans plus d'une centaine de pays... Washington fournit à beaucoup de ces pays des quantités considérables d'équipements militaires hautement meurtriers, et entraîne leurs forces armées et leur police à des méthodes brutales, sans tenir compte du degré de brutalité qu'elles ont déjà atteint... Des bombes nucléaires américaines sont encore stockées dans sept pays européens, et peut-être ailleurs... Et les responsables américains conservent la foi inébranlable qu'ils tiennent de Dieu le droit de faire ce qu'ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, à qui ils veulent, où ils veulent.

Autrement dit, quoi que les diplomates et les responsables politiques aient pensé qu'ils faisaient à cette époque, les sceptiques de la Guerre Froide avaient raison : au bout du compte, il s'agissait moins de contenir un communisme mauvais et expansionniste, que de l'impérialisme américain. « Communiste » était simplement le nom donné à ceux qui se trouvaient en travers du chemin.

Au final, tous ces non-changements de l'après-Guerre froide engendrent des scénarios sortis des années 50 et 60. Et des années 70 et 80. John Foster Dulles est toujours vivant ! Quand il se cache derrière le rideau du Magicien d'Oz, Ronald Reagan feint-il d'être malade? Pourquoi tout cela continue-t-il au ^{XXI}e siècle?

Les responsables de la politique étrangère américaine sont extrêmement attentifs à tout nouveau gouvernement - ou mouvement capable de prendre le pouvoir - qui ne se mettrait pas à plat ventre pour devenir un heureux client de l'État américain, qui ne considérerait pas le marché libre ou la privatisation du monde - connue sous le nom de « globalisation » — comme si c'était le *bien suprême*, qui ne modifierait pas ses lois pour favoriser les investissements étrangers, qui ne négligerait pas les répercussions des investissements étrangers sur le bien-être de sa propre

population, qui ne produirait pas en priorité pour l'exportation, qui n'autoriserait pas l'amiante, les pesticides proscrits et autres substances interdites dans les pays développés mais écoulées à bas prix parmi sa population, qui n'accepterait pas facilement que le Fonds Monétaire International ou l'Organisation Mondiale du Commerce inflige une politique de la terre brûlée à ses services sociaux ou à son niveau de vie, qui ne permettrait pas une installation militaire des États-Unis ou de l'OTAN sur son sol... Aux narines extrêmement sensibles des vétérans de la politique étrangère de Washington, la Yougoslavie avait un peu trop le parfum d'un tel gouvernement...

De tels mauvais sujets fournissent un bon prétexte pour être traités comme de grands invalides, ou bien, quand c'est possible, simplement renversés, comme l'Albanie et la Bulgarie au début des années 90 ; à défaut, on rendra la vie impossible à ces renégats, comme c'est toujours le cas à Cuba. Comme l'a observé Michael Parenti : « On a remarqué que le coût pour appréhender un braqueur de banque peut éventuellement excéder la somme qu'il a volée. Mais si on laissait courir les braqueurs, cela en encouragerait d'autres à les imiter et mettrait le système bancaire entier en péril^[81]. »

Ceci fut le fondement - le *sine qua non* - de la politique étrangère américaine durant tout le xx^e siècle, avant comme après l'existence de l'Union Soviétique, depuis les Philippines, Panama et la République dominicaine dans les dix premières années du xx^e siècle, jusqu'au Pérou, au Salvador et à la Colombie durant la dernière décennie.

En fait, pouvons nous dire que la Guerre Froide est vraiment terminée ? Si on la définit comme une confrontation mondiale entre les États-Unis et l'Union Soviétique pour s'assurer le contrôle des esprits et des cœurs du tiers-monde (quel qu'en soient les motifs), alors oui, elle est certainement terminée. Mais si la Guerre Froide n'est pas considérée comme une lutte Est- Ouest, mais plutôt comme une lutte Nord-Sud, comme un effort américain - décrit ci-dessus - pour empêcher le développement de toute société qui pourrait devenir un

exemple réussi d'alternative au modèle capitaliste, et prévenir l'essor d'une puissance régionale qui pourrait menacer la suprématie américaine, alors cette carte particulière, hérissée d'épingles, est encore suspendue aux murs du Pentagone. (Une note du département de la Défense disait en 1992 : « Notre premier objectif est de prévenir l'émergence d'un nouveau rival... nous devons maintenir les mécanismes de dissuasion des candidats potentiels, ne serait-ce qu'à *l'aspiration* à un plus grand rôle régional ou global^[82]. » [C'est moi qui souligne.]

On peut voir dans cette continuité, quelque nom qu'on lui donne, un chapitre supplémentaire de la saga sans fin de la guerre que les riches mène contre les pauvres. Avec la fin de la présence et de l'influence soviétiques, les Américains, plus que jamais, interviennent sans gêne. (Remarquons que l'amitié américaine à l'égard de l'Irak et de la Yougoslavie dura précisément tant qu'existèrent l'Union Soviétique et son bloc.)

Il existe un mot pour une telle continuité politique : Empire. L'Empire américain. Une dénomination qui ne sort pas facilement d'une bouche américaine. Il n'y a pas d'Américain qui éprouve quelque difficulté à croire à l'existence de la passion déterminante pour l'expansion, le pouvoir, la gloire et la richesse, de l'Empire romain, de l'Empire ottoman, de l'Empire austro-hongrois ou de l'Empire britannique. C'est bien là, dans les livres de classe. Mais pour l'esprit américain, pour les livres de classe et les médias américains, l'histoire des empires s'est enrayée.

L'Empire américain? Un oxymore.

Un désir irrésistible d'hégémonie politique, économique et militaire sans aucune considération morale? Suggérer cela à des Américains, ça revient à leur raconter leur enlèvement par un ovni, à ceci près qu'ils sont plus aptes à croire les histoires d'enlèvement.

La Terre ne suffit pas

Les anciens empires n'auraient même pas pu se l'imaginer. L'empire américain concocte des plans détaillés pour contrôler

l'espace. Non seulement le contrôler, mais y planifier des guerres. Recopions les mots de ces messieurs du Pentagone.

Commandement spatial US - dominer la dimension spatiale des opérations militaires pour protéger les intérêts et investissements américains. Intégrer les Forces spatiales dans les capacités combattantes de tout l'éventail des conflits... Durant le début du XXI^e siècle, le pouvoir spatial évoluera aussi pour devenir un moyen de guerre autonome et équivalent... L'émergence de la synergie entre la supériorité dans l'espace, la supériorité sur terre, sur mer et dans l'espace aérien, conduira à la domination totale... Le développement des missiles balistiques de défense utilisant des systèmes spatiaux et élaborés pour des frappes de précision à partir de l'espace offre une alternative à la prolifération mondiale des ADM [armes de destruction massive]... L'espace est une région dont les intérêts et les investissements commerciaux, civils, internationaux et militaires sont en développement.

La menace sur ces systèmes vitaux se développe aussi... Le Contrôle de l'Espace est la capacité d'en assurer l'accès, la liberté des opérations dans le milieu spatial et une capacité à dénier aux autres l'utilisation de l'espace, si nécessaire... Le Contrôle de l'Espace est une mission complexe qui installe l'USCINCSpace [Commandant en chef US de l'espace] dans un rôle classique de combattant et mandate une AOR [zone de responsabilité] établie^{83}... En ce qui concerne la prédominance spatiale, nous l'avons, nous y sommes attachés, et nous allons la conserver^{84}... Un jour, nous attaquerons des cibles terrestres - navires, avions, cibles au sol - depuis l'espace... Nous allons combattre *dans* l'espace. Nous allons combattre *depuis* l'espace et nous allons combattre *à l'intérieur* de l'espace^{85}. (Souligné dans l'original.)

En 1963, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopta par acclamation unanime une résolution appelant tous les États « à s'abstenir de mettre en orbite terrestre tout objet transportant des armes nucléaires ou toute autre sorte d'armement de destruction massive, d'installer de telles armes sur les corps célestes ou de mettre en place de telles armes dans l'espace de toute autre manière^{86}. »

Cet espoir est encore très vivant aujourd'hui. Le 26 janvier 1999, le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, déclara à la Conférence sur le désarmement à Genève : « Un concept maintenant largement partagé est celui du maintien de l'espace en tant que milieu exempt d'armes. »

La philosophie de Madman

En mars 1998, fut révélée une étude interne datée de 1995, *L'essentiel sur la dissuasion de l'après-Guerre Froide*. Elle provenait du Commandement Stratégique US, le quartier général responsable de l'arsenal nucléaire stratégique US. L'étude mentionnait :

L'ambiguïté de ce que les États-Unis peuvent faire à un adversaire qui entreprendrait des actes que nous cherchons à décourager compte beaucoup. C'est pourquoi, il est dommageable de dresser de nous-mêmes un portrait entièrement rationnel. Le fait que quelques éléments puissent paraître potentiellement « incontrôlés » peut être bénéfique, pour créer et renforcer la peur et le doute dans l'esprit d'un adversaire. Ce fondamental sentiment de peur est la force active de la dissuasion. Que les États-Unis puissent devenir irrationnels et vindicatifs si leurs intérêts vitaux sont attaqués devrait être une des faces de l'image que nous donnons de nous à tout adversaire.^{87}.

L'auteur de ces lignes voudrait que le monde croie que les États-Unis ont seulement *fait semblant* d'être « incontrôlés » ou « irrationnels et vindicatifs ». Pourtant, on peut avancer - en se basant sur les constatations objectives de ce que Washington a infligé au monde, comme on le verra dans ce livre - que pendant plus d'un demi-siècle, la politique étrangère américaine a été, *réellement*, cliniquement démente.

D'un autre côté, en soi, la volonté hégémonique n'est pas nécessairement irrationnelle, quoi qu'on puisse en penser. Michael Parenti a fait ressortir que la politique étrangère US « peut paraître stupide parce que les raisonnements qui la soutiennent, souvent, ne semblent pas convaincants et nous laissent l'impression que les dirigeants politiques sont confus ou coupés des réalités. Mais que le public ne comprenne pas ce qu'ils font ne signifie pas que les responsables de la sécurité nationale ont l'esprit brouillé. Qu'ils soient menteurs ne veut pas dire qu'ils soient idiots.^{88} ».

Une Commission Vérité

Ces dernières années, les peuples d'Afrique du Sud, du Guatemala et du Salvador ont mis en place des Commissions Vérité officielles pour examiner les crimes commis par leurs gouvernements. Il n'y aura jamais rien qui ressemble à un

organe officiel chargé d'enquêter et de rechercher les documents sur le grand nombre de crimes commis par Washington. Cependant, au cours des années, plusieurs commissions non officielles de citoyens l'ont fait à-propos d'interventions particulières, comme le Vietnam, le Panama et l'Irak. Bien entendu, leurs découvertes ont été ignorées par les médias de l'establishment (dont l'idéologie consiste à penser qu'ils n'ont pas d'idéologie).

En l'absence de Commission Vérité officielle aux États-Unis, ce livre est offert en témoignage.

Washington, DC, janvier 2000

1^{ere} Partie.

*Les relations d'amour et de haine
entre Washington, les terroristes
et les violateurs
des Droits de l'Homme*

Chapitre 1

Pourquoi les terroristes harcèlent-ils sans cesse les États-Unis ?

La guerre de Washington contre le terrorisme est vouée à l'échec comme l'a été sa guerre contre la drogue.

« Je pense que les Américains doivent savoir que nous vivons dans un monde où, en raison du leadership américain jusqu'à un certain point, et en raison du degré de fanatisme de quelques personnes, nous serons visés » a déclaré le Conseiller à la Sécurité Nationale, Sandy Berger, après les attentats du 7 août 1998 contre deux ambassades US en Afrique^{89}.

Quand on lui demandait « Qu'est-ce que ces terroristes veulent aux États-Unis? » Richard Haas, directeur du service de politique étrangère à la Brookings Institution, répondait : « Eh bien, la réponse est que ce n'est pas dû à ce que nous faisons. C'est ce que nous sommes. C'est que nous sommes le pays le plus puissant du monde. C'est que nous sommes un pays laïc... C'est simplement ce que nous sommes, et notre existence, qui les agacent véritablement^{90}. »

Thomas Friedman, du *New York Times*, aurait approuvé. Les terroristes, écrivit-il, « n'ont pas de programme ou de revendications idéologiques spécifiques. Ils sont plutôt mus par une haine généralisée contre les États-Unis, Israël et autres ennemis supposés de l'Islam^{91}. »

Pour finir, nous avons le président Clinton : « Les Américains sont la cible du terrorisme, en partie parce que nous agissons pour faire avancer la paix et la démocratie, et

parce que, unis, nous résistons au terrorisme^{92}. »

Ce sont quelques-unes des platitudes que nos dirigeants et nos pontes nous servent après chaque attaque terroriste contre un établissement américain. C'est...

l'image de l'Amérique-la-magnifique sur sa colline, si enviée de tous qu'elle est sujette aux attaques de terroristes qui ne peuvent supporter que tant de pure bonté triomphe dans un monde qui appartient à *leur* maître, le fils du matin lui-même, Satan.

(Gore
Vidal^{93}.)

Ce que les lèvres de nos dirigeants et de nos pontes ne laissent jamais échapper c'est que les terroristes - quoi qu'ils puissent être par ailleurs - peuvent aussi être des *êtres humains rationnels*, ce qui revient à dire qu'ils ont à leurs propres yeux des justifications rationnelles à leurs actions. La plupart des terroristes sont des gens profondément concernés par l'injustice et l'hypocrisie sociale, politique ou religieuse qu'ils voient autour d'eux. Et la base de leur terrorisme est souvent la riposte à une action des États-Unis...

La destruction en vol de deux avions libyens en 1981 ; le bombardement de Beyrouth en 1983 et 1984; le bombardement de la Libye en 1986; le bombardement et le coulage d'un navire iranien en 1987 ; la destruction en vol d'un avion de ligne iranien en 1988 ; la destruction en vol de deux avions libyens supplémentaires en 1989 ; le bombardement massif du peuple irakien en 1991 ; la poursuite des bombardements et sanctions contre l'Irak; les bombardements du Soudan et de l'Afghanistan en 1998; le soutien invétéré à Israël en dépit de sa belligérance et de sa pratique quotidienne de la torture, et la condamnation de la résistance arabe ; les deux poids deux mesures appliqués au terrorisme israélien, tel que le massacre délibéré de 106 Libanais sur la base de l'ONU à Qana en 1996; la persécution incessante de la Libye depuis plus de vingt ans; l'enlèvement, dans des pays musulmans, d'hommes recherchés, comme en Malaisie, au Pakistan, au Liban, en Albanie; l'ample présence militaire et technologique sur la terre la plus sacrée de l'Islam,

l'Arabie Saoudite et ailleurs dans le Golfe Persique... Voici quelques-unes des actions américaines qui peuvent transformer un Arabe ou un Musulman en fanatique, en terroriste, en dénigreur de « l'Amérique, le grand Satan ».

Mais ceux qui nous nourrissent de platitudes le savent. Ils font simplement leur numéro de pantomime à l'heure prévue. Mir Aïmai Kansi, le Pakistanais qui a mitraillé cinq personnes aux abords du quartier général de la CIA en 1993, dit au FBI qu'il avait agi pour protester contre la politique US envers les musulmans au Moyen-Orient, ainsi que contre le bombardement de l'Irak^[94]. Deux jours après la condamnation de Kansi, en 1997, quatre Américains lurent abattus à Karachi, alors qu'ils roulaient en voiture. « Je pense que la relation est tout à fait évidente » dit un ancien expert du contre-terrorisme de la CIA à propos des meurtres de Karachi^[95].

L'attentat à la bombe sur le vol 103 de la PanAm en 1988 fut clairement entrepris par l'Iran comme un acte de représailles pour la destruction en vol de son propre avion de ligne par les États-Unis quelques mois plus tôt, et les officiels américains le savent bien. L'attentat à la bombe contre les deux ambassades US en Afrique, en 1998, eut lieu exactement le jour du huitième anniversaire de l'arrivée des premières troupes US en Arabie Saoudite, à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak. Et pendant le bombardement US de l'Irak en 1991, il y eut des dizaines d'attentats terroristes contre des institutions américaines dans tout le Moyen-Orient et ailleurs. Les médias et les officiels américains n'ont-ils établi aucune relation de cause à effet? Si, ils l'ont fait! mais ultérieurement, quand fut venu le temps des lieux communs. Comme l'observa le critique des médias Norman Salomon :

Quand les terroristes attaquent, ils terrorisent. Lorsque nous attaquons, nous ripostons. Quand ils répondent à nos ripostes avec des attaques supplémentaires, ils terrorisent à nouveau. Quand nous répondons avec des attaques supplémentaires, nous ripostons à nouveau.

Bons et mauvais terroristes

Le 13 mars 1996, à la suite d'une vague d'attentats suicides

qui avait tué des dizaines de personnes en Israël, les États-Unis rassemblèrent en Égypte 27 dirigeants du monde entier pour une conférence « antiterrorisme ». Le président Clinton assura : « Nous devons être clairs dans notre condamnation de ceux qui utilisent la terreur. La violence n'a pas sa place dans le futur que nous ambitionnons tous pour le Moyen-Orient^[96]. » Au même instant, en Irak, les États-Unis soutenaient à coups de millions de dollars le Iraqi National Accord, qui, pour tenter de déstabiliser Saddam Hussein, utilisait des voitures piégées et autres formes d'attentat à Bagdad et dans d'autres villes. On estime que les attentats ont tué, rien qu'à Bagdad, plus de 100 civils au cours des quelques années précédentes. Deux semaines après la conférence en Égypte, les pays participants se retrouvèrent à Washington pour un suivi du contre-terrorisme. Le financement des groupes terroristes fut un des sujets qu'on y discuta^[97].

Le mois suivant, le président Clinton signa en fanfare *l'Anti-terrorism Act* qui interdit les transactions financières entre les entreprises américaines et les pays accusés de soutenir le terrorisme. Quatre mois plus tard, le gouvernement exemptait en toute quiétude le Soudan afin de permettre à une compagnie pétrolière US de négocier un marché pétrolier. On accorda, en même temps, une dérogation à la Syrie, afin d'encourager la participation de Damas au processus de paix au Proche-Orient^[98].

En février 2000 émergea un nouveau projet de grande conférence internationale pour lutter contre le terrorisme. Les États-Unis s'empressèrent de jeter de l'eau froide sur cette idée, disant qu'il n'y aurait « aucun bénéfice tangible ». Les 119 membres du Mouvements des pays non alignés du tiers-monde soutenaient le projet. Comment faire la distinction entre un « terroriste » et un « combattant de la liberté »? Voilà un des sujets que la conférence souhaitait aborder, prenant en exemple les groupes du Hezbollah et du Hamas en lutte contre Israël. La question du « terrorisme d'État » se posait aussi comme un des sujets possibles de la conférence - par exemple, faut-il considérer que les attaques militaires par les forces

armées d'un État sont des actes terroristes lorsque des civils sont tués? Le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999 avait été discuté comme un cas de figure^{99}.

Définition du terrorisme selon le FBI

Le FBI définit le terrorisme international comme « l'usage illégal de la force ou de la violence par un groupe ou un individu en relation avec une puissance étrangère, ou dont les activités débordent les frontières nationales, contre des personnes ou des biens, pour intimider ou forcer un gouvernement, la population civile, ou une partie de celle-ci, en vue de faire avancer des objectifs politiques ou sociaux^{100}. »

La définition du FBI, bien qu'elle se propose de définir des actes dirigés contre les États-Unis, semble couvrir assez bien les innombrables actes du gouvernement US lui-même. On trouvera nombre de ces actes dans les pages de ce livre, sous les titres de « Bombardements, interventions, torture, guerre chimique et biologique », etc.

Chapitre 2

Le cadeau américain au reste du monde : l'ancien élève terroriste afghan

Oussama Ben Laden - cerveau présumé de l'attentat contre les deux ambassades US en Afrique, en 1998 et des attentats du 11 septembre 2001 - n'a pas toujours été sur la liste des ennemis de Washington. Il fut, comme bien d'autres fondamentalistes islamiques, extrêmement utile pendant les années 80, dans la guerre que menait Washington pour étouffer les dernières chances du peuple afghan d'obtenir une réforme économique et sociale indispensable, ainsi qu'une société laïque. Grâce à leur cruauté sadique et sans retenue à l'encontre des soldats gouvernementaux et soviétiques en Afghanistan, les fondamentalistes - les moudjahidin - étaient de *bons* terroristes. Ils étaient *nos* terroristes. Après le succès de leur djihad, ces forces se livrèrent à des actes sinistres dans de nombreux coins du monde, et se métamorphosèrent en de très *mauvais* terroristes.

Avoir contraint l'Union Soviétique à retirer ses forces militaires de l'Afghanistan monta véritablement à la tête de ces moudjahidin. Ils pensèrent être invincibles et avoir une mission divine. Ils semblaient compter pour peu le fait que les États-Unis, apportant le soutien de leur poids militaire, politique et financier, avaient été la condition *sine qua non* de la victoire.

En 1992, après 12 ans de batailles, les diverses factions de moudjahidin purent revendiquer pour eux tout l'Afghanistan, même si maintenant ils se combattaient les uns les autres. La guerre avait été un point de ralliement pour les musulmans fanatiques à travers le monde - une Brigade Abraham Lincoln

islamique - et constituait le travail préparatoire pour leur collaboration et leur solidarité futures. Des dizaines de milliers d'anciens combattants - des jeunes hommes de tous les pays musulmans, entraînés et armés - se dispersèrent dans de nombreux pays pour mettre en œuvre d'autres djihads contre les infidèles, pour enflammer et entraîner une nouvelle génération de militants islamistes et terroristes, prêts à boire la coupe du martyr : pratiquement une Légion Étrangère Islamique.

Au milieu d'une vague d'agressions armées et de violence (surnommée « culture kalachnikov ») le Premier ministre pakistanais Benazir Bhutto se plaignait en 1996 que son pays s'était retrouvé dans cette situation en raison directe de sa coopération avec les États-Unis pour chasser les troupes soviétiques d'Afghanistan. « Nous nous retrouvons seuls pour faire face aux vestiges de la guerre d'Afghanistan, la contrebande d'armes... drogue et... fanatiques [religieux] qui étaient des dirigeants pendant la guerre afghane^{101}. »

« Votre gouvernement a contribué à créer un monstre », se plaignait un sociologue algérien au correspondant du *Los Angeles Times* à Alger. « Maintenant, il s'est retourné contre vous et contre le monde - 16 000 Arabes ont été entraînés en Afghanistan, transformés en véritables machines à tuer^{102}. » Son chiffre semble plutôt bas, étant donné qu'on estime à 15 000 anciens combattants de la guerre d'Afghanistan - ou « Afghans » selon le nom sous lequel on les connaît partout, qu'ils viennent d'Afghanistan ou non - rien qu'en Arabie Saoudite^{103}.

Spécialiste du Moyen-Orient, Eqbal Ahmad a observé :

La propagande occidentale suggère que violence et guerre sainte sont inhérentes à l'Islam. En réalité, en tant que mouvement mondial, Jihad International, Inc. est un phénomène récent... Sans exception significative au cours du XX^e siècle, le djihad a été utilisé dans un cadre national, laïc et politique, jusqu'à ce qu'advienne la guerre antisoviétique en Afghanistan^{104}.

Suivent quelques hauts faits de la remarquable saignée pratiquée par les « Afghans » :

Aux États-Unis

Mir Aimai Kansi - le Pakistanais qui a abattu deux employés de la CIA, et blessé deux autres employés de l'Agence ainsi qu'un employé d'un fournisseur de la CIA aux abords du quartier général de la CIA en Virginie, en 1993 - atteint sa majorité dans la province pakistanaise qui longe la frontière afghane et qui était une étape importante pour les moudjahidin. Son père et d'autres membres de sa famille avaient des liens avec la CIA et les services de renseignements pakistanais pendant la guerre.

Ceux qui l'ont connu disaient que Kansi était « un des enfants du djihad de la CIA^{105}. »

La plupart de ceux qui ont été mêlés en 1993 à l'attentat du World Trade Center à New York - six morts, plus de 1000 blessés et un demi-milliard de dollars de dégâts — étaient des anciens combattants de la guerre d'Afghanistan^{106}.

En octobre 1995, 10 hommes ont été reconnus coupables de complot pour commettre des attentats à la bombe à New York. Parmi les objectifs figuraient le bâtiment de l'ONU, un bureau du FBI ainsi que les tunnels Lincoln et Holland. Un des accusés, le leader spirituel du groupe, était le Cheik Omar Abdul Rahman, qui avait travaillé avec les moudjahidin pendant la guerre d'Afghanistan. En 1990 il avait obtenu un visa US d'un agent secret de la CIA^{107}, ce qui laisse à penser qu'à cette époque il avait (encore) des liens avec la CIA. Au moins l'un des autres accusés - qui venaient principalement d'Égypte et du Soudan - avait combattu en Afghanistan.

Trois hommes ont été reconnus coupables à New York, en 1996, d'avoir comploté un attentat contre 12 Jumbo jets US et 4000 passagers au-dessus du Pacifique. Ramzi Ahmed Yousef, le « cerveau » présumé de l'attentat contre le World Trade Center, qui avait pu s'échapper, était un des trois accusés. Il avait été entraîné au maniement des explosifs par les moudjahidin. Les enquêteurs ont trouvé dans son ordinateur un manifeste promettant la terreur pour punir les Américains du soutien apporté à Israël par leur gouvernement^{108}.

Ailleurs

Ramzi Ahmed Yousef fut condamné par contumace aux Philippines, en 1994, pour un attentat contre un jet des Philippine Airlines, au cours duquel un passager avait été tué. On l'aurait vu s'entraîner avec l'organisation extrémiste islamiste des Philippines Abu Sayyaf^{109}.

Mars 1995, Karachi : deux diplomates US sont tués et un troisième blessé dans l'attaque de la voiture dans laquelle ils roulaient. Le FBI venu au Pakistan enquêter sur le crime, déclara qu'il s'agissait d'une possible riposte à l'arrestation de Ramzi Ahmed Yousef au Pakistan le mois précédent, par des agents US et pakistanais suivie de son extradition aux États-Unis^{110}.

En novembre 1995, cinq Américains et deux Indiens meurent quand une camionnette bourrée d'explosifs explose à proximité d'un bâtiment de l'armée US à Ryadh, en Arabie Saoudite. Trois des quatre Saoudiens qui reconnurent avoir participé à l'attaque admirent qu'ils avaient reçu une formation au maniement des armes à feu et des explosifs en Afghanistan et qu'ils y avaient combattu^{111}.

Au mois de juin suivant, 19 pilotes US périrent dans un attentat contre leur résidence à Dhahan, en Arabie Saoudite. Le même groupe revendiqua les deux attentats.

Pendant l'été 1995, la France fut éprouvée par une série de huit attentats à l'explosif qui commença par une explosion dans une gare, faisant huit morts et 160 blessés. Un représentant de la justice française déclara que presque tous les chefs des personnes que nous avons arrêtées pour terrorisme étaient passés par l'Afghanistan ou le Pakistan^{112}.

La guérilla tchéchène qui harcelait les Russes depuis des années, l'insurrection ayant pour but de créer une société musulmane, a vu ses rangs gonflés par des « Afghans » du Moyen-Orient et d'Afrique alors que les gens du pays recevaient une instruction militaire en Afghanistan^{113}.

Les responsables russes estiment que 4000 à 5000 militants

musulmans rien qu'au Tadjikistan sont passés par les camps du nord de l'Afghanistan, avant de retourner dans l'ancienne République soviétique d'Asie Centrale, en 1993, se battre contre le gouvernement laïc.^{114} Une autre ancienne République soviétique, l'Azerbaïdjan, a fait la même expérience.^{115}

Dans les provinces occidentales de la Chine, les anciens combattants afghans ont armé et entraîné des musulmans chinois et combattu à leurs côtés contre les autorités chinoises.^{116}

À partir de 1992, l'Égypte a été balayée par une vague de terrorisme antigouvernemental dans laquelle les « diplômés » des camps d'entraînement militaire de l'Afghanistan et du Pakistan ont joué un rôle majeur. On pense qu'ils sont également derrière la tentative d'assassinat du président Hosni Moubarak pendant sa visite en Éthiopie.^{117}

En août 1994, trois « Afghans » dévalisent un hôtel de tourisme au Maroc, tuant des touristes afin de déstabiliser l'industrie touristique vitale pour le pays.^{118}

Tout au long des années 90, des Cachemiris entraînés en Afghanistan ont combattu contre l'Inde dans les montagnes du Cachemire, menant une « guerre sainte » pour la sécession d'avec New Delhi.^{119}

Depuis l'annulation des élections algériennes de 1992, les anciens combattants algériens de la guerre d'Afghanistan ont joué un rôle clé dans l'avènement des Groupes Islamiques Armés, responsables de plusieurs milliers de meurtres sanglants dans leur croisade pour un État islamique.^{120}

En Bosnie, à partir de 1992, les « Afghans » ont combattu avec férocité pendant deux ans aux côtés de l'armée où prédominaient les Bosniaques musulmans, attaquant les positions serbes pour libérer les villages musulmans.^{121} L'un de ceux qui ont avoué avoir participé à l'attentat, mentionné ci-dessus, de novembre 1995 en Arabie Saoudite, a reconnu qu'il avait combattu avec les musulmans bosniaques.^{122}

Dans un entretien en 1999, le dirigeant libyen Muammar Kadhafi déclara à un journal arabe de Londres que son gouvernement avait écrasé un mouvement islamique d'« Afghans ». « Ils sont revenus désespérés et destructeurs dit-il, le meurtre et les explosifs sont devenus leur profession, suivant en cela l'entraînement qu'ils ont reçu des services de renseignements américains.^{123}. »

Et ils en ont fait d'autres du même genre dans d'autres endroits, ces hommes que Ronald Reagan se plaisait à appeler les « combattants de la liberté ».

« C'est un exemple complètement fou de poulets courant vers la rôtissoire », disait, en 1996, un diplomate US en poste au Pakistan. « Vous ne pouvez pas investir des milliards de dollars dans un djihad anticommuniste, accepter la participation de la terre entière et en ignorer les conséquences. Mais nous l'avons fait. Notre objectif était de tuer des cocos et de virer les Russes.^{124}. »

Chapitre 3

Les assassinats

Je ne veux détruire personne...
Seulement mes ennemis.

Michael Corleone, *Le Parrain*, II^e Partie.

Le 26 juin 1993, le président Clinton annonça au peuple américain que les États-Unis avaient tiré plusieurs missiles contre l'Irak ce jour même. Il s'avéra que les missiles tuèrent huit personnes et en blessèrent beaucoup plus. L'attaque, dit le président, était une réplique à un complot irakien visant à assassiner l'ancien président George Bush qui était attendu pour une visite au Koweït. (Ce complot présumé ne fut jamais rien d'autre que... présumé.^{125}.) Clinton annonça que l'attaque US « était indispensable pour envoyer un message à ceux qui s'engagent dans le parrainage du terrorisme par l'État et pour affirmer l'espoir d'un comportement civilisé parmi les nations.^{126}. »

Voici une liste de personnalités de premier plan, dans l'(ou le projet d'assassinat) desquels les États-Unis ont été impliqués depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. (Un humoriste de la CIA faisait allusion par moments à ce genre d'opération en parlant de « suicide involontairement administré », à faire exécuter par la Commission pour l'altération de la santé de l'Agence.)

1949. Kim Koo, leader de l'opposition coréenne.

Années 1950. La CIA et les néo-nazis dressent une liste de

plus de 200 personnalités politiques d'Allemagne de l'Ouest à mettre « hors course » en cas d'invasion soviétique.

Années 1950. Plusieurs attentats contre le Premier ministre chinois Zhou Enlai.

Années 1950-1962. Sukarno, président de l'Indonésie.

1951. Kim Il Sung chef d'État de la Corée du Nord.

1953. Mohammed Mossadegh, Premier ministre d'Iran.

Années 1950 (milieu). Claro M. Recto, dirigeant de l'opposition aux Philippines.

1955. Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde.

1957. Gamal Abdel Nasser, président de l'Égypte.

1959. années 60. Norodom Sihanouk, dirigeant du Cambodge.

1960. Général Abdul Karim Kassem, dirigeant de l'Irak.

Années 1950-70. José Figueres, président du Costa Rica, deux attentats.

1961. François « Papa Doc » Duvalier, dirigeant de Haïti.

1961. Patrice Lumumba, Premier ministre du Congo.

1961. Général Rafael Trujillo, dirigeant de la République dominicaine.

1963. Ngo Dinh Diem, président du Sud-Vietnam.

Années 1960. Fidel Castro, président de Cuba, nombreux attentats et complots.

Années 1960. Raul Castro, haut responsable du gouvernement cubain.

1965. Francisco Caamaño, dirigeant de l'opposition de la République dominicaine.

1965-66. Charles de Gaulle, président de la France.

1967. Che Guevara, dirigeant cubain.

1970. Salvador Allende, président du Chili.

1970. Général Rene Schneider, commandant en chef de l'Armée du Chili.

Années 1970-81. Général Omar Torrijos, dirigeant du Panama.

1972. Général Manuel Noriega, chef des services de renseignements du Panama.

1975. Mobutu Sese Seko, président du Zaïre.

1976. Michael Manley, Premier ministre de la Jamaïque.

1980-86. Muammar Kadhafi, dirigeant de la Lybie, plusieurs complots et attentats.

1982. Ayatollah Khomeyni, dirigeant de l'Iran.

1983. Général Ahmed Dlimi, commandant de l'Armée marocaine.

1983. Miguel d'Escoto, ministre des Affaires étrangères du Nicaragua.

1984. Les neuf « comandantes » de la Direction Nationale sandiniste.

1985. Cheik Mohammed Hussein Fadlallah, dirigeant chiite libanais (voir ci-dessous).

1991. Saddam Hussein, dirigeant de l'Irak.

1998. Oussama Ben Laden, important militant islamique.

1999. Slobodan Milosevic.

Au cas où Us seraient à court d'assassins

En 1975, un psychologue de l'US Navy, le capitaine de corvette Thomas Narut, révéla que, dans le cadre de son travail naval, il devait établir de quelle façon amener les militaires qui ne sont pas naturellement enclins à tuer à le faire dans certaines conditions. Il parlait de ces hommes en employant les mots « tueur » et « assassin ». Narut ajoutait qu'en plus, des meurtriers condamnés avaient été libérés de prisons militaires pour devenir des tueurs. L'entraînement des recrues soigneusement sélectionnées allait de la déshumanisation de

l'ennemi à leur accoutumance émotionnelle au moyen de films spéciaux montrant des personnes que Ton tuait et blessait avec violence^{127}. La révélation de Narut fut purement fortuite. Nous ne pouvons que spéculer sur les programmes mis en place ou projetés aujourd'hui dans le bâtiment pentagonal de Virginie.

Blasphème à l'américaine

Le monde occidental fut choqué lorsque l'Iran condamna à mort l'écrivain Salman Rushdie en qualifiant son livre de « blasphématoire ». Mais les États-Unis ont également condamné à mort des blasphémateurs - Castro, Allende, Sukarno et tous ceux mentionnés ci-dessus, qui ne croyaient pas aux objectifs sacrés de la politique étrangère américaine, sans que cela ne « choque » le monde occidental.

Aberrations ?

La Commission sénatoriale connue sous le nom de Commission Church, dans son rapport sur les assassinats en 1975, disait : « La commission ne croit pas que les actes [d'assassinat] qu'elle a examinés représentent le caractère réel de l'Amérique. Ils ne reflètent pas les idéaux qui ont donné aux gens de ce pays et du monde l'espoir d'une vie meilleure, plus pleine, plus juste. Nous considérons les assassinats et les complots comme des aberrations^{128}. »

À l'époque où la commission écrivait ceci, elle connaissait environ une dizaine de complots d'assassinat et pouvait encore les qualifier d'aberrations. Connaissant aujourd'hui la liste ci-dessus de plus de 40 cas, est-ce que les députés les appelleraient encore des aberrations?

Pourraient-ils expliquer comment ces « aberrations » se sont poursuivies au cours de chacune des dix présidences, de Truman à Clinton?

Pendant quelques années, après le rapport de la Commission Church, les présidents américains ne manquèrent pas de rendre publiques des mises au point sur les assassinats, peut-être pour essayer de convaincre le monde que « nous ne l'avons

vraiment pas fait exprès ».

1976 : Ford signe une ordonnance présidentielle qui établit : « Aucun fonctionnaire des États-Unis ne doit entreprendre, ou concourir à entreprendre, un assassinat politique. »

1978 : Carter, lui aussi, promulgue un décret prohibant les assassinats.

Le 4 décembre 1981 : Reagan promulgue un décret dans des termes à peu près identiques à ceux de Ford.

Mais le 13 novembre 1984, Reagan, obsédé par la lutte contre la « Conspiration Communiste internationale » sur plusieurs fronts, révoque son décret, créant en fait ce que la presse appela un « permis de tuer » — un permis permettant de tuer quiconque est considéré comme « terroriste ».

Le 10 avril 1985, Reagan révoqua le « permis de tuer », parce que le mois précédent la CIA avait payé des gens à Beyrouth pour abattre un certain cheik Fadlallah, qui n'était pas du goût de Washington. On utilisa une voiture bourrée d'explosifs et 80 personnes furent tuées. Le cheik n'était pas parmi elles.

Le 11 août 1985 : le « permis de tuer » est rétabli à la suite du détournement d'un avion de la TWA, en juin.

Le 12 mai 1986 : un nouveau décret fut signé, sans les termes discutables, par respect pour les objections du Congrès, semble-t-il.^{129}.

Manifestement, Reagan n'agissait pas par principe pour ou contre les assassinats - ce n'était qu'une opération de relations publiques. Concrètement, la politique américaine sur ce terrain n'a pour ainsi dire pas varié au cours des années, quel qu'ait été le discours « officiel » de la Maison Blanche.

Le 13 octobre 1989 : Bush crée un nouveau coup de théâtre médiatique. Il publie un « acte de loi » qui autoriserait à tuer « accidentellement » si c'était la conséquence d'une action légale. « La décision par le président d'employer ouvertement les forces militaires... ne constituerait pas un assassinat si les forces US étaient employées contre les forces combattantes

d'une autre nation, les forces d'une guérilla, de terroristes ou d'une autre organisation dont les actions font peser une menace sur la sécurité des États-Unis^{130}. »

Il semble que Clinton n'ait exprimé aucun avis officiel concernant la politique US en ce qui concerne les assassinats.

Le rapport Doolittle

En 1954, la commission pour l'étude des activités clandestines de la CIA, mise en place par la Maison Blanche, inclut dans son rapport le passage suivant, maintenant célèbre, qui se rapporte à cette discussion sur l'assassinat. Elle peut correspondre à ce que les psychologues appellent une « projection ».

Il est maintenant clair que nous sommes face à un ennemi implacable, dont l'objectif déclaré est la domination du monde par tous les moyens et à n'importe quel prix. Il n'y a pas de règles dans un tel jeu.

En conséquence, les normes acceptables du comportement humain ne s'appliquent pas. Si les États-Unis veulent survivre, le traditionnel concept américain de « fair play » doit être reconsidéré. Nous devons développer des services efficaces d'espionnage et de contre-espionnage et nous devons apprendre à renverser, saboter et détruire nos ennemis par des méthodes plus intelligentes, plus sophistiquées et plus efficaces que celles qu'on utilise contre nous. Il peut devenir nécessaire que les Américains soient informés de cette philosophie fondamentalement répugnante, la comprennent et la soutiennent^{131}.

Est-ce que ça fonctionne dans les deux sens ?

Si les États-Unis peuvent bombarder le siège des services de renseignements irakien - objectif de l'attaque citée plus haut - en invoquant un complot visant à assassiner un dirigeant américain, et citent le droit à l'autodéfense sous couvert de la Charte des Nations Unies comme le fit Washington (une déclaration pour le moins aussi contestable que le complot allégué), pensons à l'opportunité offerte à des pays comme le Panama, la Libye et Cuba, pour n'en citer que quelques-uns. Cuba pourrait proclamer son droit à bombarder le siège de la CIA, de nombreuses fois, sans parler de Miami. On peut le dire sans risque, la Maison Blanche pas plus que la Justice américaine n'accepteraient cet argument.

**Extraits des
manuels
d'instruction
de l'armée
américaine et
de la CIA**

OU... QUELQUES CHARMANTES IDÉES SORTIES DES ESPRITS
DE NOS BRAVES GARS

CIA, « Une étude sur l'assassinat », écrite au début des années 50⁽¹³²⁾.

« Pour les assassinats secrets... la technique la plus efficace est l'accident simulé. Effectué avec succès, il cause peu de troubles et n'est que rarement objet d'enquête. L'accident le plus efficace... est une chute de 20 mètres ou plus sur une surface dure. On peut utiliser mie cage d'ascenseur ou d'escalier, des fenêtres sans protection et des ponts... On peut exécuter cette action en saisissant vigoureusement les chevilles de la victime pour la faire basculer par-dessus bord. Si l'assassin pousse immédiatement un cri, et joue au « témoin horrifié », aucun alibi ni repli clandestin n'est nécessaire. »

« Les drogues peuvent être très efficaces. C'est une méthode facile et sûre si l'assassin a une formation de médecin ou d'infirmière et si le sujet est sous surveillance médicale. Une overdose de morphine administrée comme sédatif causera une mort sans désordre et sera difficilement détectée. On dosera en fonction de l'utilisation régulière ou non de narcotiques par le sujet. Si c'est non, 1,30 g suffiront. Si le sujet est un gros buveur, on peut injecter la morphine ou un narcotique similaire

quand il est ivre mort, la mort sera souvent attribuée à une crise éthylique. »

« Les armes blanches : n'importe quelle arme tranchante obtenue légalement peut être utilisée avec succès. L'efficacité nécessite une connaissance minimum de l'anatomie. Les blessures par perforation ne peuvent pas être sérieuses, à moins que le cœur ne soit atteint. Le cœur est protégé par la cage thoracique et il n'est pas toujours facile de le localiser... L'efficacité absolue s'obtient en sectionnant la moelle épinière dans la région cervicale. Ceci peut être exécuté avec la pointe d'un couteau ou d'un léger coup de hache ou de hachette. Une autre méthode efficace consiste à sectionner la veine jugulaire et la carotide de chaque côté de la trachée. »

« Technique de la salle de conférence : [L'assassin] N°1 entre dans la salle rapidement mais avec calme. Le N° 2 se tient dans l'axe de la porte. Le N°2 ouvre le feu sur le premier qui réagit. Il fonce à travers la foule en direction du centre de l'assemblée. Il minute les rafales de sorte que le chargeur soit vide à la fin de l'avancée. Le N°1 surveille l'assemblée pour prévenir les réactions individuelles dangereuses ; si nécessaire tirs individuels de rafales de 3 coups. Le N°2 tire une dernière rafale. Il ordonne « repli ». Il décroche en sortant par la porte. Il remplace les chargeurs vides. Il couvre le couloir. Le N°1, à l'ordre « repli », ouvre le feu dans la direction opposée à l'objectif. Il tire une rafale sur l'assemblée. Laisser de la propagande [pour impliquer l'opposition]. »

US Army, « Terrorisme et guérilla urbaine », années 60^{133}.

« Mesures pour contrôler la population et les ressources :

1. Cartes d'identité. Un système d'identification efficace est fondamental pour le programme...

2. Enregistrement. On utilise un programme d'enregistrement des familles pour compléter le système des cartes d'identité. Il s'agit d'inventorier toutes les familles maison par maison, de dresser une liste de tous les membres de la famille qui vivent dans la maison, et de leurs ressources.

On peut aussi noter la présence de tendances insurrectionnelles et d'affiliations [à des mouvements politiques] dans la population.

3. Contrôle par pâté de maisons. Le but... est de découvrir les individus qui soutiennent les rebelles, ou sympathisent avec eux, et le genre de soutien qu'ils leur apportent.

4. Patrouilles de police. Leur but est de déceler les origines du soutien aux rebelles, les itinéraires que les forces insurrectionnelles utilisent pour le renseignement, la logistique et les activités ordinaires.

5. Couvre-feu. Le but est de permettre aux autorités d'identifier ceux qui le violent et de prendre des mesures basées sur le principe que quiconque viole le couvre-feu est un rebelle ou sympathise avec les rebelles jusqu'à ce qu'il ait pu prouver le contraire.

6. Postes de contrôle. Il n'est pas très utile d'établir un programme de laissez-passer et de cartes d'identité, à moins qu'il n'existe un système pour vérifier ces papiers officiels. Cependant, une fois que l'utilisation de laissez-passer a commencé, il est nécessaire d'établir des postes de contrôle sur tout le réseau routier.

US Army, « Traitement des sources », années 60^{134}.

« L'agent du CI [contre-espionnage] devrait provoquer l'arrestation des parents de la recrue [informateur rémunéré du gouvernement], l'emprisonner ou lui flanquer une correction, comme prévu dans le plan de recrutement par l'organisation de guérilla. » [Ces actions devaient-elles être effectuées pour contraindre la personne à devenir un informateur ou pour lui procurer une crédibilité, cela n'est pas clair.]

« La valeur de la recrue peut être augmentée grâce à des arrestations, des exécutions ou des mesures de pacification, en prenant soin de ne pas dévoiler que la recrue est la source d'information. »

« Pour assurer la promotion de la recrue... éliminer les

rivaux potentiels parmi les guérilleros. »

[Les recrues sont nécessaires parce que] « le gouvernement ne peut pas dépendre uniquement de l'information fournie volontairement par des citoyens fidèles ou de l'information obtenue, contre leur volonté, des rebelles capturés ».

La position officielle du département de la Défense à propos de ces manuels était que les passages choquants y figuraient de manière fortuite. Le Ministère de la Défense déclara : « Rien ne prouve qu'il y a eu une intention délibérée de violer les règles des départements de l'Armée ou de la Défense dans la préparation ou l'utilisation de ces manuels. » Néanmoins, le bureau du député Joseph Kennedy (Démocrate; Massachusetts), qui avait suivi la question de près, a déclaré qu'à la *School of Americas*, où l'on avait utilisé les manuels, deux officiers au moins avaient soulevé des questions au sujet des passages qui posent problème devant leurs supérieurs au début des années 80, mais que ces questions avaient été rejetées^{135}.

CIA, « interrogatoire de contre-espionnage KUBARK - juillet 1963^{136}. »

« L'efficacité de la plupart des techniques non coercitives dépend de leur effet de déstabilisation. La situation d'interrogatoire est en elle-même perturbante pour la plupart des personnes qui la rencontrent pour la première fois. Le but est d'amplifier cet effet... [et de créer] une expérience traumatique ou subtraumatique qui fasse exploser, pour ainsi dire, le monde familier du sujet aussi bien que l'image qu'il a de lui-même dans ce monde. »

« En général, ses vêtements lui sont enlevés, car les vêtements familiers renforcent l'identité et donc la capacité de résistance. » « Voici les principales techniques coercitives d'interrogatoire : arrestation, détention, privation sensorielle par isolement ou méthodes similaires, menaces et peur, affaiblissement, douleur, suggestion et hypnose intensives,

narcose, régression provoquée. »

CIA, « Manuel d'entraînement à l'exploitation des ressources humaines - 1983.^{137} »

« Contrôle - La faculté de produire ou changer certains types de comportements humains par la suggestion ou en utilisant des moyens physiques ou psychologiques pour conduire à la complicité. La complicité peut être volontaire ou involontaire. »

« On amène le sujet dans la pièce, les yeux bandés, les mains liées et il doit rester ainsi durant tout le processus... Le sujet est entièrement déshabillé et on lui dit de prendre une douche. Il conserve les yeux bandés pendant la douche et un gardien le surveille. Le sujet subit un examen médical minutieux, y compris de toutes les cavités corporelles. »

« Permettre au sujet de recevoir des lettres des siens soigneusement sélectionnées peut aider à créer un effet recherché par le « questionneur »; par exemple, le sujet pourrait penser que les siens souffrent ou sont sous la contrainte. Il peut être efficace de suggérer au bon moment que sa coopération ou sa confession peut contribuer à protéger des innocents. »

« La literie doit être minimale - lit de camp et couverture, pas de matelas. (L'intention est d'empêcher que le sujet ne se détende et se remette du choc.) Il ne doit pas y avoir de cuvette encastrée. Le sujet doit demander à se soulager. Alors, ou bien on lui donne un seau, ou bien un garde l'accompagne aux latrines. Le garde se tient à son côté tout le temps qu'il reste aux latrines. »

« La privation sensorielle induit stress et anxiété. Plus la privation est grande, plus le sujet est atteint rapidement et profondément. »

CIA, « Manuel des combattants de la liberté », 1984.^{138}

Une bande dessinée de 16 pages pour les Nicaraguayens ;

un peu plus de 40 illustrations montraient au lecteur comment « libérer le Nicaragua de l'oppression et de la misère », de « la tyrannie marxiste », grâce à « une série de techniques de sabotages utiles. » Entre autres :

Boucher les toilettes avec des éponges... faire tomber les câbles électriques... mettre des ordures dans les réservoirs d'essence... semer des clous sur les routes et les autoroutes... lacérer et perforer les garnitures des véhicules... abattre des arbres sur les autoroutes... téléphoner aux hôtels de fausses réservations, de fausses alertes au feu et au crime... accaparer et voler de la nourriture gouvernementale. .. Laisser ouverts la lumière et les robinets d'eau... voler le courrier dans les boîtes aux lettres... arriver en retard au travail... téléphoner pour se dire malade... provoquer des courts-circuits... briser les ampoules électriques... déchirer les livres... faire courir des rumeurs... menacer par téléphone les officiels et les fonctionnaires...

CIA, «Actions psychologiques dans la guerre de guérilla», 1984⁽¹³⁹⁾.

Manuel destiné aux Contras, guérilleros se battant au Nicaragua contre le gouvernement de gauche sandiniste, et soutenus par les États-Unis. Il recommande :

« Kidnapper tous les fonctionnaires ou agents du gouvernement sandiniste... »

« Mortifier, ridiculiser et humilier les “symboles personnels” du gouvernement répressif en présence de la population et favoriser la participation populaire [grâce à] des guérilleros disséminés dans la foule et criant des slogans... »

« Si un guérillero fait feu sur un individu, faites comprendre à toute la ville que celui-ci était un ennemi du peuple [et que] si ce citoyen avait réussi à s'enfuir, il aurait alerté les ennemis qui sont proches de la ville, et qu'ils auraient exercé des représailles telles que viols, pillage, destructions, rapt, etc. Faites comprendre à la population que ce fut la méthode répressive du régime qui... a vraiment tué l'informateur, et

que l'arme utilisée avait été récupérée au cours d'un combat contre le régime sandiniste. »

« Il est possible de neutraliser des cibles soigneusement choisies... juges au tribunal, juges de paix, fonctionnaires de police et de la sécurité d'État, chefs de Comités de défense sandinistes, etc. » (Comme l'a remarqué l'écrivain Holly Sklar : « Une liste noire qui commence par juges au tribunal et se termine par etc. est un puissant appel au meurtre. »)

« Il est facile de dénoncer à la police un sujet qui refuse de rejoindre la guérilla... au moyen d'une lettre contenant de fausses déclarations, émanant de citoyens qui ne sont pas impliqués dans le mouvement. »

« Si possible, on engagera des criminels professionnels pour des boulots sélectionnés. »

« On assignera à d'autres des tâches spécifiques dans le but de créer un « martyr » de la cause. Ils amèneront les manifestants à une confrontation avec les autorités, afin de provoquer des émeutes ou des coups de feu, qui causeront la mort d'une ou plusieurs personnes qui deviendront des martyrs. Il faudra utiliser immédiatement cette situation contre le régime, afin de créer des conflits encore plus vastes. »

« Troupes de choc. Ces hommes doivent être équipés d'armes (couteaux, rasoirs, chaînes, gourdins, matraques) et doivent défilier juste derrière les participants manipulables et naïfs. »

Ce manuel ressemble étrangement à ce que l'on nous a toujours enseigné sur le complot et l'endoctrinement communistes.

La Cour internationale de justice estime qu'en publiant et diffusant ce manuel, les États Unis « encouragent... des actes contraires aux principes généraux du droit humanitaire » y inclus la Convention de Genève de 1949.^{140}.

Chapitre 5

La Torture

La première secousse a été si forte que j'ai pensé mourir.

Gloria Esperanza Reyes, parlant de la torture subie au Honduras, au cours de laquelle on lui fixa des câbles électriques aux seins et au vagin.

Ils demandaient toujours qu'on les tue. La torture est pire que la mort.

José Barrera, tortionnaire hondurien^{141}.

Turquie, 14 juillet 1999. Des policiers entrent dans la maison d'une famille kurde et annoncent qu'ils veulent emmener les deux filles - Medine, 14 ans, et sa sœur cadette Devran - pour les interroger. « Je me suis dirigée vers la chambre à coucher pour m'habiller » dira plus tard Devran, « mais Medine... est allée directement à la fenêtre et a sauté ».

La mère de Medine expliqua : « Ma fille, voyez-vous, a préféré mourir qu'être torturée à nouveau^{142}. »

Il se peut que la torture soit de courte durée, mais la personne ne sera plus jamais la même.

Rapport d'Amnesty International^{143}.

Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

Convention contre la torture et autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants, Article 2, S2^{144}.

« Les mauvais traitements physiques et autres traitements dégradants sont réprouvés, non seulement parce que c'est mal, mais parce que l'histoire a prouvé que c'est inefficace », a déclaré en 1988 Richard Stolz, sous-directeur des opérations de la CIA^{145}.

La CIA aime dire ce genre de choses, elle pense que ça sonne comme une dénégation tout à fait plausible. Mais qui peut croire que la torture ne délie pas les langues, qu'elle n'est pas efficace? Richard Stolz et la CIA voudraient nous faire croire que Medine, dans l'exemple ci-dessus, si elle n'avait pas eu la possibilité de se tuer, n'aurait pas parlé sous la torture. L'efficacité de la torture va plus loin. Fréquemment, son but n'est pas tant d'arracher des informations que de punir les victimes, de les empêcher de poursuivre des activités dissidentes en extirpant l'idéalisme de leur être, et de servir d'avertissement à leurs camarades.

C'est ainsi que pendant des dizaines d'années la CIA et la torture ont fait bon ménage. (La Turquie, doit-on le rappeler, est un des très proches alliés stratégiques des États-Unis ; pour le Honduras, voir plus loin.) L'Agence a soigneusement gardé secrets ses liens avec les gentils tortionnaires, c'est pourquoi il est toujours difficile d'avoir des informations détaillées à ce sujet. Voici tout de même quelques faits :

Grèce

À la fin des années 40, la CIA a contribué à la création d'une nouvelle agence de sécurité intérieure, le KYP. Le KYP ne tardera pas à se livrer aux pratiques si sympathiques de la police secrète, y compris la torture systématique. C'est durant le régime de la junte militaire, de 1967 à 1974, que son activité fut la plus intense. Amnesty International rapporta par la suite que « telle qu'elle a été exprimée dans les rapports et les témoignages officiels, la politique américaine concernant la torture a consisté à la nier quand c'était possible, à la minimiser quand il n'était pas possible de la nier. Cette politique découlait naturellement du soutien d'ensemble au

régime militaire^{146}. »

James Becket, avocat américain envoyé en Grèce par Amnesty, écrivit en 1969 que des tortionnaires avaient expliqué à des prisonniers qu'une partie de l'équipement provenait de l'aide militaire US. L'un des instruments était un fouet particulier, « un épais câble blanc », qui était « scientifique et facilitait le travail »; un autre, un serre-tête, était connu sous le nom de « couronne d'acier » ; on le serrait progressivement autour du crâne^{147}. Becket rapporte que le soutien américain était indispensable aux tortionnaires :

Des centaines de prisonniers ont écouté le petit discours de l'inspecteur Basil Lambrou, assis à son bureau, lequel arborait le symbole de l'aide américaine : des mains jointes peintes en rouge, blanc et bleu. Il tente de démontrer aux prisonniers l'absolue inutilité de toute résistance : « Vous vous rendrez ridicules si vous pensez que vous puissiez faire quoi que ce soit. Le monde est divisé en deux. Il y a les communistes de ce côté-là, et de ce côté-ci le monde libre. Les Russes et les Américains, personne d'autre. Que sommes-nous? Américains. Derrière moi, il y a le gouvernement, derrière le gouvernement il y a l'OTAN, derrière l'OTAN il y a les États-Unis. Vous ne pouvez pas lutter contre nous, nous sommes Américains^{148}. »

Iran

Le célèbre service de sécurité iranien, la SAVAK, qui employait la torture de façon régulière, fut créée dans les années 50, sous la conduite de la CIA et d'Israël^{149}. D'après un ancien analyste de l'Iran ayant appartenu à la CIA, Jesse J. Leaf, c'est l'Agence qui enseignait à la SAVAK les techniques de tortures^{150}. Après la révolution de 1979, les Iraniens ont trouvé des films de la CIA, à l'intention de la SAVAK, sur les façons de torturer les femmes^{151}.

Allemagne

Dans les années 50, à Munich, la CIA torturait les personnes suspectées d'infiltrer les organisations d'émigrés soviétiques en Europe de l'Ouest; elle utilisait ces organisations pour des opérations antisoviétiques. Parmi les techniques employées par la CIA il y avait des méthodes aussi ésotériques qu'appliquer

de la térébenthine sur les testicules des hommes, ou enfermer quelqu'un dans une pièce et y diffuser de la musique indonésienne à un niveau assourdissant, jusqu'à ce qu'il craque^{152}. Si ces informations ont filtré, c'est probablement à cause de leur côté bizarre au point d'être drôle.

Vietnam

Les Bérets Verts enseignaient l'utilisation de la torture au cours des interrogatoires à ceux des leurs qui étaient au Vietnam dans les années 60^{153}.

La célèbre opération Phœnix, montée par la CIA pour anéantir l'infrastructure vietcong, infligeait des tortures aux suspects. Secousses électriques sur les parties génitales d'hommes et de femmes, introduction dans l'oreille de chevilles de 15 cm de long, enfoncées par petits coups à travers le cerveau jusqu'à ce que la victime meure ; des suspects furent aussi jetés d'hélicoptères, afin de persuader les suspects plus importants de parler; encore que ceci doive être probablement répertorié comme meurtre pour ceux qui ont été jetés, et comme une forme de torture pour les autres^{154}. En violation des Conventions de Genève, les États-Unis livraient des prisonniers à leurs alliés sud-vietnamiens en sachant parfaitement qu'ils seraient torturés, les militaires américains assistant souvent aux tortures^{155}.

Bolivie

En 1967, des anticastristes cubains, travaillant avec la CIA pour trouver Che Guevara, installèrent des centres d'interrogatoires. On y emmenait les Boliviens soupçonnés d'aider la guérilla pour les interroger et quelquefois les torturer. Quand le ministre de l'Intérieur bolivien entendit parler des tortures, il se mit en colère et exigea que la CIA y mît fin^{156}.

Uruguay

À la fin des années 60, Dan Mitrione se trouvait en poste à Montevideo. Il était employé par la Direction de la sécurité

publique US (faisant partie de l'AID - Agency for International Development), qui formait et armait les forces de police étrangères. La torture des prisonniers politiques existait en Uruguay avant l'arrivée de Mitrione. Cependant, dans un surprenant entretien accordé à un grand journal brésilien, le *Jornal do Brazil*, en 1970, l'ancien chef de la police secrète uruguayenne, Alejandro Otero, déclara que les conseillers US, et en particulier Mitrione, instituèrent la torture comme pratique courante. Ils avaient ajouté des raffinements scientifiques aux moyens d'infliger la douleur; et à ceux-ci, des moyens psychologiques pour réduire les gens au désespoir. Par exemple, on faisait passer des hurlements de femmes et d'enfants enregistrés, et l'on disait au prisonnier que c'était sa famille que l'on était en train de torturer dans la pièce voisine.^{157}.

Cet entretien a énormément dérangé les responsables américains en Amérique du Sud et à Washington. Le chef de la Direction de la sécurité publique, à Washington, tenta de trouver une explication convaincante en affirmant : « Les reporters brésiliens à Montevideo ont nié tous trois avoir rapporté cette histoire. Nous avons découvert par la suite que quelqu'un l'avait glissée dans le journal, dans l'atelier de composition du *Jornal do Brazil*^{158}. »

Mitrione aménagea une pièce isolée phoniquement dans la cave de sa maison à Montevideo, où il réunissait des officiers de police uruguayens pour leur faire assister à des démonstrations de techniques de torture. On ramassa quatre mendiants sur lesquels Mitrione démontra les effets de différents voltages sur différentes parties du corps. Les quatre victimes moururent.

« La douleur précise, à l'endroit précis, au degré précis, pour l'effet désiré », telle était la devise de Mitrione.

« Quand vous obtenez ce que vous voulez, et je l'obtiens toujours disait-il, il peut être bon de prolonger un peu la séance pour réduire encore la résistance. Pas pour arracher des informations immédiatement, mais simplement comme mesure politique, pour créer une saine peur de se mêler d'activités

subversives [{159}](#). »

Brésil

Avant que l'OPS n'affecte Dan Mitrione en Uruguay, il avait été en poste au Brésil. Avec d'autres Américains, et avec l'OPS, l'AID et la CIA, il y avait travaillé à procurer aux forces de sécurité brésiliennes équipements et formation destinés à faciliter la torture des prisonniers. Les Américains donnaient aussi des conseils quant au nombre de décharges électriques que l'on peut administrer sans tuer la personne, dans le cas où la mort pourrait être embarrassante [{160}](#).

Guatemala

Des années 60 jusque dans les années 80, les forces de sécurité guatémaltèques, particulièrement l'unité de l'armée appelée G-2, torturèrent quotidiennement les « subversifs ». Les décharges électriques dans les parties génitales étaient une des méthodes.

On utilisait des téléphones militaires de campagne reliés à de petits générateurs, l'équipement et le mode d'emploi étant fournis par l'Oncle Sam. Les États-Unis et leurs clients des différents pays devinrent assez partisans de cette technique. La CIA conseillait, armait et équipait le G-2, qui entretenait un réseau de centres de torture; les méthodes employées comprenaient la mutilation, des brûlures, en plus des décharges électriques. Le G-2 avait même son propre crématorium ; pour se débarrasser de toute pièce à conviction, peut-on présumer. La CIA infiltra le G-2 à fond. Des années 80 au début des années 90, au moins trois chefs du G-2, et de nombreux officiers d'échelon inférieur, étaient inscrits sur le registre du personnel de l'Agence [{161}](#).

Un autre bénéficiaire des largesses de l'Agence a été le général Hector Gramajo Morales (voir chapitre « Refuge »), qui était ministre de la Défense en 1989, lors de l'enlèvement de sœur Dianna Ortiz, une religieuse américaine, par les forces armées. Elle fut brûlée avec des cigarettes, violée à plusieurs reprises et descendue dans une fosse remplie de cadavres. On sait que les tortionnaires se réjouissent du pouvoir qu'ils

détiennent sur leurs victimes réjouisse : l'un d'eux mit une machette dans la main d'Ortiz, et, posant sa propre main sur la sienne, la contraignit à en donner des coups à une autre prisonnière. Ortiz pense qu'elle a peut-être tué cette femme. Un homme que les autres appelaient Alejandro ou « patron » semblait être le responsable, dit-elle. Il parlait espagnol avec l'accent américain et jurait en anglais. Plus tard, ajoute Ortiz, quand cet homme réalisa qu'elle était américaine, il ordonna qu'on cesse de la torturer. Il est clair que si sa motivation avait été humanitaire, et qu'il n'ait pas simplement essayé d'éviter un possible problème politique, il aurait fait cesser la torture sans s'occuper de sa nationalité.^{162}.

En 1996, Ortiz eut communication d'un certain nombre de documents émanant du département d'État. Un seul, daté de 1990, contient une référence significative à Alejandro. On y lit :

TRÈS IMPORTANT : Il faut régler le problème du « Nord-Américain » impliqué dans cette affaire par Ortiz... L'AMBASSADE EST TRÈS ATTENTIVE À CETTE QUESTION, mais nous devons y répondre publiquement.^{163}...

Salvador

Pendant la période contre-insurrectionnelle des années 80, la torture fut pratiquée à grande échelle par les différentes forces de sécurité salvadoriennes, toutes ayant travaillé étroitement avec la CIA et/ou les militaires US. En janvier 1982, le *New York Times* publiait un entretien avec un déserteur de l'armée salvadorienne qui décrivait un cours où l'on faisait des démonstrations de torture sur des prisonniers adolescents. Il affirmait que huit conseillers militaires américains, apparemment des Béréts Verts, étaient présents. Un officier salvadorien encourageait les recrues : Observer « vous fera vous sentir davantage un homme », et il ajoutait « n'éprouvez de pitié pour personne » mais seulement « de la haine pour les ennemis de notre pays.^{164} ».

Un autre Salvadorien, ancien membre de la Garde nationale, témoigna plus tard, dans un documentaire de la télévision britannique de 1986 : « J'appartenais à un escadron de 12 hommes. Nous nous consacrons à la torture et à trouver les gens dont on nous avait dit que c'était des guérilleros. J'ai été entraîné au Panama pendant neuf mois par [inintelligible] des États-Unis à la lutte antiguérilla. Une partie du temps, l'instruction portait sur la torture^{165}. »

Honduras

Pendant les années 80, la CIA apporta son soutien à l'infâme Bataillon 316, qui a kidnappé, torturé et tué des centaines de citoyens, utilisant pour les interrogatoires, entre autres techniques, des instruments de décharges électriques et l'asphyxie. La CIA fournissait les manuels et les instruments de torture et inculquait aux membres du bataillon les méthodes de torture psychologiques et physiques, sur place ou aux États-Unis. À une occasion au moins un officier de la CIA a pris part à l'interrogatoire d'une victime de la torture. L'Agence a aussi financé des spécialistes argentins de la contre-insurrection pour apporter un complément de formation aux Honduriens. À l'époque, l'Argentine menait sa « sale guerre », une effroyable collection de tortures, d'enlèvements de bébés et de disparitions. Les instructeurs argentins et ceux de la CIA travaillaient côte à côte pour entraîner le Bataillon 316. Le soutien US au bataillon a continué même après que son chef, le général Gustavo Alvarez Martinez, eut dit à l'ambassadeur US qu'il avait l'intention d'utiliser les méthodes de l'Argentine pour éliminer les rebelles. En 1983, l'administration Reagan décora Alvarez de la Légion of Merit « pour encourager le succès du processus démocratique au Honduras ». En même temps, le gouvernement trompait le Congrès et les Américains en niant ou minimisant les atrocités commises par le bataillon^{166}.

Panama

Pendant l'occupation du Panama par les États-Unis,

consécutives à l'invasion de décembre 1989, des militaires américains ont torturé des soldats des forces de défense du Panama. Dans un cas, un câble métallique a été enfoncé dans une blessure ouverte, produisant une douleur intense. Dans un autre cas, un soldat des Forces de défense du Panama a été suspendu par un bras déjà blessé au coude, qui avait été recousu.^{167}.

Chez nous, aux États-Unis

À ceux des lecteurs qui éprouveraient de la difficulté à croire que les personnels civils et militaires du gouvernement américain aient pu se trouver si étroitement engagés dans la torture d'étrangers, je suggère de considérer ce que ces Américains ont fait à d'autres Américains.

Dans les écoles navales de San Diego et du Maine pendant les années 60 et 70, les étudiants étaient censés apprendre des méthodes de « survie, évasion, résistance et fuite » dont ils pourraient se servir s'il leur arrivait jamais d'être prisonniers de guerre. Il y avait bien un cours sur la survie dans le désert : les étudiants étaient contraints à manger des lézards. Mais on soumettait aussi les élèves officiers et officiers de marine à des tabassages, des prises de judo traumatisantes, aux « cages à tigre » - enfermés dans une caisse de 0,45 m³ pendant 22 heures, le visage masqué, une boîte de conserve pour leurs excréments - et à un instrument de torture appelé « water board » : le sujet est ligoté sur un plan incliné, la tête en bas, une serviette sur le visage, on verse de l'eau froide sur la serviette; il s'étrangle, a des haut-le-cœur, hoquette et gargouille, en éprouvant la sensation de se noyer.

Un ancien étudiant, le lieutenant pilote de la Marine Wendell Richard Young, explique qu'on lui a brisé le dos pendant les cours et que les étudiants étaient obligés de cracher, uriner et déféquer sur le drapeau américain, se masturber devant les gardes et, à une occasion, d'avoir des relations sexuelles avec un instructeur.^{168}.

En 1992, une commission civile de surveillance révéla que sur une période de 13 ans (1973-1986), des officiers de police

de Chicago ont été impliqués dans la torture et les mauvais traitements « systématiques » de suspects. Entre autres : décharges électriques sur le pénis, les testicules et autres zones ; tabassage ; asphyxie (la tête enfermée dans un sac en plastique, l'oxygénation s'arrête ; les sujets s'évanouissent, et quand ils reprennent connaissance, on leur remet la tête dans le sac); revolvers enfoncés dans la bouche des prisonniers, le doigt sur la détente ; prisonniers suspendus à un crochet, par les menottes attachées aux poignets, et coups sur la plante des pieds et les testicules ; sans compter les nombreuses tortures psychologiques. Certains suspects furent relâchés après avoir été torturés sans jamais être inculpés. Plus de 40 cas furent recensés. Selon l'un de leurs avocats : « Autant que nous sachions, toutes les victimes étaient noires ou latino-américaines, et ceux qui pratiquaient la torture étaient des policiers blancs^{169}. »

Une enquête de Human Rights Watch sur plus de 20 prisons et pénitenciers, à New York, en Californie, en Floride et dans le Tennessee, ainsi qu'une étude attentive des litiges à propos des prisons sur une période de 10 ans, montrent « des dépassements de grande envergure des normes minimales des Nations Unies pour le traitement des prisonniers... équivalant à la torture »... un prisonnier menotté plongé dans une baignoire d'eau à 65 degrés... des prisonniers décédés après avoir reçu des décharges électriques répétées de 50 000 volts pendant 8 secondes)... des prisonniers mis en cage à l'extérieur, sous la pluie et le soleil... des prisonniers tenus dans l'isolement total et la privation sensorielle pendant de longues périodes^{170}...

Amnesty International a publié des rapports tels que « Torture, mauvais traitements et abus de pouvoir par la police de Los Angeles » (1992) et « Brutalités policières et abus de pouvoir au New York City Police Department » (1996), ainsi que des rapports plus récents qui traitent de Chicago et d'autres villes. Amnesty affirme que les forces de police US ont été coupables de « violation des règles internationales des droits de l'Homme par un comportement d'abus de pouvoir

incontrôlé allant jusqu'à la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants »^{171}.

De crainte que ce qui est dit ci-dessus ne donne l'impression que la pratique de la torture ne gêne pas le gouvernement des États-Unis, il faut relever que le Congrès a voté une loi en 1996 permettant, pour la première fois, qu'un citoyen américain assigne un gouvernement étranger devant une cour américaine pour avoir été torturé dans un pays étranger. Il y a néanmoins une petite restriction. Les seuls pays qui peuvent être poursuivis en se référant à cette loi sont les « ennemis officiellement désignés » de Washington, ceux qui sont classés comme « États terroristes »^{172}.

Pour les autres États, la position pourrait être la même que dans le cas de Scott Nelson, au début des années 90. Cet Américain a poursuivi l'Arabie Saoudite devant une cour américaine pour torture. Un tribunal de circonscription jugea qu'il avait le droit de poursuivre, mais le département d'État aida les Saoudiens à ce que l'affaire soit renvoyée devant la Cour Suprême^{173}.

Chapitre 6

Les pourris

Au cours des années 80, il y eut un certain nombre de révélations sur les implications de la CIA avec des tortionnaires, escadrons de la mort, trafiquants de drogue et autres personnes qu'on ne peut pas mentionner dans les manuels scolaires. Un jour, un fonctionnaire du gouvernement employa étourdiment les termes de « personnes répugnantes » ; ce qui laissait penser que le gouvernement était autant révulsé par ces spécimens que doit l'être tout citoyen américain convenable.

Docilement, les médias enchaînèrent. À chaque nouvelle révélation sur la violation des droits de l'homme à l'étranger par la CIA et les personnes méprisables figurant sur la liste du personnel de l'Agence, on nous disait - et c'était dit officiellement - que la CIA n'avait pas d'autre choix. Il lui fallait s'associer avec des personnes « répugnantes » si elle souhaitait obtenir certaines informations importantes dans les pays étrangers. Informations vitales, bien sûr, pour notre « sécurité nationale ». Une manière originale de se déclarer non coupable !...

Même quand les médias critiquent la CIA pour sa collaboration avec des personnages « répugnants », ils ne disent nullement que la relation fut autre chose que payer une information tout en se pinçant le nez.

Mais il doit être clair que ces personnages « répugnants » n'ont pas été de simples informateurs.

Pour la CIA et les militaires US, ces hommes sont des alliés de l'Amérique qui combattent à ses côtés.

La propagande US insiste sur le fait que ces hommes

combattent pour la liberté et la démocratie.

Nous défendons leur cause, car c'est aussi la nôtre.

Nous en sélectionnons certains pour qu'ils entrent dans les écoles militaires américaines et nous leur décernons des diplômes.

Nous leur offrons des dîners bien arrosés aux États-Unis ; nous leur offrons des cadeaux, nous leur fournissons des prostituées.

Nous les entraînons et leur donnons armes et uniformes.

Nous leur apprenons à fabriquer des bombes, à assassiner et à interroger (lisez torturer).

À partir des énormes bases de données de la CIA, nous leur fournissons des informations concernant des individus. Quelques-uns de ces individus finissent alors torturés et/ou tués.

Nous couvrons leurs atrocités.

Nous facilitons et couvrons leur trafic de drogue.

Nous les fréquentons. Ils sont nos amis. Souvent, ils trahissent leur propre pays pour nous.

L'argent que nous leur donnons, ces « personnages répugnants » l'utilisent à des fins ignobles, bien sûr. Kadhafi, lui, « soutient le terrorisme ».

L'argent de la CIA et les autres aides fournies rapportent nécessairement plus que des informations - ils rapportent influence et contrôle. Quand on regarde le niveau d'antidémocratie et de cruauté des bénéficiaires, on peut se demander en quoi ils sont influencés par la CIA. Tout comme on doit se poser la question suivante : Si les États-Unis doivent prendre parti dans les guerres civiles étrangères, pourquoi faut-il que ce soit régulièrement du même côté que les « personnages répugnants »?

Autres cadavres pourris dans le placard de Washington

Dans la période qui suivit la Guerre Froide, la politique

étrangère US engloba beaucoup d'autres répugnants personnages - « anciens » nazis (y compris des criminels de guerre comme Klaus Barbie), fascistes italiens, forces armées ennemies japonaises, scientifiques japonais qui avaient fait de terribles expériences sur les prisonniers - y compris des Américains - et des milliers d'autres qui avaient collaboré avec ces individus pendant la guerre. Dans de nombreuses parties de l'Europe et de l'Asie, les « collaborateurs » avaient été publiquement couverts de honte, emprisonnés et/ou exécutés, soit par les gouvernements d'après-guerre, soit par des groupes de citoyens. Mais en Chine, en Italie, en Grèce, aux Philippines, en Corée, en Albanie, en Allemagne de l'Ouest, en Iran, en Union Soviétique, au Vietnam et ailleurs, de nombreux fascistes et « collaborateurs » évitèrent les sanctions. Ils devinrent des alliés des Américains en installant de nouveaux gouvernements, en essayant de renverser des gouvernements, en combattant dans les guerres civiles, en étouffant la gauche, en collectant des renseignements et en manipulant les politiques électorales. À vrai dire, beaucoup d'entre eux évitèrent les sanctions *parce qu'ils devinrent alliés des Américains*^{174}.

Jusqu'en 1988, il y avait au National Republican Heritage Groups Council du Parti républicain bon nombre de pro-nazis authentiques, d'archétypes de l'antisémitisme, originaires d'Europe centrale et orientale. Plusieurs de ces braves gens dirigèrent la campagne présidentielle de George Bush en direction des minorités, la Coalition of American Nationalities, bien que leur passé mouvementé ne fut pas un grand secret. L'un d'eux, László Pasztor (ou Pastor), était en poste à l'ambassade du gouvernement hongrois pro-nazi, pendant la guerre, à Berlin. Ceci fut révélé en 1971, en première page du *Washington Post*^{175}. Quand ce passé fit à nouveau surface au mois de septembre 1988, les républicains furent obligés de se passer de Pasztor, et de quatre autres personnages du même acabit lors de la campagne électorale de Bush^{176}.

Puisque la fréquentation des pourris est une vieille tradition, prétendre que ce n'est pour Washington qu'un mariage de

convenance temporaire, avec une épouse (hélas !) sans attrait, est un exercice qui tourne à la propagande simpliste. Au cours des années, ce qui a attiré les deux partis l'un vers l'autre, c'est une conscience de classe partagée, qui se manifeste par la haine des mouvements progressistes, du « communisme », ou mieux encore de quiconque ou de quoi que ce soit qui puisse constituer une « menace » contre le statu quo. Le médiocre, le grossier lieutenant guatémaltèque prend plus de plaisir à rôder autour de l'entrée des artistes de l'Amérique qu'à contempler les paysans indiens de son pays. Et son copain de beuverie yankee a la conviction que l'aider à les tuer est un devoir.

Chapitre 7

L'école des pourris

En 24 ans de Congrès, je n'ai pas eu la moindre preuve que la collaboration militaire américaine avec d'autres militaires que des Américains ait empêché une armée étrangère de commettre des atrocités contre son propre peuple. Pas la moindre, rien.

Tom Harkin (sénateur démocrate de l'Iowa),
1999.^{177}

School of the Americas

La School of the Americas (SOA), une école de l'Armée à Fort Benning en Géorgie, fut l'objet de nombreuses critiques pendant des années parce qu'un grand nombre de ses diplômés avaient été mêlés en Amérique latine à de très sérieuses atteintes aux droits de l'homme, à des tortures et à des meurtres. La SOA déclare qu'elle enseigne à ses étudiants le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Examinons cette déclaration. Il faut noter qu'en Amérique latine les guerres entre nations sont extrêmement rares. Alors, une question se pose : qui ces militaires sont-ils entraînés à combattre, si ce n'est pas l'armée d'un autre pays? Qui, sinon leurs concitoyens?

Au cours des années, la SOA a formé des dizaines de milliers de policiers et de militaires d'Amérique latine à des disciplines comme la contre-insurrection, les tactiques de l'infanterie, le renseignement militaire, les opérations antidrogue et les opérations de commando. On a également appris aux étudiants à haïr et craindre, d'abord, ce qu'on appelait « communisme », ensuite, ce qu'on appelait « terrorisme »; avec une petite distinction - si on en faisait une -

entre les deux. C'est ainsi que prit forme la justification idéologique les autorisant à réprimer leur propre peuple, à étouffer la dissidence, à couper les jambes à tout ce qui, ressemblant à un mouvement social - bien que les militaires ne puissent penser en ces termes - risquerait de contrarier les visées planétaires de Washington.

Ceux qui ont reçu le châtiment anticommuniste auront du mal à se reconnaître dans ce morceau choisi de philosophie extrait d'un cours de la SOA : « Démocratie et communisme s'affrontent avec, de la part des pays occidentaux, la ferme intention de conserver leur mode de vie traditionnel^{178}. » On lit ceci comme si les dissidents venaient de quelque terre éloignée, aux valeurs étranges, et qu'aucun de leurs griefs ne puisse être considéré légitime par un esprit « occidental ».

Le 1^{er} janvier 1994, des paysans mexicains du Chiapas ont pris le pouvoir dans des communes villageoises sans effusion de sang, sous la bannière de l'Armée de libération nationale zapatiste. Le même jour, l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain) prenait effet, ce que les zapatistes prirent soin de signaler. Les militaires mexicains ripostèrent brutalement. Et, comme le conflit se prolongeait, ceux qui dirigeaient l'ALENA à Washington craignirent que cette situation ne compromette la mise en œuvre pacifique de l'accord de commerce.

Coïncidence ou non, alors que la rébellion zapatiste s'est poursuivie, parallèlement, l'effectif des Mexicains à la SOA a progressé. Voici les chiffres concernant le nombre d'étudiants : 1994 -15; 1995-24; 1996-148; 1997-333; 1998-219. Présumons qu'en 1998 Mexico avait suffisamment d'officiers formés pour envoyer moins d'étudiants à la SOA ; même si le nombre de Mexicains était encore le plus élevé de tous les autres pays cette année-là. Grâce à l'enseignement de la SOA, ces « professionnels » ont constitué une « armée d'occupation » qui a militarisé le Chiapas, installant des camps à partir desquels ils peuvent battre, terroriser, souvent assassiner, disperser la population indigène et empêcher la libre circulation au moyen de barrages routiers.

En septembre 1996, devant l'insistance persistante de groupes populaires et religieux, le Pentagone rendit publics sept manuels en espagnol utilisés à la SOA jusqu'en 1991. Un éditorial du *New York Times* déclarait :

Les Américains peuvent maintenant lire par eux-mêmes quelques-unes des leçons nocives que l'Armée des États-Unis a enseignées à des milliers de policiers et de militaires d'Amérique latine pendant les années 80 à la SOA. Un manuel d'instruction publié par le Pentagone recommandait des techniques d'interrogatoire : torture, exécution, chantage, arrestation des proches de ceux qui sont interrogés^{179}.

Les diplômés de la SOA ont dirigé nombre de coups d'État militaires - si bien que le *Washington Post* rapportait en 1968 que l'école était « connue à travers l'Amérique latine comme la “escuela de golpes” ou école des coups d'État »^{180} - et sont responsables du meurtre de milliers de personnes, particulièrement dans les années 80, par exemple le massacre d'Uraba en Colombie; le massacre d'El Mozote, l'assassinat de l'archevêque Oscar Romero, le viol et le meurtre de quatre religieuses américaines et le massacre de Jésuites au Salvador; le massacre de La Cantuta au Pérou; la torture et le meurtre d'un employé des Nations Unies au Chili ; ainsi que de centaines d'autres atteintes aux droits de l'homme.

Dans le village d'El Mozote, au Salvador, en décembre 1981, on a signalé 700 à 1000 tués, pour la plupart des vieillards, des femmes et des enfants, avec des méthodes infâmes, extrêmement cruelles^{181}. Sur les douze soldats cités à comparaître pour le massacre, dix étaient diplômés de la SOA. En novembre 1989, la Commission Vérité de l'ONU révéla que 19 des 26 officiers salvadoriens impliqués dans le meurtre de six Jésuites et de deux prêtres avaient reçu une formation à la SOA^{182}.

Le panorama complet des atrocités commises par les diplômés de la SOA ne sera probablement jamais connu, les autorités militaires d'Amérique latine étant en général au-dessus des lois. On a rarement enquêté sur leurs crimes, et il est encore plus rare que le nom des suspects ait été divulgué.

La SOA a toujours proclamé qu'elle n'apprenait pas à ses étudiants à torturer ni à commettre d'autres atteintes aux droits de l'homme. Quand on sut la vérité suite à la divulgation des manuels d'instruction, la SOA déclara que, depuis, les choses avaient changé. Mais un seul des 42 cours de la liste de 1996 - « Maintenir la Démocratie » - concerne les questions de démocratie et de droits de l'homme. En 1997, 13 étudiants seulement choisirent ce cours, contre 118 pour « Le Renseignement Militaire ». La partie des autres cours intitulée « Éléments constitutifs des droits de l'homme » est réduite à la portion congrue. Charles Call, ancien enseignant des droits de l'homme à la SOA, a déclaré que cet enseignement n'est pas pris au sérieux à l'école, qu'il est quantitativement insignifiant par rapport à l'ensemble des études^[183].

« L'Accès »

Pourquoi le Pentagone tient-il autant à la SOA malgré des décennies de mauvaise publicité, de plus en plus de protestations militantes, de milliers d'arrestations et de réduction du soutien du Congrès? Qu'est-ce qui est si vital pour les gros bonnets de l'armée? La réponse réside peut-être ici : L'école et ses étudiants ainsi que les livraisons continues d'équipements militaires US un peu partout dans le monde, sont des éléments de contribution à la politique étrangère US. Cet ensemble s'appelle l'« accès ». Avec les équipements militaires arrivent techniciens et instructeurs américains, pièces de rechange américaines, etc., suivent les équipements. Voici le témoignage du général Norman Schwarzkopf, Commandant en chef, CENTCOM (Commandement central US), devant le Congrès en 1990 :

L'assistance conduit directement à l'« accès », et sans l'« accès » que nous procurent nos amis nous ne pouvons envoyer des forces militaires US dans une zone et y rester pendant une période appréciable... [Si] nos programmes d'assistance militaire diminuent, notre influence s'érodera et nous arriverons au point où nous aurons peu, ou pas, la capacité de contrôler l'utilisation des armes ou l'escalade des hostilités... Le second pilier de notre stratégie c'est la présence. C'est le symbole de l'intérêt permanent et de l'engagement de l'Amérique pour la stabilité dans la région... Le troisième pilier de la stratégie du CENTCOM ce sont les

manœuvres [militaires] communes. Elles démontrent à la région notre résolution et notre engagement. Elles favorisent l'accroissement de la coopération, et elles améliorent notre capacité à travailler avec nos amis dans le cadre d'une coalition^{184}.

Ainsi l'aide militaire, les manœuvres militaires, les visites navales de ports, et le reste - comme la SOA - multiplient les occasions de resserrer les liens, favoriser la camaraderie même, entre officiers américains et personnel militaire étranger; et, du même coup, les occasions d'accumuler des dossiers sur plusieurs milliers de ces étrangers, des cartes et des photos de la région. En somme : des relations personnelles, des informations personnelles, des bases de données - atouts indispensables du coup d'État, du contre-coup d'État, de la révolution, de la contre-révolution ou de l'invasion.

Si la présence militaire US sert en effet à repérer les lieux, elle facilite également la sélection des candidats, non seulement les Latino-Américains pour la SOA, mais de milliers de policiers et de militaires d'autres continents qui viennent aux États-Unis pour suivre les préparations d'autres écoles militaires; le processus d'« accès » s'autoalimente. Il n'est pas rare que les contacts de militaire à militaire soient excellents, alors même que les relations diplomatiques entre Washington et les gouvernements dont dépendent les étudiants sont plutôt fraîches (ces dernières années, par exemple, l'Algérie, la Syrie et le Liban) — autre signe de la priorité donnée aux contacts^{185}.

Historiquement, comme on le voit dans ce chapitre et dans d'autres, les liens solides de militaire à militaire tendent à saper les institutions civiles et à alimenter les atteintes aux droits de l'homme. Particulièrement en Amérique latine, où les démocraties balbutiantes tentent désormais de contenir leurs militaires dans les casernes.

Les dollars rapportés par les ventes d'équipement qu'entraîne « l'accès » ne sont pas non plus à rejeter.

La Nouvelle School of the Americas améliorée

Fin 1999, quand le Congrès fut à deux doigts d'arrêter le

financement de l'école, le département de la Défense a senti le vent du boulet. Dès novembre, il annonça qu'il prévoyait des changements importants pour le printemps 2000 - focalisation moins strictement militaire et plus universitaire ; admission d'étudiants civils aussi bien que militaires; enseignement des principes démocratiques, etc. ; changement de nom au profit de : « Centre pour la Coopération Inter-américaine de Sécurité ».

Mais la question subsiste : Pourquoi conserver cette école? N'y a-t-il pas assez d'écoles aux États-Unis et en Amérique latine qui fassent l'affaire? Les Américains n'ont pas l'accès gratuit aux universités. Pourquoi devrions-nous le fournir aux étrangers?

La réponse se trouve dans ce qui reste inchangé - l'« accès ». Un « accès » nouveau, peut-être amélioré, en ce sens que, outre les étudiants militaires, l'école accueillera en tant qu'étudiants les dirigeants politiques présents et futurs.^{186}.

En tout cas, pour les étrangers, il subsistera aux États-Unis de nombreux autres établissements de formation militaire, en plus de la formation intensive que le Pentagone prodigue à l'étranger.

Écoles de l'Office of Public Safety (OPS) (Bureau de la Sécurité Publique)

Du début des années 60 au milieu des années 70, l'OPS des États-Unis (un département de l'AID [Agency for International Development]) a dirigé l'International Police Academy, d'abord au Panama, puis à Washington. Elle fit pour les policiers étrangers ce que la SOA faisait pour les militaires. L'OPS assura une formation à plus d'un million de policiers dans les pays du Tiers-monde. Dix mille d'entre eux furent sélectionnés et vinrent à Washington pour y recevoir une formation supérieure. Il se pourrait bien qu'il y ait eu de plus sérieux violateurs des droits de l'homme parmi les élèves policiers de l'OPS que parmi les militaires diplômés de la SOA, les policiers ayant des contacts plus étroits et plus

fréquents avec la population. De plus, la majorité des cours avaient lieu, à l'étranger où les instructeurs pouvaient se sentir moins gênés qu'à Washington ou en Géorgie pour parler d'une manière très combative de la « menace communiste » et de l'utilisation de tous les moyens nécessaires pour la combattre. Parmi ces moyens, ils enseignaient quelquefois la torture. (Voir le chapitre « Torture ».)

L'OPS fournit la police en armes, munitions, radios, voitures de patrouille, gaz lacrymogènes, masques à gaz, matraques et autres engins utiles pour contrôler les foules.

« Armes destinées à l'assassinat - Débat sur les différentes armes que peut utiliser un assassin », telle était la façon dont l'OPS présentait un des cours. Il y avait aussi un cours sur la conception, la fabrication et l'emploi de bombes et d'engins incendiaires, enseignement délivré à l'« école des bombes » de Los Fresnos au Texas. Officiellement, l'OPS justifiait les cours sur les bombes par le fait que les policiers ont besoin de cet entraînement pour pouvoir désamorcer les bombes placées par les terroristes. Toutefois, aucun enseignement ne portait sur la destruction des bombes, mais seulement sur leur fabrication^{187}.

Lorsqu'en 1975 le Congrès abolit le Programme de sécurité Publique, en raison des critiques croissantes à l'égard de ce côté sombre de la politique étrangère américaine, la Drug Enforcement Administration (Brigade des stupéfiants) s'en mêla discrètement et poursuivit le programme, avec l'aide du FBI et du département de la Défense^{188}.

Après différentes réincarnations, le programme se poursuit au XXI^e siècle, exactement comme l'avait élaboré la SOA^{189}.

Brésil

La Escola Superior de Guerra (École supérieure de guerre), fondée à Rio de Janeiro en 1949, permit aux États-Unis de favoriser avec les officiers brésiliens des relations similaires à celles entretenues avec les élèves de la SOA. Elle a aussi permis de leur communiquer un état d'esprit politique

similaire. L'historien de l'Amérique latine Thomas E. Skidmore a observé :

En vertu des accords militaire États-Unis/Brésil du début des années 50, l'armée US obtenait le droit exclusif de fournir une assistance pour l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, qui avait été conçu sur le modèle du National War College (Ecole supérieure de guerre) de Washington. En considération du fait que l'École de guerre brésilienne devint un point de ralliement pour les meneurs de l'opposition militaire aux politiciens populistes civils, il vaudrait la peine d'examiner si l'ampleur de leur idéologie profondément anticommuniste - à la frontière d'une attitude antipolitique - a été renforcée (ou modérée?) par leurs fréquents contacts avec les officiers des États- Unis^{190}.

Il y avait, en outre, le programme d'assistance militaire US en cours, que l'ambassadeur américain Lincoln Gordon, décrivait en mars 1964 dans un câble au département d'État comme un « véhicule de première importance pour l'établissement de relations étroites avec le personnel des forces armées » et « un facteur de la plus haute importance pour influencer les militaires [brésiliens] afin qu'ils deviennent pro-US »^{191}.

Quelques semaines à peine après que ce câble eut été envoyé, les militaires brésiliens renversaient le gouvernement populiste qui figurait sur la liste noire de Washington.

Les criminels de guerre : les leurs et les nôtres

Le 3 décembre 1996, le ministère de la Justice des États-Unis diffusa une liste de 16 Japonais interdits d'entrée aux États-Unis en raison de « crimes de guerre » commis durant la Seconde Guerre mondiale. Certains d'entre eux étaient présumés avoir appartenu à l'infâme Unité 731 qui, disait le ministère de la Justice, « mena des expériences pseudo-médicales inhumaines et fréquemment mortelles sur des milliers de... prisonniers et de civils » entre autres des dissections massives d'êtres humains vivants^{192}. Chose curieuse, après la guerre, l'homme en charge du programme de l'unité 731 - des soldats américains capturés s'étaient trouvés parmi les sujets expérimentaux - le général Shiro Ishii, et un certain nombre de ses collègues, avaient bénéficié de l'immunité et de la liberté en échange de la communication aux États-Unis des détails de leurs expériences. Et on leur promit que leurs crimes ne seraient jamais révélés. Bien entendu, les scientifiques et les responsables militaires américains justifiaient cette politique par la proverbiale, l'omniprésente « sécurité nationale »^{193}.

En dehors de l'hypocrisie du ministère de la Justice quand il inscrit des membres de l'unité 731 sur une telle liste, nous sommes confrontés au fait qu'un grand nombre de pays seraient en droit de produire une liste d'Américains interdits d'entrée à cause de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ». Une telle liste comporterait les personnes suivantes :

William Clinton, président, pour le bombardement de la Yougoslavie pendant 78 jours et 78 nuits, tuant des centaines

de civils, et provoquant une des plus grandes catastrophes écologiques de l'histoire; pour la poursuite sans relâche de sanctions et de lancements de roquettes sur la population irakienne ; pour les bombardements illégaux et mortels en Somalie, en Bosnie, au Soudan et en Afghanistan.

Le général **Wesley Clark**, commandant en chef suprême des forces alliées en Europe, pour la conduite du bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN, avec un fanatisme presque sadique... « Il surgit de son siège et tape sur la table. “Je dois obtenir la violence maximum pour cette campagne - maintenant!” ^[194]. »

George Bush, président, pour le meurtre de centaines de milliers de civils irakiens innocents, parmi lesquels des milliers d'enfants, en conséquence de 40 jours de bombardements et de l'instauration de sanctions draconiennes; et pour le bombardement déraisonnable du Panama, répandant la mort, la destruction et multipliant les sans-abri, pour des raisons indiscernables qui ne tiendraient pas une minute devant une cour de justice.

Le Général **Colin Powell**, chef d'état-major, pour son rôle prééminent dans l'attaque du Panama et dans celle de l'Irak, celle-ci ayant entraîné la destruction de réacteurs nucléaires et d'installations qui produisaient des agents chimiques et biologiques. Pour la première fois, on bombardait des réacteurs en activité, et on acceptait le risque d'établir un dangereux précédent. Il y avait à peine plus d'un mois qu'une résolution réaffirmant « l'interdiction d'attaque militaire d'installations nucléaires » au Moyen-Orient^[195] avait été votée aux Nations Unies, sous le mandat desquelles les États-Unis étaient censés opérer en Irak. Dans le sillage de la destruction, Powell jubilait : « Les deux réacteurs en fonctionnement qu'ils avaient ont disparu tous les deux; ils sont par terre, ils sont finis^[196]. » Avec une certaine désinvolture pour les vies irakiennes, le bon général répondit à une question concernant le nombre d'irakiens tués durant la guerre : « Ce n'est vraiment pas un chiffre qui m'intéresse

énormément^{197}. »

Et pour avoir aidé à couvrir des crimes de guerre commis au Vietnam par les troupes de la brigade responsable du massacre de My Lai^{198}.

Le général **Norman Schwarzkopf**, commandant en chef du commandement central US, pour son leadership militaire lors du carnage en Irak; pour la poursuite du carnage deux jours après le cessez-le-feu; pour avoir poursuivi le carnage contre des Irakiens qui tentaient de se rendre.

Ronald Reagan, président, pour les huit années de mort, de destructions, de torture, et pour l'écrasement de l'espoir, que sa politique a infligés aux peuples du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua et de Grenade ; et pour les bombardements du Liban, de la Libye et de l'Iran. Il a oublié tout cela, mais le monde ne doit pas l'oublier.

Elliott Abrams, sous-secrétaire d'État sous Reagan, pour avoir réécrit l'histoire, au moment où elle était en train de se produire, instituant le mensonge comme politique officielle. Il était indispensable de donner un visage présentable aux atrocités que commettaient les Contras au Nicaragua, et d'autres alliés de Washington en Amérique centrale. Un charlatan qui a déformé la réalité pour la soumettre à une idéologie. « Lorsque l'histoire sera écrite, les Contras seront des héros populaires », affirmait-il^{199}.

Caspar Weinberger, secrétaire d'État à la Défense pendant sept ans sous Reagan, pour sa responsabilité officielle et effective dans les nombreux crimes contre l'humanité perpétrés par les États-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et pour le bombardement de la Libye en 1986. George Bush lui a pardonné l'Irangate, mais on ne doit pas lui pardonner ses crimes de guerre.

Lieutenant-colonel **Oliver North**, affecté au Conseil national de sécurité sous Reagan, pour avoir été l'instigateur principal derrière les Contras du Nicaragua, et pour son

engagement dans l'organisation de l'invasion de Grenade, qui fit des centaines de victimes civiles innocentes.

Henry Kissinger (qui a cumulé trois professions avec succès : érudit, prix Nobel de la paix, et criminel de guerre) conseiller à la Sécurité nationale sous Nixon et Secrétaire d'État sous Nixon et Ford, pour son rôle machiavélique, amoral et immoral dans les interventions US en Angola, au Chili, au Timor oriental, en Irak, au Vietnam et au Cambodge, qui apportèrent horreurs et misère indicibles aux peuples de ces pays.

Gerald Ford, président, pour avoir permis à l'Indonésie d'utiliser des armes américaines afin d'anéantir les habitants du Timor oriental, ce qui déclencha un génocide durant un quart de siècle.

Robert McNamara, secrétaire d'État à la Défense sous les présidents Kennedy et Johnson, principal architecte et responsable majeur des massacres d'Indochine, du premier jour à leur extension démesurée ; et pour la violente répression des mouvements populaires au Pérou.

Général **William Westmoreland**, chef d'état-major de l'Armée, pour les nombreux crimes de guerre commis sous son commandement au Vietnam. En 1971, Telford Taylor, procureur au tribunal de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, citait le cas «Yamashita » comme base d'une mise en accusation de Westmoreland. Après la guerre, une commission de l'armée US avait condamné le général japonais Tomayuki Yamashita à être pendu pour les atrocités commises par ses troupes aux Philippines. La commission soutint que l'officier supérieur Yamashita était responsable de ne pas avoir fait cesser les atrocités. Bien sûr, la même règle pourrait être appliquée au général Powell et au général Schwarzkopf. Pour sa défense, Yamashita mit en évidence qu'il avait manqué de moyens de communication pour contrôler ses troupes de façon adéquate ; néanmoins, il fut pendu. Taylor fit valoir qu'avec

les hélicoptères et les communications modernes, Westmoreland et ses commandants n'avaient pas ce problème^{200}.

Le bombardement comme crime

On Ta dit au chapitre « Bombardements », le bombardement aérien des villes est non seulement impuni, mais n'est, en fait, pas même mis en accusation. C'est un héritage de la Seconde Guerre mondiale. Les jugements de Nuremberg et de Tokyo sont muets sur les bombardements aériens. Puisque de part et d'autre on avait joué une terrible partie de destruction urbaine - avec plus de succès, et de loin, du côté des Alliés - il n'y avait aucune base pour asseoir des charges criminelles contre les Allemands ou les Japonais, et de fait aucune charge ne fut relevée. Mais, comme l'a demandé Telford Taylor : « Y a-t-il une différence significative entre tuer un nouveau-né avec une bombe lâchée d'un avion à haute altitude, et le tuer à bout portant avec le fusil d'un soldat de l'infanterie?... [On décrit] l'acte de l'aviateur comme plus « impersonnel » que celui du soldat au sol. C'est peut-être valide psychologiquement, mais sûrement pas satisfaisant moralement^{201}. »

Ils ne pensent jamais être coupables de quoi que ce soit... ils sont simplement de bons vieux patriotes

« A la question de savoir s'il voulait faire des excuses pour les souffrances qu'il avait causées, il semble vraiment troublé, demande à l'interprète de répéter la question, et répond « non »... «Je veux que vous sachiez que chaque chose que j'ai faite, je l'ai faite pour mon pays. » Le journaliste Nate Thayer interviewant Pol Pot mourant, 1997.^{202}

Comment « faire avec » l'impensable

La Seconde Guerre mondiale terminée, un tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient fut réuni. À Tokyo, au procès de l'ancien Premier ministre japonais Hideki Tojo, ses avocats demandèrent pourquoi les crimes de Tojo seraient pires que le lâchage de la bombe atomique sur Hiroshima et

Nagasaki. A ce moment-là, l'accusation interrompit la traduction japonaise et ordonna qu'on efface la remarque dans les minutes du procès et dans la presse^{203}.

Autre impensable

La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948... « Les parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime... qu'elles s'engagent à prévenir et punir. » La Convention continue alors par la définition du génocide comme certains actes « commis dans l'intention de détruire, en totalité ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel ».

Absente de cette liste, l'extermination des gens en raison de leur idéologie politique est peut-être la forme de génocide la plus importante à l'époque moderne. Les nazis ont acquis une triste notoriété pour leurs massacres de Juifs et de Tziganes, mais le fascisme en Allemagne, comme en Italie, en Espagne, en Grèce, au Chili, en Indonésie et ailleurs, fut d'abord et essentiellement dirigé contre les socialistes et les communistes, sans prendre en compte aucune autre caractéristique. (Hitler, de toute façon, a largement assimilé les Juifs aux communistes.)

Comme on peut le voir dans le chapitre sur les « Interventions » et dans d'autres chapitres - depuis la Chine et les Philippines dans les années 40 jusqu'à la Colombie et au Mexique dans les années 90, les États-Unis ont longuement pratiqué le *politicide*. Pourtant, les patrons de « la seule superpuissance mondiale » peuvent être tranquilles. Il n'y aura aucune convention internationale contre cela, et aucun responsable américain n'aura jamais à en répondre devant un tribunal^{204}.

Yougoslavie - un autre procès pour crimes de guerre qui n'aura jamais lieu

Environ deux semaines après que les bombardements de la Yougoslavie par l'OTAN eurent commencé en mars 1999, des

professionnels du droit international du Canada, du Royaume-Uni, de la Grèce et l'Association américaine des juristes commencèrent à déposer des plaintes devant le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie, accusant les dirigeants des pays de l'OTAN et les responsables de l'OTAN eux-mêmes de crimes similaires à ceux pour lesquels, peu avant, le Tribunal avait mis en accusation les dirigeants serbes. Parmi les accusations il y avait : « graves violations des lois humanitaires internationales », incluant « meurtre avec préméditation, actes ayant causé intentionnellement de grandes souffrances et de graves atteintes physiques et à la santé, emploi d'armes toxiques et autres pour causer des souffrances inutiles, destruction gratuite de villes et de villages, attaque illégale d'objectifs civils, dévastation non nécessitée par des objectifs militaires, attaque de bâtiments et habitations sans défense, destructions et dommages prémédités causés à des institutions consacrées à la religion, la charité et l'éducation, les arts et les sciences. »

L'action canadienne nomme 68 dirigeants, y compris William Clinton, Madeleine Albright, William Cohen, Tony Blair, le premier Ministre canadien Jean Chrétien, et les responsables de l'OTAN Javier Solana, Wesley Clark et Jamie Shea. La plainte allègue aussi une « violation ouverte » de la Charte des Nations Unies, du traité de l'OTAN lui-même, des Conventions de Genève et des Principes de droit international reconnus par le Tribunal militaire international de Nuremberg.

La plainte fut déposée avec une quantité considérable de témoignages destinés à soutenir les charges. Les témoignages mettaient en évidence que c'était la campagne de bombardements de l'OTAN qui avait causé la plus grande partie des morts en Yougoslavie, provoqué la plupart des atrocités commises par les Serbes, créé un désastre écologique et laissé un dangereux héritage de bombes à fragmentation et à l'uranium appauvri non explosées.

En juin, quelques plaignants rencontrèrent à La Haye le procureur général de la Cour, la Canadienne Louise Arbour. Bien qu'elle ait reçu en personne et cordialement leur dossier,

avec trois épais volumes de témoignages étayant les allégations de crimes de guerre, rien de substantiel ne sortit de cette rencontre, malgré les lettres de rappel des plaignants. En novembre lui succéda la Suisse Carla Del Ponte; elle rencontra aussi quelques-uns des demandeurs et reçut des témoignages approfondis.

En novembre, le dossier des plaignants signalait que les poursuites contre ceux qu'ils avaient nommés étaient « non seulement une exigence de la loi, mais une exigence de justice envers les victimes, et de dissuasion pour les pays puissants, comme ceux de l'OTAN, qui, grâce à leur puissance militaire et à leur contrôle des médias, manquent de toute autre contrainte naturelle qui peut dissuader les pays moins puissants ». On argumenta que la mise en accusation des vainqueurs, et pas seulement celle des vaincus, serait un grand tournant pour la justice criminelle internationale.

Dans une des lettres à Louise Arbour, Michael Mandel, professeur de droit à Toronto et initiateur de l'action canadienne, déclara :

Malheureusement, comme vous le savez, de nombreux doutes ont déjà été émis quant à l'impartialité de votre Tribunal. Dans les premiers jours du conflit, après qu'une plainte officielle et, à nos yeux, justifiée contre les dirigeants de l'OTAN eut été déposée devant lui par des membres de la faculté de droit de l'université de Belgrade, vous êtes apparue à une conférence de presse avec l'un des accusés, le ministre britannique des Affaires étrangères, Robin Cook, qui fit un numéro de spectacle en vous tendant un dossier de crimes de guerre serbes. Début mai, vous êtes apparue lors d'une autre conférence de presse avec le ministre américain des Affaires étrangères, Madeleine Albright, à cette époque elle-même l'objet de deux plaintes officielles pour crimes de guerre en raison de la prise pour cible de civils en Yougoslavie. Albright annonça publiquement à ce moment-là que les États-Unis étaient les premiers pourvoyeurs de fonds du Tribunal et qu'ils lui avaient promis encore plus d'argent^{205}.

À peine si Louise Arbour elle-même essaya de cacher l'inclination pour l'OTAN qu'elle portait sous la robe du juge. Elle faisait confiance à l'OTAN pour être tout à la fois sa propre police, son propre juge, jury et gardien de prison. En cette année où l'arrestation du général Pinochet avait encouragé la cause du droit et de la justice internationaux, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, sous la

conduite du procureur Arbour, décrétait que, pour les grandes puissances, ça continuerait comme avant, particulièrement pour la grande puissance la plus vulnérable aux poursuites, qui, par coïncidence, payait la majeure partie de son salaire. Voici ses propres mots :

Il est évident que je ne vais pas commenter les allégations de violations du droit humanitaire international prétendument perpétrées par des ressortissants des pays de l'OTAN. J'accepte les assurances que m'ont données les dirigeants de l'OTAN selon lesquelles ils entendent conduire les opérations en République fédérale de Yougoslavie en plein accord avec le droit humanitaire international. J'ai rappelé à beaucoup d'entre eux, quand l'occasion s'en est présentée, leur obligation de conduire honnêtement, avec un esprit ouvert, les enquêtes sur toute déviation possible par rapport à cette ligne, et l'obligation des chefs de prévenir et punir, si nécessaire^{206}.

Conférence de presse de l'OTAN, 16 mai 1999 :

Question : Est-ce que l'OTAN reconnaît que ses activités sont sous la juridiction du juge Arbour?

Jamie Shea : Je pense que nous devons distinguer entre la théorie et la pratique. Je crois que lorsque le juge Arbour commencera ses enquêtes [sur les Serbes], elle le fera parce que nous lui permettrons de le faire... Les pays de l'OTAN sont ceux qui ont financé l'installation du Tribunal, nous sommes parmi les financiers majoritaires.

Le TPIY - créé en 1993 avec les États-Unis pour père, le Conseil de Sécurité pour mère et dans le rôle de la sage-femme Madeleine Albright - compte aussi sur les atouts militaires des puissances de l'OTAN pour traquer et arrêter les suspects qu'il juge pour crimes de guerre.

Les plaintes n'eurent pas plus d'effet sous Del Ponte que sous Arbour, mais fin décembre, dans un entretien avec *The Observer*, on demanda à Del Ponte si elle était prête à s'occuper vraiment des charges qui existaient contre le personnel de l'OTAN. Elle répondit : « Si je ne veux pas le faire, ma place n'est pas ici. Je dois donner ma démission. »

Le Tribunal annonça alors avoir effectué une étude sur les crimes éventuels de l'OTAN, que Del Ponte examinait, et que

cette étude était une réponse appropriée aux inquiétudes publiques sur la tactique de l'OTAN. « Il est très important pour ce tribunal d'affirmer son autorité sur absolument toutes les autorités impliquées dans le conflit armé en Yougoslavie. »

Était-ce un signe du ciel que le nouveau millénaire allait être celui d'une justice plus égalitaire? Cela pouvait-il vraiment arriver?

Non. Les officiels militaires et civils, américains et canadiens, firent connaître leur incrédulité, leur colère, leurs démentis... « consternant »... « injustifié ». Del Ponte reçut le message. Quatre jours après la parution de l'interview dans *The Observer*, son bureau publia une mise au point : « Il n'y a pas d'investigation concernant l'OTAN de la part du Bureau du procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Il n'y a pas d'enquête officielle sur les actions de l'OTAN durant le conflit du Kosovo^{207}. » Et il n'y en aura pas, inutile de le dire.

Mais la plainte contre l'OTAN - jusque-là largement ignorée par les médias américains - s'égalait maintenant au grand jour. Elle recevait tout à coup son compte de publicité, et les supporters des bombardements se tenaient sur leur garde. L'argument le plus courant pour la défense de l'OTAN, et contre les accusations de crimes de guerre, était que les morts et les dévastations infligés aux populations civiles avaient été « accidentels ». Cette affirmation doit cependant être examinée à la lumière de certains témoignages. Par exemple, le lieutenant-général Michael Short, commandant de la guerre aérienne de l'OTAN, déclara à ce propos :

Si vous vous réveillez le matin et que vous n'avez pas d'électricité dans la maison, ni gaz pour le poêle, et si le pont que vous prenez pour aller travailler est démoli et gît dans le Danube pour les 20 ans à venir, je pense que vous pouvez commencer à demander : « Hé! Slobo, qu'est-ce qui se passe? On va devoir supporter jusqu'à quand? » ^{208}.

Le général Short, expliquait le *New York Times*, « espère que la détresse des Yougoslaves sapera leur soutien aux

autorités de Belgrade » [{209}](#).

D'un autre côté, le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, ajoutait : « Si le président Milosevic veut vraiment que la population ait de l'eau et de l'électricité, tout ce qu'il a à faire c'est d'accepter les cinq conditions de l'OTAN et nous arrêterons la campagne [{210}](#). »

Après le bombardement d'avril par l'OTAN, d'un immeuble de bureaux de Belgrade - qui abritait des partis politiques, des stations de TV et de radio, 100 entreprises privées - le *Washington Post* rapportait :

Ces derniers jours, les responsables US auraient exprimé l'espoir que les membres de l'élite économique de Serbie commenceront à se retourner contre Milosevic une fois qu'ils auront compris ce qu'ils peuvent perdre en continuant à résister aux demandes de l'OTAN [{211}](#).

Avant que les missiles ne soient tirés contre cet immeuble, les planificateurs de l'OTAN énumérèrent les risques : « Pertes estimées à 50-100 employés du gouvernement et du parti. Pertes civiles non intentionnelles estimées à 250 - Appartements dans le rayon prévu de l'explosion [{212}](#). » Ceux qui établissent les prévisions disaient donc qu'environ 250 civils vivant dans des immeubles d'habitation voisins pouvaient être tués lors du bombardement.

À quoi avons-nous affaire ici? Nous avons des hommes adultes qui se disent l'un à l'autre : Nous allons faire A, et nous pensons qu'il est très possible que B en résulte. Mais au cas où B en résulterait réellement, nous disons d'avance - et nous le maintiendrons après - que c'était *non intentionnel*.

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, il y avait un besoin urgent d'un tribunal pénal international permanent afin de poursuivre les personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. Mais la Guerre Froide eut lieu. Finalement, c'est en 1998, à Rome, que les nations du monde entier ont ébauché la charte du Tribunal pénal international (TPI). Les négociateurs américains, cependant, soutinrent une clause qui aurait donné aux États-

Unis un droit de veto sur toute poursuite à travers son siège au Conseil de Sécurité. La requête américaine fut rejetée et, en premier lieu pour cette raison, les États-Unis refusèrent de se joindre aux 120 nations qui soutenaient la charte. Le Tribunal pénal international est un instrument que Washington ne peut pas contrôler suffisamment pour l'empêcher de poursuivre des militaires américains et des responsables gouvernementaux. Des responsables US haut placés ont admis explicitement que ce danger est la raison de leur aversion pour ce nouveau tribunal^{213}. Par contre, il est clair que ce n'est pas le cas pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). C'est une espèce de tribunal international américain, un tribunal pour le Nouvel Ordre Mondial.

Sam Smith, journaliste à Washington, observait en 1999 : « On dirait que le tribunal international pour les crimes de guerre a suivi les leçons de sélection qu'applique la police d'État du New Jersey. Les seuls criminels de guerre qu'il a mis en accusation cette semaine sont ceux qui ont des noms étrangers imprononçables. Pas un seul qui porterait un nom simplement anglais - disons comme Clinton ou Blair - n'a été accusé. »

Pendant les opérations militaires de destruction en Yougoslavie, les États-Unis étaient parfaitement indifférents à la possibilité que quelqu'un envisage jamais de porter plainte contre l'OTAN à La Haye. Pourtant, nous savons maintenant que : « À mi-chemin de la guerre en Yougoslavie, les plus hautes instances juridiques du département de la Défense ont averti qu'un abus d'attaques cybernétiques pourrait exposer les autorités US à des accusations de crimes de guerre. » Cela faisait référence au fait que l'on considérait que le Pentagone piratait les réseaux informatiques serbes pour semer la confusion dans les opérations militaires et les services civils de base^{214}.

Un refuge pour les terroristes

Quand, en 1998, le département d'État publie son rapport annuel sur les droits de l'Homme, Cuba se trouve parmi les nations qui prétendent « soutiennent le terrorisme ». Intrigué, je téléphone au département d'État, et me voilà en relation avec ce qu'ils appellent le « Bureau du Terrorisme ». Un monsieur nommé Joe Reap me dit que Cuba a été inscrit sur cette liste parce qu'« ils abritent des terroristes ».

Je réplique : « C'est aussi ce que font les États-Unis. Les exilés cubains de Miami ont commis des centaines d'actes terroristes, aux États-Unis et ailleurs. »

M. Reap explose, il crie d'une voix aiguë : « Monsieur, c'est une remarque stupide et je n'écouterai pas de telles sottises ! » Et il a raccroché.

Provocateur impénitent, l'année suivante, le 4 mai 1999 pour être précis, quand paraît le nouveau rapport sur les droits de l'Homme (est-ce que le mot « autosatisfaction » dit quelque chose aux fonctionnaires du département d'État?), j'appelle à nouveau le 202-647-8682. C'est toujours Joe Reap qui répond. Je doute qu'il reconnaisse celui qui l'a appelé l'année précédente, en tout cas c'est reparti. Comme je lui répète mes commentaires sur les terroristes cubains réfugiés à Miami, il s'indigne immédiatement et dit que ce ne sont pas des terroristes.

Je lui dis : « Mais c'est exactement comme ça que le FBI en a étiqueté certains. »

« Alors voyez ça avec le FBI », me répond Joe.

Je lui fais remarquer : « Mais nous sommes en train de discuter d'un rapport du département d'État. »

Sa voix monte d'un ton... « Je n'écouterai pas les gens qui disent que ce gouvernement encourage les terroristes ! » Il raccroche. L'année écoulée n'a pas plus adouci ce vieux Joe que moi.

Il est toujours fascinant d'observer comment un Vrai Croyant réagit quand on menace ses fondements idéologiques, s'il n'y est pas préparé, et n'a pas de réponse.

Les exilés cubains font partie des groupes terroristes les plus anciens et les plus prolifiques du monde. En 1997, ils ont déclenché, à partir de Miami, une série d'attentats à la bombe contre des hôtels à la Havane^{215}.

Le détournement d'avions est considéré, en général, comme un crime international grave. Depuis des années, il y a eu de nombreux détournements aériens ou navals de Cuba vers les États-Unis sous la menace d'armes à feu ou de couteau et/ou avec violences physiques. Résultat, au moins un mort. Pourtant, il est difficile de trouver plus d'un cas où les États-Unis aient porté une accusation contre les pirates. En août 1996, trois Cubains ont détourné un avion vers la Floride sous la menace d'un couteau. Ils furent mis en accusation, on leur fit un procès. En Floride. Ce qui revient à faire juger quelqu'un pour jeu d'argent par un tribunal du Nevada. On eut beau faire venir de Cuba le pilote kidnappé pour témoigner contre les hommes, la défense se contenta de dire aux jurés que cet homme mentait et le jury, en moins d'une heure, acquitta les accusés^{216}.

Ces dernières années, les Cubains n'ont pas été les seuls terroristes étrangers, ou graves violateurs des droits de l'Homme, à jouir de la sécurité d'un refuge aux États-Unis. Comme nos Cubains, les personnages ci-dessous sont de fervents anticomunistes ou sont, d'une façon ou d'une autre, en adéquation avec les objectifs passés ou présents de la politique étrangère US. (Pour les sources non précisées, voir note^{217}.)

Il y a l'ancien ministre de la Défense du Guatemala, Hector Gramajo Morales. En 1995, un tribunal US condamna

Gramajo à payer 47,5 millions de dollars de dommages à huit Guatémaltèques et à un citoyen américain, pour sa responsabilité dans la torture d'une Américaine (sœur Dianna Ortiz - voir le chapitre « Torture ») et dans le massacre de membres de la famille des Guatémaltèques (parmi les milliers de meurtres d'indiens dont il est responsable). Gramajo avait reçu une assignation du tribunal en 1991, au moment où il obtenait son diplôme de la Kennedy School of Government à Harvard, ayant bénéficié d'une bourse du gouvernement américain. Le juge déclara : « Il semble évident que Gramajo, après l'avoir conçue, dirigea l'exécution d'une campagne de terreur sans discrimination contre des civils. » Ce n'est qu'après le jugement du tribunal que le département de la Défense annula l'invitation faite à Gramajo de participer à un séminaire militaire^{218}. Par la suite, Gramajo retourna au Guatemala sans avoir rien payé de ce à quoi il avait été condamné. Parlant de sa vie antérieure au Guatemala, il disait avoir employé ce qu'il décrivait comme des moyens « plus humains » de traiter les dissidents. « Nous avons engagé des actions publiques [en 1982] qui ont profité à 70 % de la population, pendant que nous en tuions 30 %. La stratégie précédente, c'était d'en tuer 100 % ^{219}. »

La Floride est la retraite idéale pour ceux qui violent gravement les droits de l'Homme et cherchent à quitter le théâtre de leurs crimes. A la tête des forces armées du Salvador durant les années 80, quand l'organisation paramilitaire des escadrons de la mort tuait par milliers les personnes suspectées d'être « subversives », l'ex-général José Guillermo Garcia vit en Floride depuis le début des années 90.

Le successeur de Garcia, le général Carlos Eugenio Vides Casanova, qui fut à la tête de la terrifiante garde nationale, réside, lui aussi, en Floride. D'après la Commission Vérité de l'ONU pour le Salvador, Vides a couvert et protégé ceux qui ont violé et assassiné trois religieuses américaines en 1980. Il fut physiquement présent, à deux reprises au moins, quand le Dr. Juan Romagoza Arce a été torturé. Finalement, les blessures infligées à Arce l'ont laissé dans l'incapacité

d'exercer la chirurgie. (Interviewé en 1999, Vides en vint à déclarer : « Je me demande si j'ai fait quelque chose de mal, j'ai beau tourner ça dans tous les sens, je ne peux rien trouver. »)

Pendant que Garcia et Vides vivaient aux États-Unis, les services d'immigration US refusaient l'asile à de nombreux réfugiés du Salvador. Même quand ils affirmaient qu'ils craignaient d'être torturés ou mis à mort si on les renvoyait.

Nombre de violateurs haïtiens des droits de l'Homme ont résidé aux États-Unis ces dernières années. Les autorités les ont laissés en paix. Leurs mains et leurs âmes sont tachées de sang pour avoir mené la répression sous les Duvalier, le renversement, en 1991, du père Jean-Bertrand Aristide démocratiquement élu, ou le retour à la répression après le coup d'État. Parmi eux, il y a :

Luckner Cambronne, ministre de l'Intérieur et de la Défense sous François « Papa Doc » Duvalier, puis conseiller de son fils et successeur, Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier.

Le lieutenant colonel de l'Armée, Paul Samuel Jeremie. Après l'abdication forcée de « Baby Doc » en 1986, Jeremie fut reconnu coupable d'avoir torturé des opposants à Duvalier et condamné à 15 ans de prison. Il s'évada en 1988.

Le général Prosper Avril, un autre dictateur haïtien, responsable de la torture d'opposants. Obligé de s'exiler en 1990, il s'envole vers la Floride avec l'aide du gouvernement US. Il aurait pu y vivre heureux à jamais si quelques-unes de ses victimes n'avaient intenté un procès contre lui. À un moment du procès, il négligea de comparaître ; en conséquence, il fut condamné par contumace. Il s'envola vers divers pays, essayant de trouver un refuge. En 1994, un juge fédéral US attribua 41 millions de dollars à six Haïtiens vivant aux États-Unis.

Pendant l'exil d'Aristide, de 1991 à 1994, le colonel Cari Dorelien, à la tête de 7 000 hommes, fut responsable d'une véritable boucherie : meurtres, viols, enlèvements et torture ont provoqué la mort d'environ 5 000 civils haïtiens. Le bon

général s'est trouvé un foyer en Floride, comme de juste.

Nous avons aussi le dirigeant de l'escadron de la mort haïtien, Emmanuel Constant, ancien chef du FRAPH, le groupe paramilitaire de brutes qui a terrorisé le peuple haïtien. Meurtres, torture, tabassages, raids incendiaires dans les quartiers pauvres et mutilations à la machette devinrent quotidiens après le coup d'État contre Aristide. Constant était sur le registre du personnel de la CIA à Haïti et vit maintenant à New York. Le département d'État a rejeté une demande d'extradition de Constant de la part de Haïti. Apparemment, Constant en sait long sur les cadavres dans le placard américain.

D'autres Haïtiens de cet acabit résident aux États-Unis. Entre autres, le général de division Jean-Claude Duperval et Ernest Prud'homme, un ancien membre de haut rang du Bureau d'information et de Coordination, une unité de propagande violente de sinistre réputation.

Armando Fernandez Larios, un membre de l'équipe militaire chilienne responsable de la torture et de l'exécution d'au moins 72 prisonniers politiques dans le mois qui a suivi le coup d'État de 1973, réside maintenant aux États-Unis. Fernandez a reconnu publiquement qu'il avait été tout à la fois membre de l'équipe militaire et agent de la sinistre police secrète chilienne, la DINA, sous le régime de Pinochet. Il réussit à négocier avec le procureur du gouvernement US pour réduire la gravité des charges, plaidant coupable d'avoir été « complice par assistance » dans l'attentat meurtrier, commandité par Washington en 1976, commis par la DINA contre l'ancien responsable dissident chilien Orlando Letelier. Le gouvernement chilien aurait aimé que Fernandez soit extradé des États-Unis, mais son avocat de Miami dit que l'accord négocié en 1987, entre son client et le ministère de la Justice, stipulait que Fernandez ne retournerait jamais au Chili. Les responsables du ministère de la Justice ont refusé de préciser jusqu'où, aux termes de cet accord secret, s'étendait la protection de Fernandez.^{220}.

Michael Townley, un autre chilien, a joué un rôle encore

plus important dans l'assassinat de Letelier. Depuis, il a passé quelque temps dans une prison US; il bénéficie à présent du programme fédéral de protection des témoins. Donc, s'il vous arrive de le rencontrer, surtout vous ne le connaissez pas.

L'amiral argentin Jorgé Enrico a fréquenté l'Escuela Mecanica de Buenos Aires, le terrible centre de torture pendant la « sale guerre » de 1967 à 1983 ; maintenant, quand il le souhaite, il se prélassa à Hawaiï.

On connaît au moins deux anciens membres du bataillon 316 de l'armée du Honduras (voir le chapitre « Torture ») qui mènent la belle vie dans le Sud de la Floride. Cette unité, entraînée par la CIA, assassina dans les années 80 des centaines de personnes suspectées d'être de gauche.

L'Ethiopien Kebassa Negawa fut accusé de torture dans un procès à Atlanta. Quand il perdit le procès et que ses revenus furent saisis, il disparut.

Sintong Panjaitan est aussi résident américain. Ce général indonésien est responsable du massacre de Santa Cruz, au Timor oriental, qui fit des centaines de morts en 1991.

Washington insista pour que Thiounn Prasith soit le délégué des Khmers Rouges de Pol Pot à l'ONU, de 1979 jusqu'à 1993, bien que les Khmers rouges aient été chassés du pouvoir en 1979.

Prasith était un des principaux apologistes des crimes terribles de Pol Pot et il joua un rôle majeur dans leur dissimulation. (Voir le chapitre « Pol Pot ».) Il réside en paix et à l'aise à Mount Vernon, dans l'état de New York.^{221}.

Le général iranien Mansour Moharari qui avait été en charge des prisons sous le Shah, et n'est donc pas étranger à la pratique de la torture, a vécu aux États-Unis pendant des années alors que sa tête était mise à prix par les mollahs iraniens.

Vingt anciens officiers sud-vietnamiens, qui ont admis avoir pratiqué la torture et commis d'autres violations des droits de l'homme pendant la guerre du Vietnam résident légalement en

Californie^{222}.

En Californie, au cours des années 80 et 90, nombre d'autres Vietnamiens ont lancé une violente campagne de terreur contre leurs concitoyens qu'ils n'estimaient pas assez anticommunistes, parfois simplement pour avoir demandé la reprise des contacts avec Hanoi ; d'autres ont été attaqués uniquement pour avoir contesté les actions terroristes. Sous des noms tels que « Anti-Communist Viets Organization » et « Vietnamese Organization to Exterminate Communists and Restore the Nation », ils ont des centaines de fois assailli et assassiné, incendié des commerces et des voitures, obligé des journaux vietnamiens à cesser leur publication, proféré des menaces de mort, se sont compromis dans des extorsions et bien d'autres formes de crime organisé... tout cela, en fait, impunément, malgré de nombreux témoignages sur les meurtres. Dans les quelques cas où il y a eu des arrestations, les suspects ont été généralement relaxés ou acquittés; quelques-uns ont été reconnus coupables et on leur a simplement passé un savon^{223}. Ce lumineux modèle de négligence dans l'application de la loi suggère une sorte d'entente avec les autorités de Washington. S'il y a réellement eu une politique fédérale pour ne rien y voir de mal, l'explication la plus vraisemblable serait l'antipathie puissante, insistante, à l'égard de tout vietnamien qui aurait un penchant pour Hanoi.

De plus, un certain nombre de Yougoslaves, accusés de crimes de guerre par leurs concitoyens, vivent aussi aux États-Unis. Dans la plupart des cas, il semble que ce soit dû à des erreurs de la bureaucratie américaine plutôt qu'à l'offre délibérée d'un refuge aux acolytes des anciens alliés croates et bosniaques.

Manquent ci-dessus les dictateurs et terroristes que les États-Unis transportèrent aimablement en avion vers le refuge de pays tiers (qui leur offraient la possibilité de cohabiter avec leurs comptes en banque). Ces quelques Haïtiens, par exemple : le général Raoul Cédras et le président Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier; ou bien encore l'abominable chef de la police, Joseph Michel François.

En 1998, le président Clinton vint parler du terrorisme à l'ONU. « Quelles sont nos obligations au niveau mondial? » demanda-t-il. « Ne fournir aux terroristes aucun soutien, aucun sanctuaire^{224}. »

Extrader ou poursuivre

Le système de poursuites pénales internationales qui couvre génocide, terrorisme, crimes de guerre et torture confère à chaque gouvernement la responsabilité des poursuites pénales des délinquants. Selon ce principe de base « d'application universelle », les pays où l'on a retrouvé des délinquants présumés sont obligés soit de les extraditer pour que les poursuites judiciaires soient effectuées par le gouvernement directement concerné (par exemple, le pays où les délits ont été commis, ou le pays d'origine des victimes ou des bourreaux), soit d'entamer les poursuites eux-mêmes. Le cas de Pinochet au Royaume-Uni en 1998 est un début d'illustration de ce principe.

Le gouvernement US, en théorie, soutient résolument le principe « extraditer ou poursuivre ». Dans les faits, il l'a invoqué, il y a quelques années, lors d'une procédure devant la Cour Internationale de Justice pour étayer sa demande d'extradition de Libye de deux hommes présumés responsables de l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am. Le gouvernement US a également soutenu avec force l'application de ce principe aux personnes accusées de crimes de guerre par le tribunal international pour les crimes de guerre en ex-Yougoslavie et au Rwanda. L'un des accusés pour crimes de guerre par le tribunal du Rwanda fut découvert au Texas, arrêté et extradé par un tribunal fédéral^{225}.

Quant aux reliques de la Guerre Froide hébergées aux États-Unis comme on l'a vu plus haut, Washington choisit de ne pas poursuivre et de ne pas extraditer, bien que Cuba, pour ne citer que cet exemple, ait demandé l'extradition de nombreux individus.

Tolérance zéro pour les autres

La directive présidentielle 39, signée par le président Clinton en 1995, établit :

Si nous n'obtenons pas la coopération adéquate d'un État qui abrite un terroriste dont nous demandons l'extradition, nous prendrons les mesures appropriées pour l'amener à coopérer. Ramener de force les suspects peut s'effectuer sans la coopération du gouvernement hôte.^{226}.

L'administration Clinton était tellement déterminée à punir les États qui rivalisent avec les États-Unis pour héberger des terroristes, qu'en février 1999 elle s'octroya le droit de bombarder leurs installations gouvernementales. « Frapper une installation terroriste peut ne pas nous suffire, nous pouvons choisir de nous venger sur les installations du pays d'accueil, si ce pays d'accueil est un sanctuaire connu pour sa coopération [avec les terroristes] » a déclaré Richard Clarke, coordinateur du contre-terrorisme pour le président Clinton.^{227}.

J'ai essayé de joindre M. Clarke à son bureau de la Maison Blanche pour lui demander ce qu'il pensait de la proposition suivante : Cuba pourrait, justifications à l'appui, désigner les États-Unis comme « sanctuaire connu » et bombarder le siège de la CIA ou celui d'une organisation d'exilés cubains à Miami, entre autres. Je me suis entendu répondre qu'il n'était « pas habilité à parler au public ». Dommage. Aussi lui ai-je adressé une lettre qui posait la même question, sans grand espoir de réponse. Je n'ai pas été déçu.

Le soutien à Pol Pot

Champs de la mort... Frontières hermétiquement fermées, villes vidées par la force, marches forcées vers les campagnes... Exercer une profession libérale, connaître une langue étrangère, porter des lunettes... Un rien peut être suffisant pour être persécuté, exécuté... Ou alors, le surmenage, les tabassages, la faim, la maladie vous tueront, pour toutes sortes de raisons : pénurie de nourriture, création d'une société agraire imperméable à l'ordre économique mondial, pouvoir à l'intérieur du parti, sécurité... Plus d'un million de morts causés par les Khmers Rouges dirigés par Pol Pot, après la chute du régime pro-américain de Lon Nol... Le monde est horrifié, les comparaisons avec le génocide nazi fleurissent, Pol Pot est « pire qu'Hitler ».

En réponse à des années d'agressions contre la minorité vietnamienne au Cambodge et de raids trans-frontaliers, le Vietnam envahit en janvier 1979 ce qui s'appelait alors le Kampuchéa, renversa le gouvernement de Pol Pot et installa au pouvoir un gouvernement pro-vietnamien. Les Khmers Rouges se replièrent dans l'extrême ouest du Cambodge, près de la frontière thaïlandaise et, un peu plus tard, une partie d'entre eux s'installa en Thaïlande.

Washington ne manifesta aucune joie lorsque le cauchemar cambodgien eut pris fin, mais plutôt un déplaisir non déguisé : les Vietnamiens tellement haïs avaient évincé les Khmers Rouges et contrôlaient la situation. Pendant des années, les États-Unis qualifièrent l'action du Vietnam d'« illégale ». On trouvera l'explication d'une telle attitude dans la persistante amertume que les paladins américains de la Guerre froide ressentent à l'égard de cette petite nation que le monumental

pouvoir US n'a pu vaincre. L'humiliation vous taraude, surtout quand vous êtes la seule superpuissance mondiale.

C'est ainsi que naquit la politique américaine consistant à prodiguer aux Khmers Rouges aides alimentaire, financière et militaire et ce, peu de temps après leur éviction^{228}. Le but, en conjonction avec la Chine et la Thaïlande, pays « ami » de longue date des États-Unis, était de redonner aux troupes de Pol Pot leurs capacités militaires, ce qui aurait contraint les Vietnamiens à retirer leur armée et entraîné la chute du gouvernement cambodgien.

Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter à la sécurité nationale, déclare au printemps 1979 : « J'ai encouragé les chinois à soutenir Pol Pot. J'ai encouragé les Thaïs à aider les [Khmers Rouges]. La question était comment aider le peuple cambodgien, [sic] Pol Pot était une abomination. Jamais nous n'aurions pu le soutenir. Mais la Chine le pouvait^{229}. »

En novembre 1980, Ray Cline, ancien sous-directeur de la CIA, visita une enclave Khmer Rouge au Cambodge. Il était alors conseiller du candidat à la présidence Ronald Reagan pour la politique étrangère. Un communiqué de presse Khmer Rouge dit que Cline « fut chaleureusement accueilli par des milliers de villageois^{230}. ». Il semble que l'administration Reagan se préparait à poursuivre la politique d'opposition au gouvernement pro-vietnamien de Phnom Penh.

Certaines des organisations humanitaires qui travaillaient au Cambodge considéraient que le soutien à la guérilla Khmer Rouge était incompatible avec leurs buts. Sans compter qu'il n'est pas acceptable pour des organisations comme l'UNICEF ou le Comité International de la Croix-Rouge de distribuer de l'aide à des personnels militaires. Pourtant, deux travailleurs humanitaires américains, Linda Mason et Roger Brown, écrivirent par la suite : « La Thaïlande, le pays qui a accueilli les opérations de secours, et le gouvernement américain, qui a financé le plus gros de cette opération, ont insisté pour que nous nourrissions les Khmers Rouges^{231}. ».

Au cours de la période 1979-1981, le World Food Program (Programme Alimentaire Mondial), fortement sous influence américaine, donna presque 12 millions de dollars de nourriture à l'armée thaïlandaise, afin que cette aide alimentaire soit distribuée en priorité aux camps Khmers Rouges situés près de la frontière.^{232}.

En 1982, les États-Unis montent une coalition composée des Khmers Rouges et de deux groupes « non-communistes » également opposés au gouvernement cambodgien.

La coalition devint le réceptacle d'une importante aide en provenance des US et de la Chine. À la fin des années 80, l'aide américaine atteignait officiellement 5 millions de dollars, et la CIA en fournissait entre 20 et 24 millions de plus à l'insu du Congrès.^{233} Officiellement, Washington ne fournissait aucune aide aux Khmers Rouges, mais savait très bien que les forces de Pol Pot en étaient les ultimes bénéficiaires. Comme le dit un responsable US : Évidemment, si la coalition gagnait, les Khmers rouges ne feront qu'une bouchée des autres.^{234} En tout cas, la CIA et les Chinois fournissaient des armes directement aux Khmers Rouges.^{235}

Depuis 1985, il existe une loi fédérale interdisant au gouvernement de donner au Cambodge de l'argent qui pourrait servir à soutenir les capacités combattives des Khmers Rouges, directement ou indirectement.^{236} En 1990, un rapport révéla que l'aide à la coalition aboutissait en réalité entre les mains des Khmers Rouges, l'administration Bush annonça la suspension officielle du programme d'aide.^{237} On ne sait pas si ce fut un effort sérieux pour respecter la loi ou simplement une tentative de limiter les dégâts, pas plus que l'on ne sait combien de temps dura cette suspension ni si elle a jamais vraiment eu lieu. Au mois de février suivant, l'administration informa le Congrès qu'il avait pu y avoir une « coopération militaire tactique » entre forces non-communistes soutenues par les US et les Khmers Rouges pendant une période indéterminée.^{238}

Pendant ce temps, les Khmers Rouges utilisaient cette aide pour attaquer régulièrement des villages cambodgiens, semer

des mines, tuer des paysans et voler leur riz et leur bétail. Mais n'ont jamais vraiment menacé le gouvernement de Phnom Penh.

Les Etats-Unis ont défendu avec succès le droit des Khmers rouges à occuper le siège du Cambodge à l'ONU, bien que leur gouvernement eût cessé d'exister en janvier 1979. Ils conservèrent ce siège jusqu'en 1993. À partir de 1982, ce siège représentait en apparence l'ensemble de la coalition, alors que le chef de la représentation à l'ONU, Thiounn Prasith, était le principal apologiste des terribles crimes de Pol Pot et qu'il joua un rôle majeur dans leur dissimulation. Lorsque Newsweek l'interrogea au sujet du million de Cambodgiens qui avaient péri sous le régime de Pol Pot, il répondit : « Nous estimons que 10 000 à 20 000 personnes ont été tuées, et 80 % d'entre elles l'ont été par des agents vietnamiens infiltrés dans notre gouvernement^{239}. »

À la fin des années 80 et au début des années 90, les Etats-Unis firent pression pour le démantèlement du gouvernement cambodgien et la participation des Khmers Rouges à un gouvernement intérimaire et à des élections^{240}, malgré la répulsion à l'égard de Pol Pot et de ses successeurs dans le peuple cambodgien et la communauté internationale, et en dépit du retrait presque total des Vietnamiens du Cambodge dès septembre 1989.

La mort du dirigeant Khmer Rouge Pol Pot a attiré à nouveau l'attention internationale sur l'un des chapitres les plus tragiques de l'inhumanité au XXe siècle. Les Khmers Rouges qui furent au pouvoir de 1975 à 1979 sont encore en liberté et partagent la responsabilité des monstrueuses atteintes aux droits de l'homme commises durant cette période. Nous ne devons pas permettre que la mort du plus célèbre des dirigeants Khmers Rouges nous détourne du devoir tout aussi impératif de traduire les autres en justice.

Le président William Clinton, 16 avril 1998 ^{241}.

II^e Partie.

*L'utilis
ation
des
armes
de
destruc
tion
massiv
e par
les
États-*

Unis

Les bombardements

Alors que, d'après la loi internationale contemporaine, « la destruction injustifiée des villes et des villages » est depuis longtemps un crime de guerre, il est scandaleux que le bombardement aérien des villes, non seulement reste impuni, mais ne soit même pas mis en accusation. Le bombardement aérien est du terrorisme d'État, le terrorisme des riches. Ces soixante dernières années, il a brûlé et abattu plus d'innocents que tous les actes terroristes dirigés contre l'État jamais perpétrés. Quelque chose a engourdi notre conscience par rapport à cette réalité. Aux États-Unis, nous n'appellerions jamais à la présidence un homme qui aurait mis une bombe dans un restaurant bondé, mais nous sommes heureux d'élire un homme qui a bombardé et détruit non seulement des restaurants mais aussi les édifices qui les abritaient ainsi que tous les quartiers environnant. Après la guerre du Golfe, je suis allé en Irak et j'ai constaté de visu les dégâts provoqués par les bombardements : « destruction injustifiée » me semble tout à fait approprié.

C. Douglas Lummis, spécialiste de sciences politiques^{242}.

Ce texte a été écrit en 1994, avant les « destructions injustifiées » causées par les bombardements en Yougoslavie, l'un des derniers pays d'une longue liste que les États-Unis ont bombardés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (voir plus loin).

Apparemment, dans le fait de lâcher des bombes ou des missiles sur les villes et les gens il y a quelque chose qui attire les dirigeants américains, politiques ou militaires. D'un côté, le désir conscient de ne pas risquer la vie des hommes dans un combat terrestre. De l'autre, le désir, celui-ci pas tout à fait conscient, de ne pas être les spectateurs directs des restes ensanglantés des victimes. Cela permet aux militaires américains et au grand public de se raccrocher à ce sentiment

d'enthousiasme confus qu'ils éprouvent envers eux-mêmes et leur gouvernement.

Les responsables de Washington font une nette distinction entre les explosifs que les États-Unis envoient du ciel et les « armes de destruction massive » (ADM) que seuls les « ennemis officiellement désignés » sont assez dépravés pour utiliser. Le gouvernement américain parle durement des ADM, c'est-à-dire des armes nucléaires, chimiques et biologiques, les qualifiant d'armes « aveugles » (leur emploi ne se limitant pas aux objectifs militaires), par opposition à la « précision » de ses missiles de croisière. L'équilibre sémantique est plutôt chancelant, si l'on pense aux dommages, vastes et bien connus, causés à des objectifs non militaires, maisons, écoles ou hôpitaux, dans les bombardements en Irak et en Yougoslavie par des bombes américaines soi-disant « intelligentes ».

De plus, Washington ne définit pas comme « armes de destruction massive » des armes que les États-Unis ont amplement utilisées, telles que les mines antipersonnel ou les bombes à fragmentation, armes parfaitement « aveugles ».

On appelle ADM aussi parfois les armes dont les effets persistent dans l'environnement, causant des dommages ultérieurs à la population. Or, ceci s'applique de toute évidence aux mines antipersonnel, aux bombes à fragmentation et aux armes à uranium appauvri, ces dernières restant dangereusement radioactives après leur explosion. Cela s'applique moins aux bombes « conventionnelles », et pourtant, même dans ce cas, il y a le danger des bombes qui n'ont pas explosé, ainsi que des édifices touchés qui menacent de s'effondrer. Mais ce qui est aussi choquant, ce qui a tout l'air d'être extrêmement cynique, c'est de peindre un visage humain sur un missile de croisière Tomahawk dont l'ogive avec ses 500 kg de TNT, souvent mélangé à de l'uranium appauvri, ira s'écraser dans le centre d'une ville sur-peuplée.

Un terroriste est quelqu'un qui possède une bombe

mais n 'a pas d'armée de l'air

Chine 1945-46

Corée et Chine 1950-53 (guerre de Corée)

Guatemala 1954

Indonésie 1958

Cuba 1959-1961

Guatemala 1960

Congo 1964

Pérou 1965

Laos 1964-73

Vietnam 1961-73

Cambodge 1969-70

Guatemala 1967-69

Grenade 1983

Liban 1983, 1984 (objectifs à la fois libanais et syrien)

Libye 1986

Salvador, années 80

Nicaragua, années 80

Iran 1987

Panama 1989

Irak 1991

Koweït 1991

Somalie 1993

Bosnie 1994-95

Soudan 1998

Afghanistan 1998

Yougoslavie 1999

Afghanistan 2001

Sans compter...

Chine, 1999. L'ambassade de Chine à Belgrade, lourdement bombardée, est légalement un territoire chinois. Il est maintenant avéré que ce bombardement ne fut pas accidentel (voir chapitre 25).

Bulgarie et Macédoine, 1999, frappées par des missiles US pendant le bombardement en Yougoslavie.

Pakistan, 1998, frappé par au moins un missile lors du bombardement sur l'Afghanistan.

Philadelphie, Pennsylvanie, 13 mai 1985. Une bombe lâchée d'un hélicoptère de la police détruit un pâté de maisons (une soixantaine de maisons effondrées, 11 morts dont plusieurs enfants). La police, la mairie et le FBI collaboraient dans le but de chasser une organisation noire (MOVE) de la maison où vivaient ses membres.

Ces « autres » si choquants

« Il faut s'attendre à des conflits où nos ennemis, à cause d'affinités culturelles très différentes des nôtres, auront recours à des formes et des niveaux de violence qui choqueront nos sensibilités. »

Département de la Défense, 1999.^[243]

La nature aussi

Que disent les médias, lorsque 10 000 personnes meurent en Amérique centrale à la suite d'un ouragan? « Une terrible tragédie humaine. »

Que dit le Pentagone, lorsque 10 000 personnes meurent en Irak à la suite des bombardements américains? « Une

hypothèse moyenne. » C'est à ce nombre de victimes qu'en 1998, lors d'une discussion interne entre les responsables de l'administration Clinton, fut estimée la riposte aux protestations de l'Irak devant l'étendue et la nature des missions d'inspection de son armement par l'ONU.^{244}.

États-Unis contre Oussama Ben Laden

Quand le gouvernement US a envoyé des missiles de croisière contre un individu, Oussama Ben Laden, l'événement a été de taille. Pour la première fois, un gouvernement déclarait la guerre à un individu !

Les survivants

Dans l'étude intitulée « Désordres psychiatriques parmi les survivants de l'explosion d'Oklahoma City » de l'American Medical Association, on lit :

La moitié environ des survivants de l'explosion examinés souffraient d'un trouble psychique de post-catastrophe, et un tiers des survivants présentaient tous les signes d'un stress psychique post-traumatique. Quelques symptômes de ce stress post-traumatique sont communs à presque tous, en particulier les symptômes de réminiscence traumatique et d'hyperexcitation.^{245}.

Martin Kelly, éditeur d'un site Web sur la non-violence, écrit :

Nous n'avons jamais vu la fumée ni le feu, nous n'avons jamais humé le sang ni vu la terreur dans les yeux des enfants dont les cauchemars seront désormais peuplés de missiles hurlants venant de terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains.

Chapitre 12

L'uranium appauvri

Helen Caldicott, militante écologiste internationale, a écrit il y a quelques années : « Les États-Unis ont fait deux guerres nucléaires. La première contre le Japon en 1945, la seconde contre le Koweït et l'Irak en 1991. »

Nous pouvons en ajouter une troisième : celle contre la Yougoslavie en 1999.

L'uranium appauvri (UA) est un sous-produit de la production de combustible enrichi pour les réacteurs nucléaires et les armes. L'UA est utilisé dans la fabrication d'armes telles que les obus antichar, les bombes, les roquettes et les missiles.

L'UA étant plus dense que l'acier, les obus le contenant permettent de percer les blindages de char les plus résistants. Mais l'UA a un inconvénient : il est radioactif. Et comme tous les métaux lourds, l'uranium est une substance chimique toxique. Au moment de l'impact sur la cible, l'UA se disperse en une fine brume de particules qui peuvent être inhalées ou ingérées, puis stockées dans les poumons, les reins ou partout ailleurs dans le corps. Cela peut générer des cancers des poumons, des cancers des os, des maladies rénales, des malformations génétiques ainsi que d'autres graves problèmes de santé. On peut aussi être touché par des éclats d'obus contenant de l'UA et garder un morceau de métal radioactif dans le corps. Un physicien atomique a assuré que les particules d'UA déchargées dans l'atmosphère après un impact ou après une explosion peuvent se disperser dans un rayon d'au moins 40 km^[246].

Lors de la guerre du Golfe, d'innombrables soldats irakiens et américains ont inhalé une poussière contenant l'UA des dizaines de milliers d'obus tirés par les chars et les avions américains. Une étude de l'« Operation Desert Shield/Desert Storm Association » a révélé que, parmi les 10 051 vétérans de la guerre du Golfe qui ont contracté des maladies mystérieuses, 82 % étaient entrés dans les véhicules ennemis capturés, principaux objectifs des obus contenant de l'UA. Ils ont agi sans avoir la moindre idée de la présence d'UA, ni de ses dangers^{247}.

En 1991, un rapport de la United Kingdom Atomic Energy Authority prévenait que les déchets radioactifs et toxiques d'UA laissés au Koweït et dans le sud de l'Irak étaient suffisants pour provoquer la mort de 500 000 personnes à la suite d'un taux accru de cancers. Il ne s'agit pas une estimation réaliste car, pour que cela soit vrai, il faudrait que toutes les munitions contenant de l'UA aient été pulvérisées et qu'un demi-million de personnes se soient trouvées dans le désert et aient inhalé la même quantité d'UA. Mais le fait est que des débris contenant de l'UA sont restés sur place, passibles de n'importe quel accident et chargés d'une radioactivité qui durera toujours. Sans compter que l'UA peut s'introduire dans la chaîne alimentaire ou dans l'eau, ce qui multiplierait les problèmes de santé^{248}.

Désormais, il se peut que cette substance se trouve dans le sol, la nappe phréatique, l'atmosphère, en Yougoslavie.

En 1995, les officiels irakiens de la santé ont signalé une augmentation alarmante de maladies rares ou inconnues, en particulier chez les enfants. Ils ont présenté à l'ONU une étude sur cet état de choses. Cela concerne des maladies comme la leucémie, le carcinome, le cancer des poumons et du système digestif, les fausses couches tardives, les affections congénitales et les difformités du fœtus telles que l'anencéphalie (absence de cerveau) ou la fusion des doigts, très semblables à celles rencontrées chez les bébés des vétérans de la guerre du Golfe. Le président autrichien de la Croix jaune internationale, le Dr Siegwart Gunther, a constaté

un dénominateur commun très significatif : l'utilisation d'uranium appauvri lors du bombardement en Irak^{249}.

En Ecosse aussi, l'UA a été associé à des cas de leucémie survenus dans des zones proches d'un champ de tir de l'armée, à Dundrennan. Les villages proches de ce champ de tir, où 7 000 obus ont été testés depuis 1983, semblent montrer le plus haut taux de leucémies infantiles de tout le Royaume-Uni^{250}.

Victimes chez eux

Les États-Unis irradient et empoisonnent aussi bien leurs propres citoyens. Lors d'exercices d'entraînement, on utilise l'UA dans l'île de San Clemente, au large des côtes californiennes. Peut-être qu'un jour on ressentira les conséquences d'une radioactivité transportée par le vent et la mer sur le continent. Mais au moins, l'île est déserte, contrairement à l'île de Vieques, à Porto Rico, où résident plus de 9000 citoyens américains. Ceux-ci endurent depuis presque 60 ans des exercices de tir aérien et des manœuvres militaires incluant le lâchage de napalm et, plus récemment, des tirs d'obus contenant de l'UA. Les militants portoricains prétendent que Vieques a été contaminée par la radioactivité, qui serait la cause d'un taux de cancers, parmi les habitants de l'île, deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Des études ont en effet démontré que le taux de cancers à Vieques est de loin le plus élevé des 78 municipalités de Porto Rico^{251}. En outre, l'eau potable de l'île a été contaminée par le mélange chimique provoqué par d'innombrables pièces d'artillerie tombées du ciel des années durant; un garde chargé de la sécurité civile a été tué et quatre autres blessés en avril 1999 par une bombe qui a manqué sa cible de 5 km; le paysage est jonché de carcasses de bombes et d'obus, dont certains n'ont pas été désamorçés, d'après la marine américaine ; un container avec trois roquettes antichar intactes (contenant vraisemblablement de l'UA) a été trouvé dans un secteur civil en 1997 ; et, parmi d'autres mésaventures, quatre années plus tôt, cinq bombes de 250 kg ont explosé à 2 km

d'habitations.^{252}.

En réponse aux vives protestations, les responsables militaires ont fait savoir aux membres du Sénat de Porto Rico qu'ils ne pouvaient pas faire ces exercices sur la côte Est des États-Unis qui était trop densément peuplée. Bien entendu, cette remarque n'a fait qu'accroître la fureur d'un grand nombre de personnes dans le pays.^{253} Le président Clinton a alors fait preuve d'un peu plus de doigté. Il a annoncé que la marine militaire allait renoncer aux bombardements à Vieques... dans les 5 ans.^{254} Par la suite, Washington offrira 40 millions de dollars de dédommagement à l'île, et 50 millions de plus si la population décidait par référendum d'arrêter de mettre sa santé et sa sécurité avant la « sécurité nationale ».

Depuis des dizaines d'années, alors que les gens vaquent à leurs occupations sans se douter de rien, la clique militaro-industrielle arrose discrètement les membres du Congrès, le corps législatif des États et tous ceux qui sont prêts à fermer les yeux, afin de pouvoir acquérir de grandes surfaces de terrain public - en premier lieu dans les États de l'Ouest - en contournant les lois en vigueur sur l'environnement et en neutralisant des mouvements écologistes empoisonnants. Des centaines de milliers d'hectares ont été ainsi transformés en champs de tir pour tester des armes contenant de l'UA en Californie, dans le Nevada, dans l'État de Washington, au Nouveau-Mexique et ailleurs.

Au Nouveau-Mexique, l'UA est testé en plein air depuis 1950. Los Alamos National Laboratory, White Sands Missile Range, New Mexico Institute of Mining and Technology à Socorro, Sandia National Laboratories à Albuquerque... voici quelques-unes des fameuses institutions qui ont fait exploser des munitions contenant de l'UA sur les montagnes et les plaines, contaminant le sol, l'eau et l'air, tout en usant de leur influence considérable pour convaincre la population que, si contamination il y a, le niveau de radioactivité reste en dessous du fameux « niveau d'alerte » ou dans les normes de l'administration publique de l'Environnement, etc. Comme

disent les gens, il suffit de ne pas respirer ni de boire de l'eau. Et surtout de ne pas élever les enfants dans les parages.

À Socorro, les habitants ont ignoré jusqu'en 1986 que l'UA était testé depuis 1972 à moins de 3 kilomètres du centre-ville, qui se trouve sous le vent des aires d'expérimentation. Au cours des années, il y a eu quelques enquêtes sporadiques et quelques témoignages d'un taux élevé de naissances de bébés atteints d'hydrocéphalie, mais ce n'est qu'en 1999 qu'un mouvement en expansion des habitants de Socorro a demandé des études épidémiologiques approfondies sur la région^{255}.

En avril 1995, le général Pierre-Marie Gallois observa que si nous équipions ces chars avec ce genre de munitions (UA), cela signifiait que la guerre chimico-nucléaire était moralement légitimée^{256}. Et légalement aussi, sans doute, attendu que les États-Unis sont en train d'établir des précédents, bien qu'ils le fassent par la loi de la force plutôt que par la force de la loi, et qu'ils en encouragent d'autres - la vente d'UA par Washington est un business florissant. Depuis 1996, Washington a déjà vendu des munitions contenant de l'UA à la Thaïlande, à Taiwan, à Bahreïn, à Israël, à l'Arabie Saoudite, à la Grèce, à la Corée, à la Turquie, au Koweït, et à d'autres pays encore^{257}.

Chapitre 13

Les bombes à fragmentation

Le Pentagone les classe dans la catégorie des « munitions à effets multiples ». Les fabricants les décrivent comme « un système à usage universel, libéré dans l'air, d'armes à fragmentation ». Les organisations des Droits de l'homme affirment que les bombes à fragmentation sont des armes aveugles de destruction massive et demandent qu'on les ajoute explicitement à la liste des armes interdites par la Convention de Genève.

Les bombes à fragmentation sont très ingénieuses. Une fois larguées d'un avion, elles s'ouvrent en plein ciel délivrant environ 200 « bombelettes », de la taille d'une canette. Celles-ci, en explosant, dégagent brusquement des centaines de fléchettes dentelées en acier qui, propulsées à grande vitesse, vont couvrir une aire très étendue. Voici une description des bombes à fragmentation : « Elles peuvent contenir des substances incendiaires à pénétration, des morceaux de métal en fusion capables de percer la tôle d'un char ou un shrapnel capable de couper net une assiette de 50 mm d'épaisseur aussi bien que de la chair et des os humains^{258}. »

Un petit parachute freine ces bombelettes de couleur jaune qui sont ainsi dispersées de manière à frapper le plus grand nombre possible de ce que les fabricants appellent les « cibles tendres », c'est-à-dire les humains, civils ou militaires.

Selon le département de la Défense, en 1999 les avions US ont largué sur la Yougoslavie 1100 bombes à fragmentation, contenant chacune 202 bombelettes. Par conséquent, 222 200 bombelettes ont été éparpillées à travers le territoire, dont environ 5% n'ont pas explosé (de 10 à 30% selon d'autres rapports). Ceci signifie qu'environ 11 110 bombelettes sont

prêtes à exploser au premier contact^{259}, agissant de fait comme des mines antipersonnel. Des membres de l'armée US s'opposent à la signature du Traité d'Ottawa interdisant l'emploi, la production, le stockage et le transfert des mines antipersonnel, parce que la définition des mines antipersonnel est assez large pour inclure les bombes à fragmentation. Aux termes de cette convention, une mine antipersonnel est une mine « conçue pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne et destinée à mettre hors de combat, blesser ou tuer une ou plusieurs personnes ». Les organisations des Droits de l'homme affirment qu'étant donné que les fabricants de bombes à fragmentations prévoient « un taux de bombes non explosées », ces bombes peuvent être incluses dans cette catégorie^{260}. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} mars 1999, sans la signature des États-Unis.

Les bombelettes intactes sont en fait encore plus dangereuses que les mines antipersonnel, puisque les enfants sont attirés par leur couleur et leur petit parachute. Le 24 avril 1999, avant la fin des bombardements américains, près de Doganovitch, dans le sud du Kosovo^{261}, cinq jeunes frères qui jouaient avec une bombe à fragmentation ont été tués et deux de leurs cousins gravement blessés. Les mines antipersonnel se trouvent en général dans des endroits plus ou moins prévisibles, alors que les bombelettes, portées par le vent, peuvent se loger dans les arrière-cours des maisons, les cours de récréation des écoles, etc. En outre, si les mines sont souvent localisées et les endroits signalés, ce n'est pas le cas des bombelettes. Certaines d'entre elles sont conçues pour s'autodétruire après un certain temps, mais, que l'on sache, celles tombées en Yougoslavie n'étaient pas de ce type. En tout cas, le Traité d'Ottawa ne fait pas de distinction entre mines « intelligentes » ou « bêtes ».

A la fin des bombardements, en 1999, beaucoup de villages sont restés inhabités, en attendant l'arrivée de démineurs pour désactiver les explosifs encore actifs, ce qui a entravé la reprise économique. Peu après la fin des bombardements, les gens ont commencé à revenir dans leurs villages ou leurs

fermes. Alors, les engins non explosés ont causé plusieurs accidents. Entre autres, deux soldats britanniques de la paix et trois Albanais ont perdu la vie dans un village du Kosovo^{262}.

Un orthopédiste yougoslave a déclaré : « Mes collègues et moi, nous n'avons jamais vu de blessures aussi horribles que celles produites par les bombes à fragmentation. La conséquence en est presque toujours l'invalidité. Les membres sont si broyés qu'on ne peut que les amputer. C'est atroce^{263}. »

Des engins non explosés - principalement des bombes à fragmentation - tuent et mutilent encore au Laos les enfants de ceux qui ont subi les bombardements intensifs US entre 1965 et 1973. On estime que plus de 30 % des deux millions de tonnes de bombes larguées par les États-Unis n'ont pas explosé, et que depuis il y a eu 11 000 accidents. « Plus de la moitié des victimes meurent presque immédiatement. Si la victime survit, les blessures causées par l'explosion sont graves, en particulier sur la moitié supérieure du corps^{264}. » Le Vietnam et le Cambodge abritent les mêmes dangers. Ainsi que le golfe Persique. Un rapport de Human Rights Watch affirme que, des 24 à 30 millions de bombelettes lâchées pendant la guerre du Golfe, entre 1,2 et 1,5 million n'ont pas explosé. Elles ont causé jusqu'à maintenant 1220 morts parmi les civils koweïtiens et 400 parmi les civils irakiens^{265}.

Les effets des engins non explosés après les bombardements sur la Yougoslavie se sont fait sentir au-delà des frontières de ce pays. Deux mois après la fin de la guerre, 161 explosifs (dont 97 bombelettes) ont été retrouvés dans l'Adriatique par les démineurs de l'OTAN. Des pêcheurs italiens ont été tués, d'autres blessés, d'autres encore ont perdu tous leurs revenus. La pêche a en effet été interdite pour permettre aux démineurs de retrouver la plupart de ces explosifs. De plus, les touristes ont boudé les plages de l'Adriatique par peur des bombes non explosées^{266}.

Pendant ce temps, le Pentagone s'emploie à perfectionner les bombes à fragmentation - plus high-tech, plus meurtrières, thermoguidées... bref, des bombes dignes du nouveau millénaire. L'Amérique mérite bien ça.

L'utilisation par les États-Unis des armes chimiques et biologiques à l'étranger

Les gaz toxiques et les armes biologiques ont fait perdre la tête au monde civilisé. Les maladies, au lieu d'être combattues, sont soigneusement entretenues; les médecins utilisent leur connaissance des fonctions du corps humain pour concevoir les meilleurs moyens de les paralyser; les agriculteurs cultivent des champignons et développent des agents destructeurs de cultures... Les gaz neurotoxiques modernes devaient à l'origine faciliter l'élimination des coléoptères et des poux : entre les mains des militaires, ces insecticides sont devenus de véritables « humanicides ». La guerre chimique et biologique est, comme quelqu'un l'a si bien dit, « la santé publique en marche arrière^{267}. ».

îles Bahamas

À la fin des années 40 et durant les années 50, dans cette zone des Caraïbes, Américains, Canadiens et Britanniques ont d'un commun accord diffusé des bactéries reconnues dangereuses. Des milliers d'animaux sont morts. On ignore s'il y a eu des victimes humaines. Les détails de ces essais sont toujours classés secrets^{268}.

Canada

En 1953, l'armée US a utilisé des camions équipés de ventilateurs pour vaporiser dans l'air du sulfure de zinc cadmium, potentiellement dangereux, à travers la ville de Winnipeg. Cela faisait partie d'un programme d'essais sur les armes chimiques et biologiques^{269}.

Chine et Corée

Début 1952, en pleine guerre de Corée (1950-1953), les Chinois ont accusé les États-Unis d'avoir lâché sur la Corée et le nord-est de la Chine, des bactéries, des insectes, des plumes, des morceaux avariés d'animaux et de poissons, ainsi que beaucoup d'autres choses étranges provoquant des maladies. Des cas mortels de peste, de maladie du charbon et d'encéphalite ont été signalés par le gouvernement chinois. Il se fondait sur le témoignage de 36 pilotes américains faits prisonniers, qui auraient piloté les avions chargés de ces substances létales. 25 des 36 témoignages ont été rendus publics. Les détails sur toute l'opération sont nombreux : le type de bombes larguées, le genre d'insectes et les maladies qu'ils étaient censés répandre, etc. Des photos à l'appui montrent ces présumées bombes à bactéries et ces insectes. On a alors créé, au mois d'août, une « Commission scientifique internationale », composée de scientifiques venant de Suède, France, Royaume-Uni, Italie, Brésil et Union soviétique. Après une enquête de deux mois en Chine, la Commission a publié un rapport de 600 pages, illustré de photos. En voici la conclusion : « La population de la Corée et de la Chine a effectivement été la cible d'armes bactériologiques, utilisées par des unités des forces armées US, qui à cette fin ont employé plusieurs méthodes. »

Toutefois, certains des témoignages des pilotes contiennent tant de renseignements techniques et tant de rhétorique communiste - des termes comme « impérialiste, capitaliste, propagande belliciste », etc. - que leur paternité est sujette à caution. En outre, on apprend par la suite que la plupart des pilotes n'avaient avoué qu'après avoir été soumis à un pénible stress physique et mental, et au moins en un cas, à des coups. De retour, à la fin de la guerre, ils sont revenus sur leurs aveux, mais c'était devant une cour martiale où ils risquaient d'être inculpés, entre autres, de haute trahison - en un mot, sous très forte contrainte mentale^{270}.

Notons qu'en 1979, il a été révélé que l'armée US avait testé aux États-Unis même l'utilisation de plumes de dinde pour une guerre biologique^{271}.

En outre, en décembre 1951, le secrétaire d'État à la Défense américain avait ordonné « qu'on arrive très rapidement à des résultats concrets » en vue de l'utilisation offensive des armes biologiques. Peu de semaines après, le chef d'état-major de l'armée de l'air annonçait que certains moyens « se mettaient en place rapidement^{272}. ».

En 1952, les États-Unis ont aussi largué sur la Corée d'énormes quantités de napalm, environ 270 000 litres par jour^{273}.

Et en 1980, on a divulgué pour la première fois que, entre 1967 et 1969, les États-Unis avaient arrosé d'Agent Orange 12 000 hectares à la frontière sud de la zone démilitarisée entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Le but était de détruire la végétation pour décourager une éventuelle infiltration de Nord-Coréens^{274}.

Vietnam

À partir du début des années 60, et pendant une dizaine d'années, les États-Unis ont déversé des dizaines de milliers de tonnes d'herbicides sur environ un million et demi d'hectares au Sud-Vietnam (aussi bien qu'au Laos et au Cambodge), pour détruire les cultures ainsi que le feuillage sous lequel l'ennemi se cachait. Ces herbicides, et en particulier l'Agent Orange, ont libéré environ 250 kg de dioxine, un polluant quasi indestructible, considéré comme une des substances les plus toxiques au monde - au moins aussi toxique que les gaz neurotoxiques - et hautement cancérigène. On associe à la dioxine des dysfonctionnements tels que des désordres métaboliques, des anomalies immunologiques et génétiques, ainsi que des troubles neuropsychiatriques^{275}. Un kilo et demi de dioxine serait suffisant pour éliminer la population de New York^{276}.

Deux millions de personnes ont été atteintes par ces poisons au Vietnam (sans compter quelques milliers de soldats américains). On a pu constater un très haut pourcentage d'anomalies de naissance dans les régions saturées d'Agent Orange. Le gouvernement vietnamien estime que 500 000

enfants ont subi les conséquences de différents agents chimiques, bien que cela ne soit pas étayé par des documents^{277}. Les États-Unis n'ont jamais dédommagé le peuple vietnamien de ces graves atteintes à la santé.

En outre, l'armée US a utilisé les gaz CS, DM et cyanogène, lesquels, d'après Washington qui insiste sur ce point, ne sont pas des « gaz de combat » mais des « gaz antiémeute ». L'armée US a répandu du gaz CS - un violent purgatif qui provoque des vomissements incontrôlables - dans des grottes et des tunnels où les Vietcongs, pris au piège, s'étouffèrent dans leurs vomissures^{278}. La branche nord-vietnamienne de la Croix-Rouge internationale a fait état de nombreux décès dus à ces gaz parmi les femmes et les enfants, ainsi que de blessures graves, comme la destruction du globe oculaire, des plaies du visage, des éruptions cutanées^{279}. Cyrus Vance, secrétaire adjoint à la Défense, a admis que des composés de cyanure et arsenic ont aussi été utilisés^{280}. Et on connaît l'usage des lance-flammes au napalm et au naphthalène.

Laos

En septembre 1970, les forces US au Laos ont utilisé du gaz sarin (aussi connu sous la dénomination de CBU-15 ou GB), un gaz neurotoxique, lors de l'opération « Tailwind ». Le but était de s'emparer d'un camp de base laotien et de tuer les déserteurs américains qui, semblait-il, s'y étaient réfugiés. L'opération fut un succès : plus de 100 morts, civils et militaires, dont au moins deux Américains. Si les gens sont morts avant ou après l'attaque au sarin, on l'ignore.

Le sarin a été développé en Allemagne dans les années 30 : il tue en quelques minutes, après inhalation. Une toute petite goutte sur la peau aura le même effet. Et il peut pénétrer à travers des vêtements ordinaires. Cet agent innervant bloque le système nerveux par inhibition d'une enzyme. La transmission des influx nerveux cesse, avec des conséquences physiques atroces.

L'armée d'invasion américaine, confrontée aux forces,

supérieures, du Nord-Vietnam et du Pathet Lao, fit appel à l'aviation. Les avions US, arrivés rapidement sur place, ont largué des bombes au sarin sur l'ennemi. À leur explosion, une brume humide a enveloppé les soldats ennemis qui sont tombés au sol, pris de convulsions et de vomissements. Les soldats américains, qui n'étaient pas tous suffisamment protégés, ont aussi inhalé du gaz et se sont mis à vomir violemment. Aujourd'hui, l'un d'eux souffre de paralysie progressive, due, selon son médecin, à un gaz neurotoxique.^{281}.

Le 7 juin 1998, dans son programme « NewStand : CNN & Time », la chaîne CNN dénonce cet épisode. Elle donne la parole à l'amiral Thomas Moorer, qui en 1970 était le président des chefs d'état-major de l'armée, ainsi qu'à d'autres militaires moins prestigieux, qui confirment tous, devant et derrière la caméra, les faits racontés plus haut.

C'est la pagaille. Cette histoire est trop en contradiction avec ce qu'on explique à l'école ou dans le *Reader's Digest*, elle ne colle pas avec le glorieux drapeau national. On fait appel aux grosses légumes : Henry Kissinger, Colin Powell, des vétérans, l'élite des journalistes, le Pentagone lui-même. L'histoire est fausse, absurde, diffamatoire, clament-ils tous. CNN se rétracte, Moorer se rétracte, les producteurs du programme sont licenciés, des procès sont intentés.^{282}...

L'opération « Tailwind » est désormais officiellement un « non-événement », tout comme Staline déclarait que les dissidents étaient des « non-personnes ».

Néanmoins, April Oliver et Jack Smith, les producteurs du programme, ont écrit un document de 77 pages pour défendre leur version des faits, avec les témoignages de militaires confirmant l'emploi du gaz neurotoxique.^{283}.

Panama

Entre les années 40 et 90, les États-Unis ont testé dans plusieurs zones du territoire de Panama toutes sortes d'armes chimiques, y compris les gaz moutarde, VX, sarin, l'acide cyanhydrique, ainsi que d'autres neurotoxiques, sous forme de

mines, roquettes et obus : au total, sans doute, des dizaines de milliers d'armes chimiques. Au début de ces tests, on a même utilisé des soldats américains comme cobayes, avec des résultats terrifiants pour certains d'entre eux. Lorsque l'armée US a quitté Panama fin 1999, elle a laissé derrière elle des résidus d'armes chimiques et conventionnelles dans plusieurs zones, y compris des engins chimiques non explosés. Depuis 1979, 21 Panaméens ont été tués par des armes conventionnelles non explosées^{284}.

Dans les années 60 et 70, l'armée US a aussi testé secrètement à Panama, entre autres défoliants, l'Agent Orange, exposant civils et militaires aux dangers de ce produit mortel. Des centaines de bidons d'Agent Orange, contenant de la dioxine, ont été envoyés à Panama. On l'a pulvérisé dans la jungle et près d'endroits fréquentés pour simuler les conditions des champs de bataille en Asie du Sud-Est^{285}.

Lors de l'invasion de Panama, en décembre 1989, on a appris que des hélicoptères et des avions envoyés par le Commandement US du Sud, ont largué une substance chimique sur le village semi-montagneux de Pacora, près de Panama City. Les habitants se sont plaints auprès des organisations des droits de l'homme et de la presse que cette substance leur avait brûlé la peau, tout en provoquant des démangeaisons intenses et des diarrhées. Le but de ce bombardement aurait pu être de dissuader les villageois d'aider les soldats panaméens campés dans les montagnes voisines^{286}. On ignore les effets à long terme de cette attaque chimique.

Cuba

1. En août 1962, un cargo britannique loué par les Soviétiques, dont l'hélice avait été endommagée par un récif, fait escale dans le port de San Juan, à Porto Rico, pour effectuer des réparations. Il était en route pour un port soviétique avec une cargaison de 80 000 sacs de sucre cubain. Le navire est mis en cale sèche et, pour faciliter les

réparations, 14 135 sacs de sucre sont stockés dans un entrepôt. Des agents de la CIA contaminent le sucre avec une substance soi-disant inoffensive mais au goût désagréable. En apprenant ces faits, le président Kennedy se met en colère, conscient du fait que la révélation d'une telle action ferait la joie de l'Union Soviétique et constituerait un précédent dangereux de sabotage chimique en période de Guerre Froide. Il ordonne donc que le sucre ne soit pas rendu aux Russes, mais nous ne connaissons pas les raisons alléguées.^{287}.

D'autres entreprises du même genre n'ont pas été, semble-t-il, annulées. Un fonctionnaire de la CIA, impliqué dans plusieurs tentatives de sabotage contre Cuba, a révélé par la suite qu'« il y avait de grandes quantités de sucre en provenance de Cuba, et nous y avons ajouté un tas de polluants.^{288} ».

2. La même année, un agronome canadien, consultant auprès du gouvernement cubain, a reçu 5 000 dollars d'un « agent des services de renseignements militaires américains » pour infecter les dindes de Cuba avec le virus de la maladie de Newcastle. À la suite de quoi 8000 dindes ont péri. L'agronome a déclaré après coup que, certes, il s'était rendu dans l'élevage où les dindes étaient décédées et qu'il avait empoché l'argent, mais qu'il n'avait pas administré le virus et que les dindes étaient mortes par manque de soins et d'autres causes qui n'avaient rien à voir avec le virus. Le *Washington Post* a écrit : « D'après les rapports des services de renseignements US, les Cubains - et quelques Américains - estiment que le décès des dindes est dû à un acte d'espionnage.^{289}. »

3. D'après un participant au projet :

En 1969 et 70, la CIA a utilisé une technologie futuriste de modification du climat pour ravager les plantations de canne à sucre et miner l'économie cubaine. Des avions venant du China Lake Naval Weapons Center, dans le désert californien, où une haute technologie a été développée, ont survolé l'île, ensemençant les nuages de cristaux qui ont condensé des pluies torrentielles sur des zones non agricoles et ont détourné les pluies des champs de canne à sucre (ces pluies ont causé

des crues subites et mortelles dans certaines régions)^{290}.

Cela dit, il convient de remarquer que, s'il n'est pas surprenant que la CIA ait essayé de mettre sur pied une telle entreprise, elle avait peu de chances de réussir, sauf un coup de chance : c'est-à-dire qu'il se soit mis à pleuvoir juste à ce moment-là.

4. En 1971, toujours d'après des participants au projet, la CIA aurait livré à des exilés cubains le virus de la fièvre porcine africaine. Six semaines plus tard, un accès de la maladie à Cuba a entraîné l'abattage de 500 000 porcs pour prévenir une épidémie nationale. Ce début d'épidémie, le premier dans l'hémisphère occidental, a été déclaré « l'événement le plus alarmant » de l'année par la FAO^{291}.

5. Dix ans plus tard, ce sont peut-être les êtres humains qui étaient visés, lorsqu'une épidémie de dengue hémorragique a balayé le pays. Transmise par des moustiques, les symptômes de cette maladie sont de type grippal, avec de fortes douleurs osseuses. Entre mai et octobre 1981, plus de 300 000 cas ont été recensés à Cuba. Il y a eu 158 morts, dont 101 enfants de moins de 15 ans^{292}.

Le CDC (Center for Disease Control) a signalé par la suite que cette souche de dengue (dengue 2), caractéristique de l'Asie du Sud-Est, a causé la plus importante épidémie jamais vue aux Amériques^{293}. Castro a fait savoir qu'il avait demandé aux États-Unis un pesticide pour éradiquer le moustique responsable de la fièvre, sans l'obtenir^{294}.

Des documents déclassifiés ont révélé qu'en 1956 et en 1958 l'armée US avait lâché sur la Géorgie et la Floride des essaims de moustiques expressément cultivés pour voir si des insectes porteurs de maladie pouvaient être utilisés dans une guerre biologique. Il s'agissait du moustique *Aedes aegypti*, celui-là même qui transmet la dengue, entre autres maladies^{295}.

En 1967, la revue *Science* affirme que dans le centre gouvernemental de Fort Detrick, dans le Maryland, la fièvre dengue est parmi « les maladies qui font l'objet de recherches

sérieuses et semble être considérée comme un agent possible de guerre biologique^{296}. » En 1984, un exilé cubain jugé à New York pour une tout autre affaire, témoigne qu'à la fin de 1980 un navire s'est rendu de Floride à Cuba avec

mission de transporter des germes destinés à attaquer les Soviétiques et l'économie cubaine, pour commencer une guerre chimique qui a eu par la suite des résultats inattendus, car nous pensions que c'était dirigé contre les forces soviétiques alors que ça a été utilisé contre notre peuple, et nous n'étions pas d'accord avec cela^{297}.

D'après ce témoignage, on ne comprend pas si le Cubain pensait que les germes pouvaient en quelque sorte limiter leur action aux seuls Russes ou bien s'il a été trompé par les responsables de l'opération.

6) Le 21 octobre 1996, un pilote cubain qui survole la province de Matanzas remarque qu'un avion répand dans l'air, à sept reprises environ, une substance non identifiée. Il s'agit d'un avion d'épandage américain appartenant au département d'État, qui avait la permission de survoler Cuba pour se rendre en Colombie. À la requête du pilote cubain, la tour de contrôle demande au pilote américain s'il a des problèmes techniques. La réponse est « non ». Le 18 décembre, on constate à Cuba les premiers dégâts provoqués par le *Thrips palmi*, un insecte jusque-là inconnu dans le pays, qui infecte toute sorte de cultures et résiste très bien aux pesticides. Cuba demande alors aux États-Unis une explication à propos de l'incident du 21 octobre. Sept semaines plus tard, le département d'État répond que le pilote n'a répandu que de la fumée pour révéler sa présence à l'avion cubain^{298}. Entre-temps, le *Thrips palmi* a rapidement proliféré, détruisant maïs, haricots, courges, concombres ainsi que d'autres cultures.

L'Administration de l'Aviation Fédérale, sollicitée, fait remarquer que l'émission de fumée pour indiquer sa position « n'est pas une pratique courante » et qu'il n'y a « aucun règlement exigeant une telle pratique^{299}».

En avril 1997, Cuba soumet aux Nations Unies un rapport détaillé sur l'incident survenu en 1996 et le différend qui lui a succédé, en accusant les États-Unis « d'agression biologique

»^{300}. Au mois d'août, les signataires de la Convention sur l'Interdiction des Armes Bactériologiques (CIAB) se réunissent à Genève pour étudier les accusations de Cuba et la réponse de Washington. En décembre, la commission déclare que, vu « la complexité technique » de l'affaire, elle ne peut arriver à aucune conclusion définitive. Les choses en sont restées là^{301}.

On ne connaîtra jamais l'étendue exacte de la guerre chimique et biologique menée par les États-Unis contre Cuba. Des années durant, le gouvernement cubain a rejeté sur les États-Unis la responsabilité d'un certain nombre de fléaux qui ont agressé animaux et cultures^{302}. En 1977, des documents déclassifiés de la CIA ont dévoilé que l'Agence « a développé dans les années 60 un programme secret de recherche sur la lutte anticultures qui visait plusieurs pays à travers le monde^{303} ».

Armée US dans le monde - un héritage mortellement toxique

Ce n'est pas du matériel de guerre à proprement parler chimique ou biologique, mais il est toxique, il provoque des maladies et tue. C'est ce que des milliers d'installations militaires américaines ont laissé dans le monde entier (des centaines rien qu'en Allemagne) : les dégâts écologiques sont considérables.

Ce dossier est trop vaste pour en parler ici. On se contentera de ce passage tiré d'un long article du *Los Angeles Times* :

Les installations militaires US ont pollué l'eau potable de l'île Guam, dans le Pacifique, ont déversé des tonnes de produits chimiques dans la baie Subie aux Philippines, ont répandu des substances cancérigènes dans la source d'une station thermale allemande, ont lâché des tonnes de charbon soufré dans le ciel d'Europe centrale et vidé des millions de litres d'eaux de vidange dans les océans^{304}.

Les innombrables installations militaires aux États-Unis ont fait la même chose^{305}.

Les Etats-Unis utilisent des armes chimiques et biologiques sur leur propre territoire

Dans une interview de janvier 1999, le président Clinton affirmait que la peur d'une guerre bactériologique l'empêchait parfois de dormir.^{306} Il va sans dire qu'il ne songeait pas une seconde au département de la Défense ni à la CIA comme responsables de ses cauchemars. Cependant, pendant vingt ans, ces deux institutions ont fait des tests à l'air libre dans le pays, exposant des millions d'Américains à de vastes nuées de particules chimiques et de bactéries potentiellement dangereuses. Ils ont fait cela sans en informer la population, sans prendre de précautions pour protéger sa santé ni surveiller les effets possibles.

Les responsables de l'Administration ont régulièrement nié que les agents biologiques utilisés pouvaient être nuisibles, malgré de nombreux témoignages scientifiques de spécialistes, du fait qu'une exposition à de fortes concentrations d'organismes, même apparemment inoffensifs, peut causer des dommages physiques, en tout cas parmi les couches les plus vulnérables de la population - les personnes âgées, les enfants et les malades. « Rien de tel qu'un micro-organisme pour causer des dégâts », voilà ce qu'affirmait devant le Sénat, en 1977, George Connell, assistant du directeur des Centers for Disease Control and Prévention. « Avec la bonne concentration à la bonne place, au bon moment et sur la bonne personne, il va se passer quelque chose.^{307}. »

L'armée a reconnu qu'entre 1949 et 1969, dans 239 zones peuplées des États-Unis, on a testé différents organismes dans le but d'évaluer la vitesse de propagation dans l'air, les effets sur le climat, les dosages, les meilleurs endroits de largage, ainsi que d'autres facteurs. Dans certaines zones, ces tests ont soi-disant été interrompus après 1969, mais il n'y a aucun moyen de le vérifier. En tout cas, ils ont été maintenus à Dugway Proving Ground, dans l'Utah^{308}.

Voici un petit échantillon des tests effectués entre 1949 et 1969 :

Watertown, région de New York et îles Vierges

1950. L'armée utilise des avions et des pigeons voyageurs pour répandre des plumes de dinde saupoudrées avec des spores de la rouille des céréales. Il s'agit de contaminer les cultures d'avoine et de prouver ainsi qu'on peut se servir d'une « épidémie de rouille des céréales » comme d'une arme de guerre biologique^{309}.

Baie de San Francisco

20-27 septembre 1950. À partir d'un navire longeant le littoral, l'armée US mène six attaques de guerre biologique expérimentale, utilisant *Bacillus globigii* et *Serratia marcescens*, qui forment alors un nuage s'étendant sur 3 kilomètres. Un des buts de cet exercice était d'étudier « les possibilités *offensives* d'attaque d'une ville portuaire avec des armes biologiques en aérosol » (nous avons souligné « *offensives* »). Le 29 septembre, on s'aperçoit que des patients du Stanford University's Hospital de San Francisco sont infectés par *Serratia marcescens*. C'est la première fois qu'on constate cela dans l'hôpital. Sur onze patients touchés, un meurt^{310}. D'après un rapport présenté à une commission du Sénat par un professeur de microbiologie de la State University de New York à Stony Brook : « Une augmentation du nombre de *Serratia marcescens* peut déclencher une maladie chez un sujet sain et... une maladie grave chez un sujet malade^{311}. »

Entre 1954 et 1967, d'autres tests seront effectués dans cette région, dont certains à partir de Fort Cronkhite, (Marin County).^{312}.

Minneapolis

1953. 61 largages de sulfure de zinc cadmium sont effectués sur quatre zones de la ville, exposant massivement les habitants. Cette substance sera plus tard définie par l'EPA (Environmental Protection Agency) comme « étant potentiellement dangereuse à cause de sa teneur en cadmium ». Un ex-scientifique de l'armée a écrit en 1972, dans le journal professionnel *Atmosphère Environment*, que les composés de cadmium, y compris le sulfure de zinc cadmium, sont « hautement toxiques et leur usage dans des tests en plein air présente un danger pour la santé ». Il affirme que l'exposition au sulfure de zinc cadmium provoque des dommages à long terme, une inflammation aiguë des reins et une dégénérescence graisseuse du foie.^{313}.

Saint Louis

1953. 35 largages de sulfure de zinc cadmium sont effectués sur des zones résidentielles, commerciales et centrales de la ville, y compris le Medical Arts Building, qui devait sans doute abriter un certain nombre de malades dont les affections pouvaient être aggravées par les particules toxiques.^{314}.

Washington, DC

1953. D'une hauteur de 25 mètres, on disperse du sulfate de zinc et cadmium mélangé à des spores de *lycopodium*. Les zones arrosées comprennent la Monocacy River Valley, dans le Maryland, et Leesburg, en Virginie, à 48 kilomètres de la capitale.^{315}.

En 1969, 115 tests de sulfate de zinc et cadmium sont effectués en plein air par l'armée près de Cambridge, dans le Maryland.^{316}.

Au début des années 60, l'armée disperse en cachette un grand nombre de bactéries au National Airport de Washington, afin d'évaluer la possibilité pour un agent ennemi de diffuser dans le pays la petite vérole en infectant les personnes voyageant en avion. D'après un professeur de microbiologie de l'University Medical Center de Georgetown, la bactérie utilisée, *Bacillus subtilis*, est potentiellement dangereuse pour les personnes fragiles et âgées, dont le système immunitaire est affaibli, et pour tous ceux qui ont un cancer, des problèmes cardiaques ou d'autres affections. Un test semblable a été fait à la gare de bus Grey-hound, à Washington.

Lorsque Richard Nixon était président, l'armée l'a « bombardé » (probablement en 1969) au moyen de bactéries insufflées dans le système d'air conditionné de la Maison Blanche^{317}. Et dans un édifice occupé par la Food and Drug Administration, l'armée a introduit en douce une substance colorante (soi-disant inoffensive) dans les canalisations. On en ignore les conséquences^{318}.

Floride

1955. La CIA effectue au moins un test à l'air libre avec la bactérie de la coqueluche dans la zone de Tampa Bay. Le nombre de cas de coqueluche en Floride, de 339 (dont un décès) en 1954 est monté à 1080 (dont 12 décès) en 1955. Cette recrudescence de la maladie en 1955 s'est vérifiée dans trois régions, dont celle de Tampa Bay^{319}.

Savannah, Géorgie, Avon Park, Floride

1956-58. L'armée, désirant prouver « la viabilité du moustique *Aedes aegypti* en tant que vecteur d'un agent de guerre biologique », lâche sur de vastes zones des centaines de milliers, sinon de millions, de ces moustiques capables de transmettre la fièvre jaune et la dengue, maladies hautement dangereuses. L'armée a déclaré que les moustiques n'étaient pas infectés, mais des scientifiques reconnus ont affirmé que,

pour différentes raisons, l'expérience n'allait pas sans risque et que c'était « une idée atroce »^{320}. On ne saura sans doute jamais quels ont été les effets sur la population visée.

New York

11-15 février 1956. La CIA et l'armée font des pulvérisations dans les rues de New York et dans les tunnels Holland et Lincoln, en utilisant des valises truquées et une voiture équipée d'un double silencieux^{321}.

6-10 juin 1966. Le rapport de l'armée à propos de ce test a pour titre : « Étude sur la vulnérabilité des usagers du métro de New York, dans le but de se protéger d'une attaque biologique ». Des milliards de *Bacillus subtilis* variante *niger* sont dispersés des heures durant dans le système d'aération du métro. Pour ce faire, on utilise de petits ballons légers remplis de bactéries qui volent en éclats au contact des grilles de ventilation au niveau du trottoir, ou bien qui sont lancés sur le ballast à l'intérieur des stations. Lorsque les ballons éclatent, des nuages de vapeur sont perceptibles. Dans le rapport, on remarque que, « lorsque le nuage enveloppe les gens, ils secouent leurs vêtements, regardent le grillage et continuent leur chemin^{322}».

Le courant d'air généré par les trains en marche a dispersé les bactéries tout le long de la ligne. Après le passage de deux trains, les bactéries se sont répandues de la 15^e Rue jusqu'à la 58^e Rue^{323}! On ne saura jamais si les gens qui, sans le savoir, ont servi de cobayes sont tombés malades, car l'armée US s'est totalement désintéressée de la question.

Chicago

Années 60. L'armée effectue des tests similaires dans le métro de Chicago^{324}.

Parcs à bestiaux

De novembre 1964 à janvier 1965. L'armée effectue des tests à l'aérosol sur des parcs à bestiaux au Texas, dans le Missouri, le Minnesota, le Dakota du Sud, l'Iowa et le Nebraska, en utilisant des « substances de substitution non biologiques nocives pour les animaux^{325}. ». On ne sait pas pourquoi on a visé des parcs à bestiaux ni quels effets ces tests ont pu avoir sur la viande consommée par la population.

Nuremberg

Le tribunal international de Nuremberg (1946-1949) a révélé de nombreux détails à propos des expériences médicales des nazis sur des sujets non volontaires. Ceci a conduit les juges à établir ce qu'on a appelé le code de Nuremberg : les droits des personnes soumises à des expériences médicales. Le premier paragraphe dit : « Le consentement volontaire du sujet humain est absolument essentiel. » Peu de temps après, la CIA et l'armée US ont démarré leur programme d'expériences. Bien que ces tests n'étaient pas si atroces que ceux des nazis et qu'ils ne portaient pas directement sur les êtres humains mais sur la réaction de certaines substances répandues dans l'atmosphère, le fait est que les responsables savaient qu'un nombre indéterminé d'individus allaient être contaminés par ces substances. Or, aucun rapport sur ces expériences ne mentionne le fait qu'on ait demandé leur consentement aux sujets concernés. Si jamais les responsables ne « savaient » pas que ces substances étaient potentiellement dangereuses, cela signifie qu'ils ne s'étaient pas penchés sur la question, ce qui revient à dire qu'ils ne le savaient pas parce qu'ils ne *voulaient* pas savoir.

Pour ne pas parler d'irradiations dans l'environnement...

Entre 1948 et 1952, le gouvernement a *délibérément* largué des substances radioactives sur 15 kilomètres de zones peuplées, essentiellement au moyen d'avions, pour étudier les retombées radioactives et leur durée. Et cela, dans le but

d'évaluer la possibilité de mettre en place « un dispositif offensif de guerre radioactive »^{326}.

Ni des tests directs sur les êtres humains

En termes de quantité, dans toute l'histoire, il n'y a jamais eu un gouvernement qui ait effectué autant d'expériences médicalement dangereuses et éthiquement répréhensibles sur sa propre population. Des dizaines d'années durant, après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement US a mené des expériences sur des millions d'êtres humains, civils et militaires, dans le but d'évaluer les effets :

- a. des éléments chimiques et biologiques de toute sorte, y compris des agents neurologiques ;
- b. des radiations nucléaires, dont beaucoup contenant du plutonium ;
- c. d'une multitude de drogues telles que le LSD et autres hallucinogènes, ainsi que de mixtures chimiques en tout genre^{327}.

Pour les tests sur les êtres humains, les différents organismes gouvernementaux semblent avoir choisi de préférence ceux dont le poids politique était moindre : les militaires, les objecteurs de conscience, les détenus, les Noirs, les indigents, les arriérés, les personnes âgées, les jeunes gens, les malades mentaux...

« C'est un petit cocktail. Ça vous soulagera. » C'est ce qu'un médecin a dit à Helen Hutchinson en juillet 1946, lors d'une visite à la Vanderbilt University Hospital Prenatal Clinic. Ce cocktail n'a pas du tout soulagé Mme Hutchinson. Il contenait du fer radioactif. Helen Hutchinson était une des 829 femmes traitées avec cette mixture pendant deux ans. Elle et le bébé qu'elle portait ont toujours souffert d'étranges affections. Les cheveux de Mme Hutchinson sont tombés, elle souffre d'anémie pernicieuse, elle est très sensible à la lumière. Sa fille, maintenant adulte, souffre d'un désordre du système immunitaire et d'un cancer de la peau^{328}.

En 1999, le public américain a peut-être appris quelque chose, quand on a divulgué que le Los Alamos National Laboratory du gouvernement fédéral au Nouveau-Mexique prévoyait de relâcher une souche de bactérie dans l'atmosphère pour tester de nouveaux détecteurs de guerre biologique, les protestations du public ont été telles que l'expérience a été annulée. Lors d'une réunion publique visant à rassurer la population, un habitant de Santa Fe a demandé à un représentant du Laboratory : « S'il n'y a aucun risque, pourquoi vous ne faites pas ce test dans un bureau à Washington^{329}.? »

Une dernière chose. Et si...

Le 9 juin 1969, le Dr. MacArthur, sous-directeur de la recherche au département de la Défense, a fait le témoignage suivant devant le Congrès :

Dans 5 à 10 ans, il sera sans doute possible de fabriquer un nouveau micro-organisme infectieux qui, par certaines caractéristiques importantes, se distinguera de tout organisme connu porteur de maladie. La plus importante de ces caractéristiques est qu'il sera résistant aux processus immunologiques et thérapeutiques desquels nous dépendons pour garder notre relative liberté face aux maladies contagieuses^{330}.

Chapitre 16

Les États-Unis encouragent les autres pays à utiliser les armes chimiques et biologiques

Égypte

En 1969, on a divulgué que, des années durant, l'armée US avait formé des spécialistes étrangers à la guerre chimique et biologique. Au total, 550 personnes appartenant à 36 pays, parmi lesquels l'Égypte, Israël, l'Irak, la Jordanie, le Liban, l'Arabie Saoudite, la Yougoslavie et le Sud-Vietnam, ont été formées à l'Army's Chemical School de Fort McClellan, en Alabama. Les spécialistes égyptiens auraient utilisé la technique américaine nouvellement apprise pour mettre sur pied des attaques au gaz toxique, en 1967, au Yémen. La Croix-Rouge internationale a témoigné que les pilotes égyptiens avaient largué sur le Yémen, depuis des avions, des bombes aux gaz toxiques. Par la suite, la Défense Intelligence Agency a confirmé. 150 villageois ont vomi, toussé et saigné jusqu'à en mourir^{331}.

Afrique du Sud

D'après des témoignages recueillis devant la Commission Vérité et Réconciliation en 1998, les États-Unis ont encouragé le régime sud-africain de l'apartheid à développer un programme de guerre chimique et bactériologique visant la population noire du pays. Wouter Basson, le général sud-africain qui a dirigé ce projet dès 1981, a témoigné, à partir des notes qu'il avait prises, à propos d'une rencontre avec William Augerson, général de division de l'armée US : « Il

[Augerson] pense que la guerre chimique est une arme stratégique idéale, car les infrastructures et les équipements sont préservés, seuls les êtres vivants sont détruits. Le climat chaud d'Afrique est parfait pour ce genre d'armes, car il facilite la diffusion et l'absorption du poison par la transpiration et la circulation accélérée du sang des sujets visés.^{332}. »

Ce programme a été appliqué dans de nombreux projets qui se sont fait l'écho des programmes US : utiliser comme cobayes des soldats noirs pour des drogues expérimentales; développer une toxine qui causerait une crise cardiaque, une mort apparemment « naturelle »; contaminer l'eau potable avec des agents pathogènes; utiliser des gaz toxiques divers pour paralyser et tuer les opposants en Afrique du Sud et dans les États voisins.^{333}.

Irak

Dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1998, le président Clinton a dit comment il fallait « faire face aux nouveaux risques d'armes chimiques et biologiques, ainsi qu'aux États hors la loi, aux terroristes et aux organisations criminelles qui cherchent à s'en procurer ». Il a fustigé l'Irak qui « développe des armes nucléaires, chimiques et biologiques » et a demandé qu'on renforce la Convention sur l'Interdiction des Armes bactériologiques.

Parmi ceux qui l'écoutaient, qui savait et quel support médiatique a dit que les États-Unis avaient fourni à l'Irak la plupart des sources biologiques dont les scientifiques de Saddam Hussein avaient besoin pour développer un programme de guerre biologique?

D'après les rapports d'une commission du Sénat en 1994, de 1985 (ou même avant) jusqu'en 1989, un véritable brouet d'agents biologiques a été exporté vers l'Irak par des fournisseurs privés américains, conformément à la demande et avec l'accord du département du Commerce. Parmi ces agents, qui souvent entraînent une mort lente, il y avait :

Bacillus anthracis, responsable de la maladie du charbon.

Clostridium botulinum, une des souches du botulisme.

Histoplasma capsulatum, cause de l'histoplasmosse, qui attaque les poumons, le cerveau, la moelle épinière et le cœur.

Brucella melitensis, une bactérie qui peut porter atteinte aux organes vitaux.

Clostridium perfringens, une bactérie très toxique qui cause des maladies systémiques.

Clostridium tetani, hautement toxigène.

En outre : *Escherichia coli*; des substances génétiques; de l'ADN humain et bactérien.

Des dizaines d'autres agents biologiques pathogènes ont été expédiés en Irak dans les années 80. Le rapport du Sénat a signalé que « ces agents biologiques, ni atténués ni affaiblis, étaient capables de se reproduire ».

« Par la suite, il a été clair, a conclu la commission que ces micro-organismes exportés par les États-Unis étaient identiques à ceux que les inspecteurs de l'ONU ont trouvés dans le programme irakien de guerre biologique et qu'ils ont détruits ».

Plus loin, il est noté dans le rapport que les exportations américaines en Irak incluaient les agents précurseurs d'une guerre chimique, des projets d'installations pour la production d'éléments chimiques et biologiques, ainsi qu'un équipement complet pour ogives chimiques.

Ces exportations ont continué au moins jusqu'au 28 novembre 1989, malgré le fait que l'Irak, dès le début des années 80, semblait s'être engagé dans une guerre chimique, et peut-être aussi biologique, contre les peuples irakien et kurde lors de la guerre avec l'Iran^{334}. Vraisemblablement, Washington souhaitait que l'Irak utilise de telles armes contre l'Iran.

Une hypocrisie si impudente force le respect

Six ans durant, après la guerre du Golfe, de 1992 à 1998, les États-Unis, par l'entremise de l'ONU, ont forcé l'Irak à accepter une inspection concernant les « armes de destruction massive ». Aucun édifice, aucune structure n'étaient exclus. Le souhait du gouvernement irakien d'interdire l'accès de certains sites a été rejeté d'emblée par les responsables et les médias américains, qui s'en sont donnés à cœur joie : « Qu'est-ce que Saddam a donc à cacher? » C'était l'attitude dominante.

En mai 1997, le sénat US adopte une loi pour appliquer la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, un traité international ratifié par plus de 100 pays depuis 1993. Mais le Sénat, avant de ratifier la Convention, insiste pour y ajouter l'amendement suivant (section 307) : « Le président peut refuser une requête d'inspecter des équipements aux États-Unis s'il estime que l'inspection présente une menace pour la sécurité nationale du pays. »

Saddam Hussein n'a rien demandé d'autre pour l'Irak.

On peut présumer qu'en vertu de l'amendement du Sénat américain, on interdirait l'accès de la Maison Blanche, du Pentagone, etc., tout comme l'a demandé Saddam Hussein pour ses palais présidentiels et la garde militaire responsable de sa sécurité, qu'un colonel américain avait demandé à inspecter.

En outre, nous savons maintenant qu'en voulant interdire certains endroits aux inspecteurs, Saddam Hussein n'était pas si paranoïaque ou arbitraire que cela, vu qu'il s'est avéré par la suite que les États-Unis avaient fourni à certains inspecteurs les moyens de cacher des appareils d'enregistrement là où ils avaient accès.

Il est aussi significatif qu'une étude détaillée des premiers

mois d'existence de cette Convention montre les réticences de Washington à la respecter : un très mauvais exemple pour les autres pays.^{335}

III^e Partie.

Un État voyou contre le monde

Une brève histoire des interventions des États-Unis dans le monde de 1945 à nos jours

Ce qui suit est, à ce jour, la compilation la plus exhaustive des interventions américaines majeures dans les affaires intérieures d'autres pays après la Seconde Guerre mondiale.

L'Empire romain

Dans chaque partie du monde connu, les Romains prétendaient que leurs intérêts étaient exposés à un danger ou déjà sérieusement attaqués. Là où il ne s'agissait pas directement des intérêts de Rome, c'était ceux de leurs alliés, et si Rome n'avait pas d'alliés, il n'y avait qu'à s'en inventer un. Lorsque ceci était absolument impossible, eh bien! c'était l'honneur national qui avait été bafoué. Ainsi, chaque guerre était entourée d'une aura de légalité. Rome était toujours attaquée par des voisins malfaisants... Le monde tout entier grouillant d'ennemis, Rome n'avait pas le choix : il fallait se protéger de leurs desseins indubitablement agressifs... Ici plus qu'ailleurs, on ne peut appréhender ces guerres de conquête uniquement en termes d'objectifs concrets. Rome n'était pas une nation guerrière dans le sens moderne du mot, elle n'était pas dominée, tout au moins au début, par une aristocratie particulièrement belliciste. Dès lors, on ne peut comprendre ces conflits qu'en prenant en compte les intérêts de classe existant à l'intérieur de la société romaine. En d'autres termes : qui allait tirer profit de ces guerres?

Joseph Schumpeter,
1919.^[336]

L'Amérique est aujourd'hui à la tête d'un mouvement mondial antirévolutionnaire pour la défense de ses propres intérêts. Elle est

désormais ce que Rome fut jadis. Dans toutes les communautés étrangères tombées sous son joug, Rome soutenait les riches contre les pauvres. Les pauvres étant depuis toujours et partout dans le monde bien plus nombreux que les riches, la politique romaine créait forcément de l'inégalité et de l'injustice. Elle défendait le bien-être d'une minorité au détriment de celui du plus grand nombre.

Arnold Toynbee,
1961.^[337]

L'Empire américain :

PROCHAINEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS

Chine, 1945-51

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis interviennent dans la guerre civile chinoise aux côtés des nationalistes de Chang Kai-Shek contre les communistes de Mao Zedong. Ces derniers avaient pourtant été des alliés bien plus précieux pour les Américains lors de la conflagration mondiale. Comble de l'ironie, dans cette guerre les États-Unis engageront même des soldats japonais. Après leur défaite en 1949, de nombreux soldats nationalistes se réfugient au nord de la Birmanie. Là, la CIA les regroupe avec des recrues provenant d'autres régions asiatiques et leur fournit d'importantes quantités d'armes lourdes ainsi que des avions. Au début des années 50, cette armée, ravitaillée par des avions américains, effectuera de nombreuses incursions en Chine, avec la participation de milliers de soldats américains et de conseillers de la CIA, dont certains seront tués.

France, 1947

Pendant la guerre, des membres du Parti communiste s'étaient engagés dans la Résistance, alors que bon nombre de Français avaient collaboré avec les Allemands. À l'issue de la guerre, les communistes rentrent dans la légalité pour créer des syndicats ouvriers forts et réclamer des responsabilités politiques. Les États-Unis sont cependant déterminés à leur nier ce droit, d'autant plus que certains syndicats s'opposent à

l'arrivée d'armes américaines dans le pays. A ce moment, la France cherche en effet à récupérer son ancienne colonie de l'Indochine, et ce avec l'aide des États-Unis. Les Américains commencent dès lors à alimenter abondamment les caisses du Parti Socialiste, principal rival des communistes. Ils envoient des experts de l'American Fédération of Labor (AFL) pour saper la prédominance du syndicalisme lié au PCF et font venir des jaunes d'Italie. Ils approvisionnent en armes et en argent des groupes armés corses chargés de briser les grèves communistes, de brûler des bureaux du parti, de tabasser ou assassiner des grévistes et des membres du parti. Pour compléter ces actions, ils envoient sur place une équipe de guerre psychologique et menacent de supprimer les aides américaines, comme par exemple les aides alimentaires. Le but est de miner à la base le soutien et le prestige du Parti communiste. Ce fut un succès.

Ces opérations secrètes furent financées en partie par les fonds du plan Marshall, qui servit aussi à financer la corruption des élections italiennes de 1948 (voir ci-après) et à créer une agence spéciale, chargée des opérations clandestines, qui plus tard sera absorbée par la CIA.^{338}. Ce ne sont là que quelques-uns des côtés cachés du plan Marshall, longtemps présenté au monde comme un exemple édifiant de la bienveillance et de l'altruisme américains.

Au même moment, Washington force le gouvernement français à limoger ses ministres communistes : c'est la condition pour pouvoir bénéficier de l'aide économique américaine. Le premier ministre Paul Ramadier affirme alors : « À chaque prêt que nous obtenons, c'est un peu de notre indépendance qui s'en va^{339}. »

îles Marshall, 1946-58

Les exigences de la Guerre Froide poussent les États-Unis à effectuer des dizaines de tests de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et de bombes nucléaires dans ce territoire sous tutelle en plein Pacifique. Pour ce faire, ils doivent forcer les habitants de certaines îles, notamment ceux de l'atoll de Bikini, à s'installer dans d'autres îles, jusque-là

inhabitées. En 1968, l'administration Johnson leur annonce que leur île a enfin été nettoyée et qu'ils peuvent y résider à nouveau sans aucun risque de contamination. Beaucoup d'entre eux y retournent. Plus tard, on leur révélera qu'ayant été exposés à des doses massives de radiations, il leur faudra quitter Bikini à nouveau. En 1983, le ministère de l'Intérieur américain déclare que désormais les habitants pouvaient réintégrer leurs maisons, mais à condition de ne pas consommer de nourriture produite sur place avant la fin du XXI^e siècle⁽³⁴⁰⁾. Ils ne sont jamais rentrés chez eux.

Italie, 1947- années 70

En 1947, les États-Unis obligent le gouvernement italien à démettre de leurs fonctions les ministres communistes et socialistes, s'il veut bénéficier de l'aide économique américaine. Au cours des décennies suivantes, les États-Unis feront usage des moyens les plus douteux à chaque fois que les communistes, souvent avec les socialistes, menacent de battre aux élections nationales le Parti démocrate-chrétien, soutenu par Washington. Ils se serviront de toutes leurs puissantes armes de guerre, économique, politique et psychologique contre le peuple italien, sans cesser de financer dans l'ombre les candidats démocrates-chrétiens. Et là encore avec un succès qui durera des années.

Cette perversion des institutions démocratiques s'est d'ailleurs accomplie au nom du « sauvetage de la démocratie » en Italie. En outre, à hauteur de plusieurs millions de dollars, les groupes industriels américains contribueront en outre à empêcher la gauche italienne d'atteindre le pouvoir.

Grèce, 1947-49

Lorsque la guerre civile éclate en Grèce, les États-Unis interviennent pour soutenir les néofascistes contre la gauche, qui s'était battue courageusement contre les nazis. Les néofascistes gagneront et institueront un régime extrêmement brutal, avec l'aide de la CIA qui créera une agence pour la sécurité intérieure, évidemment très répressive. Au cours des

quinze années suivantes, la Grèce sera considérée comme une sorte de propriété privée, exploitable selon les besoins de Washington.

Philippines, 1945-53

L'armée américaine avait déjà commencé à combattre les forces de gauche des Huks pendant la deuxième guerre mondiale, alors que ceux-ci se battaient contre l'envahisseur japonais. Après la guerre, les États-Unis réorganisent les forces armées philippines pour qu'elles poursuivent la lutte contre les Huks, jusqu'à la défaite définitive de ce mouvement réformiste. La CIA interférera lourdement dans les élections et installera au pouvoir une série de présidents fantoches culminant avec la longue dictature de Ferdinand Marcos, lequel considère la torture comme la « spécialité de la maison » (voir chapitre sur les Élections).

Corée, 1945-53

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis répriment, parfois brutalement, les organisations populaires progressistes coréennes qui ont été leurs alliées pendant la guerre, et favorisent les conservateurs qui, eux, ont collaboré avec les Japonais. Toute possibilité d'unifier le Nord et le Sud du pays en sera définitivement compromise. Cette situation mènera à une longue période de gouvernement corrompu, réactionnaire et féroce en Corée du Sud et à une intervention militaire massive des États-Unis, caractérisée par de nombreux crimes de guerre, de 1950 à 1953. C'est la guerre de Corée, qui est beaucoup plus que la simple conséquence de l'attaque de la Corée du Nord contre le Sud comme on le fait alors croire au monde.

En 1999, on apprendra que peu de temps après le début des opérations militaires, les soldats américains ont mitraillé des centaines de civils désarmés. Parmi les nombreux incidents de ce genre, des centaines de personnes ont été tuées en traversant des ponts que les Américains bombardaient de propos délibéré.^[341]

Albanie, 1949-53

En infiltrant des guérilleros « émigrés » dans le pays, les États-Unis et le Royaume-Uni essayent de renverser le pouvoir communiste en place. Leur objectif est de le remplacer par un gouvernement pro-occidental, bien que composé essentiellement de royalistes et d'anciens collaborateurs des fascistes italiens et des nazis. Ces émigrés seront tués ou emprisonnés par centaines.

Europe de l'Est, 1948-56

Allen Dulles, directeur de la CIA, réussit la rude tâche de convaincre Jozef Swiatlo, haut dirigeant des services de sécurité polonais, d'utiliser les services de Noël Field. Cet Américain au passé discutable est chargé de propager le doute et le soupçon parmi les chefs de la sécurité de l'Europe de l'Est. En résulteront d'innombrables purges, des milliers et des milliers d'arrestations et au moins quelques centaines de morts^{342}.

Allemagne, années 50

La CIA met en place une campagne de sabotages, d'actes de terrorisme, de coups tordus et de guerre psychologique de grande envergure contre l'Allemagne de l'Est. Ces opérations comptent d'ailleurs parmi les facteurs qui mèneront à la construction du mur de Berlin en 1961.

Les États-Unis créent aussi une armée civile secrète dans le pays. Elle rédige une liste de 200 leaders sociaux-démocrates, de 15 communistes et de diverses personnalités dont il faudra « se débarrasser » en cas d'invasion soviétique.

Cette armée secrète fait partie d'un réseau d'unités semblables agissant en Europe de l'Ouest dans le cadre de l'opération Gladio, mise au point par la CIA et d'autres services secrets. Ces organismes n'ont à répondre de leurs actes devant aucun État. Quand l'OTAN est créée, en 1949, Gladio passe sous son contrôle discret. Les Gladiateurs seront responsables de nombreux actes de terrorisme en Europe ; le

plus retentissant est l'attentat à la bombe à la gare de Bologne, en 1980, qui fera 86 victimes. Le but est de faire retomber sur la gauche la responsabilité de ces atrocités, de renforcer la crainte d'une invasion soviétique chez les populations et de discréditer les candidats de gauche aux élections. L'OTAN craint en effet qu'un éventuel gouvernement de gauche dans un des pays membres puisse menacer les installations et les opérations de l'Alliance atlantique dans ce pays.^{343}.

Iran, 1953

Le premier ministre Mossadegh est renversé par une opération conjointe américano-britannique. Mossadegh avait été élu à la tête du gouvernement avec une large majorité parlementaire, mais il avait commis une erreur fatale : il avait lancé un processus visant à la nationalisation d'une compagnie pétrolière britannique, la seule à exploiter le pétrole iranien. Le coup d'État rend au chah le pouvoir absolu et marque le début de 25 ans de répression et de torture. Quant à la compagnie pétrolière, dont les États-Unis et le Royaume-Uni détiendront chacun 40%, elle retourne sous contrôle étranger.

Guatemala, 1953 - années 90

L'humoriste Dave Barry condense la doctrine Monroe en trois préceptes simples : 1. Aucune nation n'a le droit de se mêler des affaires intérieures des autres pays de cet hémisphère. 2. Sauf nous. 3. Ha ha ha!

Un putsch dirigé par la CIA renverse le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz, démocratiquement élu. C'est le début de quarante ans marqués par les activités des escadrons de la mort agissant pour le compte de l'armée et du gouvernement, par la torture, par les disparitions et les exécutions en masse, par des cruautés inimaginables qui feront plus de 200 000 victimes : incontestablement, l'un des chapitres les plus sanglants du xx^e siècle. La justification de ce coup d'État, révélée peu à peu dans les années suivantes, c'est que la nation était au bord de la sempiternelle « invasion soviétique ». En réalité, l'Union Soviétique était tellement peu

intéressée par le Guatemala qu'elle n'avait même pas maintenu de relations diplomatiques avec ce pays. La véritable cause est ailleurs : Arbenz s'était emparé d'une partie des terres non cultivées de la société américaine United Fruit Company, étroitement liée à la classe dirigeante américaine. De plus, aux yeux de Washington, la possibilité que le modèle social-démocrate guatémaltèque s'étende à d'autres pays d'Amérique latine constituait une menace bien réelle.

Malgré les accords de « paix » de 1996 entre le gouvernement du Guatemala et les rebelles, le respect des droits de l'homme ne reste à ce jour qu'un concept vague. Les escadrons de la mort poursuivent, souvent impunément, leurs activités contre les syndicalistes et les dissidents, la torture continue de montrer son visage effroyable, les classes sociales inférieures sont plus accablées que jamais et l'armée conserve un pouvoir formidable. Les États-Unis continuent d'ailleurs à armer les militaires guatémaltèques et à organiser des camps d'entraînement, tandis que les dispositions clés prévues par les accords de paix concernant la réforme militaire n'ont toujours pas été prises^[344].

Costa Rica, milieu des années 50,1970-71

Aux yeux des dirigeants libéraux américains, le président José Figueres incarnait la quintessence du « démocrate libéral ».

C'était le genre d'homme d'État qu'ils se plaisaient à considérer - et à présenter au monde - comme le partenaire naturel de la politique étrangère américaine, plutôt que les sempiternels dictateurs militaires. Toutefois, les États-Unis essayeront de renverser Figueres (dans les années 50 et peut-être aussi dans les années 70, lorsque celui-ci sera réélu président) et même, par deux fois, de le faire assassiner. Les raisons? Figueres n'est pas assez dur envers la gauche. Grâce à lui, le Costa Rica a été le premier pays d'Amérique centrale à établir des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est. Il lui arrive même de mettre en cause la politique étrangère américaine, par exemple lors de l'invasion de la baie des Cochons.

Moyen-Orient, 1956-58

Selon la doctrine de Eisenhower, les États-Unis « sont prêts à utiliser leurs forces armées afin d'assister "tout pays du Moyen- Orient" qui demanderait assistance contre les agressions armées d'États contrôlés par le communisme international ». Traduite en langage courant, cette phrase signifie qu'aucun pays n'avait le droit de dominer le Moyen-Orient et ses gisements de pétrole, ou d'y exercer une influence réelle, en dehors des États-Unis. Tous ceux qui s'y essaieraient, seraient, par définition, des « communistes ». Au nom de cette politique, les États-Unis tenteront à deux reprises de renverser le gouvernement syrien. Ils organiseront aussi des démonstrations de force en Méditerranée pour intimider les mouvements qui s'opposent aux gouvernements jordanien et libanais, soutenus par les États-Unis, et enverront 14 000 soldats au Liban. Ils envisageront même d'assassiner Nasser pour se débarrasser de son gênant nationalisme arabe.

Indonésie, 1957-58

Tout comme Nasser, Sukarno est le genre de leader tiers-mondiste que les États-Unis ne peuvent qu'abhorrer : son nationalisme a notamment le tort de ne pas servir les intérêts nationaux du « bon » pays. Sukarno reste d'ailleurs fidèle à sa position neutraliste durant la Guerre Froide et se rend aussi bien en Union Soviétique et en Chine qu'à la Maison Blanche. Il privatise plusieurs holdings appartenant aux Hollandais, l'ancienne puissance coloniale de la région. Il refuse de prendre des mesures contre le Parti communiste indonésien qui, ayant opté pour une politique tout à fait légale et pacifique, est en train de remporter de remarquables succès électoraux. Une telle politique risque bien sûr de donner de « mauvaises idées » à d'autres leaders du tiers-monde. Voilà pourquoi la CIA débloquent des fonds pour orienter le résultat des élections indonésiennes et organisera dans l'ombre l'assassinat de Sukarno. On essaiera même de le faire chanter à

l'aide d'une cassette truquée contenant des scènes pornographiques. Les Américains finiront par se rallier aux officiers dissidents indonésiens pour lancer une guerre de grande envergure contre le gouvernement, y compris au moyen de raids aériens. Sukarno survivra à cet acharnement.

Haïti, 1959

Débarquée à Haïti pour entraîner les troupes de l'éminent dictateur François Duvalier, une mission militaire américaine utilisera ses forces terrestres, aériennes et navales pour empêcher qu'un petit groupe de Haïtiens, aidés de quelques Cubains et d'autres Latino-Américains, renverse le régime en place.

Europe de l'Ouest, années 50 et 60

Pendant deux décennies, la CIA utilise des dizaines de fondations américaines et d'associations caritatives, dont quelques-unes créées ad hoc, pour subventionner en douce toute sorte d'organisations en Europe de l'Ouest. Les bénéficiaires de ces largesses sont des partis politiques, des revues, des agences de presse, des syndicats de journalistes et autres, des groupes d'étudiants et de jeunes ou des associations d'avocats. En apparence, ces organismes sont tous indépendants, en réalité ils participent au programme anticommuniste et antisocialiste que Washington met en place pendant la Guerre Froide. Ce programme prévoit que l'Europe occidentale, militarisée et unie, soit alliée aux États-Unis - ou plutôt dominée par eux. Les Américains soutiennent en même temps le Marché commun et l'OTAN, considérés comme des remparts dressés contre le présumé péril soviétique.

Guyane Britannique/Guyana, 1953-64

Les États-Unis et le Royaume-Uni rendent la vie du leader Cheddi Jagan extrêmement difficile et, bien que celui-ci ait été élu démocratiquement, ils finiront par le forcer à quitter le pouvoir (voir chapitre sur les Élections). Comme d'autres

hommes d'État du tiers-monde, Jagan s'est attiré le courroux de Washington en essayant de rester neutre et indépendant. Bien que de gauche, plus que Sukarno ou Arbenz, il ne mène pas une politique révolutionnaire. Il est pourtant dans la ligne de mire de Washington, dont il incarne la pire des épouvantes : il risque de construire un modèle social qui pourrait devenir un exemple de réussite alternative au capitalisme. John F. Kennedy donnera des instructions précises pour l'éviction de Jagan, comme Eisenhower l'avait vraisemblablement fait avant lui.

Le Guyana, l'un des pays les plus prospères de la région à l'époque de Jagan, est devenu dans les années 80 l'un des plus pauvres. Désormais, ce qu'il exporte principalement, c'est sa population.

Irak, 1958-63

En juillet 1958, le général Abdul Karim Kassem renverse la monarchie et proclame la république. Bien que fondamentalement réformiste - il ne met pas en place une politique radicale - son action finit par réveiller la ferveur révolutionnaire des masses et par renforcer, indirectement, l'influence du Parti communiste iraquien. En avril de l'année suivante, le directeur de la CIA, Allen Dulles, dans son langage toujours hyperbolique, déclare au Congrès que les communistes irakiens ne vont pas tarder désormais à « s'emparer complètement du pouvoir », et que la situation en Irak est « aujourd'hui la plus explosive du monde »^{345}. L'objectif de Kassem est en réalité de rester neutre dans la Guerre Froide. Grâce à une politique plutôt habile envers les communistes, il parvient à les empêcher d'atteindre leurs buts principaux : obtenir un statut de légalité complète ainsi que des responsabilités au sein du gouvernement. Pour se maintenir au pouvoir, il n'hésite d'ailleurs pas à opposer les communistes à d'autres groupes idéologiques^{346}.

Peu après le coup d'État de 1958, les chefs d'états-majors des États-Unis dressent un plan d'invasion turco-américaine du pays. Si Washington abandonne le projet c'est, paraît-il, parce que les Soviétiques menacent d'intervenir aux côtés des

Irakiens. En revanche, en 1960 les États-Unis commencent à financer la guérilla des Kurdes irakiens, qui réclament une large autonomie^{347}, tandis que la CIA essaye, sans succès, de faire assassiner Kassem^{348}.

Le leader irakien devient encore plus « l'homme à abattre » lorsqu'il contribue à créer l'OPEP, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, qui va défier la mainmise des compagnies pétrolières occidentales sur le commerce du pétrole arabe. De plus, en 1962 il crée une compagnie pétrolière nationale pour l'exploitation des gisements du pays.

En février 1963, Kassem déclare au quotidien *Le Monde* que Washington lui a envoyé une note où, dans des termes à peine voilés, on lui demandait de changer sa position, sous peine de sanctions contre l'Irak... Selon lui, tous ses problèmes avec les impérialistes (les États-Unis et le Royaume-Uni) ont commencé le jour où l'Irak a revendiqué ses droits légitimes sur le Koweït^{349}. Le Koweït constitue en effet une pièce maîtresse dans le projet d'hégémonie des Américains et des Britanniques sur le pétrole du Moyen-Orient. Quelques jours après la publication de ces déclarations, Kassem sera renversé par un putsch et exécuté sommairement. Des milliers de communistes seront tués. Devant la presse, le département d'État déclarera immédiatement sa satisfaction : le nouveau régime a l'intention de respecter les accords internationaux et n'est pas intéressé par la nationalisation du géant pétrolifère Iraq Petroleum Co., dont les États-Unis sont l'un des détenteurs majeurs^{350}. Qui plus est, le nouveau gouvernement a mis de côté, tout au moins pour le moment, les anciennes prétentions irakiennes sur le Koweït.

Des documents secrets du gouvernement britannique de 1963, déclassifiés par la suite, révèlent que le coup d'État a été appuyé par les Britanniques et par la CIA^{351}.

Union Soviétique, années 40-60

Les États-Unis infiltrent plusieurs centaines d'émigrés russes en Union Soviétique. Ceux-ci sont chargés d'obtenir des renseignements sur les installations militaires et

technologiques soviétiques, mais aussi de perpétrer des assassinats, de se procurer des modèles de papiers officiels d'identité, d'aider des agents occidentaux à quitter le pays, d'exécuter des actes de sabotage tels que déraillement de trains, destruction de ponts, d'usines d'armement et de centrales électriques. De concert avec les mouvements de résistance, ils doivent aussi inciter à la révolte armée contre le pouvoir communiste. La CIA organisera même une campagne colossale de propagande antisoviétique : plus de mille livres, tels que *Concise History of the Communist Party* par Robert A. Burton, *The Yen-an Way* par Eudicio Ravines, *Why Vietnam* par Frank Trager, seront publiés et distribués partout dans le monde. De plus, la CIA financera et distribuera dans le monde entier le dessin animé *Les Animaux de la ferme* de George Orwell.

Vietnam, 1945-73

« Au Vietnam, nous nous servons de l'Homme Noir pour qu'il tue l'Homme Jaune, afin que l'Homme Blanc puisse garder les terres qu'il a volées à l'Homme Rouge. » — Dick Gregory.

Le lent enlèvement commence quand les Américains se rangent du côté des Français, anciens colonisateurs du Vietnam, et des collaborateurs des Japonais, contre Hô Chi Minh et ses partisans. Ceux-ci avaient d'ailleurs contribué aux efforts des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale et admiré tout ce qui était américain. Mais cela ne change rien, Hô Chi Minh est une espèce de « communiste » (une étiquette qui rappelle celle que l'on met sur les paquets de cigarettes : nuit gravement à la santé...).

Dans de nombreuses lettres adressées au président Truman et au département d'État, il a demandé aux Américains de l'aider à obtenir l'indépendance de son pays et à rechercher une solution pacifique à la question vietnamienne. Mais ses requêtes seront ignorées : Hô Chi Minh est, après tout, une espèce de communiste. C'est vrai qu'il modèle la déclaration

d'indépendance du Vietnam sur celle des États-Unis en la faisant commencer par la phrase : « Tous les hommes ont été créés égaux... » Mais cela compte bien peu aux yeux de Washington. Car Hô Chi Minh est une espèce de communiste...

Plus de vingt ans et plus d'un million de morts plus tard, les États-Unis retirent leurs forces armées du Vietnam. La plupart des gens croient que les États-Unis ont perdu la guerre. En réalité, à l'issue d'un conflit qui a endommagé le cœur du Vietnam et empoisonné sa terre, ses ressources en eau et son patrimoine génétique pour des générations, les Américains ont de fait atteint leur objectif principal : neutraliser ce qui aurait pu devenir un modèle positif de développement en Asie. Mais, après tout, Hô Chi Minh était une espèce de communiste.

Cambodge, 1955-1973

Le prince Sihanouk est un autre de ces chefs d'État fort peu susceptibles de susciter la sympathie des Américains. Les États-Unis mènent une politique d'hostilité au Cambodge, à coups de complots et d'assassinats et, entre 1969 et 1970, à l'aide des honteux « tapis de bombes » secrets de Nixon et Kissinger. En 1970, Washington finit par renverser Sihanouk grâce à un coup d'État. Il n'en faut pas plus à Pol Pot et à ses Khmers rouges pour descendre dans l'arène. Cinq ans plus tard, ils s'emparent du pouvoir. Mais des années et des années de bombardements américains ont mis à genoux l'économie traditionnelle du pays : le Cambodge d'autrefois a été détruit pour toujours.

Même si cela semble difficile, les Khmers rouges créeront encore plus de misère dans ce malheureux pays. Ironie de l'histoire, les États-Unis soutiendront Pol Pot et les Khmers rouges même après leur défaite face aux Vietnamiens (voir chapitre « Pol Pot »).

Laos, 1957-73

Suite à des succès électoraux, la gauche laotienne, menée par le Pathet Lao, entre dans les coalitions qui gouvernent le

pays et essaye de réaliser pacifiquement des réformes sociales. Mais les États-Unis ne vont certainement pas accepter pareille audace. À l'aide de la force, de la corruption et d'autres formes de pression, la CIA et le département d'État organisent des putschs en 1958, 1959 et 1960. La seule possibilité laissée au Pathet Lao est la guerre. Pour y répondre, la CIA crée sa célèbre *Armée clandestine*, avec 30 000 hommes provenant de toute l'Asie. En même temps, entre 1965 et 1973, les forces aériennes américaines lâchent plus de deux millions de tonnes de bombes sur les habitants du Laos. Une grande partie de la population est d'ailleurs contrainte à vivre dans des grottes pendant des années pour échapper aux « monstres » qui tombent du ciel. Tout de suite après les événements qui marqueront la fin de la guerre au Vietnam, le Pathet Lao prendra le contrôle du pays, mais le bilan est très lourd : des centaines de milliers de morts, encore plus de mutilés, et d'innombrables villages rayés de la carte.

Thaïlande, 1965-73

Pendant qu'ils sont installés en Thaïlande, qu'ils utilisent comme base pour leurs bombardements quotidiens au Vietnam et au Laos, les militaires américains trouvent le temps d'écraser une insurrection de rebelles décidés à obtenir des réformes économiques. Ce mouvement s'oppose également à la répression policière et à la présence militaire envahissante des Américains. Ceux-ci ont installé de gigantesques bases aéronavales et des casernes, ils ont construit des routes et d'autres installations importantes, et on a désormais le sentiment qu'ils vont s'emparer du pays tout entier. En effet, dans le pays on compte 40 000 militaires, auxquels il faut ajouter ceux qui sont engagés dans la guerre civile, dont 365 Bérêts Verts. Bien entendu, ces derniers sont officiellement des « conseillers » américains, comme au Vietnam.

Afin d'étouffer la guérilla, les États-Unis financent, arment et équiper un nombre croissant d'unités militaires et de police, entraînées dans la lutte anti-insurrectionnelle. Les militaires américains transportent des troupes

gouvernementales en hélicoptère jusqu'aux zones de combat, ils sont présents sur le terrain en tant que conseillers de bataillon et, parfois, effectuent des opérations de nettoyage antiguérilleros avec les soldats thaïlandais. Ce sont en effet les États-Unis, grâce à une forte pression et à leurs puissantes armes de guerre psychologique, qui poussent le gouvernement thaïlandais vers une répression plus musclée du mouvement d'opposition^{352}. Cependant, le conflit en Thaïlande et l'engagement américain dans ce pays n'atteindront jamais les dimensions de la guerre du Vietnam.

En 1966, le *Washington Post* affirme qu'« aux yeux de quelques observateurs, la persistance d'un régime dictatorial en Thaïlande sert les intérêts des États-Unis, car elle assure une permanence aux bases américaines dans le pays. Et ça, comme l'a affirmé sans détour un officier américain, « c'est notre véritable intérêt dans cette région » »^{353}.

Équateur, 1960-1963

La CIA réussit à chasser du pouvoir le président José Maria Velasco, coupable d'avoir refusé tout à la fois de soutenir la politique américaine vis-à-vis de Cuba et d'éradiquer la gauche dans son pays. Les services secrets américains s'infiltrèrent dans tous les ministères, jusqu'à atteindre des postes de deuxième et troisième rangs dans l'appareil du pouvoir. Et là, ils n'économisent pas les coups bas. Lorsque le successeur de Velasco refusera à son tour d'interrompre toute relation avec Cuba, un chef militaire à la solde de la CIA lui donnera un ultimatum, qu'il sera contraint d'accepter.

Congo/Zaire, 1960-65,1977-78

En juin 1960, Patrice Lumumba devient, légalement et pacifiquement, le Premier ministre du Congo indépendant. Lors des célébrations organisées pour fêter l'indépendance en présence de nombreux dignitaires étrangers, Lumumba appelle de ses vœux la libération économique et politique de la nation et évoque une par une les injustices commises contre son peuple par les « maîtres » blancs du pays. Il n'y a aucun doute,

cet homme est un « communiste ». Et c'est, bien entendu, son arrêt de mort. D'autant plus que la Belgique possède toujours des mines dans la province du Katanga et que des dirigeants de premier plan de l'administration Eisenhower ont des intérêts financiers dans ces mêmes mines.

Onze jours plus tard, le Katanga fait sécession. Au mois de septembre, Lumumba est révoqué par le président à l'instigation des États-Unis et en janvier 1961, avec la complicité de la CIA et à la demande du président Eisenhower, il est assassiné.

En 1965, après plusieurs années de guerre civile et de chaos, Mobutu Sese Seko, qui n'est pas un inconnu pour la CIA, accède au pouvoir. Pendant plus de 30 ans, sans interruption, il gouvernera le Congo qu'il rebaptise Zaïre. 30 ans de corruption et de cruauté dont la férocité choquera même les émissaires de la CIA. Pendant que le peuple zaïrois, malgré les extraordinaires richesses naturelles du pays, vit dans une extrême misère, Mobutu devient multimilliardaire.

À deux reprises, en 1977 et 1978, l'Administration Carter fait parvenir au Zaïre des aides militaires considérables et établit un pont aérien entre le Maroc et le pays, pour aider Mobutu à étouffer une révolte populaire et rester au pouvoir. Le président George Bush affirmera plus tard que Mobutu est « notre meilleur ami en Afrique »^{354}.

France/Algérie, années 60

La CIA a probablement soutenu le putsch des généraux en Algérie, visant à empêcher l'indépendance du pays, que le président Charles de Gaulle était déterminé à octroyer. Les États-Unis craignaient en effet que dans une Algérie indépendante ne s'instaure un régime « communiste ». Washington espérait, en passant, que les répercussions feraient tomber de Gaulle, qui représentait un obstacle majeur aux prétentions américaines d'hégémonie pour l'OTAN. Quelques années plus tard, des témoignages prouveront que la CIA a été impliquée dans un projet avorté qui aurait dû aboutir à l'assassinat du président français.

Brésil, 1961-64

Le président João Goulart est coupable des crimes habituels : il prend des positions indépendantes en matière de politique internationale, par exemple en rétablissant des relations avec des pays socialistes et en s'opposant aux sanctions contre Cuba. Son gouvernement a plafonné les profits que les multinationales peuvent sortir du pays et une filiale d'ITT a même été nationalisée. Il a également réalisé d'importantes réformes sociales et économiques. Et sa décision de confier des responsabilités politiques à l'intérieur de son gouvernement à des « communistes » inquiète beaucoup le ministre de la Justice Robert Kennedy. Pourtant, Goulart n'est pas un radical. C'est un propriétaire terrien millionnaire, un catholique qui porte une médaille de la Vierge autour du cou. Mais cela ne suffira pas à le sauver. En 1964, il est renversé par un coup d'État militaire qui n'aurait pu avoir lieu sans l'implication, bien sûr clandestine, des Américains. Officiellement, Washington déclarera que oui, cette déstabilisation de la démocratie brésilienne est, certes, très regrettable, mais que, au moins, le pays a été sauvé du communisme...

Au cours des quinze années suivantes, toutes les caractéristiques d'une dictature militaire, que l'Amérique latine commence à bien connaître et même à chérir, seront instituées au Brésil : parlement fermé, opposition politique promise à une mort virtuelle, *habeas corpus* suspendu pour les « crimes politiques », critique de la politique présidentielle interdite par la loi et émissaires du gouvernement prenant les rênes des syndicats. Les manifestations de protestation se terminent régulièrement par des charges de la police et de l'armée qui n'hésitent pas à tirer sur la foule, tandis que les maisons des paysans sont brûlées et les prêtres brutalisés... L'époque sera marquée par les disparitions, les escadrons de la mort, les tortures les plus atroces. Le gouvernement trouve un nom très éloquent pour son programme : « réhabilitation morale » du Brésil.

Washington est aux anges. Le Brésil interrompt ses relations

avec Cuba et compte désormais parmi les plus fidèles alliés des États-Unis en Amérique latine.

Pérou, 1965

Les militaires US construisent un « Fort Bragg en miniature » dans la jungle péruvienne. Ils l'utiliseront pour exterminer plusieurs groupes de guérilleros nés en réaction contre la profonde pauvreté qui afflige les masses du pays.

République dominicaine, 1963-1965

En février 1963, Juan Bosch, premier président élu démocratiquement en République dominicaine depuis 1924, s'installe au pouvoir. Voilà enfin le libéral anticommuniste que John F. Kennedy appelait de ses vœux pour faire taire ceux qui accusent les États-Unis de ne soutenir que des dictatures. Son gouvernement est « un exemple édifiant de démocratie », capable de s'opposer au modèle cubain de Fidel Castro. Peu avant son accès au pouvoir, il sera reçu avec tous les honneurs à Washington.

Mais, à la consternation des Américains, Bosch est malheureusement cohérent avec ses idées. Il promeut une réforme agraire, la construction d'habitations à loyer modéré, une nationalisation mesurée des entreprises. Il favorise l'investissement d'entreprises étrangères mais à condition qu'elles n'exploitent pas le pays. Bref, le genre de mesures que l'on retrouve dans les programmes des leaders du tiers-monde qui visent à un réel changement social. Bosch a même à cœur la délicate question des libertés civiles : les communistes, ou ceux que l'on qualifie comme tels, ne sont arrêtés que lorsqu'ils violent la loi.

De nombreux dirigeants américains et membres du Congrès commencent à ressentir un certain malaise face au programme réformiste de Bosch, à ses velléités d'indépendance politique et économique. Pour Washington, réforme agraire et nationalisations sont des sujets sensibles qui ont toujours de sulfureux relents de « socialisme rampant ». Plusieurs journaux US se mettent alors à traiter Bosch de « rouge ».

En septembre, l'appareil militaire se met enfin en branle. Bosch est écarté du pouvoir. Les États-Unis ne feront rien, même s'ils ont, en Amérique latine, les moyens d'arrêter un coup d'État d'un simple froncement de sourcils. (On en a eu un exemple récemment : en janvier 2000, un putsch en Équateur a immédiatement été « annulé » à la suite de quelques coups de fil en provenance de Washington.^{355}.)

Dix-neuf mois plus tard, en avril 1965, une vaste révolte populaire, menaçant de rappeler au pouvoir l'ancien leader exilé, éclate dans le pays. Les États-Unis enverront 23 000 soldats pour aider les autorités à l'écraser.

Cuba, de 1959 à nos jours

La devise de la CIA est : « Fiers d'entraver Fidel Castro depuis 1959.^{356} ».

Castro arrive au pouvoir début 1959. Dès le 10 mars, au cours d'une réunion du Conseil National de Sécurité, on évoque la possibilité d'instaurer « un autre gouvernement à Cuba ». S'en suivront plus de quarante ans d'attaques terroristes, de bombardements, d'agressions militaires de grande envergure, de sanctions, d'embargos, d'isolement, d'assassinats... Cuba a été coupable d'avoir accompli la *Révolution Impardonnable*, celle qui menace sérieusement de donner le « mauvais exemple » à d'autres pays d'Amérique latine.

Le plus regrettable est que le monde ne saura jamais quel type de société Cuba aurait créé si on l'avait laissée en paix, si elle n'avait pas été sous la menace constante des armes et des invasions, si elle avait pu évoluer plus librement. Le pays possédait l'idéalisme, la vision, le talent et l'internationalisme nécessaires. Mais nous ne saurons jamais.

Au dire de ses détracteurs, le gouvernement cubain voit la CIA cachée derrière chacun de ses problèmes. En fait, la CIA n'est cachée que derrière la moitié des problèmes du pays, malheureusement les Cubains ne savent pas laquelle.

Indonésie, 1965

Le renversement de Sukarno et l'arrivée au pouvoir du général Suharto et de militaires indonésiens, soutenus par l'armée américaine, produisirent une série d'événements tragiques. On assista à une tentative présumée de coup d'État, suivie d'un contre-coup d'État, et peut-être même d'un contre contre-coup d'État, dans lesquels les Américains ont probablement trempé à plusieurs reprises. Les massacres de communistes, de sympathisants communistes, de présumés communistes, de présumés sympathisants communistes, voire de gens n'appartenant à aucune de ces catégories, seront qualifiés par le *New York Times* d'« un des plus sauvages carnages de l'histoire politique moderne ». Selon les estimations, pendant ces quelques années, de 500 000 à plus d'un million de personnes seront tuées.

On apprendra plus tard que l'ambassade des États-Unis avait rédigé des listes de « communistes » indonésiens - des dirigeants d'État au dernier des chefs de village - contenant environ 5000 noms. Elles furent transmises à l'armée du pays, chargée de traquer et de tuer ces subversifs, tandis qu'au fur et à mesure les Américains biffaient les noms de ceux qui étaient assassinés ou emprisonnés. « De cette façon, nous avons beaucoup aidé l'armée, déclare un diplomate US. Ils ont probablement tué beaucoup de gens et j'ai probablement beaucoup de sang sur les mains. Mais ça ne fait rien. Parfois, dans des moments décisifs, il ne faut pas hésiter à frapper un grand coup. »

Ghana, 1966

Quand le leader africain Kwame Nkrumah renforce les liens économiques et militaires avec l'Union Soviétique, la Chine et l'Allemagne de l'Est, afin d'atténuer la dépendance de son pays face à l'Occident, son destin est scellé. Un coup d'État militaire appuyé par la CIA l'oblige à l'exil, d'où il ne reviendra jamais. Un document secret de la CIA, déclassifié en 1977, révèle que les services secrets US, en liaison avec les militaires putschistes, avaient transmis pendant un an à Washington des rapports sur ces projets de déstabilisation au Ghana. Le dernier de ces rapports date du jour précédant le

coup d'État. Apparemment, la CIA n'a jamais informé Nkrumah de ces complots^{357}.

Uruguay, 1969-72

Les années 60 sont marquées, en Uruguay, par les Tupamaros et leur guérilla urbaine, peut-être la plus intelligente, la plus ingénieuse, la plus sophistiquée et la moins violente que le monde ait connue. Celle-ci n'est pas sans rappeler la Geste de Robin des Bois. Les Tupamaros ont trop de qualités pour qu'on les laisse en paix.

Une équipe d'experts américains se rend sur place et fournit aux policiers les armes, les moyens de transport et de communication dont ils ont besoin. Ils les forment aux techniques d'assassinat et au maniement des explosifs, ils leur apprennent à utiliser la torture dans leurs interrogatoires, mais aussi à mettre en place un service secret de renseignements et des escadrons de la mort. On déclenche une guerre radicale contre les Tupamaros et leurs sympathisants présumés. Et les Tupamaros la perdent.

En 1998, Eladio Moll, contre-amiral de la Marine uruguayenne à la retraite et ancien chef des services de renseignements, déclare devant une commission parlementaire du pays que pendant la « sale guerre » d'Uruguay (1972-1983) les États-Unis ont donné des ordres précis au sujet des Tupamaros emprisonnés. « Selon les instructions que nous reçûmes des Américains, affirme-t-il, nous devions extorquer des informations aux guérilleros incarcérés qui, après cela, ne méritaient pas de rester en vie^{358}. »

Chili, 1964-73

Pour la classe dirigeante américaine, Salvador Allende représente le pire des scénarios possibles. En effet, aux yeux de Washington, s'il y a une chose plus abominable qu'un marxiste au pouvoir, c'est un marxiste démocratiquement élu au pouvoir, qui honore la Constitution et devient de plus en plus populaire. Cela ébranle les fondations mêmes de

l'anticommunisme, de cette doctrine que les États-Unis ont cultivée avec grand soin pendant des décennies : les « communistes » ne peuvent arriver au pouvoir que grâce à la force et à la supercherie, ils ne peuvent garder ce pouvoir que par la terreur et le lavage de cerveau de la population.

La CIA, et tous les rouages de la politique étrangère américaine, sabotent les efforts électoraux d'Allende en 1964 et répètent la même opération, mais sans succès, en 1970. Au cours des trois années suivantes, elle utilise toutes les cordes à son arc pour fragiliser le gouvernement du pays, notamment en déstabilisant l'économie et en éveillant l'hostilité des militaires. Enfin, en septembre 1973, ce sont justement les militaires, menés par le général Pinochet, qui renversent le gouvernement. Allende meurt pendant le putsch.

Le pays reste fermé au monde extérieur durant une semaine, pendant que les chars sillonnent les rues et que les soldats fouillent les maisons. Les stades résonnent du bruit des exécutions, les cadavres sont entassés dans les rues ou flottent sur la rivière. Les centres de torture ne désemplissent pas, on utilise des chiens spécialement dressés à l'agression sexuelle des prisonnières. Les livres subversifs brûlent dans les bûchers. Les soldats agressent les femmes qui portent des pantalons en criant qu'« au Chili, les femmes portent des robes! » Les pauvres retrouvent leur pauvreté de toujours. Et pendant ce temps, les hommes d'affaires, à Washington et dans les places financières internationales, se frottent les mains.

Au total, plus de 3000 personnes exécutées, des milliers de disparus et des dizaines de milliers de torturés.^{359}.

Le FBI donnera un coup de main décisif au nouveau gouvernement en traquant les dissidents chiliens aux États-Unis et le secrétaire d'État Henry Kissinger déclarera à Pinochet : « Comme vous le savez, aux États-Unis nous approuvons ce que vous essayez de faire ici... Nous sommes bien disposés envers votre gouvernement^{360}. »

Grèce, 1967-74

En avril 1967, deux jours avant le début de la campagne électorale, a lieu un coup d'État. Les élections nationales qui devaient se tenir allaient certainement faire revenir au pouvoir, comme Premier ministre, le libéral Georges Papandréou. Le putsch, organisé par la cour royale, l'armée grecque, la CIA et les militaires américains stationnés en Grèce, est immédiatement suivi de l'instauration de la loi martiale et de la censure. Les habituels matraquages, arrestations et assassinats feront plus de 8 000 victimes dès le premier mois du nouveau régime et le coup d'État sera accompagné par la déclaration, tout aussi habituelle, que l'on agit ainsi pour préserver la nation d'une prise de pouvoir par les communistes. La torture la plus barbare, souvent pratiquée au moyen d'instruments fournis par les Américains eux-mêmes, devient une espèce de routine.

Georges Papandréou n'était pourtant pas un radical. C'était un libéral anticommuniste. Mais son fils et héritier présomptif, Andréas, à peine plus à gauche que lui, ne cachait pas son projet : faire en sorte que la Grèce reste en dehors de la Guerre Froide. Il avait même remis en cause l'appartenance de son pays à l'OTAN ou sa position de nation satellite des États-Unis.

Lors du putsch, Andréas Papandréou est arrêté et incarcéré pendant huit mois. Peu après sa libération, il rend visite à l'ambassadeur américain à Athènes, Phillips Talbot, en compagnie de sa femme, Margaret. Papandréou rapporte ainsi l'entretien :

J'ai demandé à Talbot si l'Amérique aurait pu intervenir la nuit du coup d'État pour empêcher la fin de la démocratie en Grèce. Il a affirmé qu'il n'y avait rien qu'ils n'auraient pu faire. Ensuite, Margaret a posé la question cruciale : et si ça avait été un coup d'État communiste ou de gauche ? Talbot a répondu sans aucune hésitation : dans ce cas-là, bien sûr, ils seraient intervenus et ils auraient écrasé le putsch.

Afrique du Sud, années 60-années 80

La CIA collabore étroitement avec les services secrets sud-africains, notamment pour contrecarrer l'African National

Congress, l'organisation antiapartheid. Tout en contribuant à réprimer la dissidence en Afrique du Sud, la CIA tiendra informées les autorités des attaques organisées par l'ANC et fournira de précieux renseignements sur les membres de l'organisation résidant dans les pays voisins. Une fois au moins, l'Afrique du Sud enverra même hors de ses frontières, au Mozambique en 1981, un escadron chargé d'abattre les personnes désignées par les Américains. La CIA est responsable entre autres de la capture du leader de l'ANC, Nelson Mandela. À plusieurs reprises, dans les années 70 et 80, les États-Unis soutiennent les positions de l'Afrique du Sud au sein de l'ONU. La CIA, quant à elle, violera clandestinement l'embargo des armes institué par l'ONU (et soutenu par les États-Unis) contre l'Afrique du Sud, afin de téléguidé militairement l'orientation politique du pays.^[361].

Bolivie, 1964-1975

En 1952, une révolte populaire armée avait renversé les militaires, réduisant considérablement leur pouvoir et leur crédit dans le pays. Peu à peu, soutenue et dirigée par les États-Unis, l'armée regagnera cependant ses positions et, en 1964, elle parviendra enfin à chasser du pouvoir le président en place, Victor Paz. Le putsch est bien entendu « sponsorisé » par la CIA et le Pentagone, pour qui Paz, qui avait refusé de suivre la politique américaine contre Cuba, était devenu un « homme à abattre ». Ce sont les Américains qui durant des années désigneront les dirigeants du pays.

En 1967, des exilés cubains, agents de la CIA, retrouvent Che Guevara et l'exécutent sommairement.

Australie, 1972-1975

La CIA fera parvenir des millions de dollars aux formations politiques s'opposant au Parti travailliste, mais ne parviendra pas à empêcher que ce dernier gagne les élections. Dès leur installation au pouvoir, en décembre 1972, les travaillistes défient Washington en rappelant le personnel militaire australien engagé au Vietnam et en dénonçant, entre autres, les

bombardements américains à Hanoï. De plus, le gouvernement australien ne semble pas très impressionné par les manœuvres secrètes si chères à la CIA. Dès lors, le destin du nouveau premier ministre, Edward Gough Whitlam, est scellé. En 1975, à grand renfort de coups bas clandestins, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'opposition australienne parviendront à pousser le gouverneur général John Kerr - ancien collaborateur de la CIA - à « démissionner » légalement Whitlam.

Irak, 1972-1975

Afin de rendre service au chah d'Iran, allié très précieux, le président Nixon et son conseiller pour la sécurité intérieure, Henry Kissinger, aident militairement les rebelles kurdes. Ces derniers luttent contre l'Irak, ennemi de l'Iran depuis toujours, pour obtenir leur autonomie. L'aide militaire coûtera 16 millions de dollars aux États-Unis, mais son véritable objectif n'est pas tant d'aider les Kurdes à réaliser leur projet que d'appauvrir l'Irak tout en détournant son attention de l'Iran. Dans une note de la CIA de 1974, on peut lire ceci : « L'Iran, tout comme nous, ne peut que bénéficier de cette impasse dans laquelle l'Irak est intrinsèquement affaibli par le refus des Kurdes de renoncer à leur semi-autonomie. Tout comme les Iraniens, nous n'avons pas intérêt à ce que la question soit résolue d'une façon ou d'une autre. » La commission parlementaire Pike, qui examinera les agissements de la CIA, déclarera : « On encourageait les Kurdes à continuer leur lutte mais on ne les a pas informés de cette politique. Même s'il s'agissait là d'opérations clandestines, notre entreprise a été cynique. »

En 1975, la politique pétrolière rapprochera l'Irak et l'Iran. Ce dernier pays, avec les États-Unis, abandonnera alors les Kurdes à leur terrible destin. Et lorsque les Kurdes imploreront Kissinger de les aider, celui-ci fera la sourde oreille. Les forces kurdes seront décimées et plusieurs de leurs chefs exécutés. Plus tard, en répondant à la commission Pike sur ce sujet, Kissinger affirmera : « Il ne faudrait pas confondre action clandestine et travail de missionnaire.^{362}. »

Portugal, 1974-1976

En 1974, un coup d'État sans effusion de sang renverse le régime fasciste qui, avec le soutien américain, est au pouvoir depuis quarante-huit ans. C'est l'écroulement de la dernière puissance coloniale du monde. Le gouvernement met en place une politique basée sur la nationalisation des grands groupes industriels, l'instauration d'un salaire minimum, une réforme agraire et une série d'autres mesures progressistes. Washington et les multinationales qui dirigent la planète se sentent aussitôt concernés. Le mot d'ordre devient dès lors « déstabilisation » actions clandestines, attaques dans la presse américaine, infiltration dans les syndicats, subventions aux médias d'opposition, sabotage économique au moyen du crédit et des échanges internationaux, financement de certains candidats aux élections... Les États-Unis dissimulent au gouvernement portugais bon nombre d'informations d'ordre militaire et nucléaire normalement accessibles à tout membre de l'OTAN. L'Alliance atlantique organise des manœuvres navales et aériennes au large de la côte portugaise avec dix-neuf navires de guerre de l'OTAN amarrés dans le port de Lisbonne. La plupart des Portugais y voient clairement une tentative d'intimidation dirigée contre le gouvernement provisoire^[363]. La révolution portugaise est condamnée. Les candidats financés par la CIA prennent le pouvoir et le garderont pendant des années.

Timor oriental, 1975-1999

En 1975, le Timor oriental commence à se libérer du joug colonial des Portugais et un certain nombre de formations politiques naissent dans ce pays. Au mois d'août, l'un de ces partis, l'UDT, organise un putsch contre le pouvoir portugais, très probablement à l'instigation de l'Indonésie. S'ensuit une courte guerre civile pendant laquelle un mouvement de gauche, le Fretilin, prend le dessus. Dès septembre, le Fretilin a gagné la bataille et proclame au mois de novembre l'indépendance du Timor oriental. Neuf jours plus tard, l'Indonésie envahit le pays. L'invasion débute le lendemain du départ d'Indonésie du président américain Gerald Ford et du

secrétaire d'État Henry Kissinger. Au cours de cette visite, ils ont donné leur accord au président Suharto pour utiliser des armes américaines qui, selon les lois des États-Unis, ne peuvent être employées à des fins d'agression. L'Indonésie est l'allié le plus précieux de Washington dans l'Asie du Sud-Est et, en tout état de cause, les États-Unis n'ont jamais été bienveillants pour les gouvernements de gauche^{364}.

Avec l'aide militaire et le soutien diplomatique des Américains, l'Indonésie prend rapidement le contrôle du Timor oriental. Daniel Moynihan, alors ambassadeur américain à l'ONU, écrira plus tard que « les États-Unis voulaient que les événements se déroulent de cette façon-là et ils y contribuèrent. Le département d'État souhaitait l'échec des mesures prises par les Nations Unies. Cette tâche m'échut et je l'accomplis non sans succès^{365} ».

Selon les estimations d'Amnesty International, jusqu'en 1989, les troupes indonésiennes ont tué 200 000 personnes sur une population totale de 600 000 à 700 000 habitants. Les États-Unis ont été pratiquement le seul pays au monde à soutenir activement les prétentions indonésiennes sur le Timor oriental. Ils ont minimisé la gravité des massacres, tout en continuant à fournir des armes lourdes à l'Indonésie et à entraîner ses troupes. Malgré les démentis, Washington a prolongé son aide militaire jusqu'en 1999, c'est-à-dire jusqu'à l'époque des massacres en masse des pro-indépendantistes timoriens, effectués par les soldats indonésiens et leurs alliés miliciens^{366}.

En 1995, en parlant de Suharto, un dirigeant de l'Administration Clinton dira : « C'est l'homme qu'il nous faut^{367}. »

Angola, 1975-années 80

Les États-Unis, la Chine et l'Afrique du Sud choisissent un camp dans la guerre civile qui ravage le pays, tandis que L'Union Soviétique et Cuba soutiennent l'autre camp. Cette lutte sanglante, horrible et inutile a causé la perte d'à peu près 500 000 vies, une famine dévastatrice et le plus haut taux

d'handicapés du monde à cause des innombrables mines dont le pays a été infesté.

Au début, Henry Kissinger essaye personnellement d'empêcher toute issue pacifique au conflit. Il est obsédé par l'idée qu'il faut contrecarrer les Soviétiques où que ce soit, importants ou insignifiants, fait accompli ou simple projet. Dans les années 90, Washington cherche à raisonner son « homme de confiance », Joñas Savimbi, chef de l'UNITA, pour éviter qu'il prolonge la guerre. Le mieux pour le peuple d'Angola aurait été que les États-Unis se soient abstenus, au début des années 60, de s'immiscer dans la politique du pays ! Les Russes ne se seraient alors jamais intéressés à ce pays d'Afrique. Et Henry Kissinger non plus.

Jamaïque, 1976

Le premier ministre Michael Manley irrite Washington pour plusieurs raisons : il soutient la « mauvaise » faction en Angola, établit des relations diplomatiques avec Cuba et s'élève contre les compagnies multinationales de l'aluminium. En 1976, les États-Unis essayeront nombre de tactiques afin d'empêcher la réélection de Manley, mais sans succès.^{368}.

Honduras, années 80

Au début des années 80, les États-Unis transforment le Honduras en une espèce de colonie. Le pays devient une base militaire pour des milliers de soldats américains qui participent aux opérations anti-insurrectionnelles au Salvador et au Guatemala. Il est surtout utilisé comme zone-relais, centre d'approvisionnement et refuge pour les Contras, en guerre contre le gouvernement du Nicaragua. Mais il faut, bien entendu, que la population accepte de bon gré ces opérations. Les États-Unis fournissent alors à l'armée et à la police du Honduras les armes, l'entraînement, l'équipement et l'argent nécessaires pour étouffer la révolte des antiaméricains qui, ironiquement, rebaptisent leur pays USS Honduras et manifestent en faveur des rebelles salvadoriens et des

sandinistes. Il y a aussi ceux qui luttent pour un changement social à l'intérieur du pays, même si cette lutte ne semble pas devoir se transformer en véritable guérilla^{369}. « Les diplomates américains, constatera le *New York Times* en 1988, exercent plus de contrôle sur la politique intérieure au Honduras que dans n'importe quel autre pays et, en privé, tout le monde ici le reconnaît^{370}. »

Nicaragua, 1978-1990

Lorsqu'en 1978 les sandinistes mettent fin à la dictature de Somoza, Washington craint qu'il ne s'agisse là de l'apparition du monstre tant redouté : « Un nouveau Cuba ». Sous Carter, les tentatives pour saboter la révolution prennent un tour diplomatique et économique. Sous Reagan, on choisit plutôt la violence. Pendant huit terribles années, le peuple du Nicaragua est attaqué par l'armée « mandataire » de Washington, celle des Contras, composée de la féroce garde nationale de Somoza et de d'autres partisans du dictateur. C'est une guerre totale, visant à saboter les programmes sociaux et économiques du gouvernement par la destruction des écoles et des centres médicaux, le viol, la torture, la pose de mines dans les ports, les bombardements et autres mitraillages. Voilà la mission de ces charmants messieurs que Ronald Reagan appelle volontiers « les soldats de la liberté ».

En 1990, les États-Unis interviennent lourdement dans les élections et provoquent la défaite des sandinistes^{371}.

Comme pour Cuba, nous ne saurons jamais quel genre de société progressiste les sandinistes auraient pu créer si on le leur avait permis, s'ils n'avaient pas eu à dépenser la moitié du budget de l'État pour financer la guerre. L'Oxfam, l'Organisation internationale pour le développement, a déclaré, sur la base de son expérience dans 76 pays en voie de développement, que sous les sandinistes le Nicaragua s'est montré « exceptionnel par la force et l'engagement de son gouvernement... qui a tout tenté pour améliorer la condition du peuple, tout en l'encourageant à participer activement au

processus de développement^{372}».

Dix ans après le retour à l'économie de marché dans le pays, le Nicaragua est devenu un des pays les plus pauvres du monde : plus de la moitié de sa population souffre de malnutrition et l'analphabétisme est largement répandu.

Philippines, années 70 - années 90

Voici encore un contexte de pauvreté, d'injustice sociale, de torture et de terreur policière qui mène à une révolte généralisée puis à la résistance armée. Et voici encore une fois les militaires US et la CIA intervenant pour aider le gouvernement philippin à mater l'insurrection civile. En 1987, l'Administration Reagan approuve un plan biennal de 10 millions de dollars qui doit permettre à la CIA de s'engager davantage dans la campagne anti-insurrectionnelle aux Philippines^{373}. La CIA déploie l'arsenal de ses méthodes de guerre psychologique, tandis que les conseillers militaires américains accompagnent régulièrement les troupes philippines durant leurs manœuvres^{374}. Pendant longtemps les États-Unis ont considéré les Philippines comme la région la plus importante stratégiquement pour leurs opérations de guerre en Asie. Le pays s'est ainsi couvert de bases militaires américaines qui ont souvent suscité la protestation des citoyens. En 1991, l'ambassade des États-Unis annonce aux médias que selon ses sondages 68% puis 72% et même 81% de la population est favorable aux bases US. Ces sondages n'ont jamais existé. « C'est moi qui ai inventé ces chiffres », avouera un dirigeant de l'ambassade^{375}.

Seychelles, 1979-1981

Aux yeux de Washington, le chef de cet État insulaire, France Albert René, collectionne les défauts : il est socialiste, poursuit une politique de non-alignement, veut que l'océan Indien devienne une zone dénucléarisée et voit d'un mauvais œil la présence dans son pays d'une station de suivi satellite de l'US Air Force. Dès 1979, on essaye à plusieurs reprises de le déstabiliser et il est probable que la CIA se cache derrière

l'invasion du pays par des mercenaires en novembre 1981. Arrivés d'Afrique du Sud, ils devront s'arrêter à l'aéroport des Seychelles où ils seront défaits.^{376}.

Yémen du Sud, 1979-1984

Si les Américains soutiennent les forces paramilitaires du Yémen du Sud qui cherchent à déstabiliser le gouvernement, c'est pour complaire à l'Arabie Saoudite. Mais c'est aussi un réflexe hérité de la Guerre Froide. Le Yémen du Sud est perçu comme un pays satellite de l'URSS, tandis que les Yéménites du Nord, pro-occidentaux, sont du côté des « gentils ». Alors que la guerre entre Nord et Sud se poursuit depuis des années, les États-Unis font parvenir de l'aide militaire au Yémen du Nord et entraînent ses forces paramilitaires au sabotage (destruction de ponts...). En mars 1982, une équipe paramilitaire composée de treize hommes est capturée dans le Sud. Sous la torture, ils avouent avoir été formés par la CIA et douze d'entre eux seront exécutés. Ces opérations s'arrêtent assez rapidement. Mais William Casey, authentique antisoviétique primaire et directeur de la CIA sous Reagan, reste convaincu que les Yéménites du Sud font partie, avec les Cubains, les Brigades Rouges italiennes et TIRA, d'un réseau terroriste mondial dirigé par l'URSS.^{377} En réalité, depuis 1979, l'Union Soviétique fournit des aides et des conseillers militaires au Sud mais aussi au Nord, parfois simultanément, et a même aidé le Yémen du Nord à écraser une révolte armée gauchiste à l'intérieur du pays.^{378} En 1990, le Nord et le Sud s'unissent pour former un seul pays, la République du Yémen. Quand la Guerre Froide vire au vaudeville !

Corée du Sud, 1980

Les États-Unis ont toujours le dernier mot dans les questions militaires en Corée du Sud. En mai 1980, à la demande du gouvernement, ils permettent à Chun Doo Hwan, « homme fort » de l'armée, d'utiliser des troupes coréennes sous commandement américano-coréen pour écraser un mouvement d'étudiants et de travailleurs dans la ville de Kwangju.^{379} Les

manifestants protestent contre la loi martiale, les arrestations de dissidents et de leurs proches, la torture, les élections frauduleuses et l'incapacité du gouvernement à répondre aux exigences sociales. La révolte sera brutalement écrasée. La répression particulièrement féroce de l'armée fera, selon les estimations, jusqu'à 2000 morts^{380}. Cela se passe sous l'Administration Carter, toujours prompte à s'autoproclamer défenseur des droits de l'homme... Comme l'a dit un porte-parole du département d'État : « Pour le meilleur ou pour le pire, nous avons un traité d'alliance avec la Corée et les États-Unis ont des intérêts de sécurité très importants dans cette partie du monde^{381}. »

En février 1981, Chun a l'honneur d'être invité à la Maison Blanche. C'est le premier homme d'État à se rendre en visite chez le président Reagan. Les deux hommes décident d'effectuer des entraînements militaires conjoints, les premiers de l'administration Reagan. Ce dernier demande au Congrès de retarder la publication du rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde tant que le président coréen est à Washington, afin de ne pas embarrasser son visiteur. Reagan dira : « Vous avez beaucoup fait pour renforcer une tradition vieille de 5000 ans de lutte pour la liberté^{382}. » En 1996, un tribunal coréen jugera Chun coupable de trahison et de meurtre et le condamnera à mort pour le rôle joué lors du massacre de Kwangju.

Tchad, 1981-1982

L'aversion de l'Administration Reagan pour Muammar Kadhafi est sans limites : ni géographiques, ni juridiques, ni éthiques. La Libye stationne des troupes au Tchad à la demande du gouvernement de ce pays qui doit faire face à un mouvement de révolte armée. Ce faisant, Kadhafi cherche à obtenir l'amitié d'un pays frontalier. Mais les États-Unis en ont décidé autrement : il faut installer au Tchad un nouveau gouvernement hostile à la Libye et qui aide les exilés libyens anti-Kadhafi résidant au Tchad à effectuer des incursions en Libye.

Ainsi, les États-Unis et la France, ancienne puissance

coloniale au Tchad, ont recours aux pots-de-vin et à la pression politique pour pousser le gouvernement tchadien à renvoyer les Libyens. Kadhafi s'incline et ses troupes sont remplacées par des forces de l'Organisation de l'Unité Africaine à qui a été confiée une vague mission de maintien de la sécurité au Tchad. Il s'agit, en réalité, d'un cheval de Troie. Dans le même temps, la CIA reconstruit une force d'opposition tchadienne basée au Soudan à qui elle fournit argent, armes, soutien politique et technique. En juin 1982, sous le regard impassible des soldats de l'OUA, cette armée, menée par Hissen Habré, renversera le gouvernement tchadien^{383}.

Avec l'aide des États-Unis, Habré a gouverné pendant huit ans. Au cours de cette période, sa police secrète a fait, semble-t-il, des dizaines de milliers de morts, torturé 200 000 personnes et fait disparaître un nombre indéterminé de citoyens. En 2000, quelques-unes des victimes de ces tortures réussiront à faire traduire en justice au Sénégal, où il réside, celui qu'on appelle désormais « le Pinochet africain ».

Grenade, 1979-1983

À quel point un pays doit-il être pauvre, petit, faible ou éloigné pour ne pas être considéré comme une menace par le gouvernement américain? En 1979, grâce à un coup d'État, Maurice Bishop et ses partisans prennent le pouvoir dans cette île de 110 000 habitants. Bien que sa politique ne soit pas aussi révolutionnaire que celle de Castro, Washington se laisse reprendre par son vieux fantasme, celui d'un « nouveau Cuba », d'autant plus que les apparitions en public des dirigeants de Grenade dans des pays voisins sont toujours saluées par une grande ferveur populaire.

Peu après ce coup d'État, l'Administration Reagan met en œuvre des tactiques de déstabilisation et de désinformation contre le gouvernement Bishop. Finalement, en octobre 1983, une intervention militaire US installera au pouvoir des dirigeants plus en phase avec la politique étrangère américaine. Au total, 135 soldats américains seront tués ou

blessés, ainsi que 400 Grenadiens et 84 Cubains, presque tous ouvriers du bâtiment. L'invasion américaine sera justifiée par des mensonges plus transparents que d'habitude pour maquiller ces violations flagrantes des lois internationales.

Surinam, 1982-1984

Les États-Unis ourdissent une conspiration visant à renverser le gouvernement du Surinam, ancienne Guyane hollandaise, prétendument sur le point de « tomber dans l'orbite cubaine ». Une force paramilitaire d'environ 300 hommes, composée pour moitié de soldats US et sud-américains, pour moitié de militaires du Surinam, devait envahir le pays. Le Congrès est informé de ce projet que le président Reagan a déjà autorisé et, malgré les réticences des parlementaires, William Casey et ses cow-boys de la CIA poursuivent leur dessein. Ils ne seront obligés de renoncer à leur invasion que lorsque le projet sera découvert par les services secrets des Pays-Bas, ancienne puissance coloniale au Surinam.

Libye, 1981-1989

Officiellement, l'intense antipathie que l'administration Reagan éprouve envers Kadhafi est due au soutien offert par la Libye aux groupes terroristes. Si Kadhafi gêne, c'est en réalité parce qu'il soutient les *mauvais* groupes terroristes. En d'autres termes, il ne soutient pas les mêmes terroristes que Reagan, tels que les Contras du Nicaragua, l'UNITA en Angola, les exilés cubains de Miami, les gouvernements du Salvador et du Guatemala ou les militaires américains de Grenade. Les seuls terroristes que Reagan et Kadhafi soutiennent ensemble sont les moudjahidin en Afghanistan.

Facteur aggravant pour la Libye, les États-Unis voient d'un mauvais œil les pays arabes producteurs de pétrole qui échappent à leur contrôle. Enfin, Kadhafi est arrogant. Il a évincé du pouvoir une clique de riches et instauré un État-providence. Bref, il faut le remettre à sa place. En 1981, des

avions US abattent deux avions libyens dans l'espace aérien de la Libye. Cinq ans plus tard, les États-Unis bombardent l'une des résidences de Kadhafi en faisant de nombreuses victimes. Il y aura d'autres tentatives de l'assassiner, des projets de déstabilisation, des sanctions économiques et une campagne de désinformation de grande envergure. On exagérera par exemple l'importance du soutien de Kadhafi aux terroristes. Lors de la guerre du Golfe, quand les Américains auront besoin de l'appui de la Syrie et de l'Iran, ils attribueront même au leader libyen la responsabilité de l'attentat de 1988 contre le vol 103 de la Pan Am pour disculper leurs « nouveaux alliés ».

Pour l'Amérique, la Libye est un peu comme le nord de la boussole : le doigt accusateur de Washington finit toujours par s'y arrêter.

Fidji, 1987

En mai 1987, à peine un mois après avoir gagné démocratiquement les élections, le premier ministre Timoci Bavrada est éloigné du pouvoir par un coup d'État militaire. Travailleuse et membre du Mouvement des Pays Non Alignés, Bavadra avait fini par excéder Washington lorsque, arrivé au pouvoir, il avait annoncé son projet de dénucléariser le pays. Cela impliquait que les navires nucléaires ou transportant des armes nucléaires n'auraient désormais plus accès aux ports des îles Fidji. Lorsqu'en 1982 son prédécesseur, R.S.K. Mara, avait mis en place une politique semblable, les États-Unis avaient exercé de fortes pressions pour qu'il fasse machine arrière. William Bodde Jr., ambassadeur américain aux Fidji cette année-là, affirme : « Étant donné nos besoins stratégiques, une zone dénucléarisée serait inacceptable pour nous... Les États-Unis doivent faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour empêcher ce processus^[384]. » Un an plus tard, Mara abandonne cette politique. Mais Bavrada, au pouvoir grâce à une coalition pour la Dénucléarisation du Pacifique, semble moins facile à manipuler.

Deux semaines après l'arrivée au pouvoir du leader fidjien, l'ambassadeur américain à l'ONU, Vernon Walters lui rend

visite. Par de troublantes coïncidences, cet ancien directeur adjoint de la CIA s'est toujours trouvé sur les lieux des opérations de déstabilisation de la CIA juste avant, pendant ou après leur réalisation. Walters rencontre Bavadra, apparemment pour discuter de questions liées à l'ONU. Il s'entretient également avec le lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka, troisième responsable de l'armée. Deux semaines plus tard, Rabuka mènera un putsch qui fera tomber le gouvernement de Bavrada.

Pendant le mois où Bavadra a été au pouvoir, une campagne d'opinion sur le « danger libyen » s'est brusquement et inexplicablement répandue dans la zone Pacifique. Aux États-Unis, l'Administration Reagan avait été dénoncée pour cette même campagne d'intoxication. Pourtant, lors du coup d'État aux Fidji, Rabuka et ses acolytes justifieront le putsch par cette fumeuse « menace libyenne »^{385}.

Il y aura d'autres « coïncidences » de ce genre dans ce drame, comme l'apparition aux Fidji, juste avant le putsch, du National Endowment for Democracy ainsi que la présence d'hommes de main de la CIA et d'unités de l'armée US stationnées dans le Pacifique^{386}.

Le lendemain du coup d'État, un responsable du Pentagone, bien que niant toute responsabilité américaine, affirmera : « Au fond, nous sommes ravis... Du jour au lendemain, nos navires ne pouvaient plus aborder aux Fidji ; désormais, ils le peuvent de nouveau^{387}. »

Panama, 1989

Moins de deux semaines après la chute du Mur de Berlin, pour célébrer la possibilité d'une nouvelle ère de paix dans le monde, les États-Unis envahissent le Panama. Les bombardiers fous de Washington frappent à nouveau. Le 20 décembre 1989, un grand quartier pauvre de Panama est complètement rasé. 15 000 personnes se retrouvent sans abri. À l'issue de plusieurs jours d'affrontements entre les forces US et panaméennes, on comptera 500 morts panaméens, du

moins selon les estimations officielles des États-Unis et du nouveau gouvernement que les Américains ont installé au pouvoir. D'autres sources, mieux documentées, parleront de plusieurs milliers de morts. De plus, il faut ajouter 3000 blessés parmi les Panaméens, 23 tués et 324 blessés parmi les Américains.

Question d'un reporter : « Était-il bien nécessaire d'envoyer des gens à la mort pour cela? Pour capturer Noriega? »

George Bush : « Toute vie humaine est précieuse, pourtant je dois répondre : oui, c'était nécessaire. »

Manuel Noriega avait été un allié et un informateur des États-Unis pendant des années, jusqu'au jour où il devint inutile. Mais ce n'est pas pour le capturer que les États-Unis ont attaqué le pays. Bush voulait envoyer un message clair au peuple du Nicaragua, où des élections devaient se tenir deux mois plus tard : voilà le sort qui leur était promis s'ils réalisaient les sandinistes. Bush voulait également dégourdir les muscles de l'armée. Il s'agissait de démontrer au Congrès la nécessité d'avoir une force puissante et prête au combat malgré la toute récente disparition de la « menace soviétique ». Officiellement, les États-Unis ont envahi Panama parce que Noriega était impliqué dans le trafic de drogue. Ils étaient pourtant au courant de ces trafics depuis des années sans que cela les dérange le moins du monde et ils auraient, en tout état de cause, pu mettre la main sur lui facilement et sans provoquer de tels dégâts^{388}.

Afghanistan, 1979-1992

L'oppression que subissent les femmes afghanes à cause des fondamentalistes islamistes talibans est bien connue. On a parlé beaucoup moins du fait que dans les années 70 et 80, ce pays extrêmement pauvre et son gouvernement d'alors s'apprêtaient enfin à entrer dans la modernité, y compris en octroyant aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Les États-Unis dépenseront des milliards de dollars pour subventionner une guerre terrible contre ce gouvernement dont

le malheur était d'être soutenu par l'Union Soviétique. Washington savait parfaitement que son aide à l'opposition fondamentaliste allait augmenter les probabilités d'une intervention soviétique.^{389}. Et lorsque cette intervention a lieu, la CIA entre en jeu dans l'ombre en incitant les pays du Moyen-Orient à fournir d'énormes soutiens financiers aux islamistes, suivant ainsi l'exemple américain. On exercera aussi des pressions sur le Pakistan et l'on corrompra ce pays voisin de l'Afghanistan en vue d'en faire une immense base et un sanctuaire militaires. De plus, on fournira aux rebelles les armes et l'entraînement militaire.

Les États-Unis et les talibans gagneront cette guerre, les femmes et le reste de l'Afghanistan la perdront. Il y aura plus d'un million de morts, trois millions d'estropiés, cinq millions de réfugiés, soit presque la moitié de la population.

Salvador, 1980-1992

Au Salvador, l'opposition essaye de rester dans la légalité parlementaire. Le gouvernement, aidé par les États-Unis, fera tout pour la pousser à la révolte : élections truquées, assassinats de centaines de protestataires et de grévistes... En 1980, les dissidents passent aux armes et c'est la guerre civile. La riposte de Washington est immédiate.

Officiellement, les Américains au Salvador n'ont qu'un rôle de conseil ponctuel. En réalité, les militaires et le personnel de la CIA ont un rôle bien plus opérationnel et permanent. Environ 20 Américains sont tués ou blessés dans des accidents d'avion ou d'hélicoptère au cours de vols de reconnaissance ou lors d'autres missions dans les zones de combat, mais des faits semblent prouver que les militaires US participent également à des opérations terrestres. La guerre se termine officiellement en 1992, avec le bilan suivant : 75 000 civils tués et six milliards de dollars dépensés par le Trésor américain. Toutes les avancées sociales sont perdues et une poignée de nantis reste maître du pays. Les pauvres sont encore plus pauvres et les dissidents sont constamment menacés par les escadrons de la mort. L'aube du changement ne devait pas se lever sur le Salvador.

Haïti, 1987-1994

Les États-Unis avaient soutenu la dictature de la famille Duvalier durant 30 ans et s'étaient opposés au prêtre réformiste Jean- Bertrand Aristide. Au même moment, la CIA travaillait de concert avec les escadrons de la mort, les tortionnaires et les trafiquants de drogue. En 1994, l'Administration Clinton, qui se présente au monde comme défenseur de la démocratie, se retrouve dans une position bien embarrassante : elle doit faire semblant de soutenir le retour au pouvoir d'Aristide, démocratiquement élu, puis renversé par un putsch militaire en 1991. Après avoir retardé son retour pendant plus de deux ans, Washington rend à Aristide son pouvoir, mais seulement lorsque le prêtre promet, littéralement, de ne pas aider les plus pauvres aux dépens des plus riches et de rester fidèle aux lois de l'économie de marché. Cela signifie que Haïti doit rester le sous-traitant du monde occidental et les ouvriers haïtiens continuer à travailler pour des salaires de misère. Et si par hasard Aristide avait des velléités de rompre les accords qu'on lui a imposés, eh bien ! qu'il regarde par sa fenêtre : tant qu'il sera au pouvoir, les troupes US seront stationnées à Haïti.

Bulgarie, 1990-1991

En novembre 1999, le président Clinton visite la Bulgarie et devant la foule, à Sofia, se réjouit que le peuple bulgare ait rejeté le communisme et organisé des élections démocratiques^{390}. Ce qu'il oublie malheureusement de dire c'est que lorsque les communistes avaient gagné une de ces élections démocratiques, le gouvernement américain avait essayé de les renverser.

En 1990, le National Endowment for Democracy (NED) dépense plus d'un million et demi de dollars en Bulgarie afin de battre le Parti Socialiste Bulgare (l'ancien parti Communiste) lors des élections nationales qui doivent se tenir en juin. En proportion, c'est comme si une puissance étrangère avait dépensé 38 millions de dollars dans une campagne

électorale américaine. Le principal bénéficiaire de ces largesses du NED est le principal parti d'opposition, l'Union des Forces démocratiques, qui reçoit 517 000 dollars et son journal 233 000 dollars^{391}. Mais, à la consternation de Washington, ce sont les socialistes qui gagnent.

Il faut y remédier. La position idéologique des Américains est claire : le Parti Socialiste Bulgare ne doit pas avoir l'opportunité de prouver qu'une économie mixte, démocratique et socialiste, pourrait donner de bons résultats en Europe de l'Est, à un moment où le modèle capitaliste a déjà commencé à désenchanter les populations. Le NED intervient alors avec des financements très généreux et des conseillers auprès des groupes d'opposition, qui pendant presque cinq mois mènent une campagne d'agitation antigouvernementale : manifestations agressives et turbulentes, grèves paralysantes, sit-in, grèves de la faim, incendies. Le parlement et le gouvernement sont assiégés. Le président est obligé de démissionner avec quelques-uns de ses ministres, puis c'est au tour du premier ministre d'abandonner son poste.

En 1991, le NED investira encore une fois des centaines de milliers de dollars dans les élections bulgares. Et cette fois, ce sont les forces que le NED appelle « démocratiques » qui gagneront^{392}.

Albanie, 1991-1992

Cette histoire ressemble à celle de la Bulgarie. Un gouvernement communiste gagne les élections de mars 1991 avec une majorité écrasante. S'ensuivent aussitôt deux mois de turbulence, avec des manifestations et une grève générale de trois semaines, qui mènera à la chute du nouveau gouvernement en juin^{393}. Le NED était passé par là, en versant 80 000 dollars au mouvement travailliste et 23 000 dollars « pour soutenir des formations politiques et des programmes d'éducation civique^{394}».

En mars 1992, se tiennent de nouvelles élections. Au cours de la campagne électorale, des stratèges US et des diplomates,

dont l'ambassadeur américain, accompagnent ouvertement les candidats du Parti Démocratique (principaux rivaux des communistes) dans leurs meetings électoraux. Le message qu'ils délivrent est clair : si les communistes gagnent encore une fois, il n'y aura aucun soutien économique américain. De plus, « beaucoup d'investisseurs et de gouvernements occidentaux dirigeront leurs aides ailleurs ». Le NED est encore une fois à l'œuvre, avec plein de jolis cadeaux, comme des Jeeps Cherokee toutes neuves, pour les « braves types » de son choix^{395}. Le Parti Démocratique emportera les élections.

Somalie, 1993

La mission était censée aider à nourrir des masses de gens qui mouraient de faim. Depuis un bon moment, les États-Unis cherchaient à remodeler la carte politique du pays en éliminant le principal seigneur local de la guerre, Mohamed Aidid, et sa junte militaire. Dès le mois de juin, des hélicoptères mitraillent des groupes de partisans d'Aidid et les bombardent à l'aide de missiles, faisant de nombreuses victimes. Au mois d'octobre, 120 soldats d'élite américains essayent de kidnapper deux chefs du clan d'Aidid. L'assaut s'achèvera dans le sang. Au total : 5 hélicoptères US abattus, 18 Américains tués et 73 blessés, de 500 à 1000 Somaliens tués et plus encore de blessés.

Apporter de la nourriture à un peuple affamé est, certes, très important, mais comment oublier les quatre géants américains du pétrole qui possèdent des droits d'exploitation dans de vastes régions de Somalie et comptent sur les troupes US pour mettre fin au chaos qui menace leurs coûteux investissements. Et comment oublier également que le Pentagone a de gros problèmes avec une partie du Congrès qui, maintenant que la Guerre Froide est terminée, essaye de réduire le budget militaire. Les actions « humanitaires » ainsi que les (inutiles) débarquements des marines américains sur les côtes de Somalie sous les lumières éblouissantes des télévisions sont autant d'arguments. Washington organisera les opérations de

telle sorte que le « show » sera dirigé par les militaires américains et non par les Nations unies, sous l'égide desquelles elles étaient pourtant placées.

Quoi qu'il en soit, lorsque les marines débarquent les pires moments de la famine sont passés. Depuis des mois^[396].

Irak, années 90

Les hôpitaux psychiatriques sont pleins de gens convaincus d'entendre des voix leur ordonnant de tuer certaines personnes. Personnes qu'ils n'ont souvent jamais vues auparavant et qui ne leur ont fait aucun mal ni même menacé de le faire.

De la même manière, les soldats américains sont allés au Moyen-Orient pour tuer après avoir entendu une voix qui le leur ordonnait : celle de George Bush.

Plus de quarante jours et quarante nuits de bombardements implacables contre l'une des nations les plus avancées du Moyen-Orient, sa capitale historique et moderne réduite en cendres, des millions de tonnes de bombes larguées sur le peuple irakien, l'attaque aérienne la plus massive jamais conçue jusqu'alors, des armes à l'uranium appauvri qui provoquent des cancers et des mutations génétiques, des usines produisant des armes chimiques et biologiques et des installations pétrolifères détruites, empoisonnant l'atmosphère, des soldats délibérément enterrés vivants, la destruction des infrastructures avec ses effets délétères sur la santé, des sanctions qui se poursuivent encore au XXI^e siècle en aggravant les problèmes de santé publique... Plus d'un million d'enfants sont morts à cause de tous ces facteurs et encore plus d'adultes. Dans un rapport du mois d'août 1999, l'Unicef affirme qu'au centre et au sud de l'Irak le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a plus que doublé au cours de la période des sanctions.

Aujourd'hui encore, les États-Unis et le Royaume-Uni continuent à lancer des missiles contre un pays réduit à un tas

de cendres. Washington et Londres, dont les avions survolent le pays pratiquement tous les jours, d'autorisent mutuellement à exercer ce pouvoir sur l'Irak. Au cours des huit premiers mois de 1999, les deux pays ont effectué environ 10 000 vols sur l'Irak et ont largué plus de 1000 bombes et missiles sur environ 400 cibles, tuant et blessant plusieurs centaines de personnes. Le général de brigade US William Looney, l'un des commandants de ces opérations, affirme :

Qu'ils essayent seulement d'allumer leurs radars et nous faisons exploser leurs foutus SAM. Ils savent que leur pays nous appartient.

Leur espace aérien nous appartient... C'est nous qui décidons comment ils doivent parler et vivre. Voilà ce qui est génial pour les Américains aujourd'hui. C'est une bonne chose, d'autant plus qu'il y a plein de pétrole là-bas et que nous en avons besoin^{397}.

On peut affirmer que le châtement et l'exclusion que les États-Unis ont infligés à l'Irak sont bien plus sévères que ceux qu'ont subis l'Allemagne et le Japon après la Seconde Guerre mondiale.

Noam Chomsky a écrit : « Selon la doctrine qui préside à la politique étrangère américaine depuis les années 40, la prérogative de contrôler les immenses ressources énergétiques de la région du Golfe n'appartient qu'aux États-Unis et à ses alliés. Il est dès lors vital qu'aucune force indépendante locale ne puisse avoir le droit d'exercer une influence réelle sur l'exploitation du pétrole et sur son prix. »

C'est peut-être là le véritable crime de l'Irak et non l'invasion du Koweït en 1990, d'ailleurs encouragée par les États-Unis et provoquée par l'un des alliés de Washington... le Koweït lui-même. Cette invasion a seulement donné aux États-Unis le prétexte nécessaire pour entrer en action. L'invasion du Koweït ne diffère pas, au fond, de celle du Timor oriental que l'Indonésie a réalisée avec la bénédiction de Washington.

Pérou, de 1990 à 2001

Pendant plus de dix ans, les États-Unis ont fait parvenir au Pérou un flot continu de conseillers et d'instructeurs militaires,

ainsi que toutes sortes d'armes et d'équipements, d'avions de reconnaissance et de stations radar. Le bénéficiaire de ces aides a été l'un des régimes les plus répressifs et dictatoriaux de l'Occident, mené par l'autocrate Alberto Fujimori, condamné dans les rapports d'Amnesty International, Human Rights Watch/America et du State Department Human Rights, pour ses prisons moyenâgeuses, l'utilisation constante de la torture et d'autres violations des droits de l'homme.

Pourquoi les États-Unis le soutiennent-ils? L'explication officielle de Washington est : pour lutter contre la drogue. Pourtant, quatre officiers de l'armée de l'air, dont un des pilotes militaires personnels de Fujimori, ont été arrêtés avec 173 kg de cocaïne dans leurs avions. À quatre reprises, de la cocaïne a été saisie dans des navires de la marine pour un total de 100 kg.^{398}. Ce n'est pas tout : Vladimir Montesino, le conseiller le plus proche de Fujimori, passe pour être la cheville ouvrière du trafic de drogue et a d'ailleurs été l'un des avocats des trafiquants.^{399}. Depuis longtemps Montesino, à la solde de la CIA, dirige les services de renseignements. Ceux-ci ont été impliqués dans des affaires de trafic de drogue et dénoncés par le Sénat américain, en 1999, pour leur corruption.^{400}. On sait également que l'armée péruvienne a fourni des renseignements aux trafiquants concernant les raids de la Drug Enforcement Administration (le service US de lutte contre le narcotrafic) et qu'elle a protégé leurs dépôts de drogue contre les saisies de la police.^{401}.

Mais alors quel peut être l'objectif de Washington?

Toujours le même : avant tout, aider le gouvernement à écraser la guérilla. En 1997, Fujimori ordonne l'exécution sommaire de quatorze protestataires de gauche, presque tous très jeunes, qui avaient envahi la résidence de l'ambassadeur du Japon pour réclamer des réformes économiques et le respect des droits de l'homme dans leur pays. Ceux-ci ont essayé de se rendre pacifiquement avant de se faire tuer de sang froid. Le commando qui a effectué le raid avait été entraîné par les Américains. Les États-Unis lui ont aussi fourni des détails qui devaient assurer le succès de l'opération

et ont mis à sa disposition des moyens technologiques très sophistiqués, comme les avions RU-38A qui peuvent, par exemple, évaluer l'épaisseur des murs de bâtiments à partir de photographies aériennes^{402}.

Ce n'est certainement pas pour lutter contre le trafic de drogue que les États-Unis ont aidé le gouvernement péruvien à se débarrasser de ces jeunes gens.

Mexique, des années 90 à nos jours

Le gouvernement mexicain « aura besoin d'éliminer les zapatistes pour démontrer qu'il possède le contrôle du territoire national et de la sécurité... Il devra réfléchir attentivement à l'opportunité de reconnaître la victoire de l'opposition, si celle-ci gagnait démocratiquement les élections ». Voilà ce que l'on peut lire dans un rapport de 1995 écrit par Riordan Roett, responsable des marchés émergents d'Amérique latine pour la Chase Manhattan Bank de New York^{403}.

Il faisait référence au mouvement des indigènes mexicains qui réclamaient, et réclament toujours, leurs droits économiques et politiques ainsi que l'autonomie. Mais leurs revendications sont incompatibles avec les exigences de l'ALENA (l'Accord de libre-échange nord-américain) et d'autres organismes qui gèrent l'économie globalisée. Ceux-ci voudraient que les zapatistes quittent certaines régions du pays, ou qu'ils renoncent à toute prétention sur leurs propres terres, pour diverses raisons, comme la présence dans ces régions de pétrole et d'autres ressources naturelles. De plus, ces rebelles pourraient donner un mauvais exemple à d'autres paysans du Mexique et d'Amérique centrale. L'ALENA exige que l'agriculture de « subsistance » pratiquée depuis longtemps par ces paysans soit modernisée, pour favoriser la production, très rentable, de produits destinés à l'exportation, tels que la gomme ou le bois de construction^{404}.

Sous prétexte de lutter contre la drogue, les États-Unis ont débloqué des millions de dollars pour l'aide et la préparation militaire dont le Mexique a besoin et, comme d'habitude, ils

ont mis à la disposition de ce pays des agents de police, des conseillers de l'armée, des opérateurs de la CIA et des Forces spéciales^{405}. Et tout cela pour soutenir un gouvernement profondément corrompu, des forces militaires, paramilitaires et de police qui sont souvent impliquées dans le trafic de drogue, perpètrent des massacres, utilisent la torture et violent régulièrement les droits de l'homme^{406}. Les zapatistes affirment que des conseillers américains et argentins entraînent les milices paramilitaires engagées dans cette « sale guerre », la toute dernière dans la longue liste de guerres qui depuis longtemps affligent l'Amérique latine^{407}.

L'aide militaire américaine comprend également des instruments de surveillance très sophistiqués, nécessaires pour traquer les zapatistes dans les forêts et les collines, des centaines d'hélicoptères, des mitrailleuses, ainsi que des roquettes et des bombes. Bref, le genre d'aide que de nos jours encore les États-Unis offrent régulièrement aux pays du tiers-monde. En 1998, dans une excellente suite d'articles du *Washington Post* consacrés à ce sujet, on peut lire ceci :

[Même] lorsque l'opposition à l'intérieur d'un pays est négligeable ou inexistante, les forces américaines entraînent l'armée locale à traquer les opposants, à les attaquer par hélicoptère, à les tuer de la façon la plus efficace et, dans certains cas, à effectuer des raids de maison en maison dans des « quartiers de combat rapproché » au sein des villes mêmes^{408}.

Cette aide militaire au Mexique a été fournie, en grande partie, en dépit des lois du Congrès interdisant toute forme d'assistance à des unités de sécurité étrangères ayant violé les droits de l'homme^{409}.

Singulièrement, personne n'accuse les zapatistes d'être impliqués dans le trafic de drogue. La participation américaine à la guerre déclenchée contre eux n'a donc que des bases idéologiques.

Colombie, des années 90 à nos jours

A la fin des années 90, la Colombie, l'un des pays les plus violents du monde, devient le troisième plus grand bénéficiaire

des aides militaires américaines. Des centaines de militaires US y sont stationnés dans un nombre croissant de bases militaires et de stations radar pour soutenir les actions anti-insurrectionnelles contre les guérilleros gauchistes. Les États-Unis participent aux raids aériens du gouvernement et fournissent des hélicoptères, des renseignements sur les mouvements de guérilla, des images satellite et des écoutes clandestines. De temps à autre, des avions américains survolent les zones de combat. Les guérilleros affirment que les Américains mènent dans l'ombre des opérations anti-insurrectionnelles et menacent de les prendre pour cible.^{410}.

Là aussi, on annonce que l'on intervient dans une guerre civile pour « lutter contre la drogue ». Pour étayer cet argument, le gourou américain antidrogue, Barry McCaffrey, qualifie régulièrement les chefs du principal groupe de guérilleros, les FARC, de « narcotrafiquants ». Mais, en 1999, le directeur de la DEA affirme que son organisme n'a pas encore « prouvé avec certitude que les FARC et l'ELN sont des groupes de trafiquants de drogue dans le vrai sens du terme^{411} », même si la guérilla se finance en partie en protégeant et en « taxant » les producteurs de drogue.

Quoi qu'il en soit, le principal bénéficiaire des aides américaines, l'armée colombienne, est, elle, impliquée dans le trafic de drogue et intimement liée avec des groupes paramilitaires qui pratiquent activement ce même trafic et protègent les producteurs^{412}. En novembre 1998, on découvre dans un avion-cargo de l'armée de l'air colombienne, atterri à Ft. Lauderdale en Floride, 740 kg de cocaïne. En 1996, des officiers de la même armée essayent de faire passer en contrebande de l'héroïne aux États-Unis en utilisant l'avion du président de l'époque, Ernesto Samper^{413}. Samper est d'ailleurs qualifié par un dirigeant de l'Administration Clinton de « trafiquant de drogue »^{414}.

En 1999, en parlant de la Colombie, le sénateur Patrick Leahy, déclare : « On est en train d'assister à une politique de lutte anti-insurrectionnelle déguisée en politique anti-drogue^{415}. »

Dans un rapport de 1994, Amnesty International estime que plus de 20 000 personnes ont été tuées en Colombie depuis 1986, en majorité par l'armée et par ses alliés paramilitaires, « non pas dans le cadre de la « lutte contre la drogue » mais pour des raisons politiques ». Parmi ces personnes on trouve des « syndicalistes et des activistes de mouvements pour les droits de l'homme et de la gauche démocratique ». Amnesty affirme que « des armes fournies par les États-Unis, prétendument pour être employées dans la guerre contre les narcotrafiquants, sont en réalité utilisées par les militaires colombiens pour commettre leurs abus, au nom de la “lutte anti-insurrectionnelle” »^{416}. Comme dans le cas du Mexique, cette aide viole les lois du Congrès sur les droits de l'homme. Le Pentagone a du mal à cacher son mépris pour ces restrictions^{417}.

Dans une lettre de mars 1997 adressée au secrétaire d'État Albright, des membres de la sous-commission aux Opérations à l'Étranger affirment que « les mesures prises par le gouvernement colombien pour réprimer le nombre croissant d'abus perpétrés par les groupes paramilitaires ou pour éradiquer les exécutions sommaires, les disparitions, la torture, les assassinats politiques et autres violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité [l'armée régulière colombienne] ne sont pas suffisantes pour justifier la provision de 100 millions de dollars allouée à l'assistance militaire à ce pays ainsi que la reprise des aides meurtrières »^{418}.

Pourtant, les « aides meurtrières » se poursuivent. Washington soupçonne que si les insurgés colombiens s'emparaient du pouvoir, ils finiraient par gêner l'économie globale du Nouvel Ordre Mondial.

Yougoslavie, 1995-1999

En avril 1996, le président Clinton est en visite en Russie pendant une courte trêve de la guerre brutale qui oppose Moscou à sa province sécessionniste, la Tchétchénie. Pendant une conférence de presse, il déclare :

Vous dites que certains affirment que nous aurions dû être plus ouvertement critiques. Je dirais que vous devriez tout d'abord répondre à une question : croyez-vous que la Tchétchénie fasse partie de la Russie? Je vous rappelle que dans notre pays nous avons eu une guerre civile autrefois, pendant laquelle nous avons perdu plus de vies que dans n'importe quelle guerre du XX^e siècle. Et cette guerre a été provoquée par une idée à laquelle Abraham Lincoln a sacrifié sa propre vie, à savoir qu'aucun État n'a le droit de quitter notre Union^{419}.

Trois ans plus tard, Clinton détruit une grande partie de la vie et de la culture yougoslave au cours de l'opération Bombes pour l'Humanité. Il rejette l'idée que Slobodan Milosevic ait le droit d'empêcher la province du Kosovo de quitter la République Fédérale de Yougoslavie. Avec la bénédiction de l'OTAN, les États-Unis interviennent dans un conflit en réalité beaucoup moins violent que la guerre de sécession américaine. Cette guerre civile est d'ailleurs moins meurtrière et dure depuis moins longtemps que plusieurs autres qui ont lieu en même temps : en Turquie, au Sri Lanka, en Indonésie et au Timor oriental, en Angola et ailleurs en Afrique. Pourtant, c'est la présumée extrême violence unilatérale de la Serbie contre les Kosovars qui semble serrer le cœur des braves dirigeants des États-Unis et de l'OTAN.

Certains diront que les États-Unis ne peuvent sauver la terre entière. Il faut leur rappeler que non seulement les États-Unis n'ont pas sauvé certains peuples mais que pendant des années ils ont soutenu activement des pays comme la Turquie et l'Indonésie dans leurs répressions militaires sanglantes et qu'en 1995 ils ont aidé les Croates à effectuer puis à cacher le nettoyage ethnique dont ont souffert les Serbes de la région de Krajina^{420}. La Turquie a presque menacé d'opposer son veto à la décision de l'OTAN sur l'intervention au Kosovo si Ankara n'obtenait pas l'assurance que Ton n'appliquera jamais la même politique aux opérations qu'ils conduisent contre les Kurdes^{421}.

Mais pour les États-Unis il fallait impérativement que certains principes soient établis : 1. L'OTAN est encore utile

après la Guerre Froide, même si l'Union Soviétique et le pacte de Varsovie n'existent plus; 2. L'OTAN a le droit d'intervenir n'importe où, même en-dehors de ses limites géographiques et sans avoir besoin d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ; 3. L'OTAN est le bras armé du Nouvel Ordre Mondial (dont le QG est basé à Washington, DC).

La Yougoslavie ne voulait pas observer ces principes. Qui plus est, les Serbes ne semblaient pas désireux de rejoindre le club des alliés des Américains, aux côtés d'autres jeunes pays obéissants. La plus grande partie de leur industrie et de leur finance était encore contrôlée par l'État et ils continuaient à utiliser le mot « socialisme » comme si de rien n'était. Bref, de vrais dinosaures. Mais, tout compte fait, ce sont des cibles idéales pour les bombardements humanitaires. Le fait que Milosevic est un dictateur n'a aucune importance en soi, mais on peut bien sûr exploiter ce fait dans les manœuvres de propagande.

Ainsi, la Yougoslavie, qui pendant longtemps a craint une attaque provenant de Test (l'Union Soviétique), est ravagée par le Monde Libre occidental. Les bombardements visent même la télévision serbe parce qu'elle véhicule des idées *qui ne plaisent pas aux États-Unis*. Lors de ces bombardements, beaucoup de journalistes de cette télévision perdront la vie et on devra amputer les jambes de l'un des survivants pour le dégager des débris^{422}.

« Si vous commencez à tuer des gens parce que vous n'aimez pas ce qu'ils disent, observe l'éminent journaliste britannique Robert Fisk, vous changez les règles de la guerre^{423}. »

Le plus étrange dans l'histoire de ce conflit est l'amnésie collective qui semble frapper d'innombrables personnes intelligentes et bien intentionnées. Elles sont convaincues que les bombardements États-Unis/OTAN ont eu lieu quand les déportations de masse des Albanais du Kosovo étaient déjà bien avancées, afin d'arrêter ce nettoyage ethnique. En réalité, les déportations systématiques de nombre de Kosovars n'ont commencé que quelques jours après le début des

bombardements et elles étaient clairement une réaction contre ces agressions, dictée par la rage et le sentiment d'impuissance. Il suffit de lire les quotidiens des jours qui ont précédé et suivi la nuit du 23 au 24 mars, date de déclenchement des hostilités, ou de lire le *New York Times* du 26 mars qui à la une affirme :

... depuis le début des bombardements de l'OTAN, un sentiment grandissant de peur s'empare de Pristina [la ville principale du Kosovo] : la peur que les Serbes laissent *maintenant* éclater leur haine contre les civils albanais par mesure de représailles [c'est moi qui souligne].

Le 27 mars, on trouve les premiers témoignages d'une « marche forcée ».

Mais la version officielle des faits reste prédominante. Il s'agit de la supercherie la plus réussie depuis que l'Église a fait gober à un peuple crédule l'histoire de l'infailibilité du pape.

There's a lot more, hay mucho más, il y a beaucoup plus, es gibt noch viel mehr

En plus de ce qui précède, depuis les années 50, les États-Unis ont effectué des dizaines d'interventions importantes dans chaque coin du monde, contre des mouvements d'opposition ou des gouvernements. Le nombre de méfaits commis par les gouvernements américains qui restent à découvrir est pratiquement infini, tandis que le temps de l'auteur de cet ouvrage ne l'est pas. L'appareil des interventions américaines a été guidé jusqu'à nos jours vers un seul but : une guerre éternelle pour une paix éternelle.

Les grands méchants narcoterroristes sont à votre porte

Les dirigeants du gouvernement américain essaient visiblement d'identifier les guérilleros gauchistes avec les trafiquants de drogue. Peu importe si le lien est fondé ou pas. Ils aiment bien utiliser l'expression « narcoterroristes » lorsqu'ils parlent des guérilleros. Ces mélanges linguistiques ont peut-être une fonction qui n'est pas purement descriptive.

Voici ce qu'affirme à ce sujet le commandant des Forces Spéciales, le Colonel John Waghelstein, en 1987 :

Un amalgame des deux dans l'esprit du public américain et du Congrès nous donnerait le soutien nécessaire pour lutter contre les terroristes de la guérilla et les trafiquants de drogue dans cette partie du monde... Le Congrès aurait du mal à nous empêcher d'assister nos alliés en leur fournissant l'entraînement, le conseil et les moyens de sécurité nécessaires à faire leur travail. Du coup, ces groupes académiques et ces prêtres qui ont lâchement soutenu les insurrections en Amérique latine se retrouveraient du mauvais côté dans le débat autour de cette question morale. Mais surtout nous serions dans une position morale inattaquable qui nous permettrait de lancer une offensive concertée en utilisant entre autres les moyens du ministère de la Défense^{424}.

Les musées commémoratifs des victimes

Pendant plusieurs années, les conservateurs de la Guerre Froide ont projeté la création d'un « Musée commémoratif des victimes du communisme » près du Mall à Washington. La construction en a été décidée par un acte du Congrès, signé par le président Clinton. Les textes publiés en faveur de ce projet sont extrêmement imprécis et truffés de propagande. Mais ce n'est pas sur cela que je veux attirer l'attention. Je propose qu'on construise également un « Musée commémoratif des victimes de l'anticommunisme ». On pourrait l'édifier juste à côté. Des panneaux illustrant les interventions décrites ici, les tortures, le soutien offert aux terroristes, que j'aborde dans d'autres chapitres de cet ouvrage, fourniraient assez de matériel pour remplir un bâtiment de dimensions plus que respectables.

Chapitre 18

Le trucage des élections

Est déclarée illégale toute contribution d'un ressortissant étranger, directement ou par une tierce personne, en argent et sous toute autre forme, comme la promesse, expresse ou implicite, de telle donation en relation avec des élections à une fonction politique particulière ou des élections primaires...

Article 2, United States Code Amended (USCA), Section
441^e (a)

Voilà les bases légales, voire politiques, de l'indignation exprimée par les membres Démocrates et Républicains du Congrès américain lorsqu'on révéla que les Chinois avaient peut-être essayé d'influencer la politique américaine par une campagne clandestine de donations.

Cependant, les politiciens de Washington se réservent depuis longtemps le droit d'utiliser des sommes très importantes pour influencer les élections de pays étrangers (y compris ceux qui interdisent de telles contributions) et corrompre les systèmes électoraux en place. Nous verrons que les moyens adoptés pour atteindre ce but sont très variés.

Les élections et la notion de démocratie

La thèse selon laquelle « Cuba est le seul pays non démocratique du monde occidental » a été souvent proclamée par le président Clinton et d'autres leaders politiques américains durant sa présidence. Elle a été dûment répétée par les médias, à tel point qu'elle fait désormais partie des idées reçues de Monsieur Tout le Monde aux États-Unis.

Examinons cette thèse de plus près, car elle contient des implications très intéressantes.

Pendant les années de la révolution cubaine, de 1959 à nos jours, l'Amérique latine a connu toutes sortes de violations des droits de l'homme : l'utilisation systématique de la torture, un nombre incalculable de personnes « disparues », les escadrons de la mort soutenus par les gouvernements et chargés d'abattre des individus désignés, les massacres en masse de paysans, d'étudiants ou d'autres groupes, tués de sang froid. À l'origine des actes les plus féroces de ce genre, on trouve les équipes militaires et paramilitaires de pays tels que le Salvador, le Guatemala, le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Pérou, le Mexique, l'Uruguay, Haïti et le Honduras. Même les ennemis les plus acharnés de Cuba n'ont jamais accusé le gouvernement de Castro d'avoir commis de telles violations. Ajoutez à cela que, selon le président Clinton, les systèmes d'éducation et de santé (considérés comme un droit essentiel par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies et par la Convention Européenne pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales) « fonctionnent mieux [à Cuba] que dans la plupart des autres pays du monde^[425]. ». On peut dès lors affirmer que pendant plus de quarante ans, c'est-à-dire depuis sa révolution, Cuba a connu l'une des situations les meilleures d'Amérique latine en ce qui concerne le respect des Droits de l'Homme.

Malgré cela, les États-Unis insistent : Cuba est le seul pays « non démocratique » du monde occidental. Il faut donc en conclure qu'aux yeux de la Maison Blanche la notion de « démocratie » ne comprend peut-être pas une grande partie de nos Droits de l'Homme les plus sacrés. De fait, bon nombre de déclarations officielles faites par des hommes politiques de Washington au fil des années semblent indiquer que pour eux la démocratie est associée, dans le meilleur des cas, uniquement aux élections et aux libertés civiques. Le droit au travail, à l'alimentation ou au logement ne rentrent donc pas dans cette notion.

Ainsi, une nation où vivent des masses de gens affamés et sans abri, de malades privés de soins, d'analphabètes, de

chômeurs, de personnes soumises à la torture et qui ont vu disparaître leurs proches, souvent tués avec la connivence de l'État, peut être appelée « démocratie ». Le mot vient du grec : « Gouvernement du peuple ». Cela sous-entend que les citoyens souhaitent vraiment vivre dans le type de société où ils vivent. La condition de la démocratie est que tous les trois ou quatre ans les citoyens aient le droit de se rendre à un endroit désigné pour mettre une croix sur le nom d'une personne qui leur a promis de les délivrer de leur condition misérable, mais qui par définition ne tiendra pas sa parole une fois élu. Autre condition : dans une telle société, un minimum de liberté doit exister (la quantité de liberté étant fonction du niveau de richesse des citoyens) pour que le citoyen puisse exprimer ses opinions sur le pouvoir en place ou sur la société elle-même, sans crainte d'encourir une sanction et sans que ses opinions aient forcément une influence sur la société.

Ce n'est pas un hasard si les États-Unis ont adopté une définition aussi limitée de la démocratie. Pendant la Guerre Froide, l'ennemi soviétique et ses satellites étaient caractérisés par l'absence de libertés civiques et d'élections libres ainsi que par la présence d'un seul parti politique. Ces pays ont pourtant assuré à leurs citoyens un niveau de vie relativement correct en termes d'emploi, alimentation, santé et éducation publiques, en leur épargnant les fléaux de la torture ou des escadrons de la mort, omniprésents au Brésil ou au Guatemala. D'autre part, bon nombre de pays du tiers-monde alliés des États-Unis pendant la Guerre Froide, et que Washington considérait comme faisant partie du « Monde Libre », vivaient des situations désastreuses en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Des élections à peu près libres s'y tenaient, certes, mais la liberté d'opinion n'existait que dans la mesure où elle ne gênait pas le pouvoir et ne menaçait pas de se transformer en mouvement de protestation.

Comment marquer des points dans la propagande de la Guerre Froide avec une équipe de collaborateurs de ce genre? Eh bien, Washington n'avait qu'à exalter la seule vertu possédée par ses coéquipiers et dénoncer ses ennemis qui en

étaient dépourvus, nommant cette vertu « démocratie » et son contraire « totalitarisme ».

Voilà pourquoi les Américains ont fini par croire avec ardeur à l'idée selon laquelle aucun progrès ne pouvait être réalisé, dans n'importe quelle société, en l'absence d'élections. Ils ont appris à assimiler démocratie et élections. Peu importe s'ils sont désabusés quant à la politique électorale dans leur pays. La plupart d'entre eux croient fermement que la promotion d'élections libres et démocratiques est depuis longtemps l'un des principaux moteurs de la politique étrangère américaine.

Mais examinons à la lumière de ces réflexions certains épisodes de l'histoire de la deuxième moitié du xx^e siècle.

Philippines, années 50

La CIA a manipulé de façon flagrante la vie politique du pays : élections truquées, campagnes massives d'intoxication, financements occultes destinés à certains candidats ou rédaction de leurs discours électoraux. On est allé jusqu'à mettre de la drogue dans la boisson de l'un des opposants au candidat soutenu par la CIA, pour que ses discours apparaissent incohérents, ou à organiser l'assassinat d'un autre candidat « mal vu ». Pour parachever son programme, la CIA a mis en place, dans l'ombre, une organisation appelée Mouvement National pour les Élections Libres, soutenue à travers le pays par des citoyens confiants. Le *New York Times* aussi a loué la politique électorale des Philippines et a déclaré que « ce n'est pas sans raison que les Philippines ont été appelées “la vitrine de la démocratie en Asie” ^[426] ».

Italie, 1948- années 70

Voir chapitre sur les « Interventions ».

Liban, années 50

La CIA débloque des fonds pour soutenir les campagnes du président Camille Chamoun et d'un certain nombre de candidats aux élections législatives. D'autres fonds sont utilisés contre les candidats qui ont manqué d'enthousiasme

lors des ingérences américaines dans la politique libanaise^{427}.

Indonésie, 1955

La coalition centriste du pays reçoit un million de dollars de la CIA pour une campagne électorale destinée à saper le parti du président Sukarno et le Parti Communiste Indonésien^{428}.

Vietnam, 1955

Les États-Unis poussent le Vietnam du Sud à annuler les élections prévues pour unifier le Nord et le Sud du pays. Ils sont convaincus que le leader communiste nord-vietnamien, Hô Chi Minh, les gagnerait facilement^{429}.

Guyane Britannique/Guyana, 1953-1964

Pendant onze ans, deux des plus vieilles démocraties du monde, le Royaume-Uni et les États-Unis, essayent par tous les moyens d'empêcher le leader Cheddi Jagan, élu démocratiquement pour la troisième fois par le peuple, d'occuper son poste. Au cours de ces années, utilisant la grève générale et la désinformation aussi bien que le terrorisme et le légalisme à la britannique, les États-Unis et le Royaume-Uni obligeront deux fois Jagan à quitter le pouvoir^{430}.

Japon, 1958- années 70

La CIA a utilisé des millions de dollars provenant des caisses du Trésor Public pour financer, « siège par siège », les conservateurs du Parti Libéral Démocrate aux élections législatives. En même temps, elle a tout mis en œuvre pour affaiblir et miner son opposant, le Parti Socialiste Japonais. En résulteront 38 ans de règne libéral-démocrate, comparable à celui des démocrates- chrétiens, eux aussi sponsorisés par la CIA, en Italie. Ces tactiques auront comme résultat d'empêcher, au Japon et en Italie, le développement d'un système démocratique multipartiste^{431}.

L'édition 1961-63 du rapport annuel *Foreign Relations of the United States* du département d'État, publié en 1996, contient un désaveu sans précédents : des documents importants ayant été omis dans le texte, un comité d'éminents historiens affirme

que « la compilation publiée ne constitue pas un rapport « complet, précis et fiable sur les principales décisions de politique étrangère des États-Unis » », comme l'exige la loi. Selon les historiens du département d'État, les documents omis concernent aussi les opérations américaines au Japon de 1958 à 1960.^{432}.

Népal, 1959

La CIA a avoué avoir mené des opérations, qualifiées tout simplement de « clandestines », en faveur de B.P. Koirala pour aider le Nepali Congress Party à gagner les élections législatives nationales. Le NCP a gagné la majorité des sièges et Koirala est devenu premier ministre. C'était la toute première élection démocratique au Népal et la CIA était là pour initier ce peuple aux merveilleux mécanismes de la démocratie.^{433}.

Laos, 1960

Les agents de la CIA bourrent les urnes pour aider Phoumi Nosavan, « homme à poigne » soigneusement choisi, à mettre en place un gouvernement pro-américain.^{434}.

Brésil, 1962

À l'occasion des élections fédérales et nationales, la CIA et L'Agency for International Development dépensent des millions de dollars pour appuyer les candidats opposés au président João Goulart. Et la CIA n'hésite pas à utiliser tous les coups bas dont elle est capable afin de perturber les campagnes d'autres candidats en lice.^{435}.

République dominicaine, 1962

En octobre 1962, deux mois avant le jour des élections, l'ambassadeur des États-Unis, John Bartlow Martin, rencontre les candidats des deux partis les plus importants du pays. Il leur remet un message rédigé par lui-même en anglais et en espagnol, dans lequel on peut lire : « Dès que les résultats des prochaines élections seront connus, le perdant félicitera publiquement celui qui aura gagné et le reconnaîtra comme

président de tous les Dominicains. Ensuite, il demandera à ses propres électeurs de reconnaître cette victoire... Avant d'entrer dans ses fonctions, le gagnant offrira des postes ministériels à des membres de l'opposition. (Ceux-ci pourront décliner l'offre)^{436}. »

Les Américains collaborent également avec le gouvernement dominicain pour déporter aux États-Unis ou ailleurs quelques 125 personnes, des partisans de l'ancien dictateur Trujillo mais aussi des communistes castristes. Ils n'auront le droit de rentrer chez eux qu'après les élections. Comme le dit Martin, l'objectif est d'« aider à maintenir la stabilité afin que les élections puissent se tenir^{437} ».

Le vainqueur, Juan Bosch, sera toutefois éloigné du pouvoir par un coup d'État sept mois plus tard : un affront à la démocratie auquel ni Martin ni aucun autre officiel américain n'essayeront de répondre.

Guatemala, 1963

Les États-Unis ont renversé le régime du général Miguel Ydigoras. Celui-ci avait décidé de démissionner de son poste en 1964, laissant la porte ouverte à de nouvelles élections. Washington craignait que ces élections soient gagnées par l'ancien président Juan José Arévalo, libéral, réformiste et critique vis-à-vis de la politique étrangère américaine. Le successeur de Ydigoras n'a jamais parlé de nouvelles élections^{438}.

Bolivie, 1966

La CIA influence les résultats des élections nationales du pays en accordant 600 000 dollars au président René Barrientos et des sommes moins importantes à plusieurs partis de droite. Gulf Oil contribuera à hauteur de 200 000 dollars de plus à cette opération^{439}.

Chili, 1964-1970

Les États-Unis interviennent lourdement dans les élections nationales chiliennes de 1964 et 1970, mais aussi dans les élections parlementaires qui se sont tenues entre ces deux dates. Le socialiste Salvador Allende en fera les frais en 1964 mais il gagnera les élections de 1970, malgré les opérations dirigées contre lui par la CIA à coups de millions de dollars. Celle-ci provoquera cependant sa chute dans le coup d'État militaire de 1973.^{440}.

Portugal, 1974-1975

Suite au coup d'État de 1974, réalisé par des militaires qui parlent comme des socialistes, la CIA met en branle sa machine de propagande et fait parvenir plusieurs millions de dollars aux candidats « modérés », en particulier à Mario Soares et à son Parti (prétendument) Socialiste. En même temps, la CIA pousse d'autres partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale à fournir des fonds pour la campagne de Soares. Avec succès. Le Parti Socialiste devient la formation politique dominante au Portugal.^{441}.

Australie, 1974-1975

Voir chapitre sur les « Interventions ».

Jamaïque, 1976

Une campagne dirigée par la CIA doit empêcher la réélection du social-démocrate Michael Manley. Basée sur la désinformation, l'envoi d'armes, la déstabilisation du monde du travail et de l'économie, elle ne négligera pas les aides financières à l'opposition. On essaye même d'assassiner Manley qui, malgré tout, sortira vainqueur des élections.^{442}.

Panama, 1984,1989

En 1984, la CIA finance en partie la victoire, très douteuse, aux élections présidentielles, d'un des hommes de Manuel Noriega. L'opposition crie à la fraude mais le nouveau président est reçu à la Maison Blanche. Cependant, en 1989, Noriega n'est plus très bien vu à Washington, la CIA fournit alors plus de 10 millions de dollars à ceux qui s'opposent à

son candidat. Elle utilise également une radio clandestine et une chaîne de télévision afin d'influencer le vote. Cependant, l'homme de Noriega gagnera et Washington exprimera sa profonde indignation face à ces élections frauduleuses^{443}...

Nicaragua, 1984,1990

En 1984, tentant de délégitimer les élections fixées par le gouvernement sandiniste, les États-Unis parviennent à convaincre la principale coalition de l'opposition de ne pas y participer. Quelques jours avant les élections, d'autres partis de droite en lice révèlent que les diplomates américains ont exercé des pressions sur eux pour qu'ils se retirent de la course^{444}. La CIA cherche également à diviser le leadership sandiniste en faisant paraître de fausses pages publicitaires dans les journaux de pays voisins^{445}. Les sandinistes gagneront cependant haut la main ces élections tout à fait démocratiques, sous le regard de centaines d'observateurs internationaux.

Six ans plus tard, le National Endowment for Democracy (NED), doublon de la CIA créé par Washington, versera des millions de dollars pour battre les sandinistes aux élections du mois de février. Le NED aidera l'opposition nicaraguayenne, l'UNO, à mettre en place les formations politiques et les organisations qui vont s'unir en une coalition antisandiniste.

L'UNO, qui remportera les élections, est le seul parti politique à avoir reçu une aide US, même si huit autres partis d'opposition avaient des candidats^{446}.

Mais, surtout, la CIA avait bien fait comprendre au peuple du Nicaragua qu'une éventuelle victoire des sandinistes signifiait perpétuer la guerre dévastatrice et implacable que Washington avait déclenchée contre le pays.

Haïti, 1987-1988

Lorsqu'en 1986 la dictature de Duvalier arrive à son terme, le pays se prépare à ses premières élections libres, qui doivent se tenir l'année suivante. Le dirigeant du principal syndicat d'Haïti déclare que Washington est en train d'essayer

d'affaiblir la gauche. Des organisations américaines de soutien, affirme-t-il, encouragent les populations des campagnes à considérer et à rejeter l'ensemble des candidats de gauche comme « communistes ». En même temps, la CIA soutient certains candidats de son choix. Ces activités se poursuivent jusqu'à ce que la Commission du renseignement du Sénat lui ordonne d'arrêter toute opération électorale clandestine.^{447}.

Bulgarie, 1990-1991 et Albanie, 1991-1992

Sans se soucier de la fragilité de ces démocraties naissantes, les Etats-Unis contribuent à faire tomber les gouvernements démocratiquement élus de Bulgarie et d'Albanie. Voir chapitre sur les « Interventions ».

Russie, 1996

Pendant quatre mois, de mars à juin, un groupe de conseillers politiques américains expérimentés a travaillé secrètement à Moscou pour soutenir la campagne présidentielle de Boris Eltsine. Bien qu'il ait opéré indépendamment, le lien avec Washington était assuré par le « gourou politique » de Clinton, Dick Morris. Au mois de mars, devant Eltsine, le président américain déclare vouloir « s'assurer que toute action entreprise par les États-Unis aurait un impact positif » sur la campagne électorale en Russie. On comptait sur Boris Eltsine pour qu'il chevauche le cheval du marché libre mondial, il était donc impératif qu'il remporte ces élections. Les conseillers américains à Moscou ont écrit le scénario de la conférence au sommet Clinton-Eltsine du mois d'avril, pour qu'on ait le sentiment que les Russes tenaient tête à l'Occident, comme le Parti Communiste Russe, principal rival d'Eltsine, avait promis de le faire s'il gagnait.

Les Américains ont utilisé des méthodes très sophistiquées, propagande, sondages, groupes de réflexion, manifestations de masse, mailings. Ils ont encouragé le pouvoir à garder un contrôle plus systématique sur les médias appartenant à l'État et à éviter les débats publics avec les ennemis. Mais surtout, ils ont poussé Eltsine à « taper » sur les ennemis. Il fallait par

exemple évoquer la situation qui se créerait si les communistes gagnaient les élections : les bouleversements sociaux, la violence et, naturellement, le retour des heures les plus sombres du stalinisme. Victimes d'un véritable black-out médiatique, les communistes se sont trouvés dans l'impossibilité de riposter aux attaques ou de crier l'équivalent en russe de la phrase : « C'est de l'économie, idiot ! ».

Il est impossible de mesurer l'importance de la contribution des conseillers US à la campagne d'Eltsine, puisqu'on n'a aucun moyen de savoir quelle tactique les hommes d'Eltsine auraient utilisée s'ils avaient été seuls, comment ils l'auraient appliquée et quels résultats ils auraient obtenus. Mais on sait tout de même qu'avant l'entrée en scène des Américains, 6% de l'électorat russe soutenait Eltsine. Au premier tour des élections, il obtient 32% contre 35% aux communistes et au second tour il gagnera avec 54% contre 40% aux communistes. « La démocratie a triomphé » affirme alors le *Time Magazine*^{448}.

Mongolie, 1996

Pendant plusieurs années, Le National Endowment for Democracy a collaboré avec les opposants au Parti Révolutionnaire du Peuple Mongol (les anciens communistes, qui avaient gagné les élections de 1992) et les a aidés à remporter une victoire électorale assez surprenante. Au cours des six années précédant les élections, le NED a dépensé près d'un million de dollars dans un pays dont la population ne dépasse pas deux millions et demi d'habitants. L'objectif principal de cet investissement était l'unification de l'opposition dans une nouvelle coalition, l'Union Démocratique Nationale. Sur l'exemple du « Contrat avec l'Amérique » de Newt Gingrich, le NED rédige un « Contrat avec l'Electeur Mongol »; on y réclame le droit à la propriété privée, la liberté de la presse et des facilités pour les investissements étrangers.^{449} Le Parti Révolutionnaire avait déjà réalisé des réformes économiques de style occidental qui avaient engendré une pauvreté généralisée et effacé une grande

partie du système de protection sociale du régime communiste. Mais le nouveau gouvernement promet d'accélérer les réformes, y compris la privatisation des logements^{450}. Le *Wall Street Journal* est aux anges : ce processus radical va devenir encore plus drastique, par exemple avec la vente des entreprises publiques. « La Sagesse des Steppes » titre l'éditorial du journal^{451}. Washington, en tout cas, est tranquille. Le nouveau gouvernement s'annonce beaucoup plus ouvert que le précédent aux sociétés et aux services secrets américains. En 1998, l'Agence Nationale pour la Sécurité installe des postes d'écoute électronique pour capter les communications de l'armée chinoise, tandis que les services de renseignements mongols utilisent des nomades pour aller chercher des renseignements directement en Chine^{452}.

Bosnie, 1998

La Bosnie est devenue une sorte de protectorat américain. Le « gouverneur général » est Carlos Westendorp, diplomate espagnol chargé de renforcer les accords de paix de Dayton de 1995, dont les Américains revendiquent la paternité. Avant les élections de septembre, Westendorp oblige 14 candidats croates à se retirer du scrutin. Ils sont responsables d'avoir fait diffuser en Bosnie, par la télévision d'État de la Croatie voisine, des informations tendancieuses et d'entretenir des liens suspects avec des militaires de l'armée croate. Après les élections, Westendorp congédie le président élu de la République Serbe de Bosnie, accusé de fomenter des troubles. Dans ce contexte, ceux qui semblent se conformer à la politique agréée par les États-Unis et par les autres puissances occidentales sont considérés comme « modérés ». Ils peuvent donc se porter candidats et garder leurs postes une fois élus. Ceux qui, en revanche, ont des idées différentes sont des « faucons » et ils risquent de connaître un sort bien différent.

Lorsqu'en mai 1997, Westendorp a été nommé « haut représentant » en Bosnie, le *Guardian* de Londres écrivait que « le Secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, avait

approuvé ce choix ». Mais quelques observateurs craignaient déjà que M. Westendorp se montre trop « léger » et qu'il devienne un homme de paille aux ordres des Américains.^{453}.

D'autres preuves de l'amour viscéral de Washington pour les élections

Il ne faut pas oublier les occasions où les États-Unis n'ont (peut-être) pas interféré dans des élections mais ont participé au renversement de gouvernements démocratiquement élus. C'est ce qui s'est passé en Iran (1953), au Guatemala (1954), au Congo (1960), en Équateur (1961), en Bolivie (1964), en Grèce (1967) et aux Fidji (1987).

Les interventions des États-Unis ont aussi provoqué la disparition d'élections démocratiques pendant de longues périodes, par exemple en Iran, en Corée du Sud, au Guatemala, au Brésil, au Congo, en Indonésie, au Chili et en Grèce.

Chapitre 19

Un Cheval de Troie : le National Endowment for Democracy

Combien d'Américains seraient capables de définir clairement le National Endowment for Democracy? C'est une organisation qui agit souvent dans le sens opposé à sa vocation proclamée. Le NED fut créé au début des années 80 par le président Reagan, à la suite des révélations sur les méfaits de la CIA divulgués dans la deuxième moitié des années 70. Au cours de cette période remarquable de l'histoire américaine, en réaction à l'affaire du Watergate, la commission Church du Sénat, la commission Pike de la Chambre des Députés et la Commission Rockefeller, créée par le président, ont longuement enquêté sur la CIA. Presque chaque jour, les nouvelles découvertes concernant les opérations, parfois criminelles, réalisées au fil des ans par la CIA faisaient la une des journaux. Bref, l'image de l'Agence commençait à se détériorer sérieusement et à mettre de plus en plus dans l'embarras le pouvoir en place.

Il fallait faire quelque chose. Certes, on aurait pu décider que, dorénavant, la CIA ne pourrait plus réaliser les actes qu'on lui reprochait ; il en alla tout autrement. On chargea une nouvelle organisation, à laquelle on donna un fort joli nom : National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocratie), d'exécuter les fonctions traditionnelles de l'Agence. Sans que son image soit ternie par les ombres associées aux activités, autrefois clandestines, du service de renseignements, cette fondation allait pouvoir faire à peu près ouvertement ce que, pendant des années, la CIA avait fait en douce. Du moins, pouvait-on l'espérer...

Ce fut un chef-d'œuvre de politique, de relations publiques et de cynisme.

En 1983, le National Endowment for Democracy est donc créé « afin de soutenir les institutions démocratiques partout dans le monde, au moyen d'efforts privés et non gouvernementaux ».

L'adjectif « non gouvernementaux » fait bien entendu partie de l'image, du mythe. En réalité, chaque dollar des fonds du NED provient du gouvernement fédéral, comme l'indiquent clairement les comptes contenus dans ses rapports annuels. Si cette fondation se définit si volontiers comme « organisation non gouvernementale », c'est pour garder la crédibilité dont, à l'étranger, une organisation gouvernementale américaine officielle ne bénéficierait jamais. Mais cela, hélas, n'est vrai qu'en apparence.

Allen Weinstein, l'un des auteurs du texte de loi qui établit le NED, était peut-être naïf quand en 1991 il affirma : « Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui a été faite clandestinement il y a 25 ans par la CIA.^[454] » En fait, à travers le NED la CIA blanchit de l'argent.

Le NED dirige ses fonds vers quatre organismes : l'International Republican Institute, le National Democratic Institute for International Affairs, une filiale de l'AFL-CIO (comme l'American Center for International Labor Solidarity) et une filiale de la Chambre de Commerce (comme le Center for International Private Enterprise). Ensuite, ces organismes distribuent ces fonds à d'autres institutions aux États-Unis et à l'étranger, qui à leur tour peuvent redistribuer l'argent à d'autres institutions.

Le NED intervient dans les affaires intérieures de pays étrangers de plusieurs façons. Il fournit fonds, savoir-faire technique, entraînement, matériel didactique, ordinateurs, télécopieurs, photocopieuses et voitures à des groupes politiques, à des organisations de citoyens, à des syndicats, à des mouvements de dissidents politiques ou d'étudiants, à des éditeurs, à des journaux et autres médias. Les programmes du

NED sont généralement basés sur une philosophie selon laquelle les intérêts des travailleurs et des autres citoyens sont mieux pris en compte dans un système fondé sur la libre entreprise, la coopération des classes et les conventions collectives, un système où l'intervention du gouvernement dans la vie économique est réduite au minimum et où l'on s'oppose au socialisme sous toutes ses formes. L'économie de marché est assimilée à la démocratie, à la réforme et à la croissance; les bienfaits de l'investissement étranger sont soigneusement mis en relief.

De 1994 à 1996, le NED a accordé 15 subventions pour un total de deux millions et demi de dollars à l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), une organisation utilisée par la CIA pendant des décennies pour déstabiliser les syndicats progressistes.^[455] Les démarches de l'AIFLD auprès de syndicats du tiers-monde incluent des efforts éducatifs considérables fondés sur la philosophie du NED décrite plus haut. L'un des objectifs d'une subvention accordée en 1996 par le NED à l'AIFLD est décrit dans les termes suivants : « Parvenir à un bon niveau de coopération entre syndicats et patronat.^[456] ». Comme la plupart des proclamations du NED, cette phrase semble inoffensive, voire positive. Mais si on la décode, elle contient un message idéologique très clair : « Réprimez les agitations syndicales... Ne dérangez surtout pas le statu quo. » Les relations entre le NED et l'AIFLD reflètent parfaitement les racines du NED, issu de la CIA.^[457]

L'Endowment a financé les organisations syndicales du centre et de droite pour les aider à contrer les syndicats trop militants et de gauche dans des pays comme la France, le Portugal ou l'Espagne. En France, en 1983-84, le NED a soutenu une « organisation de type syndical composée de professeurs et d'étudiants » — l'UNI - pour qu'elle s'oppose aux « organisations des professeurs de gauche ». Pour ce faire, il a financé une série de séminaires, la réalisation d'affiches, l'édition de livres et d'opuscules tels que « Subversion et théologie de la révolution » et « Neutralisme ou liberté ».^[458] (Le terme « neutralisme » fait référence ici à la politique de

non-alignement pendant la Guerre Froide).

Le NED décrit ainsi l'un de ses programmes pour 1997-98 : « Identifier les obstacles au développement du secteur privé au niveau local et fédéral en République Fédérale de Yougoslavie, promouvoir des réformes électorales dans ce pays... [et] développer des stratégies visant à une croissance du secteur privé.^{459} » Pendant des années, les opposants au président Slobodan Milosevic ont bénéficié des aides financières du NED.^{460}

Bref, le NED est tout à fait en phase avec les exigences fondamentales et les objectifs du nouvel ordre économique mondial, comme la CIA l'a été, pendant des années, avec ceux de la politique étrangère américaine.

En 1984, les fonds du NED ont été utilisés pour favoriser un candidat aux élections présidentielles panaméennes soutenu par Manuel Noriega et par la CIA. S'ensuivit une controverse qui débouchera sur une loi du Congrès interdisant l'utilisation des fonds du NED pour « financer des campagnes de candidats à des fonctions politiques ». Mais il y a plus d'une manière de contourner aisément de telles interdictions. Comme pour les élections américaines, il y a de l'« argent lourd » et de l'« argent léger ».

Comme indiqué dans les chapitres sur les « Interventions » et sur les « Élections », le NED a réussi à manipuler les élections au Nicaragua en 1990 et en Mongolie en 1996, et il a contribué au renversement des gouvernements démocratiquement élus de Bulgarie (1990) et d'Albanie (1991-1992). À la fin des années 90, à Haïti, le NED s'active en faveur des groupes de droite et les aide à s'unir pour former une coalition d'opposition à l'ancien président Jean-Bertrand Aristide et à son idéologie progressiste.^{461} Le NED a fait sentir tout son poids dans les processus politiques et électoraux d'un grand nombre d'autres pays.

Le NED voudrait faire croire au monde qu'il ne fait qu'enseigner l'ABC de la démocratie et des élections à des

peuples qui ne les connaissent pas encore. Pourtant, dans les cinq pays mentionnés plus haut, des élections libres et démocratiques avaient déjà eu lieu. Le véritable problème était que ces élections avaient été remportées par des partis politiques qui ne figuraient pas dans la liste agréée par le NED lui-même.

L'Endowment prétend avoir pour but « la création d'oppositions et l'encouragement du pluralisme ». « Nous soutenons des gens qui autrement n'auraient pas le droit à la parole dans leurs systèmes politiques », affirme Louisa Coan, l'une des responsables des programmes NED.^{462} Pourquoi, alors, le NED n'a-t-il pas encore débloqué des fonds pour favoriser l'opposition progressiste ou de gauche au Mexique, au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua, en Europe de l'Est ou, à la rigueur, aux États-Unis? Ces groupes ont toujours besoin de financements pour faire entendre leur voix. Entre-temps, les formations anticastristes continuent d'être généreusement subventionnés.

Les rapports du NED rabâchent l'argument de la démocratie. Mais, dans le meilleur des cas, l'objectif de la fondation n'est qu'une dose modeste de mécanique électorale et certainement pas la démocratie économique, ni rien de ce qui menace le pouvoir en place et l'ordre établi ; à moins, bien sûr, qu'il ne s'agisse d'un pays comme Cuba.

Le NED joua un rôle important dans l'affaire de l'Irangate dans les années 80 en finançant les composantes du réseau Project Democracy d'Oliver North. Celles-ci s'approprièrent la politique étrangère américaine, firent la guerre, vendirent des armes et de la drogue et s'impliquèrent dans d'autres activités tout aussi charmantes. À un moment, en 1987, un porte-parole de la Maison-Blanche déclara que ceux du NED « mènent le Project Democracy^{463} ». C'était une exagération ; il aurait été plus juste de dire que le NED était la face publique du Project Democracy, alors que North s'occupait de sa face cachée. Quoi qu'il en soit, cette affirmation a provoqué moins de remue-ménage que si l'on avait - comme dans une période antérieure - révélé la présence de la CIA derrière une opération

aussi douteuse.

Au milieu des années 80, le NED a monté aux Philippines une campagne à plusieurs niveaux, pour combattre une révolte inspirée par la gauche. Il a subventionné nombre d'organisations privées, dont des syndicats et des médias^{464}.

Ce fut la copie conforme d'une opération de la CIA d'avant le NED.

Entre 1990 et 1992, l'Endowment a donné un quart de million de dollars, payés par le contribuable, à la Cuban-American National Foundation, le groupe de fanatiques extrémistes anti-castristes de Miami. Celui-ci, à son tour, a financé Luis Posada Carriles, l'un des terroristes les plus actifs et impitoyables de notre époque, impliqué, entre autres, dans l'explosion d'un avion cubain qui fit 73 victimes en 1976. En 1997, il a participé à une série d'attentats à la bombe dans des hôtels de la Havane^{465}.

Le NED, comme la CIA autrefois, qualifie son activité de « soutien à la démocratie ». Les gouvernements et les mouvements pris pour cibles par le NED la qualifient de « déstabilisation^{466} ».

Les États-Unis contre le monde aux Nations unies

Depuis plus d'un demi-siècle, on nous répète que l'Amérique est le leader du « Monde Libre ». Si c'est vrai, on peut légitimement se poser quelques questions : Où sont ses partisans? Est-on sûr que ce n'est pas tout simplement grâce à son écrasant poids économique que Washington peut influencer les gouvernements d'un grand nombre d'États? Où sont la loyauté et l'admiration que suscite toujours le leadership intellectuel ou moral? Pour obtenir le soutien d'autres pays lors de ses guerres en Corée, au Vietnam, en Afghanistan, en Irak et en Yougoslavie, les États-Unis ont eu recours à la corruption, aux menaces et au chantage. Aux Nations Unies, souvent seuls, parfois épaulés par un ou deux autres pays, les États-Unis se retrouvent en opposition avec les résolutions de l'Assemblée Générale qui essaient de promouvoir les Droits de l'Homme, la paix, le désarmement nucléaire, la justice économique, la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, la politique agressive d'Israël ou d'autres causes progressistes. Et ce avec une régularité tout à fait remarquable.

Le tableau ci-après contient quelques exemples de cette opposition. Il couvre une période de 10 ans, de 1978 à 1987, choisie arbitrairement et il est composé des sections suivantes :

1978-1981 : tous les votes de l'Assemblée Générale de l'ONU ont été examinés, mais la liste ne contient que les résolutions pour lesquelles les États-Unis, tantôt seuls tantôt avec un ou deux pays, ont voté contre.

1982-1983 : tous les votes de l'Assemblée Générale ont été examinés mais la liste ne contient que les résolutions pour lesquelles seuls les États-Unis ont voté contre.

1984-1987 : la liste ne contient que quelques résolutions de l'Assemblée Générale, choisies surtout pour leur diversité.

Au total, 150 exemples sont ici présentés. Le nombre des abstentions n'est pas reporté. Au cours de la période retenue, il y a eu également nombre de résolutions pour lesquelles Israël a été le seul à voter contre tandis que les États-Unis étaient les seuls à s'abstenir.

Les votes sur des résolutions du Conseil de Sécurité et du Conseil Économique et Social ne sont pas inclus ici, mais on y retrouve la même configuration. Au sein du Conseil, un vote négatif des États-Unis est naturellement suffisant pour faire échouer l'adoption d'une résolution.

L'invasion américaine de Grenade de 1983 a été condamnée par la quasi-totalité des pays d'Amérique latine. Seules les dictatures militaires du Chili, du Guatemala et de l'Uruguay l'ont soutenue. Les Nations Unies, de leur côté, ont exprimé massivement leur désapprobation. La réaction du président Reagan a été : « Cent nations de l'ONU ne sont pas d'accord avec nous sur pratiquement tous les points concernant notre intervention et cela n'a même pas perturbé mon petit-déjeuner^{467}. »

Et on nous dit que l'un des crimes des pays communistes est de ne pas tenir compte de l'opinion du monde.

... Un respect convenable des opinions des hommes...

La Déclaration d'indépendance des États-Unis

Date/sujet N° de Vote oui/non

la résolution

1978

15 décembre
Unis, Israël)

33/75

119-2 (États-

Demande au Conseil de Sécurité, notamment ses membres permanents, à prendre les mesures nécessaires pour soutenir les décisions de l'ONU sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

18 décembre 33/110 110-2 (États-Unis, Israël)

Conditions de vie du peuple palestinien.

18 décembre 33/113C 97-3 (États-Unis, Israël, Guatemala)

Condamnation des infractions israéliennes aux Droits de l'Homme dans les territoires occupés.

19 décembre 33/136 119-1 (États-Unis)

Invitation aux pays développés à améliorer la quantité et la qualité des aides aux pays sous-développés.

1979

24 janvier 33/183M 114-3 (États-Unis, France, Royaume-Uni)

Interruption de toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid.

29 janvier 33/196 111-1 (États-Unis)

Protection des exportations des pays en voie de développement.

23 novembre 34/46 136-1 (États-Unis)

Approches alternatives au sein du système de l'ONU pour améliorer le respect des Droits de l'Homme et des

libertés fondamentales.

23 novembre 34/52E 121-3 (États-Unis, Israël, Australie)

Retour des habitants expulsés par Israël.

11 décembre 34/83J 120-3 (États-Unis, Royaume-Uni, France)

Négociations sur le désarmement et l'arrêt de la course aux armements nucléaires.

12 décembre 34/90A 111-2 (États-Unis, Israël)

Demande à Israël de mettre fin à certaines violations des Droits de l'Homme.

12 décembre 34/93D 132-3 (États-Unis, Royaume-Uni, France)

Renforcement de l'embargo militaire contre l'Afrique du Sud.

12 décembre 34/931 134-3 (États-Unis, Royaume-Uni, France)

Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération.

14 décembre 34/100 104-2 (États-Unis, Israël)

Exclusion de tout type de soutien à des interventions dans les affaires intérieures ou extérieures des États.

14 décembre 34/113 120-2 (États-Unis, Israël)

Demande d'un rapport sur les conditions de vie des Palestiniens dans les territoires arabes occupés.

14 décembre 34/133 112-3 (États-Unis, Israël, Canada)

Assistance au peuple palestinien.

14 décembre 34/136 118-2 (États-Unis, Israël)

Droit d'exploitation des ressources nationales dans les territoires arabes occupés.

17 décembre 34/158 121-2 (États-Unis, Israël)

Préparation et tenue de la Conférence de l'ONU sur la Femme.

17 décembre 34/160 122-2 (États-Unis, Israël)

Intégration des femmes palestiniennes dans le programme de la Conférence de l'ONU sur la Femme.

19 décembre 34/199 112-1 (États-Unis)

Protection des droits des pays en voie de développement dans les négociations commerciales internationales.

1980

3 novembre 35/13E 96-3 (États-Unis, Israël, Canada)

Demande à Israël de rapatriement des personnes déplacées.

5 décembre 35/57 134-1 (États-Unis)

Création d'un Nouvel Ordre Économique International pour favoriser la croissance des pays sous-développés et la coopération économique internationale.

5 décembre 35/75 118-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation de la politique israélienne concernant les conditions de vie du peuple palestinien.

11 décembre 35/119 134-3 (États-Unis, Royaume-Uni, France)

Application de la Déclaration sur l'Indépendance des

Pays Colonisés et de leurs Peuples.

11 décembre 35/122C 118-2 (États-Unis, Israël)

Respect des Droits de l'Homme par Israël dans les territoires occupés [le même jour, deux résolutions similaires, 35/122E-votes 119-2 et 35/122F- votes 117-2].

11 décembre 35/136 132-3 (États-Unis, Israël, Canada)

Approbation du Programme d'Action pour la Deuxième Moitié de la Décennie des Femmes proclamée par l'ONU.

11 décembre 35/145A 111-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Cessation de tout essai nucléaire.

12 décembre 35/154 110-2 (États-Unis, Albanie)

Déclaration de non-utilisation d'armes nucléaires contre des pays non nucléarisés.

15 décembre 35/169C 120-3 (États-Unis, Israël, Australie)

Droits des Palestiniens.

15 décembre 35/174 120-1 (États-Unis)

Rappel que le développement des nations et des individus fait partie des Droits de l'Homme.

16 décembre 35/206J 137-3 (États-Unis, Royaume-

Uni, France)

Assistance au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale.

1981

28 octobre 36/12 145-1 (États-Unis)

Antiracisme, condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie.

28 octobre 36/13 124-1 (États-Unis)

Condamnation de la collaboration de certains États et firmes transnationales avec le gouvernement sud-africain.

28 octobre 36/15 114-2 (États-Unis, Israël)

Demande à Israël de mettre fin aux fouilles dans certains sites de Jérusalem Est.

9 novembre 36/18 123-1 (États-Unis)

Promotion du mouvement coopératif dans les pays en voie de développement (agriculture, épargne et crédit, logement, protection des consommateurs, services sociaux etc.).

9 novembre 36/19 126-1 (États-Unis)

Droit pour chaque État de choisir son système social et économique selon la volonté de son peuple, sans aucune forme d'interférence extérieure.

13 novembre 36/27 109-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation des bombardements israéliens contre une installation nucléaire irakienne.

1^{er} décembre 36/68 133-3 (États-Unis, Royaume-Uni,

Guatemala)

Condamnation des activités favorisant les intérêts économiques étrangers dans les territoires coloniaux.

4 décembre 36/73 109-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation de la politique israélienne et de ses conséquences sur les conditions de vie du peuple palestinien.

9 décembre 36/84 118-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Cessation de tout essai d'explosion nucléaire.

9 décembre 36/87B 107-2 (États-Unis, Israël)

Création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

9 décembre 36/92J 78-3 (États-Unis, Canada, Brésil)

Pétition mondiale pour le soutien aux mesures visant à prévenir la guerre nucléaire, freiner la course aux armements et promouvoir le désarmement.

9 décembre 36/96B 109-1 (États-Unis)

Encouragement aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques et biologiques.

9 décembre 36/98 101-2 (États-Unis, Israël)

Demande à Israël de renoncer à la possession d'armes nucléaires.

10 décembre 36/120A 121-2 (États-Unis, Israël)

Droits du peuple palestinien.

10 décembre 36/120B 119-3 (États-Unis, Israël,

Canada)

Droits du peuple palestinien.

10 décembre 36/120E 139-2 (États-Unis, Israël)

Statut de Jérusalem.

14 décembre 36/133 135-1 (États-Unis)

Déclaration du droit à l'éducation, au travail, à l'aide sanitaire, à une alimentation adéquate et au développement économique national comme partie intégrante des Droits de l'Homme.

16 décembre 36/146A 141-2 (États-Unis, Israël)

Statut des réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza.

16 décembre 36/146B 121-3 (États-Unis, Israël, Canada)

Droits au retour des Palestiniens déplacés.

16 décembre 36/146C 117-2 (États-Unis, Israël)

Profits provenant des biens appartenant aux réfugiés palestiniens.

16 décembre 36/146G 119-2 (États-Unis, Israël)

Création de l'Université de Jérusalem pour les réfugiés

palestiniens.

16 décembre 36/147C 114-2 (États-Unis, Israël)

Violations israéliennes des Droits de l'Homme dans les territoires occupés.

16 décembre 36/147F 114-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation de la fermeture par Israël des universités dans les territoires occupés.

16 décembre 36/149B 147-2 (États-Unis, Israël)

Résolution en faveur d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication plus équitable.

16 décembre 36/150 139-2 (États-Unis, Israël)

Opposition à la décision israélienne de construire un canal reliant la Méditerranée à la mer Morte.

17 décembre 36/172C 136-1 (États-Unis)

Condamnation de l'agression de l'Afrique du Sud contre l'Angola et d'autres États africains.

17 décembre 36/172H 129-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Organisation d'une conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud.

17 décembre 36/172 126-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Encouragement de diverses mesures internationales contre l'Afrique du Sud.

17 décembre 36/172N 139-1 (États-Unis)

Soutien aux sanctions et autres actions contre l'Afrique du Sud.

17 décembre 36/1720 138-1 (États-Unis)

Gel des investissements et des prêts en Afrique du Sud.

17 décembre 36/173 115-2 (États-Unis, Israël)

Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires occupés en Palestine et dans d'autres territoires arabes.

17 décembre 36/226B 121-2 (États-Unis, Israël)

Non-applicabilité de la loi israélienne sur le plateau du Golan.

18 décembre 36/234B 127-1 (États-Unis)

Changements de système comptable à l'ONU pour 1980-1981.

1982 [uniquement les votes « solitaires » des États-Unis]

28 octobre 37/7 111-1

Charte mondiale pour la protection de l'environnement.

15 novembre 37/11 136-1

Organisation d'une conférence de l'ONU sur la succession des États par rapport aux biens, aux archives et aux dettes.

3 décembre 37/47 124-1

Appel à la ratification universelle de la convention sur la suppression et la punition de l'apartheid.

9 décembre 37/69E 141-1

Campagne de mobilisation internationale contre l'apartheid.

9 décembre 37/69G 138-1

Création d'une convention internationale contre l'apartheid dans le sport.

9 décembre 37/69H 134-1

Gel des investissements et des prêts étrangers en Afrique du Sud.

9 décembre 37/73 111-1

Nécessité d'un traité mondial d'interdiction des essais nucléaires.

9 décembre 37/78A 114-1

Demande aux États-Unis et à l'URSS de transmettre un rapport sur l'état de leurs négociations sur les armes nucléaires [abstention de l'URSS].

9 décembre 37/83 138-1

Prévention de la course aux armements dans l'espace.

10 décembre 37/94B 131-1

Soutien aux efforts de l'Unesco pour promouvoir un nouvel ordre mondial dans l'information et la communication.

13 décembre 37/98A 95-1

Nécessité d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques.

16 décembre 37/103 113-1

Élaboration de normes et de principes en vue d'une réglementation internationale sur le nouvel ordre économique.

17 décembre 37/131 129-1

Mesures concernant le Bureau des Retraites des chefs d'état-major de l'ONU, y compris la prévention de l'exclusion de certains employés de l'ONU.

17 décembre 37/137 146-1

Protection contre les produits nuisibles à la santé et à l'environnement.

18 décembre 37/199 131-1

Déclaration du droit à l'éducation, au travail, à l'aide sanitaire, à une alimentation adéquate et au développement économique national comme partie intégrante des Droits de l'Homme.

20 décembre 37/204 141-1

Motion pour une analyse de l'application de la Charte des Droits et des Devoirs Économiques des États.

21 décembre 37/237/XI 132-1

Réalisation des structures nécessaires pour la conférence de la Commission Économique sur l'Afrique à Addis-Abeba.

21 décembre 37/251 146-1

Développement des ressources énergétiques des pays en voie de développement.

21 décembre 37/252 124-1

Restructuration des relations économiques internationales en vue de la création d'un Nouvel Ordre Économique International.

1983

22 novembre 38/19 110-1

Convention Internationale pour l'Abolition et la Puniton des Crimes d'Apartheid.

22 novembre 38/25 131-1

Droit de chaque État à choisir son système social et économique selon la volonté de son peuple, sans aucune

forme d'interférence extérieure.

5 décembre 38/39E 149-1

Diffusion de documentation et organisation de conférences dans le cadre de la campagne antiapartheid.

5 décembre 38/39I 140-1

Demande au Conseil de Sécurité d'envisager des sanctions contre l'Afrique du Sud pour protester contre l'apartheid.

5 décembre 38/39K 145-1

Autorisation de la Convention Internationale contre l'Apartheid dans le Sport à continuer ses consultations.

15 décembre 38/70 147-1

Utilisation de l'espace à des fins pacifiques; prévention d'une course aux armements spatiaux.

16 décembre 38/124 132-1

Déclaration du droit à l'éducation, au travail, à l'aide sanitaire, à une alimentation adéquate et au développement économique national comme partie intégrante des Droits de l'Homme.

19 décembre 38/128 110-1

Développement de principes et de normes de droit international concernant le Nouvel Ordre Économique Mondial.

19 décembre 38/150 137-1

Décennie du Transport et de la Communication en

Afrique.

20 décembre 38/182 116-1

Interdiction du développement et de la fabrication de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction de masse.

20 décembre 38/183M 133-1

Demande aux pays possédant l'arme nucléaire de transmettre un rapport annuel à l'Assemblée Générale sur les mesures prises pour prévenir une guerre nucléaire et arrêter la course aux armements.

20 décembre 38/187A 98-1

Nécessité d'intensifier les négociations pour obtenir un accord sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques.

20 décembre 38/188G 113-1

Demande d'une étude sur la course aux armes navales.

20 décembre 38/188H 132-1

Commission Indépendante sur le Désarmement et la Sécurité.

20 décembre 38/202 126-1

Renforcement des moyens de l'ONU pour faire face aux désastres naturels et autres.

1984 [choix de résolutions]

8 novembre 39/9 134-2 (États-Unis, Israël)

Coopération entre l'ONU et la Ligue Arabe.

16 novembre 39/14 106-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation de l'attaque israélienne contre une installation nucléaire irakienne.

23 novembre 39/21 145-1

Rapport du Comité sur l'Élimination de la Discrimination Raciale.

5 décembre 39/411 119-2 (États-Unis, Israël)

Réaffirmation du droit à l'indépendance de Sainte-Hélène.

5 décembre 39/42 121-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Condamnation du soutien à la politique sud-africaine y compris vis-à-vis de la Namibie.

11 décembre 39/49A 127-2 (États-Unis, Israël)

Droits du peuple palestinien.

11 décembre 39/49D 121-3 (États-Unis, Israël, Canada)

Convocation d'une conférence sur la paix au Moyen-Orient.

12 décembre 39/62 125-1

Interdiction du développement et de la fabrication de nouvelles armes de destruction de masse.

12 décembre 39/65B 84-1

Interdiction des armes chimiques et bactériologiques.

13 décembre 39/72G 146-2 (États-Unis, Royaume-Uni)

Action internationale pour l'abolition de l'apartheid.

13 décembre 138-2 (États-Unis, Turquie)

Droit maritime

14 décembre 39/95A 120-2 (États-Unis, Israël)

Violations israéliennes des Droits de l'Homme dans les territoires occupés.

14 décembre 39/95H 143-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation des tentatives d'assassinat de maires palestiniens; demande d'arrestation et de poursuite en justice des responsables.

17 décembre 39/147 94-2 (États-Unis, Israël)

Condamnation du refus d'Israël de placer ses installations nucléaires sous le contrôle de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique.

17 décembre 39/148N 123-1

Interdiction des essais nucléaires, arrêt de la course aux armements nucléaires, désarmement nucléaire.

17 décembre 39/151F 141-1

Poursuite de l'étude de l'ONU sur la recherche et le développement militaires.

17 décembre 39/161B 143-1

Commémoration du 25^e anniversaire de la Déclaration de Concession d'indépendance aux Pays et aux Peuples Colonisés.

18 décembre 39/224 146-2 (États-Unis, Israël)

Assistance économique et sociale au peuple palestinien.

18 décembre 39/232 118-2 (États-Unis, Israël)

Soutien à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

18 décembre 39/233 120-1

Décennie du Développement Industriel en Afrique.

18 décembre 39/243 123-2 (États-Unis, Israël)

Questions administratives concernant la Commission Économique sur l'Asie Occidentale.

1985

13 décembre 40/114 134-1

Indivisibilité et interdépendance des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques.

13 décembre 40/124 130-1

Approches alternatives au sein du système de l'ONU pour améliorer le respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

13 décembre 40/148 121-2 (États-Unis, Israël)

Mesures à prendre contre les activités nazies, fascistes et néo-fascistes.

17 décembre 40/445 133-1

Coopération internationale dans les domaines connexes de l'argent, de la finance, de la dette, du flux des ressources, du commerce et du développement.

1986

27 octobre 41/11 124-1

Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique-Sud.

3 décembre 41/68A 148-1

Nouvel Ordre Mondial de l'information, promu par l'Unesco, pour éliminer les déséquilibres existants dans les domaines de l'information et de la communication.

4 décembre 41/90 126-1

Analyse de l'application de la Déclaration sur le Renforcement de la Sécurité Internationale.

4 décembre 41/91 117-1

Nécessité d'un dialogue politique capable d'améliorer la situation internationale.

4 décembre 41/92 102-2 (États-Unis, France)

Réalisation d'un système global de paix et de sécurité internationales.

4 décembre 41/128 146-1

Déclaration du droit au développement.

4 décembre 41/151 148-1

Mesures pour améliorer la situation des travailleurs immigrés et protéger leurs droits et leur dignité.

8 décembre 41/450 146-1

Protection contre les produits nuisibles à la santé et à l'environnement.

1987

15 octobre 42/5 153-2 (États-Unis, Israël)

Coopération entre l'ONU et la Ligue Arabe.

12 novembre 42/18 94-2 (États-Unis, Israël)

Besoin d'une attitude cohérente au sein de la Cour Internationale de Justice sur les activités militaires et paramilitaires dirigées contre le Nicaragua.

2 décembre 42/69J 145-2 (États-Unis, Israël)

Demande à Israël de renoncer à son projet concernant le déplacement des réfugiés palestiniens de la Rive Ouest loin de leurs maisons et de leurs terres.

7 décembre 42/101 150-0-1 (États-Unis seuls abstentionnistes)

Demande d'une « convention sur les droits de l'enfant ».

7 décembre 42/159 153-2 (États-Unis, Israël)

Mesures pour prévenir le terrorisme international, étudier les causes politiques et économiques du terrorisme; convocation d'une conférence pour définir le terrorisme et ce qui le différencie de la lutte des peuples pour la libération nationale.

8 décembre 42/162B 140-1

Financement de la formation des journalistes et renforcement des services de communication dans les pays sous-développés.

11 décembre 42/176 94-2 (États-Unis, Israël)

Levée de l'embargo commercial contre le Nicaragua.

11 décembre 42/198 154-1

Encouragement de la coopération internationale sur le problème de la dette extérieure.

11 décembre 42/441 131-1

Préparation de documents de synthèse pour une conférence de l'ONU sur le Commerce et le Développement.

Nécessité de lever l'embargo US
contre Cuba 1992

1992 59-2 (États-Unis, Israël)*

1993 88-4 (États-Unis, Israël, Albanie, Paraguay)

1994 101-2 (États-Unis, Israël)

1995 117-3 (États-Unis, Israël, Ouzbékistan)

1996 138-3 (États-Unis, Israël, Ouzbékistan)**

1997 143-3 (États-Unis, Israël, Ouzbékistan)

1998 157-2 (États-Unis, Israël)

1999 155-2 (États-Unis, Israël)

* La Roumanie a voté contre mais par erreur

** Pour la première fois, les 15 pays de l'Union
européenne ont

voté en faveur de cette résolution.

Il ne faut pas oublier que depuis des années les leaders politiques et les médias américains se plaisent à qualifier Cuba de « paria international ».

Le droit à l'alimentation ne fait toujours pas partie des Droits de l'Homme

Comme indiqué plus haut, en 1982 et 1983 les États-Unis ont été les seuls à voter contre la déclaration qui stipulait que le droit à l'éducation, au travail, à la santé, à une alimentation adéquate et au développement national font partie des Droits de l'Homme. Treize ans plus tard, la position des dirigeants américains ne s'est visiblement pas « adoucie ». En 1996, lors de la Conférence sur l'Alimentation dans le Monde organisée par les Nations Unies, les États-Unis ont pris position contre la résolution élaborée à l'issue des travaux, concernant « le droit de chacun à une alimentation saine et nutritive ». Ils continuaient ainsi à ne pas vouloir reconnaître un « droit à

l'alimentation ». D'autre part, Washington défendait le libre-échange comme seule solution capable d'éradiquer la pauvreté et la faim. Les États-Unis exprimaient aussi la crainte que la reconnaissance d'un droit à l'alimentation ne mène à des actions judiciaires de la part des pays pauvres. Ceux-ci pourraient utiliser ce droit pour obtenir de l'aide économique et des aides commerciales.^{468}.

D'autres petits détails de l'histoire des relations entre les États-Unis et l'ONU

En 1949, les États-Unis poussent le Secrétaire Général de l'ONU, Trygve Lie, à signer un accord secret avec le département d'État. En contradiction avec les libertés fondamentales et la Charte des Nations unies, il prévoit que les agents américains puissent passer au crible, à leur insu, les candidats aux différents postes au sein du secrétariat de l'ONU ainsi que les titulaires. Cette mesure est dirigée d'abord contre les 2000 citoyens américains qui représentent environ la moitié du personnel du siège central de l'ONU à New York. Mais l'influence de cet accord secret s'étendra ensuite aux employés d'autres nationalités, y compris dans les agences spécialisées de l'ONU à l'étranger. L'accord n'est que la formalisation d'une pratique déjà bien établie : la politique du département d'État vise à exclure les « internationalistes » engagés pour favoriser des employés plus en phase avec les positions américaines.^{469}.

En 1952, « sur la base d'informations confidentielles fournies par le gouvernement des États-Unis », Lie congédie trois employés américains du secrétariat, qui avaient invoqué le Cinquième Amendement devant une sous-commission sénatoriale sur la sécurité intérieure. Sept autres employés américains, coupables du même « crime », sont obligés de quitter leur poste (avec indemnités).^{470}.

En 1983, l'ambassadeur américain délégué à l'ONU déclare à d'autres membres des Nations Unies que s'ils souhaitent déplacer le siège central de l'Organisation hors des États-Unis,

l'administration Reagan ne s'y opposera pas. Charles Lichenstein affirme : « Nous n'entraverons pas cette démarche. Les membres de la mission États-Unis seront là, sur le quai, ils agiteront la main en signe d'adieu pendant que votre navire commence à naviguer vers le soleil couchant^{471}».

Chapitre 21

À l'écoute de la planète

Chaque bruit que Winston faisait, à peine plus fort qu'un faible murmure, était entendu... Il n'y avait évidemment aucun moyen de savoir si vous étiez observé ou non à un moment donné... Il fallait vivre - et avec l'habitude cela devenait instinctif - en supposant que tout bruit que vous faisiez était entendu, et que chacun de vos gestes était analysé, à part dans l'obscurité.

George
Orwell
, 1984

Orwell a commis une petite erreur à propos de l'obscurité. À l'heure actuelle, la technologie de la vision nocturne ne relève plus du domaine de la science-fiction. Et puis il parlait d'un seul pays, l'Océania. Un grand pays, bien sûr, mais pas le monde entier. Aurait-il pu imaginer, lorsqu'il écrivait *1984*, comment les choses allaient évoluer?

Est-il possible d'imaginer une plus grande invasion de la vie privée qu'en ce début de millénaire où elle a atteint un niveau jamais vu dans l'histoire?

Tel un gigantesque aspirateur dans le ciel, la NSA (National Security Agency) aspire absolument tout : fax, téléphones fixes, portables, e-mails, télex, transmissions par satellite, communications par fibres optiques, liaisons par micro-ondes, voix humaines, textes, images... Si cela marche avec l'énergie électromagnétique, la NSA est là, avec sa technologie de pointe, hypersophistiquée. Sept jours sur sept. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Des milliards de messages sont peut-être interceptés chaque jour. Combien? Impossible de le

savoir. Personne n'y échappe, ni les présidents, ni les premiers ministres, ni le secrétaire général des Nations Unies, ni le pape, ni la reine d'Angleterre, ni les PDG des grandes multinationales, les amis, les ennemis, même votre tante Hélène... Si Dieu a un téléphone, il est certainement sur écoute. Seuls les chiens ne sont pas contrôlés, et encore... Les océans ne vous protégeront pas : depuis longtemps, les sous-marins américains ont placé des capteurs sur les câbles des grandes profondeurs.

Avec un système dont le nom de code est Échelon, lancé dans les années 70 pour espionner les communications par satellite soviétiques, la NSA et ses (petits) partenaires, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada, utilisent un gigantesque réseau de stations d'interception automatisées qui couvre le globe entier. Chacun des pays impliqués enfreint de diverses manières ses propres lois, celles d'autres pays et même les lois internationales. L'absence de mandats émis par des tribunaux autorisant la surveillance d'individus en est un exemple. Mais qui peut les arrêter?

En 1999, la commission sur les renseignements du Congrès américain a consulté des documents internes de la NSA pour vérifier qu'elle respectait la réglementation en la matière. Celle-ci lui interdit de mettre des citoyens américains sur écoute, aux États-Unis ou à l'étranger, à moins que l'Agence ne puisse établir qu'il y a une probabilité pour que ces citoyens soient des agents d'un gouvernement étranger, coupables d'espionnage ou d'autres crimes. La NSA a refusé de parler à la commission^[472].

Sauf pour les individus et les institutions qui ont été spécifiquement ciblés, le système Échelon fonctionne en interceptant sans aucune discrimination de très grandes quantités de communications et en utilisant des ordinateurs pour identifier et extraire les messages intéressants de la masse des messages non désirés. Tous les messages interceptés - télex d'ambassades, accords commerciaux, conversations amoureuses, vœux de naissance - sont analysés pour trouver des mots clés qui pourraient révéler quelque chose

d'intéressant. Les ordinateurs peuvent en effet « écouter » les conversations téléphoniques et reconnaître les moments où certains mots clés sont prononcés. Ces appels sont extraits et enregistrés séparément pour être ensuite écoutés in extenso par un agent de la NSA^{473}. La liste des cibles est certainement très longue et inclut des organisations telles que Amnesty International ou Christian Aid^{474}.

Cependant, les personnes qui travaillent au système Échelon ne sont certainement pas des surhommes : ils admettent qu'ils ont de sérieux problèmes techniques. Souvent, ils ne peuvent pas intercepter Internet aussi facilement qu'ils le souhaiteraient. Quant aux transmissions par fibre optique, qui transmettent de très gros volumes de données numériques comme un flux lumineux, elles posent des difficultés encore plus grandes et les données interceptées augmentent de manière exponentielle. C'est un véritable défi que de trier et d'analyser de manière significative des communications aléatoires.

Mais selon un expert en cryptage, Whitfield Diffie de Sun Microsystems, il est probable que ces difficultés avancées par la NSA constituent une ruse. « Ce que l'Agence veut nous faire croire - c'est qu'autrefois ils étaient très forts, oui, mais qu'aujourd'hui ils ont du mal même à lire le journal, qu'Internet est trop compliqué pour eux, qu'il y a trop de circulation d'informations et qu'ils n'arrivent pas à trouver ce qu'ils cherchent. C'est peut-être vrai, mais c'est ce qu'ils disent depuis des années. Il est bien pratique pour la NSA que ses puissantes cibles croient qu'elle est en difficulté. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne le soit pas, certes, mais il faudrait considérer avec scepticisme ce que déclarent ses informateurs internes^{475}. » Il aurait pu ajouter que le fait de tirer ces sonnettes d'alarme peut contribuer à faire augmenter le budget.

Échelon est mis en oeuvre sans qu'il existe une reconnaissance officielle de son existence, et encore moins une supervision démocratique et publique ou un débat parlementaire sur ses véritables objectifs. En d'autres termes :

de quel droit les États-Unis font-ils cela? Au Royaume-Uni, à chaque fois que les membres du parlement ont posé des questions à propos des activités de la NSA et de sa base de Menwith Hill, dans le North Yorkshire, qui ne cesse de s'agrandir, le gouvernement a systématiquement refusé de fournir des informations.

Cette base en Angleterre est maintenant le plus grand poste d'écoute de la NSA au monde. Couvrant plus de 13 hectares, son site comprend un centre opérationnel ainsi qu'une véritable ville, avec des maisons, des magasins, une chapelle, un centre sportif et son propre groupe électrogène.^[476]

L'étendue du réseau global Échelon est le produit de décennies d'intense activité de Guerre Froide. Cependant, avec la fin de la Guerre Froide, au lieu de diminuer, son budget a fortement augmenté et le réseau s'est accru aussi bien en puissance qu'en portée. Voilà un autre élément qui semble prouver que la Guerre Froide n'était pas une bataille contre le « communisme ».

Au cours des dernières années, le Parlement européen s'est inquiété de cette intrusion dans les affaires du continent. Le Comité des libertés civiles a demandé un rapport qui a été publié en 1998. Celui-ci recommande toute une série de mesures pour répondre à la puissance croissante des technologies de surveillance. Il préconise en outre que « le Parlement européen devrait rejeter les propositions des États-Unis visant à rendre accessibles aux services de renseignements américains les messages privés à travers le réseau de communication global [Internet]. » Le rapport recommande que l'on revoie radicalement la présence et les opérations de la NSA en Europe, suggérant que les activités de l'Agence soient réduites ou rendues plus transparentes. Il dénonce également le rôle d'« agent double » du Royaume-Uni qui espionne ses propres partenaires européens.^[477]

Jean-Pierre Millet, avocat français spécialisé en criminalité informatique, a déclaré au *Figaro* que les pratiques de la NSA sont tout à fait choquantes et qu'elles devraient provoquer une protestation générale. Il ajoute que les partenaires européens

du Royaume-Uni sont parfaitement en droit d'être furieux, mais les Britanniques ne vont pas renier leur pacte avec les États-Unis^[478].

De telles inquiétudes ont été exprimées sur un plan privé par les gouvernements et les membres du Parlement européen depuis la fin de la Guerre Froide. Cependant, les États-Unis ont continué à accroître la surveillance d'Échelon en Europe, surtout à cause de l'intérêt accru en matière d'espionnage industriel, qui permet de découvrir un grand nombre d'informations économiques. Et, naturellement, celles-ci peuvent procurer un avantage aux sociétés américaines face à la concurrence étrangère.

Des experts des renseignements allemands ont découvert qu'Échelon était fortement impliqué dans l'espionnage économique en Europe. Parmi les victimes, on compte des sociétés allemandes telles que le fabricant d'éoliennes Enercon. En 1998, Enercon avait mis au point ce qu'il pensait être une invention secrète, permettant de générer de l'électricité à partir de l'énergie éolienne grâce à un procédé bien plus économique que celui qui était connu à l'époque. Lorsque cette compagnie a essayé de mettre son invention sur le marché aux États-Unis, elle a dû affronter son rival américain, Kenetech, qui venait de breveter une technique pratiquement identique. Ainsi, Kenetech a pu obtenir qu'un tribunal interdise à Enercon de vendre son équipement aux États-Unis. Dans une déclaration publique assez étonnante, un employé de la NSA, parlant sous couvert d'anonymat, a accepté de comparaître à la télévision allemande, pour révéler comment il avait volé les secrets de la société Enercon. Il a dit avoir utilisé des informations par satellite pour écouter les communications téléphoniques et informatiques entre le laboratoire de recherche et le site de production d'Enercon qui se trouve à une quinzaine de kilomètres de distance. Les plans détaillés de l'invention ont ensuite été transmis à Kenetech^[479].

En 1994, Thomson SA à Paris et Airbus Industrie à Blagnac ont également perdu des contrats lucratifs, arrachés par des rivaux américains grâce à des renseignements secrets recueillis

par la NSA et la CIA^{480}. Les mêmes agences ont également mis sur écoute des représentants japonais, en 1995, lors de négociations sur le commerce de pièces de rechange de voitures avec les États-Unis^{481}.

L'industrie allemande s'est plainte de la position particulièrement vulnérable dans laquelle elle se trouve, parce que le gouvernement interdit à ses services de sécurité de mettre en place un système d'espionnage industriel de ce type. « Les hommes politiques allemands croient encore au principe, plutôt naïf, que les alliés politiques ne devraient pas s'espionner l'un l'autre. Les Américains et les Britanniques n'ont pas de telles illusions », déclare le journaliste Udo Ulfkotte, spécialiste de l'espionnage industriel en Europe^{482}.

En 1999, l'Allemagne exige que les États-Unis rapatrient trois agents de la CIA qui opèrent sur son territoire dans le domaine de l'espionnage économique. On déclare alors que les Allemands « soupçonnent depuis longtemps les capacités d'écoute de l'énorme complexe de radars et de communications situé à Bad Aibling, près de Munich », qui est en fait une station d'interception de la NSA. « Les Américains nous disent qu'il n'est utilisé que pour contrôler les communications d'ennemis potentiels, mais comment pouvons-nous être vraiment sûrs qu'ils ne recueillent pas d'informations que nous souhaitons garder complètement secrètes? », a demandé un responsable allemand de haut niveau^{483}. Les dirigeants japonais reçoivent probablement le même genre d'explications lorsqu'ils posent aux Américains des questions sur les bases de renseignements, au moins une dizaine, que le Japon a autorisées sur son territoire^{484}.

L'Union européenne et le FBI

Malgré toutes ces controverses, le Conseil de l'Europe travaille étroitement avec le FBI depuis le début des années 90, pour développer un système d'interception des télécommunications à l'intérieur de ses pays membres afin d'assurer « la sécurité de la communauté civile » (police,

immigration, douanes et sécurité intérieure). De son côté, Échelon, dirigé par des militaires, ne sert « qu'à intercepter des renseignements de type militaire ».

Connu comme « système de surveillance des télécommunications UE-FBI » (parfois appelé « ENFOPOL »), ce système porterait l'espionnage sur Internet à un degré bien plus élevé. Un logiciel spécialisé serait installé chez les Internet Service Providers (ISP), c'est-à-dire les fournisseurs de services Internet. Ceux-ci sont de fait contrôlés à distance par des agences de sécurité. L'objectif est d'automatiser l'interception des messages, mais jusqu'à quel point cela est-il techniquement faisable?

De plus, si les fournisseurs de services Internet ont offert « l'encodage, la compression ou le cryptage » à l'un de leurs clients, ils devraient le fournir en clair, c'est-à-dire décodé, aux organismes de sécurité. Les ISP et les opérateurs des réseaux de communication par satellite ne se verraient accorder de nouvelles licences, ou des licences opérationnelles étendues au niveau national, qu'à condition d'accepter cette contrainte.

Comme une bonne partie des dispositions prévues par l'accord UE-FBI, ces exigences sont inspirées par le FBI. Ces mesures seraient impossibles à obtenir aux États-Unis. Il y a eu des résistances de la part de certaines compagnies de télécommunications en Europe, certes, mais le projet d'ensemble se poursuit sans aucun accroc sérieux, en mettant en avant des recommandations pour amender les lois nationales afin « de s'assurer que la surveillance sera possible dans le cadre des nouveaux systèmes ». On envisage même d'étendre ce système à des pays qui se trouvent en dehors de l'Union européenne.

À la fin de l'année 1999, le projet d'accord définitif n'était pas encore prêt pour être soumis à la ratification des États membres de l'Union européenne. L'une des raisons de ce retard était que certains services de sécurité avaient exercé des

pressions pour maximiser la couverture de surveillance tout en minimisant le contrôle et la responsabilité les concernant^{485}.

Cryptage

Dans leur recherche d'accès à de plus en plus d'informations privées, la NSA, le FBI et d'autres organismes américains de sécurité, sont engagés depuis plusieurs années dans une campagne où ils demandent aux fabricants et aux opérateurs de télécommunications américains de concevoir leur équipement et leurs réseaux en vue d'optimiser les capacités d'espionnage de la part des autorités. Ils cherchent à imposer une norme de cryptographie nationale civile conçue pour permettre au gouvernement de décoder à volonté des communications chiffrées. La possibilité de favoriser ou de bloquer l'autorisation d'exportation des sociétés a été utilisée selon la vieille méthode de la carotte et du bâton par les services de sécurité. Certains spécialistes de l'industrie estiment que des appareils américains qui ont eu l'approbation pour l'exportation contiennent des « portes arrière » (appelées également « trappes »).

Les États-Unis ont essayé de persuader les pays de l'Union européenne de leur accorder un accès « porte arrière » aux programmes de cryptage, en affirmant que cela permettrait d'assurer les besoins des organismes de sécurité.

Cependant, selon un rapport publié par le Parlement européen en mai 1999, les projets de Washington pour contrôler les logiciels de cryptage en Europe n'ont rien à voir avec la sécurité : ils serviraient plutôt les intérêts de l'espionnage industriel.

La NSA a également envoyé en mission des agents chargés de récupérer des registres de codages d'établissements étrangers installés aux États-Unis. Selon d'anciens fonctionnaires du service de renseignements, des agents de la CIA étaient chargés de recruter des employés de communications à l'étranger et d'acheter leurs registres de codage^{486}.

Encore plus de liberté d'action...

Le ministère de la Justice américain a exercé des pressions sur le Congrès pour qu'il rende plus aisée l'obtention des mandats de perquisition pour les autorités chargées de la sécurité du pays. Celles-ci ont souvent besoin de pénétrer secrètement dans des maisons privées ou des bureaux, d'avoir accès à des ordinateurs pour voler leurs mots de passe ou installer des appareils qui désactivent les systèmes de cryptage et permettent de capter les messages transmis ou reçus par ces PC^{487}.

En attendant, les agences fédérales utilisent désormais des « remailers » anonymes, c'est-à-dire des systèmes d'Internet permettant d'envoyer des e-mails sans révéler leur véritable adresse Internet. Dans le monde entier les utilisateurs de ces services de remailing ignorent absolument que l'organisme qui assure la confidentialité de leur courrier électronique est en réalité une entité « fantôme » du gouvernement américain. Cela pourrait causer quelques problèmes à certains utilisateurs, parmi lesquels il faut probablement compter des dissidents, des activistes des Droits de l'Homme qui vivent dans des pays opprimés par des régimes répressifs, des informateurs travaillant dans des sociétés ou agences gouvernementales, ceux qui utilisent l'Internet pour dénoncer des crimes et des atrocités de guerre...

Il y a quelques années la NSA aurait conclu des accords avec Lotus, Microsoft et Netscape visant à empêcher le développement d'autres e-mails anonymes, notamment ceux qui échappaient au contrôle de la NSA... De plus, ces mêmes sociétés ont dû se plier à la pression du gouvernement et ont accepté d'insérer secrètement des « portes arrières » dans leurs logiciels vendus à l'étranger pour déjouer les pièges des systèmes de cryptage. L'une d'entre elles, Lotus, l'a reconnu ouvertement^{488}.

À présent, le FBI s'amuse avec son dernier jouet style Big Brother : « les écoutes errantes » Elles permettent d'écouter tous les téléphones, publics ou privés, fixes ou portables, se trouvant physiquement à proximité du sujet visé, y compris

ceux de ses amis, voisins ou collègues de travail^{489}.

Un nouveau monde de lâcheté

C'est comme si les services secrets pensaient qu'ils disposaient d'un droit inaliénable à l'écoute. On dirait presque qu'un amendement constitutionnel, valable pour le monde entier, a déclaré que « le Congrès ne promulguera pas de loi limitant la liberté du gouvernement d'intercepter les communications personnelles des citoyens ». Tout se passe comme si le quatrième amendement avait été modifié : « Les personnes seront protégées dans leur intégrité physique - c'est-à-dire leurs demeures, leurs documents et leurs effets personnels - contre des fouilles et des saisies irraisonnables, sauf en cas de danger pour la sécurité nationale, réel ou présumé. »

Le pire scénario possible

Lorsqu'on leur demande de justifier sur un plan moral ou légal ces opérations de contrôle électronique, ces agents qui contrôlent notre vie privée se retranchent invariablement derrière une version de ce genre : « Que se passerait-il si des terroristes étaient en train d'organiser un acte effroyable et qu'ils se transmettaient les détails par téléphone, par e-mail ou par fax? Grâce aux écoutes on pourrait découvrir leurs projets bien à l'avance et les arrêter ! »

Bref, ils évoquent le pire scénario possible, qui selon toute vraisemblance ne s'est jamais produit et ne se produira jamais, à moins que les terroristes ne soient nés de la dernière pluie, et que les autorités n'aient une chance extraordinaire. Mais il est clair qu'il y a d'autres « pires scénarios possibles ». Au cours d'innombrables mises sur écoute, il est par exemple probable que l'on tombe sur quelqu'un qui est en train de tromper son épouse. Imaginez ce qui se produirait si sa femme était mise au courant : les disputes à la maison, les crises dépressives, les divorces, voire les meurtres ou les suicides. Pensez aux conséquences sur les enfants. Sans parler de la possibilité de faire chanter les personnes dont on a découvert les secrets les

plus intimes. On pourrait même les forcer à s'engager comme espions ou à trahir.

Une conversation téléphonique quelconque peut devenir suspecte. Il suffit d'utiliser, tout à fait par hasard, quelques-uns des mots clés du « dictionnaire » Échelon, par exemple : « Il vit dans une jolie *maison blanche*, sur *Clinton Street*, tout près de chez moi. Il l'a peinte avec une *bombe* de peinture. »

La plus grande supercherie du siècle dans le monde de l'espionnage

Pendant des décennies, à partir des années 50, la compagnie suisse Crypto AG a vendu la technologie de cryptage la plus sûre et la plus sophistiquée du monde. La société avait basé sa crédibilité sur la neutralité suisse dans la Guerre Froide ou dans tout autre genre de guerre. Les nations acheteuses, environ 120, y compris des cibles prioritaires des États-Unis comme l'Iran, l'Irak, la Libye ou la Yougoslavie, étaient donc rassurées : leurs communications étaient parfaitement protégées. On envoyait en toute tranquillité des messages des capitales aux ambassades dans le monde, aux missions militaires, aux bureaux commerciaux et aux centres d'espionnage par télex, radio ou fax. Et pendant tout ce temps, grâce à un accord secret entre la société suisse et la NSA, ces gouvernements auraient pu aussi bien livrer ces messages, non codés, à Washington. Car leurs appareils Crypto AG avaient été « équipés » avant d'être vendus de telle sorte que, quand ils les utilisaient, la clé de cryptage était transmise, clandestinement et automatiquement, avec le message chiffré. Les analystes de la NSA pouvaient donc lire les messages comme on lit le journal du matin. Les renseignements allemands étaient également dans le coup et peut-être qu'ils étaient même les véritables propriétaires de Crypto AG.

En 1986, suite aux révélations des États-Unis au sujet de la bombe qui avait explosé dans le dancing *La Belle* à Berlin-Ouest, les Libyens commencent à soupçonner qu'il y a quelque chose d'étrange dans les appareils Crypto AG. Ils

s'adressent alors à une autre société suisse, Gretag Data Systems AG. Mais il s'avérera que la NSA a conclu des accords même avec eux. En 1992, à la suite d'une série de circonstances assez inexplicables, l'Iran arrive aux mêmes conclusions que la Libye et arrête le représentant de Crypto AG qui se trouve alors en Iran en voyage d'affaires. Il sera finalement relâché après paiement d'une rançon, mais l'incident passera dans le domaine public et l'opération sera enfin révélée.^{490}.

Microsoft Windows

La NSA a mis au point des systèmes semblables pour contrôler les ordinateurs. En septembre 1999, l'éminent reporter Duncan Campbell a révélé que la NSA avait conclu un accord avec Microsoft pour insérer des « clés » spéciales dans le logiciel Windows, et ce dans toutes les versions à partir de la 95 - OSR2.

Un spécialiste américain de l'informatique, Andrew Fernandez de Cryptonym, en Caroline du Nord, avait décomposé le code d'instruction de Windows et avait enfin trouvé l'arme du crime : les responsables du développement de Microsoft avaient oublié d'effacer certains paramètres ayant servi à tester ce logiciel avant sa mise sur le marché. Dans ce code, se trouvaient les étiquettes pour deux clés. L'une s'appelait « KEY » (clé), l'autre « NSA- KEY » (clé NSA). Fernandez a présenté cette découverte lors d'une conférence à laquelle assistaient également des responsables du développement de Windows. Ces derniers n'ont pas nié que la clé NSA était incorporée dans leur logiciel, mais ont refusé de dire à quoi elle servait et pourquoi elle avait été introduite à l'insu de l'utilisateur. Fernandez pense que la « porte arrière » de la NSA se trouve dans le système d'exploitation le plus répandu du monde tout simplement parce qu'elle permet « au gouvernement américain d'accéder à votre ordinateur beaucoup plus facilement^{491}. ».

En février 2000, on a révélé qu'en 1999 la Délégation des

Affaires Stratégiques (DAS), le centre de renseignements du ministère de la Défense français, avait rédigé un rapport sur ce sujet. La DAS affirmait que la NSA avait contribué à l'installation secrète de programmes dans les logiciels de Microsoft. Selon ce rapport, il semble que la création de Microsoft ait été soutenue financièrement par la NSA et que cette dernière ait contraint IBM d'accepter le système d'exploitation MS-DOS de Microsoft. Le rapport affirme également qu'il y avait de forts soupçons quant à la sécurité du système. Des rumeurs insistantes font référence à l'existence de programmes d'espionnage dans ce système ainsi qu'à la présence de responsables de la NSA au sein des équipes de développement de Bill Gates.

Toujours selon ce rapport, le Pentagone, est le plus grand client de Microsoft dans le monde^{[492](#)}.

Chapitre 22

Les Enlèvements et pillages

En 1962, les États-Unis ont enlevé environ 125 personnes en République dominicaine pour les déporter aux États-Unis ou dans d'autres pays.

En 1988, un trafiquant de drogue présumé a été capturé au Honduras et envoyé aux États-Unis, bien que la Constitution hondurienne interdise l'extradition de ses citoyens pour qu'ils soient jugés dans d'autres pays. Mais il est probable que, sous la pression américaine, cela ait été réalisé avec l'approbation du gouvernement du Honduras.

En décembre 1989, les militaires américains capturent Manuel Noriega au Panama et le font passer en Floride.

L'année suivante, la DEA (Drug Enforcement Administration) payera des hommes de main pour enlever le Dr Humberto Alvarez Machain de son cabinet médical à Guadalajara, au Mexique. Ils le mettront dans un avion pour El Paso et le livreront directement à la DEA.

En 1992, un homme d'affaires chypriote, Hussein Alikhani, accusé d'avoir violé les sanctions américaines contre la Libye, sera attiré dans un piège organisé par des agents des douanes américaines dans un avion aux Bahamas et sera emmené à Miami.

Un nombre croissant de Colombiens accusés de délits liés à la drogue est envoyé aux États-Unis depuis que Washington est parvenu à forcer le gouvernement à abroger la loi qui interdisait les extraditions en décembre 1997.^[493]

En 1992, lors de l'affaire Alvarez Machain, la Cour Suprême a déclaré que même si la violation des principes fondamentaux de la loi internationale constitue un acte «

déplorable », l'enlèvement dans leur propre pays d'étrangers ayant violé la loi américaine pour qu'ils soient jugés par un tribunal américain, est légalement acceptable. Le juge William H. Rehnquist souhaitait que l'on entérine sa remarque selon laquelle le traité d'extradition entre les États-Unis et le Mexique pouvait être ignoré puisqu'il n'affirmait pas explicitement « que l'enlèvement n'est pas autorisé^{494} ».

Quelqu'un se rappelle, peut-être, qu'en 1812 les États-Unis se sont battus contre le Royaume-Uni pour lutter contre cette pratique.

Mais si l'on peut enlever impunément des individus, il est encore bien plus facile de s'emparer de documents et d'autres biens matériels...

Europe

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants fascistes hongrois se sont enfuis à l'Ouest, emportant de grandes quantités de biens pillés à la bourgeoisie hongroise juive - des fourrures, des collections de timbres, des œuvres d'art, des tapis orientaux et au moins une caisse contenant des alliances confisquées aux victimes de l'Holocauste. Lorsque le train arriva en Autriche et que les forces armées américaines l'arrêtèrent, les officiers US, ainsi que probablement leurs soldats, se sont emparés de ces trésors. Après la guerre, malgré les demandes répétées de la communauté juive de Hongrie, très peu d'objets de valeur ont été restitués à leurs propriétaires légitimes. En 1949, Washington a transféré 1181 tableaux en Autriche, provenant des biens hongrois pillés, en violation des traités internationaux. Ceux-ci précisent en effet que la « propriété culturelle » saccagée pendant la Seconde Guerre mondiale doit être rendue au pays d'origine. L'administration Truman voulait tout simplement empêcher que ces trésors tombent entre les mains des régimes communistes d'Europe de l'Est. Il valait mieux les rendre aux Autrichiens, c'est-à-dire les complices volontaires d'Adolphe Hitler^{495}.

Guatemala

Pendant que la CIA organise le coup d'État de 1954, les États-Unis confisquent une quantité considérable de documents au gouvernement du Guatemala, surtout dans l'espoir de découvrir les traces d'une éventuelle Conspiration Communiste internationale derrière le gouvernement de Jacobo Arbenz. C'est après tout le motif officiel que Washington invoque encore aujourd'hui pour justifier le renversement d'Arbenz. Quant au contenu de ces documents, il n'a jamais été révélé.

Grenade

En 1983, au cours de leur invasion tout à fait illégale et violente de l'île, les États-Unis trouvent le temps d'examiner des documents officiels et d'en confisquer une grande quantité. Plus tard, les représentants de Washington fourniront à la presse un choix de ces documents pour qu'ils soient publiés, notamment ceux qui traitent des réunions des dirigeants de Grenade ou des accords de coopération militaire avec des pays étrangers. Ces papiers doivent justifier la thèse américaine officielle, selon laquelle Cuba et la Russie s'apprêtaient à envahir l'île et déstabiliser toute la zone des Caraïbes. Malheureusement, les documents saisis ne contiennent pas de révélations susceptibles d'étayer cette thèse. Le directeur de la CIA, William Casey, admettra plus tard que les documents « ne nous ont rien appris^{496}. ».

Panama

Pendant l'invasion de 1989, les États-Unis ont confisqué des milliers de caisses de documents officiels qu'ils ont refusé de restituer^{497}. Les forces d'occupation américaines ont sillonné le pays sans aucune entrave et sans qu'une autorité supérieure puisse contrôler leurs opérations. Ils ont recueilli un grand nombre de documents, notamment des dossiers et des archives provenant des médias, des partis politiques (surtout de gauche) ou des syndicats^{498}.

Les Américains ont également saisi plus de 52 000 armes, ainsi que des véhicules blindés et des lance-roquettes. Panama

a demandé des compensations financières pour la perte de ce matériel^{499}. Rien n'a été restitué et aucune compensation n'a jamais été versée^{500}.

Allemagne

En 1990, peu de temps après la chute du gouvernement de l'Allemagne de l'Est, la CIA est parvenue à s'emparer des archives très secrètes de l'agence de renseignements du pays, la Stasi. Au cours des neuf années suivantes, les États-Unis ont refusé de restituer ce matériel à l'exception de quelques documents, et ce malgré les requêtes répétées du gouvernement allemand. Le président Clinton a tout simplement refusé de discuter de cette question avec le chancelier Gerhard Schroeder. Enfin, en octobre 1999, la CIA a annoncé qu'elle rendrait une partie substantielle de ces fichiers, mais qu'elle garderait certains dossiers. Les fichiers de la Stasi contiennent sans doute des informations sur un grand nombre d'individus dont la CIA ne souhaite pas révéler l'identité. Parmi eux, figurent probablement certains de ses propres agents secrets qui opéraient en Allemagne de l'Ouest et étaient connus de la Stasi. Bien d'autres documents sont probablement très précieux pour la CIA, qui pourrait même les utiliser pour faire chanter les personnes impliquées dans les dossiers^{501}.

Irak

Au début de la guerre du Golfe, en 1991, des groupes kurdes se sont emparés d'environ 18 tonnes de documents officiels irakiens, dont les États-Unis se sont emparés peu de temps après. Ces papiers se trouvent à l'heure actuelle dans la ville de Boulder, à l'université du Colorado, et sont à la disposition du public^{502}. Les Irakiens n'ont jamais demandé que ces documents leur soient restitués, conscients sans doute de l'inutilité et de la nature humiliante d'une telle requête.

Haïti

En 1994, pendant qu'ils rétablissaient au pouvoir Jean-

Bertrand Aristide, les militaires américains ont confisqué environ 160 000 documents, cassettes vidéo et audio, contenant entre autres des images des séances de torture, et des photos de victimes mutilées, appartenant à des organisations haïtiennes militaires et paramilitaires. Les États-Unis ont finalement décidé de rendre ce butin à condition de pouvoir en garder quelques pièces et d'en censurer d'autres. Ils exigeaient également des autorités de Haïti qu'elles acceptent des restrictions précises concernant l'usage de ce matériel. Des dizaines d'années d'engagement de la CIA aux côtés des dictateurs haïtiens, des forces armées, des escadrons de la mort, des tortionnaires et des trafiquants de drogue donnent à Washington suffisamment de raisons pour souhaiter que ces documents ne soient pas diffusés. Malgré cela, le président René Preval a déclaré : « Notre position est claire, nous voulons tous les documents, tels qu'ils sont, point final. »

Depuis 1995, le gouvernement haïtien a demandé à plusieurs reprises la restitution de ces documents, dans des lettres publiques et privées, au cours de conférences de presse et de forums internationaux. Parmi ceux qui soutiennent cette position, on compte la mission des Droits de l'Homme de l'ONU et celle de L'Organisation des États d'Amérique à Haïti, de nombreux membres du Congrès américain, des groupes religieux et de solidarité américains et étrangers, trois prix Nobel de la Paix, Amnesty International et Human Rights Watch. La Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a demandé que ces documents soient enfin rendus pour que lumière soit faite sur « les responsabilités dans chaque cas » de violation des Droits de l'Homme. Même le Foreign Office britannique a soulevé le problème auprès du département d'État américain. Selon ceux qui souhaitent le retour de ces documents, l'absence de preuves concernant certaines des personnes qui ont pris part au coup d'État qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu d'Aristide contribue à créer une situation d'insécurité et d'injustice à Haïti.

Depuis de nombreuses années, Haïti et ses partisans à la Commission des Droits de l'Homme et à l'Assemblée

Générale des Nations Unies essayent de faire voter une résolution demandant aux États-Unis de restituer ces documents. La délégation américaine est toujours parvenue à utiliser les procédures de l'ONU pour bloquer le vote^{503}.

Comment la CIA a envoyé Nelson Mandela en prison pendant 28 ans

Lorsque Nelson Mandela sort de prison, en février 1990, le président George Bush lui téléphone personnellement pour lui dire que tous les Américains « se réjouissent de sa libération^{504}. ».

Il s'agit du même Nelson Mandela qui a été emprisonné pendant près de 28 ans parce que la CIA avait informé les autorités d'Afrique du Sud sur l'endroit où ils pourraient le trouver.

Et il s'agit de ce même George Bush, ancien chef de la CIA, qui pendant huit ans a été le numéro deux d'une administration pendant laquelle la CIA et la NSA ont étroitement collaboré avec les services de renseignements sud-africains, fournissant des informations sur l'African National Congress (ANC) de Mandela^{505}. L'ANC était un mouvement nationaliste progressiste dont l'influence s'était manifestée dans d'autres pays africains. Voilà pourquoi Mandela était perçu par Washington comme un élément du légendaire Complot Communiste International. Mais la collaboration entre les Américains et les Sud-Africains n'avait pas que des bases idéologiques. Il ne faut pas oublier que l'Afrique du Sud représentait une source importante d'approvisionnement d'uranium pour les États-Unis. Voilà pourquoi les Américains étaient les meilleurs supporters des Sud-Africains aux Nations Unies.

Mandela était recherché depuis 17 mois quand, le 5 août 1962, la police arrête une voiture à un barrage routier à la

sortie de Howick. À l'intérieur du véhicule, Mandela prétend être le chauffeur d'un passager blanc, assis à l'arrière. Comment la police a-t-elle su qu'il fallait se trouver là pour arrêter le leader de l'ANC? Il n'y a jamais eu d'explications officielles. À la fin du mois de juillet 1986, cependant, trois journaux sud-africains ont publié des articles - repris peu après par la presse londonienne et en partie par la chaîne américaine CBS - qui ont enfin fait pleine lumière sur cette question. Ils ont révélé qu'un agent de la CIA, Donald C. Rickard, se faisant passer pour un agent consulaire de Durban, avait révélé à la « Branche Spéciale » que Mandela se serait déguisé en chauffeur dans une voiture se rendant à Durban. Rickard avait obtenu ce renseignement d'un informateur de l'ANC. Un an plus tard, on donnera une fête d'adieu en son honneur en Afrique du Sud, chez un fameux mercenaire de la CIA, « Mad Mike » Hoare. Rickard, l'esprit peut-être embrumé par l'alcool, déclarera devant les personnes présentes qu'il aurait dû rencontrer Mandela cette nuit fatale mais qu'il avait passé le renseignement à la police. Lorsqu'il sera interrogé par CBS à ce sujet, Rickard refusera de répondre.^{506}.

En 1986, lorsque l'affaire éclate, un journaliste de CBS, Allen Pizzey, a interviewé le journaliste James Tomlins qui se trouvait en Afrique du Sud en 1962. Selon ses déclarations, Rickard lui aurait confié qu'il avait été impliqué dans l'arrestation de Mandela.^{507}.

Le 10 juin 1990, *The Atlanta Journal and Constitution* publie les révélations d'un agent des renseignements américain maintenant à la retraite. Quelques heures après l'arrestation de Mandela, Paul Eckel, à l'époque agent de haut niveau de la CIA, lui aurait dit : « C'est nous qui avons livré Mandela aux services secrets sud-africains. Nous leur avons donné tous les détails dont ils avaient besoin, les vêtements qu'il porterait, le jour, l'heure et l'endroit exact où il se trouverait. Ils l'ont pris. C'est l'un de nos meilleurs coups^{508}. »

Après la libération de Nelson Mandela, on a demandé à la Maison-Blanche si Bush avait l'intention de présenter ses excuses pour la responsabilité des États-Unis dans cette affaire

lors d'une prochaine rencontre avec le leader noir. Certes, la Maison-Blanche aurait pu démentir catégoriquement les bruits qui depuis longtemps circulaient à ce sujet. Au lieu de cela, son porte-parole Marlin Fitzwater répondra : « Cela s'est produit à l'époque de l'administration Kennedy... Ne me faites pas de reproches pour des actes commis par les hommes de Kennedy^{509}. ».

De son côté, la CIA déclare : « Notre politique est de ne pas faire de commentaires sur ce genre d'allégations. » C'est ce que l'Agence déclare à chaque fois qu'elle pense qu'elle n'a rien à gagner en faisant des déclarations. En d'autres occasions, lorsqu'elle pense que cela peut servir ses intérêts, la CIA fait des commentaires sur toutes sortes d'affaires.

Pendant que la jeunesse et la santé de Mandela s'éteignaient lentement derrière les barreaux de sa prison, Donald Rickard s'est retiré pour vivre confortablement et librement à Pagosa Springs (Colorado). Il y réside encore aujourd'hui.

Chapitre 24

La CIA et la drogue : il suffit de dire « Pourquoi pas ? »

Au cours de mes 30 ans d'expérience au sein de la Drug Enforcement Administration et d'autres Agences qui s'y rattachent, les cibles les plus importantes de mes investigations se sont avérées presque invariablement être des gens travaillant pour la CIA.

Dennis Dayle, ancien chef d'une unité opérationnelle de la DEA.^{510}

De 1947 à 1951, France

La mafia et les organisations criminelles à Marseille et en Corse, qui ont profité des armes, de l'argent et de la guerre psychologique de la CIA, ont brisé des grèves et lutté contre le Parti Communiste pour le contrôle des syndicats. En échange, la CIA a manipulé la justice pour faire en sorte que les gangsters ne soient pas importunés ou condamnés et qu'ils puissent rétablir le racket de l'héroïne qui avait été limité pendant la guerre. Voilà l'origine de la célèbre French Connection qui allait dominer le trafic de drogue pendant plus de deux décennies et qui fut responsable des plus importantes quantités d'héroïne jamais arrivées aux États-Unis.^{511}

Des années 50 au début des années 70, Asie du Sud-Est

Les militaires de l'armée nationaliste chinoise, battue par les communistes en 1949 et forcée à l'exil, intègrent une armée formée par la CIA en Birmanie pour combattre la Chine Communiste. Sous le regard bienveillant de la CIA, ils

deviennent peu à peu les barons de la drogue du triangle d'or composé par des régions de la Birmanie, de la Thaïlande et du Laos, le plus grand réservoir d'opium et d'héroïne du monde. Air America, une ligne aérienne travaillant principalement pour la CIA, transporte la drogue à travers toute l'Asie du Sud-Est où l'opium est transformé en héroïne et la livre à des centres spéciaux d'où elle est ensuite envoyée aux clients occidentaux.^{512}.

Pendant la guerre au Vietnam et au Laos, la CIA a travaillé étroitement avec certaines tribus et avec les seigneurs de la guerre qui cultivaient l'opium. En échange d'un soutien tactique et de renseignements, la CIA a longtemps protégé leur commerce. Les pilotes d'Air America ont de nouveau été employés pour transporter de l'opium et de l'héroïne dans toute la région et pour satisfaire la demande des différents alliés politiques et militaires de la CIA. Parfois, bien entendu, les pilotes trouvaient aussi le moyen de s'enrichir un peu au passage. Les bénéfices des ventes de drogue permettaient également de financer des opérations de la CIA « hors budget ». Enfin, ce genre de pratiques a transformé beaucoup de GI's au Vietnam en véritables héroïnomanes.

Ces opérations n'ont jamais été particulièrement discrètes. L'héroïne était raffinée dans un laboratoire situé sur le site du quartier général de la CIA, au nord du Laos. Après deux décennies de présence militaire américaine, l'Asie du Sud-Est est devenue le réservoir de 70 % de l'opium illicite qui circule dans le monde et le plus gros fournisseur du florissant marché américain de l'héroïne.^{513}.

1973-1980, Australie

La Banque Nugan Hand de Sydney entretenait des rapports étroits, voire intimes, avec la CIA. Au sein de l'encadrement de cette banque, se trouvait un réseau de généraux et d'amiraux américains et d'anciens hommes de la CIA. Parmi eux, William Colby, qui a été directeur de la CIA et l'un des avocats de la banque. Le cofondateur, Michael Hand, avait été Béret Vert et agent de la CIA au Laos, à l'époque où il travaillait avec Air America. Nombre de déposants, dont

l'argent a dans une première phase aidé la banque à se développer, étaient employés d'Air America.

La banque a connu une expansion rapide, ouvrant des succursales en Arabie Saoudite, en Europe, en Asie du Sud-Est, en Amérique du Sud et aux États-Unis. Elle est devenue l'une des banques préférées des trafiquants de drogue internationaux dont Nugan Hand avait toujours besoin, des blanchisseurs d'argent sale, des marchands d'armes et de la CIA, qui l'utilisait pour effectuer les règlements de ses opérations secrètes. En 1980, à la suite d'un certain nombre de morts mystérieuses, la banque s'effondrera, laissant derrière elle une dette de 50 millions de dollars.^{514}.

Années 70 et 80, Panama

Pendant plus d'une décennie, l'homme fort du Panama, le général Manuel Noriega, a été un collaborateur précieux et grassement payé par la CIA. Dès 1971, pourtant, les autorités américaines de lutte contre la drogue savaient parfaitement que le général était fortement impliqué dans le trafic de drogue et le blanchiment d'argent sale. Noriega a facilité les échanges d'armes et de drogue effectués par les Contras du Nicaragua, en fournissant sa protection militaire, des pilotes, des abris sûrs pour les représentants du cartel de la drogue et des facilités bancaires très discrètes pour tout le monde. Cependant, des représentants américains, y compris le directeur de la CIA, William Webster, et de nombreux agents de la DEA ont envoyé des lettres à Noriega le félicitant pour ses efforts contre le trafic de drogue (bien que ces efforts n'aient été dirigés que contre ses concurrents du cartel de Medellin). William Casey, qui est devenu directeur de la CIA en 1981, a déclaré que s'il n'a pas dénoncé Noriega pour ses liaisons avec les trafiquants de drogue, c'est parce qu'il « fournissait un soutien de grande valeur à notre politique en Amérique centrale, notamment au Nicaragua.^{515} ».

Plus tard, pour diverses raisons, Noriega perdra la faveur de Washington. L'administration Bush, bien qu'à contrecœur, est

alors obligée de se retourner contre lui. En 1989, les États-Unis envahissent Panama, le général est capturé et incarcéré. L'invasion, motivée par plusieurs impératifs de politique étrangère, passera pour une opération antidrogue. Pourtant, le trafic de drogue à travers Panama n'a jamais cessé d'être florissant jusqu'à nos jours^{516}. Si Noriega s'était tourné vers le communisme plutôt que vers l'argent de la drogue, les Marines auraient débarqué bien avant dans son pays.

Pour analyser l'attitude tout à fait décontractée des dirigeants américains face au trafic de drogue, qui contraste quelque peu avec leur position publique, considérons le cas de l'ancien ambassadeur panaméen à Washington, Ricardo Bilonick. Au début des années 1980, il aide à faire entrer en contrebande aux États-Unis pas loin de 20 tonnes de cocaïne colombienne, mais comme il a fourni un important témoignage contre Noriega, il s'en tire avec une peine de trois ans alors que Noriega est condamné à quarante ans de prison. Lors de son procès, Bilonick reçut des lettres de recommandation de l'ancien président Jimmy Carter, de l'ancien sous-secrétaire d'État William D. Rogers et d'un ancien ambassadeur américain à Panama^{517}. Il y a des milliers d'hommes et de femmes dans les prisons américaines accusés de délits liés à la drogue et qui, tous ensemble, n'ont pas fait autant de trafic de cocaïne que Bilonick.

Années 80, Amérique centrale

La philosophie de Washington était cohérente : peu importe qu'ils fassent du trafic de drogue, qu'ils commettent des meurtres et des viols, qu'ils torturent, qu'ils brûlent des écoles et des hôpitaux... Tant qu'ils se battent dans nos guerres à nous, ce sont nos soldats, nos bons vieux soldats.

Obsédés par l'idée qu'il fallait renverser le gouvernement de gauche sandiniste au Nicaragua, les représentants de l'administration Reagan toléraient et encourageaient le trafic de drogue à condition que les trafiquants soutiennent les Contras. En 1989, la sous-commission du Sénat sur le

terrorisme, la drogue et les opérations internationales, la Commission Kerry, conclut une enquête de trois ans en déclarant :

Dans les zones de guerre, il y avait des preuves concrètes de contrebande de drogue. Elle était aux mains des Contras, de leurs fournisseurs, de leurs pilotes, des mercenaires qui travaillaient avec eux et de ceux qui les soutenaient dans toute la région. Les représentants américains n'ont pas été capables d'affronter le problème de la drogue de peur de remettre en question les efforts de guerre contre le Nicaragua... À chaque fois, une des agences du gouvernement américain possédait des informations... Les hommes politiques de Washington avaient tendance à penser que l'argent de la drogue était une solution parfaite au problème du financement des Contras^{518}.

Au Costa Rica, qui servait de « front sud » aux Contras, tandis que le Honduras constituait leur front nord, il y avait plusieurs réseaux CIA-Contras impliqués dans le trafic de drogue, y compris celui de John Hull. Cet américain possédait des fermes le long de la frontière avec le Nicaragua, utilisées comme bases par les Contras. Hull et d'autres hommes de la CIA liés aux Contras, ainsi que des pilotes, travaillaient avec George Morales, un important trafiquant colombien basé à Miami. Celui-ci a reconnu plus tard avoir donné plus de 4 millions de dollars en liquide aux Contras. En Floride, les avions de Morales étaient bourrés d'armes qu'ils livraient ensuite en Amérique centrale. Ils rentraient chargés de cocaïne^{519}.

En 1989, lorsque le gouvernement du Costa Rica a accusé Hull de trafic de drogue, un avion secrètement affrété l'a emmené à Miami. Les États-Unis ont constamment contrecarré les efforts du Costa Rica qui demandait l'extradition de Hull afin de le juger. Une autre bande de trafiquants opérant dans ce pays était composée de Cubains anticastristes que la CIA avait recrutés comme entraîneurs militaires pour les Contras. De nombreux Cubains étaient depuis longtemps engagés aux côtés de la CIA et impliqués dans le trafic de drogue. Pour faire passer de la cocaïne aux

États-Unis, ils employaient des avions des Contras et une compagnie de pêche basée au Costa Rica, qui blanchissait de l'argent pour la CIA.^{520}.

Au Honduras, où le gouvernement a autorisé les États-Unis à transformer le pays en une gigantesque base militaire US, la CIA et la DEA ont pratiquement fermé les yeux sur le trafic de drogue du personnel militaire ou des représentants du gouvernement hondurien. La CIA elle-même a enrôlé Alan Hyde, grand trafiquant hondurien, que les rapports du gouvernement américain qualifient de « parrain de toutes les activités criminelles », pour qu'il fasse parvenir aux Contras des fournitures militaires en utilisant ses bateaux. En échange, la CIA décourageait les efforts de lutte contre les narcotrafiquants qui le menaçaient de près. Dans un document de la CIA on peut lire que « les liens [de la CIA avec Hyde] sont bien documentés et pourraient s'avérer dangereux dans la phase d'accusation.^{521}. »

Mais il y a d'autres relations troubles entre les États-Unis et le monde de la drogue. Les services de renseignements militaires guatémaltèques, par exemple, étroitement associés à la CIA, comprenaient de nombreux trafiquants de drogue. La base de l'armée de l'air US au Salvador a été un élément clé de l'intervention militaire américaine contre la guérilla du pays. L'ancien représentant de la DEA, Celerino Castillo, basé au Salvador, a raconté comment les avions des Contras partaient vers le nord chargés de cocaïne, atterrissaient en toute impunité aux États-Unis, y compris dans une base de l'armée de l'air au Texas puis rentraient à la base avec de l'argent liquide destiné à financer la guerre. « Tout cela sous le regard bienveillant du gouvernement des États-Unis d'Amérique. »

L'opération à Ilopango était menée à bien par Félix Rodriguez, alias Max Gomez, qui était en relation avec le vice-président George Bush (à l'époque « tsar de la drogue » du président Reagan) et avec Oliver North. Ce dernier faisait partie du Conseil National de Sécurité de Reagan où il supervisait les opérations des Contras. N'oublions pas que

Reagan avait salué les Contras « l'équivalent moral de nos Pères Fondateurs ». À la page du 9 août 1985 du journal de North, on peut lire : « Le DC-6 hondurien employé pour les vols à partir de La Nouvelle-Orléans est probablement utilisé pour transporter de la drogue aux États- Unis. »

La CIA était propriétaire d'un hangar de l'aéroport d'Ilopango, le Conseil National de Sécurité possédait l'autre.

Lorsque Castillo informait le siège de la DEA de ces opérations, donnant des détails sur les vols transportant la cocaïne du Salvador aux États-Unis, son employeur faisait la sourde oreille. Finalement, Castillo sera expulsé de l'Agence.^{522}.

Mais parfois les autorités américaines n'étaient pas mises au courant d'un vol transportant de la drogue. Si elles procédaient à des arrestations, elles recevaient aussitôt des recommandations précises : il fallait étouffer l'affaire ou bien obtenir l'acquittement des accusés, une peine réduite ou l'expulsion du pays. Un agent des douanes américaines aurait été muté de son poste au Texas à un poste à Washington parce qu'il enquêtait avec beaucoup trop de zèle sur le trafic de drogue des Contras.

Lorsque le général hondurien José Bueso Rosa est accusé de conspiration d'assassinat contre le président du Honduras, on découvre que le complot a été financé par un gigantesque trafic de drogue. Des fonctionnaires de haut niveau de l'administration Reagan interviennent alors par le biais d'un juge fédéral pour obtenir la clémence pour Bueso, en reconnaissance des services rendus en faveur des Contras. Il sera condamné à cinq ans alors que d'autres accusés auront des peines allant jusqu'à 40 ans.^{523}.

Les liens entre la CIA et les narcotrafiquants sont visibles partout : quatre sociétés qui distribuaient de l'aide « humanitaire » aux Contras, mais qui « appartenaient et dépendaient des trafiquants de narcotiques » et étaient inculpées aux États-Unis pour trafic de drogue, ont reçu du département d'État des contrats pour plus de 800 000

dollars^{524}. La compagnie Southern Air-Transport, autrefois propriété de la CIA puis sous contrat avec le Pentagone, était également impliquée dans le trafic de drogue^{525}.

Un ancien juge de Miami a affirmé à la Commission Kerry que selon des déclarations de fonctionnaires du ministère de la Justice, des membres de la DEA et du FBI s'étaient rencontrés en 1986 « pour discuter des efforts du sénateur Kerry visant à « obtenir l'ouverture d'enquêtes » et de la meilleure manière de les « contrecarrer » » ^{526}.

Afin que la CIA puisse, tout en tirant profit, feindre de ne pas voir le trafic de drogue omniprésent, son directeur négocie en 1982 un extraordinaire « document d'entente », sorte de mémo secret avec l'avocat général William French Smith pour dégager la CIA et ses agents de toute responsabilité légale dans d'éventuelles opérations de trafic de drogue^{527}. Cet accord ne sera annulé complètement qu'en 1995.

Années 90, Amérique du Sud

En 1996, le général vénézuélien Ramon Guillen Davila a été condamné par un grand jury fédéral de Miami pour avoir fait passer en contrebande 22 tonnes de cocaïne aux États-Unis entre 1987 et 1991. À l'époque où il se livrait à cette activité, le général était à la tête du bureau antidrogue de la garde nationale vénézuélienne et était ce que le *Miami Herald* appelait « l'homme de confiance de la CIA au Venezuela ». Malgré les objections de la DEA, la CIA avait approuvé les envois « contrôlés » de cocaïne aux États-Unis comme une sorte de vague opération servant à collecter des informations sur des cartels de la drogue colombiens. L'issue de cette opération n'a pas été dévoilée. Quoi qu'il en soit, à au moins une occasion, en 1990, une tonne de cocaïne envoyée par Guillén a bien été vendue dans les villes des États-Unis. La CIA a reconnu le fait en le qualifiant de « mauvaise évaluation et mauvaise gestion de la part de plusieurs agents de la CIA ^{528} ».

Le chapitre « Interventions » de cet ouvrage contient des exemples illustrant la manière dont Washington a ignoré une

grande partie du trafic de drogue effectué par le personnel gouvernemental et militaire au Pérou, en Colombie et au Mexique dans les années 1990. Cette politique est justifiée par la lutte contre les mouvements de gauche que ces régimes ont menée avec le soutien des Américains.

Des années 80 au début des années 90, Afghanistan

Pendant leur lutte contre le gouvernement pro-soviétique, les rebelles moudjahidin, soutenus par la CIA, ont fortement développé la culture de l'opium. La protection politique et l'assistance logistique de la CIA ont permis aux cultivateurs d'augmenter considérablement cette production. Des camions et des mulets fournis par la CIA, qui avaient été employés pour importer des armes en Afghanistan, ont servi également à transporter de l'opium jusqu'aux laboratoires d'héroïne le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. On estime que cette production a fourni jusqu'à la moitié de l'héroïne consommée annuellement aux États-Unis et les trois quarts de celle consommée en Europe occidentale. En 1990, les représentants américains ont admis qu'ils avaient négligé d'enquêter sur ces opérations de drogue ou de prendre des mesures adéquates contre ces activités afin de ne pas offenser leurs alliés pakistanais ou afghans^{529}.

Comme dans les autres opérations liées à la drogue, les agents de la CIA ont utilisé une partie de l'argent du trafic de stupéfiants pour financer leurs opérations ou pour s'enrichir personnellement. En 1993, un représentant de la DEA a qualifié l'Afghanistan de nouvelle Colombie du monde de la drogue^{530}.

1986-1994, Haïti

Alors qu'elle s'efforçait de maintenir au pouvoir les dirigeants militaires et politiques haïtiens, la CIA n'a pas entravé leur trafic de drogue. Joseph Michel François, le numéro trois du gouvernement militaire de 1991 à 1994, était régulièrement briefé par la DEA, qui lui fournissait des renseignements sur les opérations de contrebande de drogue à

Haïti. François était lui-même un important seigneur de la drogue et il travaillait avec le cartel colombien de Medellin. Il faisait également partie d'une organisation, le National Intelligence Service, créée par la CIA en 1986 pour lutter, disait-on, contre le commerce de cocaïne, bien que François et d'autres membres du service étaient eux-mêmes impliqués dans les trafics⁽⁵³¹⁾.

Années 1980, les États-Unis et la Cocaine Import Agency

En plus des exemples cités plus haut d'avions chargés de drogue atterrissant aux États-Unis sans être dérangés par les autorités, il y a le cas frappant d'Oscar Danilo Blandon et Juan Norwin Meneses, deux Nicaraguayens vivant en Californie. Sous la protection de la CIA, les deux hommes ont commencé à faire passer de la cocaïne aux États-Unis. Les bénéfices de ces opérations étaient utilisés pour soutenir les Contras à une époque où le Congrès avait interdit son financement, mais aussi pour s'enrichir personnellement. De grandes quantités de cocaïne sont ainsi arrivées dans la ville de Los Angeles au moment où les usagers et les dealers étaient en train de rendre financièrement plus abordable cette drogue : la poudre, qui était si chère, était transformée en petites boulettes de crack. Les Nicaraguayens acheminaient une partie des profits de la drogue à la cause Contras tout en contribuant à alimenter une désastreuse explosion du crack à Los Angeles et dans d'autres villes. Les gangs pouvaient maintenant se permettre même d'acheter, parfois chez Blandon même, de nouvelles armes automatiques...

Les liens entre la CIA et les deux Nicaraguayens étaient assez faciles à établir, comme l'indiquent de nombreux témoignages :

En octobre 1986, le Congrès américain a recommencé à financer les Contras et les services de Blandon semblent moins nécessaires qu'auparavant. Celui-ci est finalement arrêté. Blandón avoue alors des crimes qui auraient envoyé d'autres personnes en prison à vie. Pourtant, le département de la Justice le libérera sans conditions après seulement 28 mois passés derrière les barreaux et il lui versera par la suite plus de

116 000 dollars pour ses services d'informateur. Selon un document légal archivé au cours d'un procès pour corruption en 1990 à Los Angeles, lors d'une descente en 1986 chez le blanchisseur d'argent de Blandón, la police a saisi de nombreux documents compromettant le gouvernement américain dans le trafic de cocaïne et le blanchiment d'argent. Il s'agissait, là encore, d'activités destinées à financer les Contras. Moins de 48 heures après la saisie, des fonctionnaires de la CIA se sont présentés au commissariat et ont emporté les dossiers saisis comme pièces à conviction. À la demande du ministère de la Justice, un juge fédéral a alors envoyé un ordre de clôture empêchant toute discussion ultérieure à ce sujet.

Lorsque Blandón participe en 1996 comme témoin à charge dans un procès pour drogue, les procureurs fédéraux obtiennent un ordre de la Cour qui empêche les avocats de la défense d'enquêter sur les liens du trafiquant avec la CIA.

Quant à Meneses, il était connu dans les fichiers informatiques de la DEA comme un important trafiquant de drogue international. Depuis 1974 il avait été impliqué dans pas moins de 45 enquêtes fédérales. Malgré cela, il a vécu tranquillement en Californie, au vu et au su de tous, jusqu'en 1989. Il n'a pas passé un seul jour dans une prison américaine. La DEA, les douanes, le département de la Police du Comté de Los Angeles et le Bureau de Lutte contre les Narcotiques de l'État de Californie se sont tous plaints du fait qu'un certain nombre de recherches concernant Meneses étaient bloquées par la CIA à cause d'intérêts non spécifiés en rapport avec la « sécurité nationale ».

La piste drogue-CIA-Contras nous amène enfin à évoquer le cas d'un avocat de San Francisco qui a restitué à un trafiquant de drogue nicaraguayen aux arrêts 36800 dollars qui avaient été trouvés en sa possession. L'argent lui a été rendu lorsque deux dirigeants des Contras ont envoyé des lettres à la Cour dans lesquelles ils affirmaient que cet argent servait à acheter des fournitures destinées « au rétablissement de la démocratie au Nicaragua ». Les lettres ont été rapidement scellées quand les procureurs ont utilisé la Classified

Information Procedures Act, une loi conçue pour empêcher que les secrets liés à la sécurité nationale ne soient divulgués au cours des procès. Lorsqu'une sous-commission du Sénat américain fera plus tard une enquête auprès du département de la Justice pour comprendre ce dénouement inattendu, elle se heurtera à un mur de silence. « Le département de la Justice a tout fait pour nous empêcher d'accéder aux personnes et aux dossiers qui nous auraient permis de découvrir quelque chose », se rappelle Jack Blum, ancien conseiller de la sous-commission Kerry qui a enquêté sur d'éventuels rapports entre le trafic de cocaïne et les Contras. « C'est une des expériences les plus frustrantes dont je garde le souvenir^{532}. »

Je me rends compte que c'est un peu comme la différence entre l'homicide involontaire et l'assassinat. C'est une question d'intention. L'intention n'était pas d'empoisonner l'Amérique noire mais de trouver des fonds pour financer les Contras et eux [la CIA] se fichaient pas mal de savoir d'où cet argent pouvait venir. Si cela signifiait vendre de la drogue dans les communautés noires, eh bien, c'était là le prix à payer.

Gary Webb^{533}.

Quand on est la seule superpuissance au monde, on n'a jamais besoin de s'excuser

Je ne demanderai jamais pardon au nom des États-Unis d'Amérique. Je me fiche des faits qu'on nous reproche.

George Bush^{534}.

Cuba

Cuba, déclare le juge James Lawrence King le 17 décembre 1997, « a assassiné quatre êtres humains dans l'espace aérien international avec un mépris scandaleux de la loi internationale et des Droits fondamentaux de l'Homme ». Il attribue ensuite une indemnité de 187,6 millions de dollars aux familles des pilotes cubains basés en Floride qui avaient été abattus en février 1996 par des avions de chasse cubains alors qu'ils effectuaient une mission aérienne à destination de Cuba^{535}. En réalité, le gouvernement cubain avait fait ce que tout gouvernement au monde aurait fait dans de telles circonstances. La Havane a considéré la présence de ces avions dans l'espace aérien cubain comme un acte d'hostilité grave et a donné un avertissement explicite aux pilotes : « Vous êtes en train de prendre un risque. » Déjà dans le passé, des avions en mission avaient pénétré plus avant dans le territoire cubain et avaient été invités à ne pas recommencer.

En novembre 1996, le gouvernement fédéral avait versé à chacune des familles un acompte de 300 000 dollars. Cet argent provenait de biens cubains saisis^{536}. Voilà la justice selon les anticommunistes.

En revanche, le gouvernement américain ignorera complètement le recours cubain du 31 mai 1999, promulgué par une Cour de la Havane, exigeant 181,1 milliards de dollars de dommages et intérêts pour les morts et les blessés civils cubains, victimes des quarante ans de « guerre » de Washington contre Cuba. Le document rappelle que l'agression américaine allait du soutien à des groupes rebelles armés qui s'opposaient au gouvernement de Castro jusqu'à l'invasion de la baie des Cochons en 1961, en passant par les tentatives de subversion organisées à la base navale de Guantanamo et l'introduction d'épidémies dans l'île.

Cuba a déclaré qu'elle exigeait 30 millions de dollars de compensation directe pour chacune des 3478 personnes qui auraient été tuées lors des actions américaines et 15 millions de dollars pour chacun des 2099 blessés. Elle a demandé également 10 millions de dollars pour chaque personne tuée et 5 millions pour chaque blessé afin de rembourser à la société cubaine les dépenses encourues. Le document indique que c'était moins que la somme demandée par le juge King pour les pilotes américains.

Les représentants cubains ont fait parvenir les documents annexés à cette requête à la US Interest Section à la Havane mais les Américains ont refusé de l'accepter. Le gouvernement cubain a alors annoncé son intention de recourir à une instance internationale.^{537}.

Vietnam

Le 27 janvier 1973, à Paris, les États-Unis ont signé l'« Accord sur la fin de la guerre et la restauration de la paix au Vietnam ». Parmi les principes que les États-Unis ont acceptés, on trouve celui défini à l'article 21 : « En conformité avec leur politique traditionnelle [sic], les États-Unis contribueront au pansement des plaies de la guerre et à la reconstruction de la République Démocratique du Vietnam [Nord-Vietnam] et de toute la région de l'Indochine. »

Cinq jours plus tard, le président Nixon a envoyé un message au premier ministre du Nord-Vietnam dans lequel il

précise :

« (1) Le gouvernement des États-Unis d'Amérique contribuera à la reconstruction au Nord-Vietnam sans aucune condition politique. (2) Des études américaines préliminaires indiquent que la contribution des États-Unis aux programmes nécessaires à la reconstruction sera d'environ 3,25 milliards de dollars d'aide sur 5 ans.^{538}. »

Pas un centime d'aide à la reconstruction n'a jamais été payé et ne le sera jamais.

Cependant - et c'est cela qui est tout à fait extraordinaire - le Vietnam a remboursé les États-Unis. En 1997, il a commencé par payer environ 145 millions de dollars de dettes laissées par le gouvernement du Vietnam du Sud pour l'aide américaine en nourriture et en infrastructures. Ainsi, le gouvernement de Hanoï a remboursé aux États-Unis une partie des coûts de la guerre que les Américains ont livrée contre le Vietnam.^{539}.

Comment est-ce possible? Le terme légal exact est « extorsion ». Parmi les artisans de ce chef-d'œuvre de la finance on trouve la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, le Club de Paris et le reste de la mafia financière internationale. On a fait aux Vietnamiens une proposition qu'ils ne pouvaient pas refuser : payez ou préparez-vous à subir des formes de torture économique très raffinées, encore pire que les mauvais traitements que vous avez déjà subis des mains de nos parrains.^{540}.

En 1997, à l'ambassade vietnamienne de Washington (un tout petit bureau situé dans un immeuble quelconque), le premier secrétaire pour les relations avec la presse, M. Le Dzung, a confié à l'auteur de cet ouvrage que cette affaire, comme les milliards non payés de Nixon, a suscité une grande émotion au Vietnam, mais que le gouvernement n'a pas le pouvoir de changer la manière dont le monde fonctionne.

Nicaragua

En 1984, le Nicaragua, assiégé par les États-Unis et son

armée par procuration, celle des Contras, a intenté une action auprès de la Cour Internationale de Justice, le principal organe juridique des Nations Unies, situé à La Haye. Il a réclamé une indemnisation pour les attaques répétées des États-Unis et pour des opérations telles que le minage des ports. En 1986, la Cour a décidé qu'ayant violé la loi internationale à plusieurs reprises, les États-Unis avaient « le devoir de cesser immédiatement de tels actes hostiles » et se trouvaient « dans l'obligation de donner réparation à la République du Nicaragua pour tous les dommages provoqués ».

Mais l'administration Reagan avait anticipé cette action en justice. Le 6 avril 1984, soit trois jours avant que le Nicaragua ne porte plainte, elle a annoncé que les États-Unis ne reconnaîtraient pas la juridiction de la Cour dans les affaires concernant l'Amérique centrale, et ce pour une période de deux ans.

Mais ne nous attardons pas sur l'aspect tout à fait arbitraire de cette position. La décision de la Cour du 27 juin 1986 sera prononcée après la fin de cette période de deux ans, ce qui n'a pas empêché les États-Unis de l'ignorer. Washington n'a pas diminué ses actes d'hostilité contre le Nicaragua et il n'a jamais payé un dollar de réparation^{541}.

Libye

Le bombardement américain de 1986 en Libye a provoqué la mort de nombreux civils et en a blessé environ une centaine. Parmi les victimes figure la fille de Muammar Kadhafi. Les sept autres enfants du chef d'État libyen, ainsi que sa femme, ont été hospitalisés, suite aux blessures et au choc subis. Un an plus tard, 65 réclamations ont été envoyées à la Maison Blanche et au département de la Défense au nom de ceux qui avaient été tués et blessés. Les plaignants, qui demandaient jusqu'à cinq millions de dollars pour chaque mort injuste, étaient libyens mais aussi grecs, égyptiens, yougoslaves et libanais^{542}. En peu de temps, Washington reçut 340 plaintes dont aucune ne sera prise en compte par le système judiciaire américain. La Cour Suprême refusera également de se saisir de cette affaire^{543}.

Panama

Pendant plusieurs années, après l'invasion américaine de 1989, avec ses bombardements et ses combats au sol meurtriers, beaucoup de Panaméens ont essayé d'obtenir des compensations pour les morts et les blessés ou pour les dommages subis par leurs maisons ou leurs lieux de travail. La réponse du gouvernement américain à ces réclamations a été implacable. Un cabinet d'avocats américain a d'abord porté plainte au Panama au nom de 200 Panaméens (tous non combattants) auprès des militaires américains, suivant la procédure prévue par le traité du Canal de Panama. Cette plainte ayant été rejetée, ils ont remonté les juridictions jusqu'à la Cour Suprême américaine. Tous les tribunaux ont cependant refusé d'entendre leur cause.^{544}.

Entre 1990 et 1993, environ 300 Panaméens ont envoyé des pétitions à la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des États Américains. Puisque les États-Unis avaient violé leurs droits fondamentaux, ils demandaient une « juste compensation ».

Dès 1993, la Commission a décidé que cette demande était recevable. Malgré cela, l'affaire était encore en suspens à l'automne 1999. On était en train d'« examiner », disait-on, ses différentes « implications » ^{545}. Il ne faut pas oublier qu'au fil des années les États-Unis ont exercé une influence démesurée au sein de l'Organisation des États Américains, bien plus importante que celle de n'importe quel autre des pays membres. Il suffit de voir comment Washington est parvenu à exclure Cuba de l'organisation en 1962 et à la maintenir à l'écart malgré la désapprobation répétée, grandissante et publiquement exprimée des autres membres.

Il y a quelques années, on entendait dire qu'un certain nombre de versements d'argent, apparemment plutôt arbitraires, avaient été faits « sur place » à des Panaméens par des représentants américains. Mais en décembre 1999, le Bureau de Presse du département d'État en charge du Panama a déclaré que « les États-Unis n'ont versé aucune compensation pour des morts, des blessés ou des dommages

causés à des biens dus à l'Opération Juste Cause » (car, ironiquement, tel était le nom donné à l'opération d'invasion et de bombardement du Panama)^{546}. D'ailleurs, une partie de l'aide américaine fournie au Panama depuis 1989, a ajouté le département d'État, a été employé par le pays dans ce but. Cette prise de position sert à déclarer une fois pour toutes au monde que Washington ne ressent aucune culpabilité ou responsabilité pour ce que les États-Unis ont fait subir au peuple de Panama et qu'ils ne céderont à aucune pression pour payer une quelconque compensation.

Le 20 décembre 1999, date du 10^e anniversaire de l'invasion américaine, des centaines de Panaméens ont défilé dans les rues pour exiger une fois de plus que les États-Unis dédommagent les victimes civiles des bombardements.

Soudan

Grâce à l'usine pharmaceutique El-Shifa, le Soudan était passé d'une autosuffisance en médicaments de moins de 5 % à plus de 50 %. Cette société produisait environ 90 % des médicaments utilisés pour traiter les maladies les plus mortelles dans ce pays désespérément pauvre. Mais le 20 août 1998, les États-Unis ont pensé qu'il était opportun d'envoyer plus d'une dizaine de missiles de croisière Tomahawk sur cette usine. Les résultats des efforts soudanais en matière d'autonomie médicale ont été anéantis en un clin d'œil. En se basant sur un échantillon de terre obtenu clandestinement, Washington avait proclamé que cet établissement produisait des armes chimiques. En même temps, les États-Unis accusaient devant le monde le propriétaire de l'établissement, Saleh Idris, d'être proche des terroristes et d'être impliqué dans le blanchiment d'argent. Washington gela 24 millions de dollars sur ses comptes bancaires à Londres. Toutefois, les États-Unis n'ont jamais été en mesure d'étayer leur thèse, alors que des preuves et des témoignages d'experts contredisaient clairement cette présence présumée d'armes chimiques.^{547} Finalement, l'affaire fit long feu. Idris poursuivit les États-Unis en justice pour récupérer son argent

et obtenir une compensation pour son usine entièrement détruite.

En mai 1999, les États-Unis préférèrent dégeler les comptes bancaires d'Idris plutôt que de passer en justice, bien conscients qu'ils n'avaient aucune preuve sérieuse pour étayer leurs accusations. Vers la fin de 1999, les États-Unis ne s'étaient toujours pas excusés auprès du Soudan ou d'Idris pour la destruction de l'usine, pour la grave atteinte faite à la réputation de cette firme qui n'a jamais été dédommée pour la perte de son établissement et du chiffre d'affaires. On aurait dû également dédommager les employés de cette usine qui ont perdu leur travail et leur salaire, ainsi que les dix personnes qui ont été blessées lors des bombardements. Le degré d'arrogance de Washington dans toute cette affaire est étonnant dès le premier acte. « Jamais auparavant, a remarqué l'ancien dirigeant de la CIA, Milt Bearden, une simple motte de terre n'avait provoqué un acte de guerre contre un État souverain^{548}. ».

Irak

Le gouvernement et les médias américains se sont beaucoup amusés d'une évidente tentative de propagande irakienne essayant de faire croire qu'une usine d'armes biologiques, bombardée pendant la guerre du Golfe en 1991, était en réalité une fabrique de nourriture pour bébés. Il s'est malheureusement avéré que le gouvernement de Nouvelle-Zélande, dont les techniciens avaient maintes fois visité le site, ainsi que d'autres personnes en étroit contact professionnel avec cet établissement ont confirmé de manière catégorique qu'il s'agissait bien d'une usine de nourriture pour bébés. L'entreprise française qui avait construit le site a affirmé la même chose. Mais le chef d'état-major des Forces Armées, Colin Powell, a insisté : « C'était une usine de fabrication d'armes biologiques, nous en sommes certains^{549}. » Quant aux compensations, elles ont autant de chances de succès qu'une campagne de Russie en plein hiver.

Chine

Une exception? Après le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, en mai 1999, Washington s'est confondu en excuses auprès de Pékin, en accusant des cartes obsolètes. Mais il semblerait que ce n'était là qu'un prétexte pour cacher le fait que le bombardement n'était pas vraiment un accident. L'*Observer* de Londres a publié, en octobre et novembre de la même année, deux articles basés sur des renseignements fournis par l'OTAN et par des militaires américains. Ils ont révélé que l'ambassade avait été visée car l'OTAN avait découvert qu'elle servait de centre de communication pour l'armée yougoslave. Les Chinois collaboraient avec les militaires de Belgrade parce que les avions de l'OTAN avaient neutralisé les émetteurs du gouvernement yougoslave^{550}.

Mais au-delà de l'objectif strictement militaire, cette opération s'inscrivait peut-être dans une stratégie politique. La Chine est clairement la principale barrière à l'hégémonie américaine en Asie. Le bombardement de l'ambassade était probablement un message clair de Washington, une manière de dire à Pékin qu'il ne s'agissait là que d'un simple exemple de ce qui risquait de se passer s'il s'obstinait à résister à l'implacable puissance américaine. Et à Belgrade, le contexte était tel que ce bombardement n'étonnerait personne... On ne pouvait pas laisser passer une si bonne occasion.

Toutes les autres « erreurs » des États-Unis et de l'OTAN en Yougoslavie étaient suivies par des communiqués déclarant au monde entier : « Nous regrettons les pertes humaines. » Depuis des années ces mêmes termes étaient employés par TIRA en Irlande du Nord chaque fois qu'une de leurs bombes frappait la mauvaise cible. Mais leurs actions étaient invariablement qualifiées d'« actes terroristes ».

Guatemala

Le 10 mars 1999, lors d'un discours prononcé dans la capitale du Guatemala, le président Clinton affirme que le soutien américain aux forces de répression dans le pays a été « une erreur et que les États-Unis ne doivent pas la commettre à

nouveau ». Le mot « pardon » n'a pas été prononcé par le président, ni le mot « excuse », ni le mot « compensation »^{551}. Après quarante ans de cruauté insensée à l'égard d'un peuple, cruauté dont les États-Unis ont été les principaux responsables...

C'est la première visite d'un président américain au Guatemala depuis celle effectuée par Lyndon Johnson en 1968, au plus fort de l'oppression par le gouvernement de cet État « ami » de Washington. Naturellement, Johnson n'a pas dit que la politique américaine au Guatemala était mauvaise alors que cela aurait eu bien plus d'importance à ce moment-là que dans la bouche de Clinton, 31 ans plus tard ! En revanche, Johnson a informé son auditoire que, d'après ce qu'il avait entendu dire, le Guatemala était appelé « le pays du printemps éternel »^{552}.

Grèce

La visite de Clinton en Grèce en novembre 1999 a provoqué d'importantes et violentes manifestations antiaméricaines. Les Grecs protestaient contre les récents bombardements américains en Yougoslavie et le soutien fourni par les Américains aux tortionnaires de la junte grecque de 1967-74. Pendant ce séjour qui ne dura qu'une journée, le président a néanmoins trouvé le temps de s'adresser à un groupe de citoyens. « Quand la junte a pris le pouvoir ici en 1967, dit-il à son auditoire, les États-Unis ont permis que leurs intérêts stratégiques dans la Guerre Froide l'emportent sur leurs véritables intérêts - je devrais dire : sur leur devoir qui était de soutenir la démocratie dans le monde. C'était d'ailleurs au nom de la démocratie que nous nous étions engagés dans la Guerre Froide. Il est important de le reconnaître. » Aussitôt après, le porte-parole du Conseil National de Sécurité, David Leavy, a souligné que la déclaration du président à propos de l'ancienne junte grecque ne devait pas être « considérée comme une excuse »^{553}.

On peut tout de même se poser des questions. Comment se fait-il que les États-Unis se sont engagés dans la Guerre Froide pour « soutenir la démocratie » et ont finalement soutenu les

dictateurs grecs ainsi que des dizaines d'autres dictatures dans le monde? S'agissait-il seulement d'« erreurs » comme au Guatemala? À quel moment devons nous conclure qu'une suite d'erreurs similaires démontre une stratégie politique constante? De plus, si les intérêts américains dans la Guerre Froide l'ont « emporté » sur la cause de la démocratie, nous pouvons nous demander : quels sont ces « intérêts » qui sont en conflit ou ne sont pas compatibles avec la démocratie, ces « intérêts » si souvent invoqués par les hommes d'État américains mais auxquels on ne donne jamais de nom? (pour nous aider, un indice : où est l'argent?)

Voici, à ce sujet, les mots du président Clinton en Ouganda en mars 1998 :

Pendant la Guerre Froide, alors que nous étions tellement en concurrence avec l'Union Soviétique, nous avons très souvent traité avec des pays d'Afrique et avec d'autres pays du monde en pensant davantage à leur position par rapport à la lutte entre les États-Unis et l'URSS qu'aux aspirations de leurs peuples à développer au mieux les dons que Dieu leur a conférés^{554}.

Que se passe-t-il, enfin? Le Guatemala, la Grèce, l'Afrique, d'autres parties du monde... Le président est-il en train de désavouer un demi-siècle de politique étrangère américaine? Est-il en train de nous dire que les États-Unis ont infligé toutes ces pertes de vies humaines, les destructions, la torture et des souffrances infinies à tant de peuples du monde sans même avoir une bonne raison? Que tout ce que l'on nous a enseigné à propos de la noblesse de la lutte contre le « communisme » n'était en réalité que mensonges?

On ne saura jamais ce que Bill Clinton pense vraiment à ce sujet. Peut-être ne le sait-il pas lui-même. Mais nous savons au moins ce qu'il a fait. Comme nous l'avons dit dans l'introduction de cet ouvrage et dans le chapitre sur les « Interventions », nous savons qu'il a conduit la même politique que celle qu'il avait publiquement condamnée. Un jour, peut-être, un président américain reconnaîtra-t-il que ce que Clinton a fait en Irak, en Colombie, au Mexique, en Yougoslavie et ailleurs était en quelque sorte une « erreur ». Mais ce futur président, au moment où ses lèvres prononceront ces mots,

sera en train de commettre les mêmes erreurs. Et, bien sûr, toujours pour les mêmes « intérêts ».

**Les États-Unis envahissent, bombardent
et
tuent pour elle... mais les Américains
croient–
ils vraiment à la libre entreprise ?**

Depuis la fin de la Guerre Froide, d'éminents économistes et spécialistes américains de la finance ont conseillé les gouvernements d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union Soviétique pour établir et vanter les vertus de la libre entreprise.

Le National Endowment for Democracy, financé par le gouvernement américain, s'occupe de la même activité d'une manière quotidienne dans de nombreux pays du monde. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, contrôlés par les États-Unis, n'accorderont jamais leur bénédiction financière à un pays qui ne poursuit pas de manière déterminée une politique d'économie de marché.

Les États-Unis refusent de lever leur embargo et de mettre un terme aux autres sanctions à l'encontre de Cuba, à moins que les Cubains ne renoncent à leur expérience socialiste et ne se lancent dans le grand mouvement capitaliste.

Avant que Washington ne ratifie et ne rende possible son retour à Haïti en 1994, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a dû assurer à la Maison Blanche qu'il laisserait de côté ses préférences socialistes et qu'il adopterait la libre entreprise.

Les peuples de nombreux pays seraient très surpris de

découvrir qu'en réalité la plupart des Américains ne croient pas au système de la libre entreprise. Ce serait d'ailleurs une surprise aussi pour la plupart des Américains !

Certes, dans un sondage où l'on poserait une question du genre : « Pensez-vous que notre système capitaliste devrait devenir plus social? », on recevrait très certainement en réponse un « Non ! » sans appel. Mais si on va au-delà des grandes déclarations de principe, est-ce vraiment ce que les Américains pensent?

L'offre et la demande

En 1994, à la suite du terrible tremblement de terre de Los Angeles, de nombreuses plaintes s'élevèrent : les magasins ne devaient pas augmenter leurs prix pour les biens de première nécessité comme l'eau, les piles ou les couches. Les magasins ne devaient même pas du tout augmenter leurs prix en pareille période, insistait-on. Ce n'est pas dans le style de la Californie, ce n'est pas dans le style de l'Amérique, a déclaré le sénateur Dianne Feinstein. D'autres plaintes se firent jour parce que des propriétaires augmentaient les loyers des appartements, en profitant du fait que de nombreux logements de la ville avaient été détruits. « Comment osent-ils ! », gémissait-on. L'Assemblée de Californie proposa de considérer comme illégales les augmentations de plus de dix pour cent du prix des biens et services vitaux après une catastrophe naturelle.^{555}.

Devant de tels événements il convient de s'interroger : tous ces gens n'avaient-ils pas suivi, ne serait-ce qu'au lycée, un cours de sciences économiques? N'avaient-ils jamais entendu parler de la Loi de l'Offre et de la Demande? Pensaient-ils que cette loi était morte et enterrée? Pensaient-ils qu'elle aurait dû l'être?

Les membres du Congrès eux-mêmes ne semblent pas avoir confiance dans le fonctionnement du système. Régulièrement, ils envisagent de prendre des mesures pour contenir la hausse des coûts de la sécurité sociale et des médicaments, voire d'infliger des amendes pour des prix jugés abusifs.^{556}.

Pourquoi nos législateurs ne laissent-ils donc pas tout simplement s'exercer « la magie du marché »?

Le mobile du profit

Le président Coolidge a laissé aux Américains ces paroles profondes à méditer : « La civilisation et les profits avancent main dans la main. » Hillary Clinton s'est attaquée aux industries médicales et aux assurances qu'elle accusait de privilégier les profits au détriment de la santé publique. « Le marché, déclara-t-elle, connaît le prix de toute chose mais la valeur de rien^{557}. »

Les syndicats attaquent régulièrement les entreprises qui négligent la santé et la sécurité des travailleurs dans leur recherche de profits toujours plus importants.

Les écologistes ne cessent de condamner les entreprises qui considèrent les profits plus importants que l'environnement.

Les combats juridiques sont devenus un véritable sport national.

Les juges imposent fréquemment des peines plus légères à ceux qui enfreignent la loi sans réellement tirer de profit financier de leurs actes. Ils interdisent à d'autres de profiter de leurs crimes en vendant les droits de leurs livres, de leurs films ou de leurs interviews. En 1994, le Sénat de Californie en a fait une loi qui stipule que tout profit réalisé par des criminels condamnés pour crimes sérieux devait être placé dans un fonds au bénéfice des victimes de leurs crimes^{558}.

Le président George Bush, en accordant son pardon à des personnes impliquées dans le scandale de l'Irangate, a déclaré : « Premièrement, le commun dénominateur de leurs motivations

- que leurs actions aient été justes ou non - était le patriotisme. Deuxièmement, ils n'ont ni cherché à tirer profit, ni profité de leurs actions^{559}. »

En 1996, pendant sa campagne présidentielle, l'ancien sénateur Robert Dole, champion de la libre entreprise, a déclaré, en attaquant l'industrie du spectacle, qu'il voulait «

attirer l'attention des dirigeants de ce secteur sur les limites à donner à la course au profit... Hollywood a l'entière responsabilité d'avoir placé le profit avant les valeurs citoyennes^{560}. »

Cette même année, le maire de Philadelphie, Ed Rendell, se plaignant du fait que les entreprises déménageaient en banlieue

- pour des raisons qu'il admettait être « parfaitement rationnelles » — déclarait : « Si nous laissons le libéralisme fonctionner sans limitations, les villes vont mourir^{561}. »

Enfin, en 1998, s'est tenu au Congrès un débat sur l'application de sanctions envers les pays qui tolèrent la persécution religieuse. Les intérêts économiques américains se sont opposés à ces sanctions, ce qui a fait dire au représentant républicain de l'Oklahoma, Tom Coburn : « Il va falloir que l'on tire au clair ce en quoi nous croyons dans ce pays. Croyons-nous à l'argent et au capitalisme ou croyons-nous aux Droits de l'Homme^{562}? »

Mais comment le système pourrait-il fonctionner tel qu'il a été conçu, sans la recherche diligente du profit? Pas seulement le profit, mais aussi l'optimisation du profit. Un avocat comme Madame Clinton le sait bien : les dirigeants d'entreprise peuvent être poursuivis par les actionnaires pour avoir ignoré ce simple principe. Cependant, elle et bien d'autres se sont attaqués à l'une des colonnes du temple capitaliste.

Propriété privée et entreprise privée

L'association des médecins américains (AMA) a pris pour cible une autre colonne du temple : les brevets, ce droit divin de l'inventeur, autrement dit de l'entrepreneur par excellence. L'AMA a prononcé une condamnation cinglante de la pratique, de plus en plus répandue, qui consiste à breveter de nouveaux procédés médicaux et chirurgicaux, affirmant qu'il s'agissait là d'une pratique non éthique et susceptible de retarder le progrès médical^{563}. Thomas Edison s'est-il

retourné dans sa tombe?

Il y a quelques années, les habitants de Cleveland se sont sentis blessés et trahis par le propriétaire des *Browns* qui a transféré son équipe de football américain à Baltimore. Mais n'est-ce pas l'essence même de la propriété privée qui fait que le propriétaire a le droit d'utiliser ce qu'il possède d'une manière qui lui permette d'en tirer un profit maximum ? Néanmoins, le sénateur John Glenn et le représentant de l'Ohio Louis Stokes ont annoncé leur plan pour faire adopter une législation en vue de limiter cette liberté de délocalisation.^{564}.

Concurrence et libre choix

Que devient alors le soi-disant idéal d'un plus grand « choix » que les Américains apprécient tant? Combien de citoyens accueillent avec plaisir le courrier publicitaire qui remplit leurs boîtes aux lettres? Combien apprécient d'être cernés et sollicités en permanence par des publicités et des spots télévisés? Les gens se plaignent de l'arrivée dans leur quartier de la chaîne de magasins nationale qui étouffe et chasse leur sympathique librairie, pharmacie ou café, trouvant « injuste » que ce « prédateur » soit arrivé avec ses gros sabots et son club à « prix discount ». Mais n'est-ce pas un exemple de bon fonctionnement de la libre concurrence? Pourquoi n'ont-ils pas retenu ce qu'on leur a enseigné, à savoir qu'à long terme la concurrence profite à tout le monde?

Ironie de la situation, les chaînes de magasins nationales et d'autres entreprises géantes, théoriquement en concurrence, sont parfois surprises en flagrant délit de collusion ou d'entente sur les prix, ce qui fait penser à la remarque de John Kenneth Galbraith qui observait que « personne n'aime le marché sauf les économistes et la Commission Fédérale du Commerce ».

Les alternatives à but non-lucratif

La société civile s'est peut-être détournée encore plus du système que ces exemples ne le montrent car l'Amérique semble accorder plus de confiance et de respect aux

organisations « à but non lucratif » qu'à celles qui recherchent le profit. Le public serait-il aussi généreux avec les dons pour les catastrophes si la Croix- Rouge était une organisation commerciale comme une autre? Le fisc l'autoriserait-elle à ne pas payer d'impôts? Pourquoi la Poste américaine offre-t-elle des tarifs meilleur marché aux entreprises à but non lucratif et des tarifs plus bas pour les livres et les revues qui ne contiennent pas de publicité? Pour passer le test du sida les gens font-ils plus confiance à un service de santé publique ou à un laboratoire privé? Pourquoi les chaînes de télévision « éducatives » ou « publiques » ne passent-elles pas les mêmes publicités que les autres? Que penseraient les Américains de volontaires de la coopération, d'instituteurs, de membres du clergé, d'infirmières ou de travailleurs sociaux qui exigeraient plus de 100 000 dollars par an? Le public aimerait-il que les Églises se concurrencent à coup de campagnes de publicité vantant un Dieu « nouveau » et « amélioré »?

Derrière ces exemples, souvent constatés, se cache un profond rejet de l'avidité et de l'égoïsme, rejet en contradiction flagrante avec la réalité du système où avidité et égoïsme forment la base idéologique officielle.

Un peu comme si personne ne se rappelait comment le système fonctionne en réalité ou comme si l'on préférerait ne pas trop s'y attarder. Où tout cela mène-t-il? Les réformateurs Russes vont-ils finir par être les derniers vrais adeptes du capitalisme?

On dirait, pour le citoyen moyen du moins, que les Américains en ont vraiment assez de la libre entreprise. Les exemples cités plus haut sont répétés tous les jours par les médias. La grande ironie de tout cela est que la plupart des gens, en Amérique, ne sont pas conscients que leurs demandes plaident en faveur d'une philosophie contraire à la libre entreprise. Ils continuent de penser que c'est le gouvernement qui est responsable de la situation actuelle et que le salut ne peut venir que du secteur privé. Ils soutiennent ainsi directement l'idéologie favorable à la libre entreprise.

Les militants du changement social pensent que la société

américaine est confrontée à des problèmes tellement terribles qu'aucune entreprise privée ne peut réussir à les résoudre et ils doivent convaincre les Américains qu'ils ne croient pas vraiment ce qu'ils pensent croire ! Quant à l'opinion générale qui veut que le gouvernement ne puisse rivaliser avec le secteur privé dans la réalisation de grands projets, elle doit également être corrigée. Le gouvernement a mis sur pied une incroyable machine militaire (tout en ignorant pour l'instant à quoi elle doit servir), envoyé des hommes sur la lune, créé de grands barrages, de magnifiques parcs nationaux, un réseau d'autoroutes couvrant tout le pays. Il a institué les volontaires de la paix, les prêts étudiants, la sécurité sociale, l'assurance pour les dépôts bancaires, la protection des fonds de pension contre les abus des entreprises, l'Agence de Protection de l'Environnement, l'Institut National de la Santé, le Smithsonian, la loi sur les GI et bien d'autres choses encore. En fait, le gouvernement a été plutôt performant pour réaliser ce qu'il avait décidé ou plutôt ce que les syndicats et d'autres mouvements de citoyens lui ont imposé, comme d'établir des normes de santé et de sécurité pour les travailleurs ou d'obliger les industries alimentaires à fournir la liste détaillée des ingrédients entrant dans la composition des aliments.

Les militants doivent rappeler aux citoyens américains ce qu'ils ont déjà appris mais semblent avoir oublié : ils ne veulent pas *plus* de gouvernement ou *moins* de gouvernement; ils ne veulent pas un *grand* gouvernement ou un *petit* gouvernement; ils veulent que le gouvernement soit *avec eux*.

Rien de ce qui est écrit ci-dessus ne risque naturellement de dissuader la seule superpuissance du monde de poursuivre son djihad pour imposer le fondamentalisme capitaliste au monde.

Quelques raisons supplémentaires qui pourraient rendre difficile l'application du djihad

Presque la moitié des Américains interrogés par la Hearst Corporation en 1987 pensaient que l'aphorisme de Karl Marx : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »,

se trouvait dans la Constitution des États-Unis^{565}.

Mark Brzezinski, fils de Zbigniew, était professeur à Varsovie après la Guerre Froide dans le cadre du programme Fulbright. Il raconte : « J'ai demandé à mes étudiants de définir la *démocratie*. M'attendant à une discussion sur les libertés individuelles et les institutions, j'ai été fort surpris d'entendre mes étudiants répondre que, pour eux, la démocratie signifie l'obligation de la part du gouvernement de maintenir un certain niveau de vie et de fournir des soins médicaux, une éducation et un logement pour tous. En d'autres termes, le socialisme^{566}. »

Chapitre 27

Une journée dans la vie d'un pays libre

On ne peut vraiment pas éviter de se poser la question.

Mais comment font-ils?

Comment les États-Unis parviennent-ils à diriger les économies, subvertir les démocraties, renverser les gouvernements de nations souveraines, torturer, défolier, manipuler, irradier... Souvent sous les yeux des médias internationaux et avec les plus criantes contradictions entre leurs déclarations d'intention et les faits? Bref, comment font-ils pour réaliser toutes les actions pas très ragoûtantes mentionnées dans ce livre sans être condamnés à jamais par les peuples du monde et par toute personne qui a une conscience sociale? Sans être mis au banc des nations? Sans que les dirigeants américains ne soient traînés devant les tribunaux internationaux et accusés de crimes contre l'humanité?

Il n'y a pas de raison occulte à ce silence, si ce n'est la complicité admirative des autres gouvernements et de leurs dirigeants. Il suffit aux Américains d'acheter quelques personnages clés à l'aide d'avions de chasse ou de quelques tonnes de blé, d'effacer des dettes, d'utiliser la Banque Mondiale ou le FMI. Intimider, menacer, extorquer, corrompre, flatter les ego, soutenir les nationalismes et faire miroiter des cartes de membre dans des clubs privés et fermés : l'OTAN, l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Union européenne...

Ce n'est que rarement qu'un excentrique du genre de Fidel Castro ne craint pas de rester en marge de la respectable haute société internationale.

Mais qu'est-ce qui empêche la grande majorité de l'humanité, y compris les innombrables victimes, de se lever pour protester, balayant le scepticisme et la raillerie, si ce ne sont les balles?

L'amour pour les États-Unis - cette ancienne colonie qui incarna le Bien avec sa merveilleuse promesse d'une nouvelle vie dans un monde nouveau - a ses racines au XIX^e siècle et a atteint de nouveaux sommets avec la victoire sur le fascisme au cours de la Seconde Guerre mondiale. Cet engouement s'est encore accru avec la magie technologique, digne de la science-fiction, pour culminer avec les premiers pas de l'homme sur la lune. La propagande soviétique du temps de la Guerre Froide n'a eu qu'un impact négligeable. Les réalités de la Guerre Froide également. Comme bien d'autres réalités d'ailleurs.

Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les voyageurs occidentaux en Union Soviétique ou en Europe de l'Est ont rapporté des histoires racontées par leurs collègues ou par l'homme de la rue : tous refusaient de croire qu'il y avait des sans domicile fixe en Amérique ou qu'il n'existait pas de système de sécurité sociale; ils avaient toujours cru qu'il ne s'agissait là que de propagande communiste. Ils pensaient qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni les décisions gouvernementales n'étaient jamais prises secrètement et que si un politicien était pris en flagrant délit de mentir, il devait quitter son poste immédiatement. Et de citer Nixon comme exemple... Certains ajoutaient : « Nous obtenons parfois des exemplaires du *Daily Mail* - c'est très agréable de lire les nouvelles du monde non biaisées^{567}. » Après la fin de la Guerre Froide, le responsable du personnel militaire soviétique a déclaré au chef des états-majors des forces armées américaines à quel point il était impressionné de voir que les militaires du contingent US ne craignaient pas de parler ouvertement et n'étaient pas intimidés par leurs supérieurs^{568}...

Dans l'histoire récente, un certain nombre de dirigeants du tiers-monde, sous l'imminente menace militaire et/ou politique

des États-Unis, ont fait appel à des responsables de Washington, parfois même au président en personne, dans l'espoir qu'il ne s'agissait que d'un malentendu, que l'Amérique n'avait pas vraiment l'intention de les écraser, eux et leur mouvement réformiste. Parmi ceux-là, le ministre des affaires étrangères du Guatemala en 1954, Cheddi Jagan (dirigeant de la Guyane Britannique) en 1961 et Maurice Bishop (dirigeant de Grenade en 1983)^{569}. Tous ont été écrasés. En 1994, le dirigeant des rebelles zapatistes au Mexique, le sous-commandant Marcos a fait la même expérience. « Marcos a déclaré, rapporte-t-on, qu'il s'attend à ce que les États-Unis soutiennent les zapatistes une fois que les agences de renseignements américaines seront convaincues que le mouvement n'est pas influencé par les Cubains ou par les Russes. Ils vont enfin conclure qu'il s'agit d'un problème mexicain avec des causes justes et vraies^{570}. ... »

Avec tout le respect dû au considérable courage du Señor Marcos, il faut sérieusement s'interroger sur sa vision de l'histoire et des gringos et sur son sens de la réalité. Pendant de nombreuses années, les Américains ont fourni aux militaires mexicains tout l'entraînement et le matériel nécessaire pour tuer les partisans de Marcos et, très probablement, un de ces jours, Marcos lui-même.

Quand les bombes américaines sont tombées sur la Serbie au printemps 1999, beaucoup de Serbes ont exprimé leur surprise et leur désarroi de découvrir que l'Amérique - qu'ils aimaient et qu'ils admiraient - pouvait faire une chose pareille. Le *Washington Post* a interviewé une famille à Belgrade : « Ils se considèrent comme pro-américains », disait le journal. « Il est très difficile pour nous de haïr l'Amérique », déclarait le mari. « Nous avons toujours aspiré à mener une vie à l'américaine, pas à la russe. » Et le journal ajoute : « Le fait que les États-Unis bombardent leur pays les trouble et les choque^{571}. » Un poète serbe de Pristina, capitale du Kosovo, un certain Alexander Simovic, a été profondément troublé par le bombardement américain qui a dévasté sa ville et sa vie. On nous a pourtant rapporté qu'il vénère Bob Dylan, le jazz et les

poètes lyriques américains. Dans les moments où il s'autorise encore à rêver, il vit dans un autre pays, les États-Unis^{572}.

En Russie, la majorité de l'opinion était opposée aux bombardements et a été choquée d'apprendre que les États-Unis en étaient les principaux responsables. Les médias américains nous ont informé à maintes reprises que le sentiment antiaméricain en Russie avait atteint des sommets historiques. Un peu comme si les Russes découvraient pour la première fois que la médaille américaine avait un revers violent. Une telle naïveté, il faut le dire, irise l'inconscience.

Quand l'ambassade chinoise à Belgrade a été détruite par les missiles américains, la réaction des Chinois a d'abord été l'incrédulité. Un diplômé de l'Université de Pékin a déclaré qu'il a tout d'abord pensé que les Américains ne pouvaient avoir fait une chose pareille. Il ne pouvait s'agir que d'un acte de terrorisme. « Je suis vraiment attristé. J'ai vu tellement de films américains. Je pense que l'Amérique a tellement d'aspects humains et justes. »

« Vous représentiez un idéal pour beaucoup d'entre nous », a ajouté un haut responsable chinois. « Maintenant, vos stupides bombes ont frappé nos concitoyens. »

Cette attitude ne s'est pas limitée aux Chinois qui n'ont jamais mis les pieds aux États-Unis. Un diplômé chinois de l'université de Stanford a déclaré : « Nous voyons les États-Unis comme un modèle. Mais vous avez tué nos compatriotes. Cela marque la fin de notre lune de miel avec l'Amérique^{573}. »

Cette naïveté, cette histoire d'amour avec une Amérique mythique, bien qu'elle soit touchante dans notre vieux monde fatigué, n'est pas le fruit de la Providence. Les États-Unis ont inventé et perfectionné la publicité et les relations publiques modernes. Ils sont le principal producteur et distributeur de films, de programmes de télévision, de livres, de revues et de musique, avec des bibliothèques de l'US Information Service dans plus de 100 pays, la radio *Voice of America* et ses 90 millions d'auditeurs... Seule superpuissance mondiale de

l'information, les États-Unis ont inondé les médias, les cœurs et les esprits des peuples de la terre avec leur propre mythologie, et ce pendant des générations entières.

Dans son étude, *Science of Coercion*, l'historien Christopher Simpson souligne :

Les agences militaires de renseignements et de propagande telles que le département de la Défense et la CIA ont contribué à financer de manière substantielle après la Seconde Guerre mondiale les recherches en matière de techniques de persuasion, de mesure de l'opinion, d'interrogatoires, de mobilisation politique et militaire, de propagande idéologique et autres questions connexes^{574}.

Peu de choses sont laissées au hasard dans la « vente » de l'Amérique. En 1999, l'administration Clinton a annoncé qu'elle était en train de former un nouveau Groupe d'information publique internationale pour « influencer les publics étrangers », afin qu'ils soutiennent la politique étrangère américaine et s'opposent à la propagande des ennemis des États-Unis. La charte du Groupe affirme que le contrôle de « l'information militaire internationale » a pour but d'« influencer les émotions, les motivations, les raisonnements objectifs et, en fin de compte, le comportement des gouvernements, des organisations, des groupes et des individus^{575}».

« L'Amérique est un pays libre. »

Cette idée est avalée avec le lait maternel.

« L'Amérique est un pays libre. »

Combien de fois une personne élevée aux États-Unis entend-elle ces mots avant qu'ils ne s'implantent confortablement, profondément, dans son esprit, à la case des « vérités reçues »?

« L'Amérique est un pays libre. »

Combien de gens dans le monde ont fait de cette idée un

élément fondateur de leur propre histoire d'amour avec l'Amérique?

« L'Amérique est un pays libre. »

Dans l'esprit de beaucoup d'Américains et de beaucoup d'étrangers, consciemment ou non, c'est ce qui confère aux États-Unis le droit moral de faire ce qu'ils font au reste du monde.

« L'Amérique est un pays libre. »

Ce qui suit est offert en guise de correctif à ce bel adage.

Ouvrtement et secrètement, légalement et illégalement, le complexe « militaro-industriel » a uni ses forces au duo « prison-industrie », lié lui-même de près à l'omniprésent tandem « sécurité-police ». Tous se tiennent fermement la main dans la guerre contre la drogue et dans ce qui constitue une véritable déclaration de guerre aux citoyens américains et aux droits constitutionnels. Cette invincible autorité - travaillant à ses propres perpétuation, glorification et enrichissement - a réussi à convaincre le public américain que sans ses bataillons d'élite le chaos s'installerait et que la sécurité des citoyens serait en grand danger. Ils ont été aidés dans cette entreprise par l'indispensable cohorte des législateurs timorés, des systèmes juridiques conformistes, des médias soumis et même d'un président, Bill Clinton, qui - pour reprendre les propos de l'éditorialiste Nat Hentoff - « au cours de ce siècle... a été le plus dommageable pour nos droits et libertés constitutionnelles.^[576] ».

À tout instant, un jour comme aujourd'hui par exemple, beaucoup de ce qui suit - tiré directement de faits réels récents ou révélés dans le passé - est en train de se produire quelque part aux États-Unis. On nous a régulièrement répété que certains des agissements cités ci-dessous avaient cessé. Il faut pourtant bien admettre que l'on continue, à quelques nuances près, à les pratiquer.

Remarquons qu'il s'agit essentiellement de violations des droits civiques et des droits de l'homme et que ne sont pas

répertoriées ici les nombreuses formes d'abus commis dans les entreprises qui sont, eux, de nature économique ou peuvent avoir un effet négatif sur la santé.

Beaucoup de ces pratiques reflètent des considérations de politique étrangère. On cherche en fait à susciter dans la société civile un sentiment de menace afin d'obtenir le consensus du plus grand nombre sur les orientations de la politique du département d'État.

Nul n'est plus désespérément esclave que celui qui se croit libre à tort.

G
o
e
t
h
e

Dans tous les États d'Amérique, la police ou la garde nationale, et parfois même des soldats de l'armée active, exercent un contrôle continu au nom de la lutte contre la drogue. Ils survolent en hélicoptère les maisons et les propriétés, mettent en place des barrages routiers, interrogent, maintiennent en détention, maltraitent et terrifient les citoyens à grand renfort de démonstrations de force excessives.

Dans des centaines de villes américaines, les jeunes gens sont soumis à une loi de couvre-feu nocturne. Certains sont également soumis à un couvre-feu diurne.

La CIA, le FBI et d'autres agences fédérales refusent de répondre à des demandes de communication de documents émises par des avocats, qui en ont besoin pour défendre leurs clients dans des procès.

Les résidents américains sont soumis à toutes sortes de harcèlements et de pénalités de la part du gouvernement fédéral pour avoir voyagé, dépensé de l'argent ou envoyé des

marchandises à Cuba, en Libye, en Irak, en Corée du Nord, en Iran, en Yougoslavie ou dans d'autres pays de cette catégorie. Ceux qui visitent le siège des Nations Unies à New York ou la Interests Section de ces pays à Washington risquent d'être photographiés et de recevoir des visites ou des appels du FBI.

La CIA ouvre et lit le courrier en provenance et à destination de certains pays.-Le FBI épie la correspondance nationale et internationale des Américains pour une multitude de bonnes raisons.

Dans les États de l'Ouest américain, la police fédérale et la police des frontières arrêtent des piétons et des automobilistes uniquement à cause de leur faciès hispanique et leur demandent de prouver qu'ils sont en règle en tant que résidents aux États- Unis.

Des automobilistes sont arrêtés pour contrôle de drogue. Les Noirs et les Hispaniques sont les plus susceptibles d'être contrôlés à cause du profil « habituel » des dealers. Dans la rue, les Noirs sont fouillés de fond en comble par la police qui n'hésite pas à braquer une lampe torche sur leurs parties génitales et anales.

L'INS retient des mineurs, souvent en provenance d'Amérique latine et de Chine, pendant des mois dans des conditions proches de celles de la prison, sans les informer de leurs droits. Leurs démarches pour obtenir un avocat sont constamment entravées tout comme leurs tentatives de prendre contact avec leur famille. Ils sont détenus pour forcer leurs parents, en situation irrégulière, à venir les trouver et pouvoir ainsi les interpellés.

Les entreprises privées enregistrent les appels téléphoniques de leurs employés ainsi que leurs messageries vocales. Elles lisent leurs dossiers et leurs e-mails, obtiennent la liste des sites qu'ils ont consultés. Le personnel est filmé pendant le travail, observé jusque dans les toilettes ou dans les vestiaires avec des glaces sans tain ou des caméras cachées. Ses

déplacements sont contrôlés par l'emploi de clés électroniques. Des micros sont installés dans les bureaux. Les employés sont soumis à des fouilles électroniques similaires à celles des aéroports, ils doivent se soumettre à des analyses d'urine pour la détection de drogues et des contrôles approfondis sont faits sur leur passé. Tout cela indépendamment de leurs performances professionnelles ou de la dangerosité de leur travail pour les autres.

À l'Académie Navale d'Annapolis, un échantillon d'environ 300 étudiants doit se soumettre à une analyse d'urine chaque semaine. Dans d'autres écoles, les étudiants sont obligés de se soumettre à ces mêmes tests pour faire partie de l'équipe d'athlétisme ou du club d'échecs, pour aller au bal de fin d'armée, sortir entre amis et utiliser leur voiture pour aller à l'école. Certaines de ces politiques scolaires ont été approuvées par les tribunaux.

Dans le New Jersey, des policiers s'adressent au personnel hôtelier pour obtenir des renseignements sur des clients suspects, notamment ceux qui paient leur chambre en liquide ou reçoivent beaucoup d'appels téléphoniques. La direction de l'hôtel autorise ces policiers à vérifier, sans aucun mandat, les reçus des cartes de crédit et les fiches d'inscription des clients. Les policiers apprennent au personnel à identifier les clients dont le profil correspond à celui des trafiquants de drogue. Être d'origine latino-américaine et parler espagnol est un critère d'identification.

La Federal Emergency Management Agency, l'agence fédérale de gestion des crises, tient à jour une liste d'étrangers, de radicaux et autres individus indésirables qui seront arrêtés et détenus en cas de « crise nationale ».

Dans plus de 50 centres dits « boot camps », les centres de réhabilitation, des jeunes détenus sont forcés de faire des courses d'endurance jusqu'à avoir les pieds en sang. L'un d'eux en est mort. D'autres fois, les jeunes sont menottés ou enchaînés.

Des femmes sont arrêtées pour avoir consommé du crack

alors qu'elles étaient enceintes, même si leur bébé est parfaitement normal à la naissance. De fait, l'idée même de « bébé du crack » est peut-être tout simplement un mythe.

Certaines agences gouvernementales et entreprises privées n'accordent pas aux couples homosexuels ou aux couples hétérosexuels non mariés les mêmes avantages qu'aux couples mariés. Les homosexuels se voient refuser une carrière militaire à cause de leurs préférences sexuelles.

Des « groupes de travail » internationaux, des agences de sécurité militaires ou de renseignements fédérales et locales et même des organismes privés, unissent parfois leurs forces et leurs fonds. Ils utilisent les nouvelles lois, les nouvelles technologies et de nouvelles bases de données pour espionner et pourchasser les militants de tout type : activistes irlandais ou arabes, militants des droits de l'homme, défenseurs des immigrés, militants pour les libertés civiques, pour la réforme des prisons, des minorités, du travail, de l'environnement, du droit des animaux, groupes opposés au nucléaire ou à l'impérialisme... même sans aucun indice d'activités illégales ou violentes.

Le FBI et la police enregistrent les numéros des plaques d'immatriculation des participants à certaines réunions et manifestations. Ils photographient les militants, payent des informateurs pour infiltrer leurs groupes, entrent par effraction dans leurs locaux pour voler des listes de mailing et de membres, pillent les dossiers et pratiquent des arrestations de « harcèlement » (la personne est arrêtée puis les poursuites sont levées). Les membres de ces groupes reçoivent des visites du FBI chez eux et à leur travail. Le FBI peut aussi envoyer des lettres anonymes aux collègues de la personne visée, indiquant qu'elle est en fait un informateur, ou des lettres malveillantes aux employeurs, aux propriétaires, aux conjoints, dans le but de faire craquer sous la « pression » la personne surveillée.

Les passagers des aéroports sont détenus pendant des heures, voire des jours, et ratent leur avion seulement parce qu'ils ont un « profil de terroriste » fondé sur la nationalité, la race,

l'apparence, le comportement dans l'aéroport, l'itinéraire de voyage ou d'autres critères. Ces passagers sont radiographiés, fouillés au corps jusque dans leurs parties intimes. On les contraint à prendre des laxatifs et on surveille les réactions de leurs intestins.

Le FBI demande aux bibliothécaires de leur fournir la liste des livres, notamment scientifiques et techniques, empruntés par les lecteurs aux noms à consonances étrangères (quand cette campagne a été découverte et dénoncée, le FBI a procédé à des « vérifications » concernant les auteurs des critiques).

La DEA exige que tel ou tel éditeur lui fournisse la liste des gens qui ont acheté un livre sur la culture de la marijuana.

La police confisque les voitures des clients des prostituées, parfois après qu'une femme policier a incité un homme à lui donner de l'argent en échange de relations sexuelles. Peu importe d'ailleurs si la voiture ne lui appartenait pas. Ailleurs, ce sont les policiers qui forcent des prostituées à se livrer à des actes sexuels en menaçant de les arrêter si elles refusent.

La démarche de femmes qui veulent se faire avorter est entravée par les autorités fédérales ou nationales.

Le FBI ou la police inventent des manipulations pour piéger tel ou tel élu noir, considéré trop charismatique ou trop en vue (le cas de l'ancien maire de Washington, Marion Barry, est très instructif à cet égard).

On refuse un logement ou un emploi à des personnes à cause de leur race.

De nombreux chercheurs ou militants étrangers se voient refuser l'entrée aux États-Unis pour participer à une conférence à cause de leurs idées ou du thème de la réunion qui ne plaît pas au département d'État américain.

Des minorités linguistiques sont confrontées à l'hostilité et à la discrimination de mouvements comme « English Only ».

Des agents provocateurs du gouvernement américain encouragent certaines personnes, comme dans le cas de la

première explosion au World Trade Center ou dans le cadre de groupes de miliciens, à perpétrer des attentats à la bombe ou d'autres actes terroristes.

Le juge vous condamne à la prison. Puis les responsables de la prison vous condamnent à l'enfer... Les prisonniers sont menottés ou attachés et obligés de laper leur repas comme des chiens dans des assiettes placées sous leur visage. Des consommateurs de drogue non violents sont incarcérés avec des assassins, des violeurs et des voleurs, alors que la loi ordonne de les maintenir séparés. Les gardiens leur donnent des coups de pied dans les parties, lâchent des chiens sur eux. Des prisonnières sont battues et violées par leurs gardiens, vendues à des prisonniers mâles, sorties de prison pour travailler comme prostituées, obligées de faire des strip-teases pour le personnel de « rééducation » (14 États n'interdisent pas les relations sexuelles entre les prisonniers et le personnel de « rééducation »), des femmes ayant des relations sexuelles entre elles sont photographiées par des gardiens. Des prisonniers des deux sexes sont gardés nus ou en sous-vêtements et surveillés par des gardiens du sexe opposé. Des prisonniers mâles sont tués en toute impunité. Des gardiens utilisent gaz lacrymogènes, matraques et vaporisateurs de poivre contre des prisonniers menottés ou enfermés dans leurs cellules. Les prisonniers ne sont pas protégés contre les assauts, violents ou sexuels, d'autres prisonniers. Les gardiens provoquent des bagarres entre prisonniers. Des détenus sont enchaînés par les chevilles, la taille ou les poignets dès qu'ils sortent de leurs cellules, jusque sous la douche. Les groupes de bagnards enchaînés les uns aux autres existent toujours. Les gardiens qui dénoncent les abus s'attirent les représailles des responsables des prisons. Le syndicat du personnel de rééducation de Californie verse d'importantes contributions aux représentants publics et aux procureurs afin que les gardiens puissent continuer à agir en toute impunité.

De plus en plus souvent, les détenus aux États-Unis, dont la population approche désormais les deux millions, voient leurs droits et leurs acquis réduits sinon supprimés : mise à niveau

scolaire, formation permanente, livres disponibles, sports, exercices, documentation juridique, accès à l'aide judiciaire, possibilité de faire appel, accès aux médias. On leur demande de payer leur hébergement, leur nourriture et leurs visites médicales. Il leur est interdit de recevoir des colis, on les oblige à se couper la barbe et les cheveux, à retirer leurs boucles d'oreille. Leur permission de téléphoner est réduite à quelques minutes par semaine, les visites à une heure par mois. Lors des visites, les membres de la famille sont traités grossièrement et soumis à des fouilles humiliantes voire à des vols. Les détenus sont parfois transférés très loin de leurs familles. Les prisonniers séropositifs en phase terminale n'ont pas accès à des soins spécifiques, les asthmatiques ne sont pas surveillés, ceux qui suivent un traitement antidépresseur ne reçoivent pas toujours les doses prescrites, les hypertendus ne peuvent pas suivre leurs régimes. Les prisonniers sont confinés dans des cellules à l'exception de quelques heures par semaine.

Dans une nouvelle prison en construction à 1000 m d'altitude, à Big Stone Gap (Virginie), les fenêtres de chaque cellule offrent une vue magnifique sur la vallée. Les responsables de la prison envisagent de faire poser des vitres fumées afin que les détenus ne puissent pas voir à l'extérieur.

Des agences gouvernementales gèlent les avoirs bancaires de certaines personnes sous prétexte qu'elles sont « mauvais payeurs ». On constate généralement, ensuite, qu'il n'en est rien.

Des instituts éducatifs sont obligés d'accepter la visite d'agents recruteurs de l'armée sur leurs campus s'ils ne veulent pas perdre la possibilité d'obtenir des bourses pour leurs étudiants et autres subventions.

Les militaires américains effectuent de nombreux entraînements en milieu urbain tel que celui décrit ci-après dans le Massachusetts : « La semaine dernière un bataillon de Navy Seals a atterri sur le toit de plusieurs bâtiments à partir d'hélicoptères. Ils ont descendu en rappel les façades des

immeubles et se sont amusés à tirer des coups de feu et à lancer de faux explosifs un peu partout. Ils ont réveillé la moitié de la ville de Lowell. Ce soir-là dans notre maison, les fenêtres se sont mises à trembler quand plusieurs hélicoptères nous ont survolés à moins de 100 m d'altitude. »

Dans certains de leurs exercices aux États-Unis, les militaires tirent à balles réelles.

Un conducteur, arrêté par la police, enregistre son interpellation. Quand il se rend au commissariat local pour se plaindre du traitement qu'il a subi, on lui ordonne de donner la cassette. Il est finalement accusé d'avoir réalisé un enregistrement illégal.

Des agents de la DEA fouillent les bagages des passagers des autobus et des trains. On convainc les passagers qu'il s'agit de contrôles « volontaires ».

Des autorités de police de différents départements confisquent régulièrement les ordinateurs de personnes accusées de trafic de drogue ou de n'importe quoi d'autre. Ils emportent les machines et se délectent à lire le courrier personnel des « suspects ». Personne ne peut prédire quand le matériel sera restitué.

À Miami et dans certains endroits du New Jersey, ceux qui ne sont pas prêts à soutenir la ligne anticastriste sont soumis à toute une série de brimades. Le fait de suggérer un rapprochement avec Cuba, de demander la fin de l'embargo américain, de préparer un voyage sur l'île, d'envoyer des médicaments, etc., a souvent été la cause de plasticages, de coups de feu, de menaces de mort, de meurtres, de blessures, de faillites, de mises à la porte, voire d'interdiction d'antenne. Les responsables de ces actes ont toujours profité d'une immunité presque totale.

Si la politique de Washington envers les organisations terroristes anticastristes est plutôt complaisante, selon le Anti Terrorism and Effective Death Penalty Act, de 1996, 30 organisations « terroristes » étrangères sont officiellement recensées comme dangereuses. La loi interdit à quiconque de «

fournir sciemment un soutien matériel ou des ressources à certaines organisations terroristes étrangères répertoriées ». Ainsi, donner des jouets à un orphelinat géré par le Hamas en Jordanie, envoyer des livres à une école dépendant d'une organisation pour l'indépendance kurde ou recueillir de l'argent pour les familles des prisonniers irlandais peut être considéré comme une « association avec une organisation terroriste notoire » et soumis à des poursuites.

À cause de cette législation, des dizaines de milliers d'immigrés, résidant régulièrement aux États-Unis avec leurs familles depuis plus d'une décennie et dont les enfants sont nés américains, sont expulsés ou ne peuvent plus rentrer aux États-Unis à cause de leurs liens avec de telles associations ou simplement parce qu'ils ont été un jour accusés d'un délit, même s'ils ont depuis longtemps purgé leur peine. La loi s'applique quelles que soient l'ancienneté et la gravité des faits et que les condamnations prononcées aient été fermes ou avec sursis. De nombreux délits mineurs ont ainsi servi de prétexte à des expulsions. Dans le passé, TINS pouvait analyser les cas individuels et éloigner uniquement les individus jugés potentiellement dangereux. Aujourd'hui, l'expulsion est systématique quelles que soient les circonstances. Certaines expulsions ont lieu au moment même où les candidats à l'immigration font leur demande de naturalisation.

L'INS peut faire irruption au domicile de Palestiniens résidant légalement aux États-Unis et les arrêter pour avoir distribué la revue d'une organisation palestinienne ou pour avoir recueilli des fonds en faveur de causes palestiniennes non violentes. Ils peuvent être incarcérés pour une durée indéterminée et subir un sort imprévisible alors même qu'aucun chef d'accusation précis n'a été prononcé à leur encontre. Selon le département de la Justice, la Cour Suprême l'a récemment confirmé, les étrangers ne bénéficient pas de l'intégralité de la protection du Bill of Rights [charte des droits prévus par la Constitution américaine].

Différents agents gouvernementaux ou inspecteurs privés vérifient discrètement le contenu de vos ordures, au pied de

chez vous ou à la décharge.

Un juge fédéral condamne un citoyen américain à six mois « d'emprisonnement partiel » et 300 heures de travaux d'intérêt général pour avoir transporté à bord de son véhicule un dirigeant libyen auquel avait été refusé un visa d'entrée du Mexique au Texas. Même genre de condamnation pour avoir traité avec un minimum d'humanité un citoyen originaire d'un pays officiellement désigné comme ennemi.

La police frappe et arrête des grévistes tout en escortant les briseurs de grèves dans les usines, prenant ainsi parti pour les employeurs, comme elle l'a fait presque sans exception pendant 150 ans de conflits du travail aux États-Unis.

Les grandes entreprises utilisent une partie des 10 000 sociétés de sécurité privées qui emploient un million et demi de personnes pour mater les mouvements de grève et intimider les responsables syndicaux.

Dans le nord de la Californie, des agents de police prennent une fois de plus le parti de l'industrie et du profit. Des manifestants non-violents qui protestaient contre l'abattage de séquoias centenaires se sont enchaînés les uns aux autres. Les forces de l'ordre leur ont appliqué sur les yeux des compresses imbibées d'un produit corrosif (600 fois plus irritant que du poivre de Cayenne). Les manifestants hurlent et se tordent de douleur sous l'effet de ce produit qui peut être mortel. Certains sont morts en garde à vue.

Des banques, des compagnies aériennes ou de téléphone, des sociétés de service, de cartes de crédit, d'autobus, de location de voitures, de stockage, des chaînes d'hôtels et de motels ainsi que toute une série d'institutions privées fournissent toutes les informations que désirent obtenir les autorités locales, régionales ou fédérales concernant leurs clients. Elles collaborent au « maintien de l'ordre », sans qu'il n'y ait de débat ni même de réflexion publique à ce sujet.

La guerre contre la drogue exige que les banques, les institutions financières et les casinos puissent contrôler les

transactions financières de leurs clients et rapporter toute opération « inhabituelle » ou « suspecte ». Toutes ces informations alimentent le réseau de contrôle des délits financiers du Trésor dont les ordinateurs travaillent à établir des corrélations entre des comptes bancaires et des individus, des entreprises, des biens immobiliers et d'autres capitaux.

Les États revendent des informations concernant les salaires, des données sur les conducteurs de véhicules, etc., à des compagnies de renseignements privées et à d'autres entreprises.

Des scénarios du type de Savannah (Géorgie) se répètent probablement ailleurs : une équipe de policiers du comté pénètre régulièrement et sans avertissement dans les établissements scolaires. Ils convoquaient tout le monde dans le hall, utilisaient des chiens pour renifler les affaires des lycéens qu'ils contrôlaient avec des détecteurs de métaux. L'une des enseignantes du lycée fut très choquée de cette manière de faire : « J'enseigne à mes élèves la Constitution », expliqua-t-elle et elle fit part de son point de vue aux autorités. Un représentant de la police informa le proviseur que, compte tenu de son « attitude », elle serait probablement détenue lors des futurs raids surprises. Lors de la descente suivante, le fils de cette enseignante fut le seul sur 1500 élèves à être fouillé. On fouilla ensuite les voitures stationnées sur le parking et la police affirma avoir trouvé une cigarette de marijuana dans la voiture du professeur. Le conseil d'éducation l'a suspendue de ses fonctions et elle a été licenciée quelque temps après.

Dans certains établissements, des lycéens sont renvoyés temporairement pour détention d'une bouteille d'Advil, un médicament sans ordonnance, pour teinte de cheveux d'une couleur inacceptable, pour don d'un comprimé de Midol à une camarade de classe pour soulager des règles douloureuses, pour détention de « lemon drops » (bonbons acidulés au citron), pour détention d'une bouteille de vin dans un paquet, cadeau de Noël à un des professeurs. Un autre est puni pour avoir apporté un canif pour découper un fruit du repas de midi.

Un garçonnet de huit ans est puni pour avoir agité en classe un dessin représentant un fusil. Un enfant de six ans est renvoyé chez lui pour avoir donné un baiser sur la joue à une fille. Des fillettes de huit ans sont soumises à des fouilles corporelles à l'école à la recherche d'argent volé (et non retrouvé). Des enfants de la maternelle à la sixième sont examinés jusque dans leurs parties génitales comme si cela faisait partie des cours. Les lycées utilisent des tests d'alcoolémie aléatoires pour épinglez les étudiants qui auraient trop bu. Une jeune fille de 14 ans est fouillée puis suspendue deux semaines pour avoir dit à des camarades de classe qu'elle comprenait ce que les tireurs du massacre de Columbine ont pu ressentir. Des étudiants sont interrogés par des policiers qui veulent savoir si un manuel de chimie pourrait servir à fabriquer des bombes.

Dans le même temps, un garçon de onze ans est arrêté et accusé d'inceste parce qu'un voisin l'a vu se livrer à des attouchements sexuels sur sa sœur cadette dans la cour. Il est détenu six semaines dans un centre de détention pour mineurs puis traîné devant un tribunal. L'enfant et ses parents ont affirmé qu'il avait aidé sa sœur à baisser son slip pour qu'elle puisse uriner.

Deux garçons de dix ans ont été accusés d'avoir commis un grave délit : ils avaient mis du savon dans la bouteille d'eau de leur maîtresse.

Un professeur de lycée a été suspendu pour avoir utilisé un exemple tiré de la vie réelle pour enseigner les mathématiques : « Jérôme veut couper sa demi-livre d'héroïne afin de faire 20 % de plus de profit. Quelle quantité doit-il ajouter? »

Des jeunes gens en rééducation sont placés en cellules d'isolement pendant des semaines entières. On leur met des camisoles de force et ils doivent se tenir face contre le mur parfois jusqu'à 16 heures par jour. Ils sont attachés nus à leur lit par des menottes. Des jeunes sont emprisonnés avec des criminels adultes parfois pour une simple fugue.

Les prisonniers d'un centre de détention ont été punis d'une peine d'isolement pour avoir manifesté pacifiquement contre

le transfert d'autres détenus vers les goulags d'un autre État. Cette période d'isolement, d'après le conseil des peines, ne sera pas déduite de la durée de leur détention.

Une Cour fédérale, créée par le Foreign Intelligence Surveillance Act de 1978, centralise les demandes d'autorisation pour la surveillance électronique et l'enregistrement des personnes aux États-Unis. Au cours des vingt premières années, la cour a reçu 10 000 demandes du département de la Justice au nom du FBI et de la NSA. Selon toutes les sources, un seul cas aurait été refusé pour vice de forme.

Il n'existe aucune documentation publique d'aucune sorte sur les cas individuels ni aucun compte rendu. Le ministère de la Justice n'est plus tenu de respecter les procédures en matière de descentes de police, c'est-à-dire d'indiquer précisément ce que l'on cherche ou les preuves qu'un crime a pu être commis. Les personnes mises sur écoute ou victimes d'incursions policières n'ont souvent commis qu'un seul crime : elles soutiennent ou appartiennent à des organisations dont l'idéologie ou la ligne politique sont mal vues par les autorités. Les agents fédéraux peuvent désormais obtenir les numéros de tous les appels entrants ou sortants de n'importe quelle ligne appelée ou utilisée par des individus soupçonnés d'être des agents étrangers.

(La Cour de la FISA ne représente que le sommet de l'iceberg quand on aborde le thème du gouvernement américain à l'écoute des citoyens. Voir à ce sujet le chapitre sur les « Écoutes » pour de plus amples informations.)

Dans les années 1980, la définition de la conduite en état d'ivresse était généralement basée sur une concentration d'alcool dans le sang de 0,15 g. Ce fut ensuite 0,10 g puis 0,8 g dans certains États. Le Congrès et les États passeront-ils bientôt à 0,6 g puis 0,4 g? En tout état de cause, la validité scientifique de ces seuils a été remise en cause par le gouvernement fédéral lui-même.

Les véhicules des conducteurs arrêtés pour état d'ivresse

sont parfois saisis sur-le-champ par la police. Mais il arrive que celle-ci essaye de les garder même quand le conducteur est acquitté.

Des gens sont harcelés, arrêtés et/ou leurs biens sont confisqués pour avoir pratiqué certaines formes de paris, même si c'était dans leur propre maison. D'autres formes de jeu, décrétées légitimes par le gouvernement fédéral ou local, peuvent, en revanche, se poursuivre sans aucun problème.

Des centaines de prisonniers politiques moisissent dans les prisons américaines. Comme des groupes de défense des Droits de l'Homme basés aux États-Unis en ont témoigné devant la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève qui s'occupe de ce sujet, leur détention est « la conséquence directe d'actions découlant de leur vision politique ou sociale ». Ces actions remontent aux luttes de libération des Noirs des années 1960 et 1970, en particulier celles des membres des Black Panthers. D'autres prisonniers sont des militants indiens, des antinucléaires, des opposants aux interventions américaines à Porto Rico, en Amérique centrale ou ailleurs. Un certain nombre de ces détenus ont été arrêtés par des agents du FBI employant les sales méthodes du programme de sinistre réputation COINTELPRO (contre-espionnage) visant à « neutraliser » les Black Panthers et les Blancs radicaux.

Beaucoup sont condamnés pour avoir utilisé la violence contre les biens d'autrui, quelquefois contre la police, mais ceux d'entre eux qui ont commis des délits au nom de leurs convictions de gauche ont subi un traitement beaucoup plus sévère que ceux qui en ont commis pour des raisons financières ou pour des idées de droite. Beaucoup ont été condamnés à plus de 50 ans pour détention d'explosifs, sans qu'ils n'aient jamais fait une seule victime. Puisque la jurisprudence requiert normalement 10 ans pour un délit de ce genre, ces gens deviennent de fait des prisonniers politiques dès leur 11^e année d'incarcération.

Souvent ce ne sont pas les prisonniers les plus dangereux

qui sont placés en quartier d'isolement mais plutôt les prisonniers politiques ou les militants.

En octobre 1997, le Congressional Black Caucus a rédigé une déclaration pour rappeler au monde l'existence de ces prisonniers politiques.

Des étrangers en provenance de pays totalitaires, venus aux États-Unis à la recherche d'un asile politique, se retrouvent dans un cauchemar kafkaïen, croupissant en prison dans des conditions intolérables, sans qu'aucune accusation n'ait jamais été prononcée à leur encontre. Certains périssent par manque de soins médicaux ou sont oubliés jusqu'à ce que peut-être Amnesty International, ou une autre organisation humanitaire, ne s'occupe de leur cas. Le FBI et FINS utilisent des preuves secrètes, que ni les accusés ni leurs avocats n'ont le droit de consulter, pour maintenir ces gens en prison et finalement les expulser, même s'ils ont un conjoint américain. Ces étrangers sont souvent des militants des Droits de l'Homme dans leur pays, qui ont fui la torture et les mauvais traitements infligés par leur gouvernement. Celui-ci demande à Washington de les faire taire et de les renvoyer en fournissant les preuves nécessaires à leur expulsion.

L'entrée sur le territoire américain est refusée à ces réfugiés faute de papiers en règle, puisque beaucoup d'entre eux ne sont parvenus à s'échapper de leur pays qu'avec de faux papiers. En 1999, FINS détenait plus de 10 000 demandeurs d'asile. En février de cette même année, le représentant à Washington du Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies lançait un appel aux États-Unis pour que ces détentions cessent. Beaucoup de ces clandestins peuvent être considérés comme des prisonniers politiques.

Les scouts rejettent l'adhésion d'un jeune parce qu'il est athée et refusent qu'un adulte devienne leur responsable parce qu'il est homosexuel.

Parmi les 10 000 agents du FBI, certains passent le plus clair de leur temps à proposer des documents de pédophilie sur Internet. Ils naviguent sur le web et prétendent être des jeunes

filles de 13 ans afin de convaincre un homme de venir à un rendez-vous. Quand la personne se présente, elle est arrêtée.

Beaucoup d'étrangers qui se trouvent légalement aux États-Unis sont en prison, accusés de crimes divers, sans que le consulat de leur pays en ait été informé et sans que l'on ait dit au prisonnier qu'il était en droit de le faire. Certains d'entre eux attendent dans le couloir de la mort.

L'IRS, le service des impôts, agissant en juge, jury et exécuter, soumet des citoyens à des procédures de collecte d'impôts cauchemardesques, les intimant de payer des impôts qui ne sont pas dus, oubliant de tenir compte de paiements déjà effectués, saisissant leur voiture, gelant leur compte bancaire, majorant les pénalités pour respecter ses quotas; bref, sabotant la vie des gens. Une personne qui a déplu à quelqu'un de haut placé au gouvernement a de bonnes chances de se voir infliger un contrôle fiscal.

Des primes sont versées aux étudiants qui dénoncent d'autres étudiants qui fument, boivent de l'alcool, consomment de la drogue ou enfreignent d'autres règles de l'école.

DARE et d'autres programmes scolaires similaires de lutte contre la drogue apprennent aux enfants à dénoncer leurs parents s'ils fument de la marijuana ou consomment d'autres drogues.

Le maire de New York a encouragé les citoyens à prendre des photos des personnes qui se rendent dans des magasins de vidéos pornos ou dans des bars topless.

D'autres campagnes de communication incitent les gens à dénoncer ceux qui n'attachent pas leur ceinture en voiture, racontent des blagues racistes ou ne recyclent pas correctement leurs déchets.

Des délinquants interpellés dans des trafics de drogue et dont beaucoup étaient de simples « boîtes aux lettres » ou des complices et ne portaient même pas d'armes et d'autres sans

casier judiciaire sont condamnés à de très lourdes peines de prison sans espoir de liberté conditionnelle.

Selon la loi des deux récidives, conçue à l'origine pour les crimes avec violence, il est possible de condamner quelqu'un à 25 ans de réclusion ou à perpétuité pour de simples vols.

Le système du grand jury est totalement dévoyé. Pratiquement tous les procès fédéraux s'en servent pour obtenir des condamnations. Ni l'accusé ni son avocat ne sont présents pour pouvoir se confronter à l'accusation. Le système est utilisé comme un instrument de terreur. Des gens de la même famille témoignent les uns contre les autres sans aucune contrainte de confidentialité (sauf s'il s'agit de maris et de femmes). Des parents sont appelés à témoigner contre leurs enfants, des enfants contre leurs parents, des frères contre des soeurs.

Ceux qui souhaitent faire des expériences paranormales chez eux, ceux qui sont à la recherche de la transcendance ou du nirvana, peuvent être punis par l'État à cause de ces « crimes ». Des jeunes sont condamnés jusqu'à 20 ans de prison pour possession de moins d'un gramme de LSD, sans que l'on ait prouvé qu'ils causaient le moindre mal à qui que ce soit.

Human Rights Watch accuse les gouvernements de certains États américains, comme cela a été le cas à New York, de violation des lois internationales pour avoir condamné des trafiquants de drogue à des peines de prison de même niveau que celles prononcées pour des crimes violents.

>

A New York, une personne accusée d'avoir vendu 56 g de cocaïne est condamnée à une peine allant de 15 ans à la perpétuité, la même que si elle avait commis un meurtre.

De plus en plus d'États sont atteints par cette frénésie qui les pousse à rendre publics les noms, les adresses, les biographies (souvent remplies de fausses informations préjudiciables) et les photos de délinquants sexuels condamnés. Ceux-ci perdent souvent leur emploi et sont obligés de déménager. Tout cela

est fait sans que Ton sache si le préjugé populaire selon lequel ces personnes ne peuvent être soignées est vrai ou non ou s'ils suivent une thérapie.

Des centaines de livres scolaires sont retirés des programmes à cause de plaintes formulées par des parents, des groupes religieux et autres. Des livres se trouvant dans des bibliothèques publiques sont aussi l'objet d'attaques. Il s'agit de livres que d'ailleurs personne n'est obligé de lire : *L'Attrape-cœur*, *Huckle-berry Finn*, *Oliver Twist*, *Les Raisins de la colère*, *Le Journal d'Anne Frank*, *Je sais pourquoi l'oiseau en cage chante*, et bien d'autres romans moins connus, ainsi que d'innombrables livres d'histoire, de sociologie, de géographie et même d'économie domestique. Des journaux scolaires et d'autres supports de programmes scolaires, en musique et dans les arts, sont aussi la cible de ces attaques.

Des individus qui désirent mettre un terme à leur vie avec dignité et éviter une lente agonie se voient nier toute assistance médicale par la législation des États. Ces lois sont soutenues par l'Église catholique et des groupes de citoyens.

En Oregon, un referendum a recueilli 60 % des voix pour autoriser le suicide avec assistance médicale. La DEA a prévenu les médecins que s'ils aidaient quelqu'un à commettre un suicide ils risquaient de perdre leur droit de prescrire des ordonnances. Que cette menace soit appliquée ou non, elle aura certainement de l'effet.

De nombreuses personnes qui pourraient utiliser de la marijuana pour soulager leurs souffrances physiques n'ont pas le droit de le faire. Dans les États où les électeurs ont obtenu que l'usage médical de la marijuana soit légalisé, les autorités s'évertuent à créer des obstacles de toute sorte pour entraver cette pratique. À Washington, le Congrès a pratiquement annulé les effets de ce référendum.

Les patients atteints de cancer n'ont pas toujours

suffisamment de morphine pour soulager leur douleur. La guerre contre la drogue décourage les médecins, qui ont parfois peur de prescrire ce produit.

Beaucoup de condamnés se trouvent en ce moment même dans le couloir de la mort. Certains d'entre eux, s'ils ont de la chance, rejoindront peut-être les 75 hommes et femmes qui, entre 1976 et 1998, ont quitté ce couloir parce qu'on a pu prouver qu'ils étaient innocents.

Des centaines de villes emploient des équipes de policiers utilisant des armes et des techniques spéciales. Elles s'appellent SWAT (Spécial Weapons and Tactics Teams), s'inspirent des opérations militaires et sont, en effet, engagées dans une « guerre » contre le crime. Toujours prêtes à terroriser « l'ennemi » (c'est-à-dire les citoyens) avec des fusils d'assaut automatiques, des tanks et des lance-grenades, on ne les rencontre pas seulement lors de situations de crise. Il leur arrive de choisir un quartier où ils se postent à tous les coins de rue, obligent les piétons à se coucher sur le sol, les fouillent, vérifient leur identité, prennent des photos et envoient toutes ces « informations » à une base de données nationale, accessible depuis chaque véhicule de la patrouille. Au cours de ces opérations, il ne leur arrive jamais de croiser Tune des « 500 plus grosses fortunes du pays »...

Un militant non violent connu des services de police, opposant au président, est arrêté par les services secrets et éloigné du lieu où le président va parler. Il ne sera relâché qu'après le discours présidentiel.

Des prisonniers et des accusés qui se trouvent au tribunal mais dont l'attitude pendant la séance laisse à désirer sont soumis à des chocs électriques de 50 000 volts à l'aide d'un appareil de torture connu sous le nom de « ceinture de sécurité électronique ».

Des jeunes gens s'inscrivent dans le Sélective Service pour être un jour appelés en cas de guerre de « sécurité nationale ». Seul le gouvernement a le pouvoir de définir ce que ce terme recoupe exactement. Ne pas s'inscrire est passible d'une forte

amende, d'emprisonnement, de la perte définitive de toute aide sociale et de la possibilité d'occuper un emploi fédéral.

Ceux qui sont déjà engagés suivent un entraînement militaire. Le but est de briser leur réticence face à l'idée de tuer des gens qu'ils ne connaissent pas et ne haïssent pas. Ils seront ainsi mieux disposés à risquer leur vie dans l'une de ces guerres dites de « sécurité nationale » qu'ils ne comprennent pas du tout ou qu'ils comprennent peut-être trop bien... En violation des Droits de l'Homme tels qu'ils sont reconnus sur le plan international, on les contraint à tester des médicaments et des vaccins expérimentaux dont les effets sur la santé sont inconnus. Ceux qui refusent risquent de comparaître devant une Cour martiale ou, s'ils ne sont pas citoyens américains, d'être expulsés du pays.

On refuse la citoyenneté américaine à des étrangers qui, à cause de leurs convictions pacifistes, refusent de prendre les armes pour défendre les États-Unis. Ce motif n'est pas acceptable pour TINS, qui ne reconnaît que les motivations religieuses.

Pour que son statut d'objecteur de conscience soit accepté, un citoyen doit se déclarer opposé à toute guerre en général et non pas refuser de participer à une guerre en particulier. Une femme médecin du Kansas, capitaine de l'armée de réserve, a refusé de servir dans la guerre du Golfe en expliquant que « c'était une réelle catastrophe sanitaire ». Elle a été enfermée dans une prison militaire pendant huit mois et les autorités médicales du Kansas l'ont radiée du corps médical.

DEA, ATF, INS, FBI, DIA, service secret, service des forêts, service des parcs nationaux, départements des shérifs, garde nationale et autres cow-boys officiels, cagoulés et vêtus de noir, débarquent en bandes armées, hurlent, insultent, sous le ballet des hélicoptères. Ils défoncent les portes des maisons, saccagent le mobilier, frappent les habitants, les menotent, maltraitent des femmes enceintes, terrifient des enfants, les séparent de leurs parents. Ils tuent, cherchent des individus ou de la drogue qui très souvent ne sont pas là. Toute cette furie n'est que le résultat du « tuyau » d'un informateur.

Des chasseurs de primes lourdement armés, avec toute la force de la loi de leur côté, se comportent de manière semblable pour kidnapper des individus : parfois ils finissent par le tuer, parfois il s'agit de la mauvaise personne.

Des stations de radio pirates sont parfois envahies par des commandos composés d'agents de la FCC, de policiers fédéraux, d'une équipe SWAT, d'agents des douanes et de la police locale.

Le travail forcé se porte bien : des chômeurs sont obligés de gagner leurs allocations de chômage, sans perspective d'un véritable emploi et parfois pour des salaires de misère, voire sans aucune rémunération. Des condamnés de droit commun sont punis par des travaux d'intérêt général. Des objecteurs sont obligés d'effectuer un service alternatif, pendant une période plus longue que celle du service militaire et sont ainsi pénalisés d'agir selon leur conscience. On refuse certains droits à des prisonniers qui n'acceptent pas de travailler en prison. Beaucoup d'entre eux sont obligés de travailler pour des entreprises privées pour des salaires de misère. Ils n'ont droit à aucun avantage social et n'ont accès à aucun syndicat. Certains de ces produits fabriqués en prison sont exportés : il s'agit exactement de ce que les Américains reprochent aux Chinois.

Les ambassades américaines surveillent des ressortissants américains sélectionnés et identifiés par le FBI et par le bureau des passeports du département d'État.

L'INS et la police tuent ou maltraitent un grand nombre d'individus à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Les victimes sont des immigrants « éventuels ». Dans les centres de FINS, disséminés à travers le pays, des milliers d'immigrants sont détenus dans des conditions inhumaines et soumis à de mauvais traitements. On leur met la tête dans la cuvette des toilettes, on les oblige à consommer des médicaments ou à chanter, nus et à genoux, « America is Number One ».

En prison aussi, les immigrants sont obligés de chanter cette

chanson en défilant devant des gardiens qui les frappent et leur donnent des coups de pied.

— L'INS saisit de manière illégale les fichiers des employés des services sociaux qui travaillent avec des immigrants sans papiers. Les avocats qui défendent les victimes de ces abus découvrent qu'il est pratiquement impossible de porter plainte ou de recevoir une quelconque réponse de l'INS ou de la police des frontières. Bien entendu, ni les médias ni les mouvements de défense des Droits de l'Homme n'ont le droit de mettre leur nez dans ces affaires.

À Los Angeles, les manifestations contre les centres de détention et contre les pratiques de TINS sont brutalement réprimées par une phalange de forces locales et fédérales - bataillons antigrève, imités à cheval, agents ATF, unités de commando INS, équipées de canons à eau et gaz lacrymogènes... De nombreux manifestants sont blessés et arrêtés, tandis que ceux qui ne possèdent pas de papiers en règle sont expulsés du pays à partir d'un simple commissariat.

Des accusés sans ressources peuvent attendre en prison plusieurs mois avant que la Cour ne nomme un avocat d'office. Ensuite, ils doivent encore attendre avant de pouvoir lui parler.

La notion de caution est en train de disparaître. Nous avons été habitués au fait que, dans des cas qui ne constituent pas des crimes majeurs, on doit offrir à l'accusé la possibilité d'être mis en liberté sous caution. Selon notre longue tradition, on n'a pas le droit de garder une personne en prison si sa culpabilité n'a pas encore été prouvée. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. On appelle cette nouvelle pratique « détention préventive ».

Des citoyens sont condamnés à des peines incroyablement longues, parfois à perpétuité, pour avoir fourni des informations, ou simplement essayé de le faire, à un pays étranger. Pourtant, révéler une information, qui parfois a été

rendue publique ou déclassifiée avant l'arrestation de l'accusé, ne risque pas de causer de dommages réels au pays. C'est le fait de passer des informations à un pays étranger qui heurte la susceptibilité de ceux dont le métier est de jouer le jeu du secret, le jeu des « ennemis » et des « patriotes ». Ces joueurs professionnels aiment annoncer que la « trahison » a provoqué des « dégâts irréparables » voire « incalculables » pour la sécurité nationale américaine. Dans certains cas, le destinataire de cette information secrète n'est personne d'autre que le FBI qui a attiré l'« espion » dans un piège. L'espion en question sera arrêté et emprisonné des dizaines d'années.

Le gouvernement fédéral produit chaque année environ cinq millions de nouveaux documents. Ils ne sont pas à la disposition des citoyens ordinaires de la République, parce qu'ils sont qualifiés de « confidentiels », « très confidentiels », voire « secrets »

Les travailleurs de la « Area 51 » du département de la Défense, basée dans le désert du Nevada, ont inhalé des émanations toxiques dégagées par les déchets dangereux qui ont brûlé dans de gigantesques puits ouverts. Ils souffrent de troubles sévères et persistants des voies respiratoires, de cancers, de douleurs d'estomac, de saignements et de plaies. Leur corps est recouvert de croûtes et leurs tissus sont saturés de toxines industrielles à des concentrations rarement constatées chez des êtres humains... Parfois, ils en meurent. Mais étant donné le caractère extrêmement secret de tout ce qui touche à la « Area 51 », ils ne peuvent obtenir d'informations sur les produits chimiques auxquels ils ont été exposés, même si ces données sont indispensables pour l'élaboration d'un traitement médical adéquat. Ils n'ont pas non plus le droit de réclamer d'indemnisations car la Area 51 ne peut faire l'objet d'aucune enquête. La seule loi en vigueur dans cet endroit est, naturellement, celle de la « sécurité nationale ».

Des officiers en uniforme et bottes noires, béret noir sur la tête, mais non identifiés, font une descente dans une prison. Ils sortent les prisonniers de leurs lits, parfois sans vêtements, les

attachent, les frappent ou leur sautent sur le dos. L'un des détenus se cogne la tête contre le mur avec un craquement sinistre. Il hurle tandis que le sang jaillit contre la paroi et sur le sol. Tout cela pour démontrer que le personnel de rééducation ne « gâte » pas ses prisonniers.

La Human Rights Watch et l'ACLU pensent que les États-Unis violent l'article 10 de l'accord international sur les droits civils et politiques, ratifié par Washington en 1992. Cet accord demande que tous les prisonniers et détenus « soient traités avec humanité et dans le respect de la dignité de la personne humaine ». En 1999, on a déposé 2324 plaintes pour brutalité contre la police de New York qui, en moyenne, tue une personne tous les dix jours. Les victimes sont souvent désarmées, parfois menottées ou déjà incarcérées. Les officiers de police responsables de ces méfaits ne sont pas sanctionnés. Certains obtiennent même des promotions.

En démocratie, l'on exerce sa précieuse liberté de vote pour élire les représentants du peuple. Malheureusement, les seuls candidats qui ont quelques chances de gagner sont ceux qui ont les moyens de réunir environ un demi-million de dollars pour obtenir un siège à la Chambre des députés, cinq millions pour le Sénat et environ cent millions pour la Maison Blanche. Ce n'est pas un hasard si, de plus en plus souvent, les candidats aux élections sont des multimillionnaires.

En Californie, des adolescents sont arrêtés, harcelés, photographiés et interrogés par la police tout simplement parce que leurs vêtements « correspondent » à ceux que portent certaines bandes de jeunes criminels.

Au petit matin, des policiers font irruption chez les parents des adolescents soupçonnés d'appartenir à une bande. Ils les préviennent que s'ils ne prennent pas leurs responsabilités par rapport à leurs enfants, ils risquent eux-mêmes d'avoir de sérieux problèmes avec la justice.

Depuis quelques années, dans les grandes villes des États-Unis, telles que Detroit, New York, Philadelphie, Los Angeles

ou Indianapolis, les policiers ne se sentent pas toujours obligés de respecter les lois nationales. Ils fournissent de fausses informations aux tribunaux pour obtenir des mandats de perquisition, mais bien souvent ils agissent sans même avoir un mandat. Ils mentent effrontément à la barre et ont recours à des tests de drogue truqués au cours d'enquêtes sur des affaires criminelles. Ils organisent des opérations antidrogue dont le but est de voler des stupéfiants, de l'argent, des armes et d'autres objets de valeur et, souvent, les trafiquants sont obligés de payer en échange de l'immunité. Ils volent et frappent les citoyens dans les rues de leurs circonscriptions.

Ils font preuve du même mépris pour la loi lors des nombreuses incursions effectuées au domicile d'individus suspectés. Ils utilisent des pistolets spéciaux qui permettent de faire sauter les serrures et faire sortir de leurs gonds les portes des appartements. Ils lancent des grenades capables de produire des explosions qui terrorisent les gens. Ils fouillent de manière tout à fait illégale les habitants de ces maisons sous la menace des armes. Ils leur tirent dessus sans raison. Ils les tuent. Ils cachent de la drogue ou de fausses preuves pour compromettre des innocents et les arrêter. Et ce n'est pas tout : ils manipulent les preuves, forcent les gens à sortir dans la rue presque nus et remplissent de faux rapports d'arrestation. Parfois, ces opérations n'aboutissent à aucune condamnation et, naturellement, ceux qui voudraient porter plainte contre la police en sont dissuadés au moyen de menaces et de pressions.

De nouvelles plaintes viennent s'ajouter à celles de 60 000 personnes qui poursuivent en justice la ville de New York pour avoir été fouillées lors d'arrestations pour des délits mineurs.

Des agences de relations publiques, qui comptent parmi leurs clients de grandes entreprises et des sociétés financières, payent des honoraires très élevés à des avocats, des détectives et des espions chargés d'orchestrer des campagnes d'opinion. L'objectif est d'influencer les médias et l'opinion publique contre les mouvements qui se battent contre la « malbouffe » ou des groupes écologistes constituant une menace pour l'un ou l'autre de leurs clients. Ils cherchent à ridiculiser ces

militants qui ne font qu'exercer leurs droits politiques et parfois même à les faire passer pour de véritables criminels.

NBC annule le passage sur les ondes d'un militant antinucléaire qui avait critiqué ouvertement la société General Electric, propriétaire de la chaîne. Un autre militant et écrivain antinucléaire, qui de plus manifeste contre les dépenses militaires des États-Unis, est interdit d'antenne à la chaîne CBS, qui appartient à Westinghouse. Un autre militant, qui a traité avec peu de respect le Groupe Disney, trouve les portes de la chaîne ABC fermées. Il en va de même à CNN, propriété de la pieuvre AOL-Time-Warner.

Comme l'a écrit A. J. Liebling : « Si vous voulez la liberté de la presse, il faut la posséder. »

Lorsque les États-Unis sont engagés dans une nouvelle invasion, les médias sont surveillés attentivement, tandis que les reporters sont obligés de soumettre leurs articles aux censeurs du Pentagone. On leur indique où ils peuvent aller, les images qu'ils ont le droit de filmer, les personnes qu'ils peuvent interviewer. Ceux qui ne respectent pas ces consignes sont bien entendu rapatriés par leur employeur sous la pression du Pentagone.

Le FBI insère des publicités dans des journaux publiés aux États-Unis en russe ou en vietnamien pour demander aux immigrés de fournir des informations sur d'éventuels espions présents dans leur entourage.

La confession qu'un détenu fait à un prêtre catholique est secrètement enregistrée par les responsables de la prison. Le courrier personnel des détenus, y compris de ceux qui attendent leur procès, est régulièrement lu.

Le FBI publie des photos utilisées comme preuves dans un procès. Son laboratoire produit des preuves scientifiquement truquées ou altérées pour faciliter la tâche des procureurs contre les accusés. Parfois, il arrive à faire en sorte qu'un juge soit suspendu de ses fonctions sur la base de fausses

accusations. Un représentant du FBI détruit un rapport interne critiquant l'action de l'organisation dans un dossier particulier, sans révéler son existence aux procureurs ou aux avocats de la défense. Dans certains procès, le FBI utilise des témoignages d'« experts » imprécis ou incomplets afin d'incriminer les accusés. Un agent du FBI qui déciderait de dénoncer ces méfaits serait harcelé puis suspendu.

Des dossiers médicaux contenant les informations personnelles les plus intimes sur les citoyens sont réunis et classés dans des banques de données appartenant aux hôpitaux, aux laboratoires pharmaceutiques et aux compagnies d'assurance. Ces organisations exercent une pression croissante sur les médecins et les thérapeutes pour qu'ils dévoilent des informations concernant leurs patients. Les entreprises demandent désormais aux candidats à l'embauche de leur donner le droit d'accéder librement à leurs fichiers médicaux. L'accès des agences de sécurité nationale à ces sources d'informations est de plus en plus facile. Les informations sur les prescriptions médicales sont vendues.

La police installe un nombre grandissant de caméras dans les rues afin d'observer de près les gens.

La police organise des raids spéciaux dont le but est de piéger des homosexuels et de les accuser d'« actes obscènes dans un lieu public ». Une loi que l'on peut qualifier d'homophobe interdit aux couples homosexuels, mais pas aux couples hétérosexuels, d'avoir des rapports sexuels oraux en privé. Des hommes mariés sont photographiés par la police à la sortie de clubs homosexuels. Pour faire chanter leurs victimes et leur soutirer de l'argent, les policiers les menacent d'envoyer ces images à leurs épouses ou à leurs employeurs.

Des étudiants sont renvoyés temporairement de leur école pour avoir refusé de se lever devant le drapeau américain ou de réciter l'Acte d'Allégeance. Parfois, ils sont inculpés sur la base de phrases écrites dans le journal de l'école ou dans leur propre site web.

L'INS envoie des lettres aux immigrants qui ont présenté une

demande de régularisation de leur situation. Dans ces lettres, on les invite à se présenter au bureau fédéral avec une pièce d'identité; l'INS leur fournira ensuite un permis de travail valable un an. Mais lorsque la personne se présente au bureau de l'INS, elle est immédiatement arrêtée et expulsée du pays.

La police arrête des véhicules sur les routes pour voler l'argent et les effets personnels des passagers. Ceux-ci sont parfois obligés de payer les agents pour éviter d'être arrêtés sous de faux prétextes.

Les policiers, qui peuvent désormais se prévaloir d'une décision de la Cour Suprême en la matière, ont le droit de fouiller les affaires des passagers d'une voiture simplement parce qu'ils soupçonnent le conducteur d'avoir commis une infraction quelconque.

Des agents de la police des mœurs de l'Arizona, portant des cagoules noires, saisissent des centaines de journaux pour adultes dans des distributeurs automatiques.

Des exemplaires du journal cubain *Granma* sont saisis par la police dans des villes des États-Unis. Des vidéos, filmées en Irak par des citoyens américains, sont saisies par les douanes à leur retour aux États-Unis.

Des malades mentaux languissent dans des prisons du pays. Ils ne reçoivent aucun soin et sont souvent victimes de mauvais traitements physiques ou d'abus sexuels de la part des autres détenus et des gardiens.

Certaines personnes, considérées comme des malades, des handicapés mentaux ou des marginaux sont stérilisées, sans en être informées, et sont enfermées dans des institutions officielles.

La DEA et d'autres agences de police fédérale et locale saisissent des maisons, des bateaux, des voitures, des avions, des immeubles, des meubles, des comptes bancaires et d'autres biens appartenant à des gens soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de drogue. Parfois, il s'agit de biens

appartenant à l'épouse de l'inculpé. Parfois même, il n'y a pas de véritable lien entre les objets saisis et le crime éventuel. Dans un État d'Amérique, un homme perd sa maison et son travail pour avoir vendu deux grammes de cocaïne. Dans un autre, de nombreuses voitures sont confisquées à un concessionnaire parce qu'il n'a pas déclaré ses transactions en liquide de plus de 10 000 dollars. Ailleurs, une grand-mère de 75 ans est dépossédée de sa maison à cause des crimes commis par son fils, un dealer en fuite.

Les agences gouvernementales vendent ces biens et les fonctionnaires utilisent les produits de ces ventes pour s'acheter des voitures ou tout simplement faire la fête. La valeur des biens à saisir est parfois un facteur déterminant dans le choix de la personne qui fera l'objet d'une descente. Souvent, la police cache de la drogue chez des particuliers et rédige de faux rapports afin de créer des prétextes qui justifieront des saisies d'argent liquide. On scelle des accords avec des trafiquants de drogue disposés à reverser une partie de leurs profits aux forces de l'ordre au détriment des petits dealers qui n'ont, eux, aucune monnaie d'échange. Au début de 1999, il y avait 2,7 milliards de dollars rien que dans les caisses fédérales du Asset Forfeiture Fund (Bureau des biens confisqués).

Tous les jours, le concept d'accès égal à la justice est sérieusement remis en cause, après une décennie de coupes budgétaires importantes dans le programme d'aide judiciaire. On prive ainsi les pauvres de ce qui souvent constitue leur seule défense contre des propriétaires peu scrupuleux, des escrocs, des maris violents, des saisies de maisons hypothéquées, des fraudes à la consommation et bien d'autres problèmes légaux.

Ceux qui vont porter plainte contre des agents dans un commissariat sont mis à la porte sans cérémonie.

La police de Los Angeles organise des opérations commando à l'aube et perquisitionne plus de 100 maisons, à la recherche de délinquants et de contrebandiers. En général sans

résultat, si ce n'est d'effrayer et de bouleverser la population.

Dans de nombreuses villes, les sans domicile fixe sont embarqués dans des parcs et d'autres lieux ouverts au public et emmenés loin des citoyens respectables et des touristes.

Les personnes qui servent des repas aux sans-abri dans les jardins publics sont parfois arrêtées et accusées de « fournir de la nourriture » sans autorisation, de marcher sur les pelouses ou d'autres délits tout aussi imaginaires. Leur équipement de cuisine ainsi que leurs véhicules sont confisqués.

Le FBI organise une opération pour piéger des agents de police, à Washington et dans d'autres villes des États-Unis, en leur offrant de l'argent pour escorter des soi-disant trafiquants de drogue. Ces policiers seront condamnés à 55 ans de prison sans possibilité de remise de peine : une véritable condamnation à perpétuité.

Dans beaucoup d'États, des milliers de gens se voient privés de leurs permis de conduire pendant six mois pour avoir commis un délit lié à la drogue, même s'il n'y a aucun lien entre le crime et la conduite d'un véhicule.

Dans certains endroits, on n'accorde pas de permis de conduire aux étudiants parce que leurs notes ou leur assiduité ne sont pas considérées suffisantes.

De nombreux individus sont harcelés et/ou arrêtés à cause d'une « réaction positive » d'un chien antidrogue. Et ce même si la police et le monde scientifique savent depuis des années que la plupart des billets de banque sont imprégnés de traces de cocaïne ou d'autres substances. On a découvert qu'à Los Angeles plus de 75 % du papier-monnaie en circulation porte de telles traces.

Des épisodes de brutalité policière, comparables à ceux de Rodney King à Los Angeles et Abner Louima à Brooklyn, continuent de se produire, sans qu'il y ait toujours des témoins pour les observer ou les filmer. Parfois les victimes de ces violences décèdent et leur mort est classée accidentelle ou due

à un arrêt cardiaque.

Un fonctionnaire qui ose mettre en question la guerre contre la drogue doit payer un prix très élevé pour son courage. C'est le cas du médecin Jocelyn Elders, dont le fils a été condamné à dix ans de prison pour avoir vendu quelques grammes de cocaïne à un policier en civil. Son arrestation a eu lieu cinq mois après la vente. Une semaine auparavant la mère de l'accusé s'était prononcée en faveur de la libéralisation de la drogue.

Et puis Waco et la secte des davidiens...

Et nous voilà dans le meilleur des mondes

Les autorités ne peuvent plus invoquer, comme justification de leur comportement, la menace des radicaux qui protestaient contre la guerre du Vietnam ou celle des militants des Droits de l'Homme. Les Black Panthers font désormais partie de l'histoire, de même que le fameux Complot Communiste International. Les combats en Amérique centrale sont terminés. J. Edgar Hoover est mort, démontrant ainsi qu'il y avait bien quelque chose d'humain en lui.

Cependant de 1991 à 1999 le nombre de personnes incarcérées aux États-Unis a augmenté de plus de 50 %.

Ce ne sont plus des communistes que l'on pourchasse, mais ceux qui détiennent de la drogue, qui la consomment, qui la vendent ou qui la transportent. L'Empire du Mal Soviétique a désormais été remplacé par les « États voyous », les « États criminels », les « nations parias » — les ennemis doivent toujours avoir des surnoms accrocheurs - avec leur sempiternel cortège de terroristes, de partisans des terroristes, d'amis des terroristes, de contrebandiers d'armes nucléaires, de réfugiés à la recherche d'un asile politique et autres anti-américains de service. Au lieu des mouvements pour les Droits civiques, le pouvoir implacable de l'État poursuit à présent les bandes de jeunes, les immigrés, les écologistes, les bénéficiaires de l'aide sociale, les détenus et bien d'autres qui n'ont qu'une chose en commun : ils ne possèdent aucun pouvoir politique.

Si la plupart des Américains ne sont pas choqués par le non-respect des Droits constitutionnels, c'est qu'ils n'en ont pas encore expérimenté les conséquences dans leur propre vie ou dans celle de leurs proches. Ce n'est, malheureusement, qu'une question de temps... En attendant, les amis étrangers des États- Unis d'Amérique continuent d'ignorer les faits exposés et auraient besoin d'une « greffe de réalité ».

- {1}. 1^{er} septembre, 1997, article illustré en couverture, p. 160 et pages suivantes.
- {2}. *Washington Post*, 23 octobre 1999, p. 17.
- {3}. *New York Times*, 29 janvier 1992, p. 16.
- {4}. *Washington Post*, 4 novembre 1997, p. 13.
- {5}. *Public Papers of the Presidents of the United States* (GPO), 1996, Vol. 1, p. 654, 28 avril.
- {6}. Bureau de Washington d'Amnesty International, *Human Rights & US Security Assistance*, 1996, p. 1.
- {7}. *The Guardian*, 19 décembre 2001, article de Duncan Campbell.
- {8}. US Department of Defense, Defense Science Board, The Defense Science Board 1997 Summer Study Task Force on DOD Responses to Transnational Threats, October 1997, Final Report, Vol. 1, on peut trouver l'article complet sur <http://www.acq.osd.mil/dsb/trans.pdf>. La citation se trouve page 15 du rapport (page 31 de la version pdf online).
- {9}. *New York Times*, 26 mars 1989, p. 16.
- {10}. Jim Dwyer, et al., *Two Seconds Under the World* (New York, 1994), p. 196.
- {11}. Marc W. Herold, « A Dossier on Civilian Victims of United States' Aerial Bombing of Afghanistan : A Comprehensive Accounting » : <http://www.media-alliance.org/mediafile/20-5/casualties12-10.html>.
- {12}. David Rose, « Attackers did not know they were to die », *The Observer* 14 octobre 2001.
- {13}. *Washington Post*, 2 octobre 1999.
- {14}. Première citation : *The Guardian*, 20 décembre 2001, p. 16; seconde citation : US Defense Department briefing, 1^{er} novembre 2001.
- {15}. Pour une discussion approfondie de ceci, voir en fin du chapitre 1.
- {16}. *Milwaukee Journal Sentinel*, 31 octobre 2001, p.10A.
- {17}. Fox network : « Special Report with Brit Hume », 5 novembre 2001.
- {18}. *Washington Post*, 12 novembre 2001, p. C1.
- {19}. *Miami Herald*, 12 septembre 2001, p. 23.
- {20}. L'interview de *Der Spiegel* a été traduit en anglais par Jost Lang, on peut le trouver en entier sur le site web Emperors Clothes : <http://emperors-clo->

thes.com/docs/wam.htm.

{21} *Washington Post*, 26 décembre 2001, p. 16.

{22} *Ibid.*, 22 décembre 2001, p. 16.

{23} *The Independent*, 14 novembre 2001, article de Robert Fisk.

{24} Voir par exemple, site web Emperor's Clothes : <http://emperors-clothes.com> and <http://www.copvcia.com>.

{25} *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 septembre 2001.

{26} *Washington Post Magazine*, 30 décembre 2001, p. 27. Le terroriste appartenait à un groupe qui avait déjà embarqué une bombe sur un vol de la Philippine Airlines ; la bombe avait explosé, tuant un passager et contraignant l'avion à atterrir en urgence.

{27} *Washington Post*, 28 novembre 2001, p. 14.

{28} *The Times*, 27 décembre 2001, p. 1 ; *Washington Post*, 28 décembre 2001, p. 8.

{29} *Washington Post*, 27 décembre 2001, p. C2.

{30} Commission du Sénat des Affaires des Anciens Combattants, *Is Military Research Hazardous to Veterans 'Health ? Lessons Spanning Half a Century*, 8 décembre 1994, p. 5.

{31} *Washington Post*, 2 et 23 octobre 1996 et 31 juillet 1997 pour les estimations du nombre de soldats atteints.

{32} *Journal of the American Medical Association*, 1^{er} septembre 1999, p. 822.

{33} *Washington Post*, 19 octobre 1999, p. 3.

{34} *Is Military Research Hazardous to Veterans 'Health?* op. cit., passim.

{35} John Kenneth Knaus, *Orphans of the Cold War* (New York, 1999), p. 312. Knaus est l'officier qui a parlé au Dalai Lama.

{36} *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1998, p. 76.

{37} *Washington Post*, 13 janvier 1985, p. 30.

{38} *New York Times*, 25 mars 1977, p. 10.

{39} « 60 Minutes », 12 mai 1996.

{40} Pour le texte intégral de la partie concernée de la note interne, voir *The Economist*, 8 février 1992, p. 66 (édition américaine)

{41} *Washington Post*, 25 avril 1999, p. 28.

- [\[42\]](#). John Judis, « K Street Gore », *The American Prospect*, juillet-août 1999, pp. 18-21.
- [\[43\]](#). Ibid.
- [\[44\]](#). *Washington Post*, 18 juin 1999. Suite à de nombreuses actions de protestation durant les meetings électoraux de Gore, l’Afrique du Sud a été retirée de la liste des pays à sanctionner (Ibid., 4 décembre 1999, p. 18).
- [\[45\]](#). Interview de Reagan à la Maison-Blanche, 29 octobre 1985, diffusion 30 octobre à « The World at One », Radio 4, Royaume-Uni.
- [\[46\]](#). *New York Times*, 13 juin 1999.
- [\[47\]](#). Ibid., 14 février 1991, p. 16.
- [\[48\]](#). « An Oriana Fallaci Interview : Otis Pike and the CIA », *New Republic*, 3 avril 1976, p. 10.
- [\[49\]](#). Emprunté à l’ancien analyste de la CIA, David MacMichael.
- [\[50\]](#). Discours au National Press Club, Washington, DC, 25 juin 1999.
- [\[51\]](#). Phrase empruntée au critique des médias Norman Solomon.
- [\[52\]](#). NPR Morning Edition, Mara Liasson, 11 juin 1999.
- [\[53\]](#). *Washington Post*, 27 mars 1999.
- [\[54\]](#). Adolf Hitler, *Mein Kampf* (Houghton Mifflin Co., Boston, 1971 ; version originale 1925) Vol. 1, chapitre 10, p. 231.
- [\[55\]](#). William Blum, « Hiroshima : Needless Slaughter, Useful Terror », *Covert Action Quarterly* (Washington, D.C.), #53, été 1995, p. 22-25.
- [\[56\]](#). William Blum, *Killing Hope : US Military and CIA Interventions Since World War II* (Common Courage Press, Maine, 1995), chapitre 27.
- [\[57\]](#). *New York Times*, 9 mars 1982, p. 1 ; 23 mars 1982, p. 1 et 14; *The Guardian*, 3 novembre 1983, 29 mars 1984; *Washington Post*, 30 mai 1986.
- [\[58\]](#). *Los Angeles Times*, 2 septembre 1991, p. 1.
- [\[59\]](#). *Vital Speeches of the Day*, 1^{er} mai 1990, p. 421, discours du 23 mars 1990.
- [\[60\]](#). Pour une synthèse excellente et concise de la manière dont les États-Unis ont planifié et réalisé la domination du monde et de leurs raisons, voir Noam Chomsky, *What Uncle Sam Really Wants* (Odonian Press, Berkeley, 1992) et Michael Parenti, *Against Empire* (City Lights Books, San Francisco, 1995)

{61}. Thomas Hauser, *The Execution of Charles Horman* (New York, 1978), p. 191. (Horman est un Américain tué par la junte chilienne pendant le coup d'État.).

{62}. *New York Times*, 3 février 1992, p. 8.

{63}. *New York Times*, 7 janvier 1983, p. 4; *The Guardian*, 6 décembre 1986 (première citation) ; *Los Angeles Times*, 25 octobre 1989, p. 7 (seconde citation) et 26 octobre.

{64}. *AIR FORCE Magazine* (Arlington, VA), mars 1991, p. 81.

{65}. *New York Times*, 21 mars 1999, p. 34.

{66}. *Public Papers of the Presidents of the United States* (GPO), 1993, Vol. I, pP. 1060-61, 11 juillet.

{67}. *The Economist*, 4-10 juin 1994, p. 40.

{68}. *Washington Times*, 24 août 1999, p. 1 ; je cite le journal mais il pourrait s'agir d'une paraphrase de l'original.

{69}. *Washington Post*, 28 août 1999, p. 3.

{70}. Donald Henderson, « Dangerous Fiction about Bioterrorism », *Washington Post*, 8 novembre 1999, p. 21 ; voir aussi Roni Kruzman, « Koppel's 'Biowar of the Worlds' », *Extra!* (Fairness and Accuracy in Reporting, NY), janvier/février 2000, p. 21.

{71}. *Washington Post*, 29 octobre 1999, p. 14.

{72}. *Atlanta Journal*, 4 août 1999, p. 1.

{73}. *Washington Post*, 27 août 1999.

{74}. Département d'État, « Patterns of Global Terrorism, 1998 », avril 1999, il est disponible sur leur site web.

{75}. Voir, par exemple, Tim Weiner, « Military Accused of Lies Over Arms », *New York Times*, 28 juin 1993, p. 10; Tim Weiner, *Blank Check* (New York, 1990), pp. 42-43, pour les chiffres concernant les Soviétiques et exagérés par la CIA ; Anne H. Cahn, « How We Got Oversold on Overkill », *Los Angeles Times*, 23 juillet 1993, sur une étude GAO; Douglas Jehl & Michael Ross, « CIA Nominee Faces Charges He Slanted Data », *Los Angeles Times*, 15 septembre 1991, p. 1 ; Arthur Macy Cox, « Why the U.S., Since 1977, Has Been Misperceiving Soviet Military Strength », *New York Times*, 20 octobre 1980, p. 19 (Cox était un ancien fonctionnaire du département d'État et de la CIA)

{76}. *The Guardian*, 1^{er} janvier 1999.

- {77}. *Washington Post*, 2 octobre 1998.
- {78}. Ibid., 9 septembre 1998, p. 17.
- {79}. Mencken : *In Defense of Women* (1920); Mac Arthur : William Manchester, *American Caesar : Douglas MacArthur, 1880-1964* (Dell, New York, 1978), p. 827.
- {80}. Jonathan Vankin, *Conspiracies, Cover-ups and Crimes : Political Manipulation and Mind Control in America* (New York, 1991), p. 120.
- {81}. Parenti, *op. cit.*, p. 49.
- {82}. « Pentagon's Planning Guidance for the Fiscal Years 1994-1999 », *New York Times*, 8 mars 1992, p. 14.
- {83}. *United States Space Command : Vision for 2020*, les extraits suivent le même ordre que dans la publication; diffusé par le US Space Command, Director of Plans, Peterson AFB, Colorado, août 1997.
- {84}. Keith R. Hall, assistant secrétaire de l'Air Force for Space et directeur du National Reconnaissance Office, discours au National Space Club, 15 septembre 1997.
- {85}. General Joseph Ashy, à l'époque commandant en chef de FUS Space Command, cité dans *Aviation Week and Space Technology* (New York), 5 août 1996, p. 51.
- {86}. 17 Octobre 1963, résolution ONU numéro 1884.
- {87}. Extrait de l'introduction de l'étude, p. 8. *The Boston Globe*, 2 mars 1998, p. 5, a publié le passage dans sa quasi-totalité.
- {88}. Parenti, *op. cit.*, p. 80.
- {89}. *Washington Post*, 22 août 1998.
- {90}. NBC, « Today », 22 août 1998.
- {91}. *New York Times*, 22 août 1998, p. 15.
- {92}. *Washington Post*, 9 août 1998.
- {93}. *The Nation*, 4 avril 1998.
- {94}. *Washington Post*, 6 novembre 1997.
- {95}. Ibid., 16 novembre 1997.
- {96}. *Public Papers of the Presidents of the United States* (GPO), 1996. Vol. I, p. 437.

- {97} *The Independent*, 26 mars 1996, p. 8.
- {98} *Washington Post*, 23 janvier 1997, p. 1.
- {99} Inter Press Service (quartier général à Rome), reportage aux Nations Unies, 21 février 2000.
- {100} Communiqué de presse du FBI, « FBI Policy and Guidelines », 16 février 1999.
- {101} *Washington Post*, 14 mars 1996.
- {102} *Los Angeles Times*, 4 août 1996.
- {103} *Washington Post*, 15 août 1996, p. 32.
- {104} *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC), #64, printemps 1998, p. 29-30.
- {105} Mary Anne Weaver, *The New Yorker*, 13 novembre 1995, p. 62 et 64.
- {106} *Los Angeles Times*, 2 août, 1993, p. 12.
- {107} Mary Anne Weaver, « Blowback », *The Atlantic Monthly*, mai 1996, p. 28.
- {108} *Washington Post*, 6 septembre, 1996.
- {109} *Los Angeles Times*, 6 août 1996, p. 12.
- {110} *New YorkTimes*, 8 mars 1995, p. 12; 9 mars, p. 6.
- {111} *Los Angeles Times*, 4 août 1996, p. 1.
- {112} *Ibid.*, p. 17.
- {113} *Slovo* (journal russe), 27 août 1999, reporté dans CDI Russia (Center for Defense Information, liste Internet sur la Russie à Washington, DC); *Los Angeles Times*, 4 août 1996, p. 1 ; *New York Times*, 20 septembre 1999, p. 9.
- {114} *Los Angeles Times*, 4 août 1996, p. 1.
- {115} *New York Times Magazine*, 13 mars 1994, p. 54.
- {116} *Ibid.*
- {117} *Ibid.* *Los Angeles Times*, 2 août 1993, p. 12.
- {118} *Los Angeles Times*, 4 août 1996.
- {119} *Ibid.* 7 mars 1992, p. 14 et 5 août 1996.
- {120} *Ibid.*, 5 août 1996, p. 11.

- {121} Weaver, *Atlantic Monthly*, op. cit. ; *Los Angeles Times*, 6 août, 1996, p. 11.
- {122} *Washington Post*, 26 mai, 1996.
- {123} Ibid., 28 août 1999, p. 14.
- {124} *Los Angeles Times*, 4 août 1996, p. 2.
- {125} Dans un rapport du 17 janvier 1994 (« Koweït : Three years of unfair trials » (index AI : MDE 17/01/94), Amnesty International affirme avoir « exprimé son inquiétude le 1^{er} juillet 1993 concernant le procès des 14 personnes accusées d'avoir participé à une présumée tentative d'assassinat de l'ancien président des États-Unis George Bush, 12 desquels risquent la peine de mort. Ce procès ne respecte pas les standards minimaux internationaux ». Le rapport révèle aussi que le gouvernement du Koweït a utilisé la torture contre les personnes accusées d'avoir collaboré avec l'occupant irakien en 1990. Ceci pourrait expliquer les changements d'opinion et les « aveux » de l'un des accusés. Voir aussi *The Guardian*, 29 juin 1993, p. 9 et 7 juin 1994, p. 9.
- {126} *Washington Post*, 27 juin 1993.
- {127} *Sunday Times*, 6 juillet 1975, p. 1. À cette époque, Narut travaillait dans un hôpital de la marine US à Naples. Il a fait ces déclarations lors d'une conférence de l'OTAN à Oslo une semaine auparavant.
- {128} The Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to intelligence Activities (Sénat des États-Unis) : *Interim Report : Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders*, 20 novembre 1975, p. 285.
- {129} *Washington Post*, 5 octobre 1988, synthèse de décisions prises par Reagan.
- {130} *Los Angeles Times*, 14 octobre 1989, p. 16.
- {131} William Corson, *The Armies of Ignorance* (New York, 1977), p. 347.
- {132} Extrait de 20 pages diffusées le 23 mai 1997 par la CIA. Elles font partie d'un fascicule de documents classifiés (1400 pages) concernant le coup d'État de 1954 au Guatemala.
- {133} L'un des sept manuels de T Army's Foreign Intelligence Assistance Program, appelé « Project X »; écrit en anglais au milieu des années 60 puis traduit en espagnol. Il était utilisé pour les entraînements des militaires d'Amérique latine et d'autres pays du tiers-monde ainsi qu'à la School of the Americas, au moins jusqu'en 1991 ; plusieurs paragraphes des textes originaux ont été revus par le Pentagone dans les années 70 et 80. Les manuels ont été rendus publics par le Pentagone le 20 septembre 1996.
- {134} L'un des sept manuels (voir note 2).
- {135} Inter Press Service (une agence de presse du tiers-monde bien connue et respectée, basée à Rome), 10 mars 1997, sur Internet.

{136} KUBARK était un nom de code utilisé par la CIA, sans signification particulière. Ce manuel d'entraînement n'était pas utilisé par les services étrangers mais par les soldats américains à l'époque du Vietnam. Voir aussi *New York Times*, 9 février 1997.

{137} Une grande partie du matériel contenu dans ce manuel provient du KUBARK (voir note 5). HRETM et KUBARK ont été déclassifiés le 24 janvier 1997. Ils concernent exclusivement les interrogatoires. Le Pentagone a affirmé qu'en 1984-85, HRTEM a été modifié pour décourager le recours à la torture. Cela s'est passé suite à un scandale, soulevé par le Congrès américain et la presse, concernant les techniques d'entraînement utilisées par la CIA en Amérique centrale. Pour d'autres extraits, voir *Baltimore Sun*, 27 janvier 1997, et le site Internet de la School of the Americas Watch (<http://www.soaw.org>).

{138} Pour une liste complète des méthodes de sabotage, voir Holly Sklar, *Washington's War on Nicaragua* (Boston, 1988), p. 183-184. Pour les illustrations et le texte en espagnol, voir *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC) #22, automne 1984, p. 28.

{139} *New York Times*, 17 octobre 1984, p. 1 et 12; Sklar, p. 177-187.

{140} Sklar, p. 186.

{141} *Baltimore Sun*, 11 juin 1995, p. 1 OA.

{142} *Washington Post*, 3 août 1999, p. 10.

{143} James Becket, *Barbarism in Greece* (New York, 1970), p. XI.

{144} Proposé en 1984, en vigueur en 1987, ratifié par les États-Unis en 1994.

{145} *Baltimore Sun*, op. cit.

{146} Amnesty International, *Report on Torture* (Londres, 1973), p. 77.

{147} Becket, p. 15.

{148} Becket, p. 16, voir aussi p. 127.

{149} Kermit Roosevelt, *Countercoup : The Struggle for Control of Iran* (McGraw-Hill paperback, 1981), p. 9. Roosevelt était un officier de la CIA et a opéré en Iran dans les années 50.

{150} Leaf a été chef analyste de l'Iran pendant cinq ans avant de démissionner en 1973 ; interview réalisée par Seymour Hersh pour le *New York Times*, 1 janvier 1979.

{151} Robert Fisk, article dans *The Independent*, 9 août 1998, p. 19

{152} Thomas Powers, *The Man Who Kept the Secrets : Richard Helms and the CIA* (Pocket Books, New York, 1979), p. 155, 157.

{153} Donald Duncan, *The New Legions* (Londres, 1967), p. 156-159; Duncan décrit les cours des Bérêts Verts sur les « interrogatoires » auxquels il a lui-même participé.

{154} David Wise, « Colby of CIA-CIA of Colby », *New York Times Magazine*, 1^{er} juillet 1973, p. 33-34.

{155} Telford Taylor, *Nuremberg and Vietnam : an American Tragedy* (New York Times, 1970), p. 148-153.

{156} Richard Harris, *Death of a Revolutionary : Che Guevara 's'ast Mission* (New York, 1970), p. 185-186.

{157} A. J. Langguth, *Hidden Terrors* (New York, 1978), p. 285-287 (Langguth était le chef du bureau de Saigon du *New York Times* en 1965) ; voir aussi *New York Times*, 15 août 1970.

{158} Langguth, p. 289.

{159} Manuel Hevia Cosculluela, *Pasaporte ;1333 : Ocho Anos con la CIA* (La Havane, 1978), p. 248-247. Hevia était un agent cubain qui travaillait clandestinement avec Mitrione en Uruguay.

{160} Langguth, passim ; voir à l'index « Torture ».

{161} Allan Nairn, « CIA Death Squad », *The Nation*, 17 avril 1995, p. 511-513.

{162} *Washington Post*, 12 mai 1996, p. C1. *Los Angeles Times*, 31 mars 1995, p. 4.

{163} Extrait de « Statement of Sister Dianna Ortiz, May 6, 1996 », distribué par ses partisans à Lafayette Park, face à la Maison Blanche où elle effectuait une manifestation silencieuse.

{164} *New York Times*, 11 janvier 1982, p. 2.

{165} Le soldat de la Garde Nationale, identifié comme « Manuel », a été interviewé pour le documentaire télévisé « Torture », produit et réalisé par Rex Bloomstein pour Thames Television Ltd. (Royaume-Uni) en 1986 en collaboration avec Amnesty International. Une copie de la vidéo est en possession de l'auteur de cet ouvrage.

{166} *Baltimore Sun*, longue série d'articles sur le soutien US à Battalion 316, 11-20 juin, 1995, et 27 janvier 1997, « Torture Was Taught BY CIA »; voir aussi *New York Times*, 24 octobre 1998 et *The Nation*, 10 novembre 1997, p. 20-22 (David Com)

{167} Philip Wheaton, *Panama Invaded* (New Jersey, 1992), p. 14-15; témoignage reçu au Panama (29 janvier 1990) par les hommes du Central American Human Rights Center de Saint José, au Costa Rica, grâce à un contact de la Croix-Rouge.

- {168} *Newsweek*, 22 mars 1976, p. 28 et 31.
- {169} « Chicago Police Used Torture, Report Alleges », *Los Angeles Times*, 8 février 1992, p. 1 et 14.
- {170} Holly Burkhalter, « Torture in US Prisons », *The Nation*, 3 juillet 1995, p. 17-18. À l'époque, Burkhalter était le directeur de Human Rights Watch à Washington.
- {171} Voir aussi « Torture in the United States », un rapport de la Coalition Against Torture and Racial Discrimination, présidée par la World Organization Against Torture, États-Unis (Washington, DC) — www.woatusa.org. D'autres exemples de torture pratiquée aux États-Unis sont présents dans le dernier chapitre de cet ouvrage.
- {172} *Washington Post*, 28 octobre 1996. Cette mesure fait partie de la loi de 1996 « Antiterrorisme and Effective Death Penalty Act » de 1996.
- {173} *Los Angeles Times*, 13 mai 1992; *Washington Post*, 3 juillet 1995.
- {174} Voir le chapitre « Interventions » et d'autres sections de cet ouvrage. Voir aussi Christopher Simpson, *Blowback* (New York, 1988), John Loftus, *The Belarus Secret* (New York, 1982), Martin Lee, *The Beast Reawakens* (Boston, 1997).
- {175} *Washington Post*, 21 novembre 1971, p. 13.
- {176} *Los Angeles Times*, 13 septembre 1988, p. 19. Pour d'autres analyses sur ce sujet, voir Russ Bellant, « Old Nazis and the New Right : the Republican Party and Fascists », *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC), #33, hiver 1990, p. 27-31.
- {177} *New York Times*, 20 septembre 1999, p. 6.
- {178} Cours 0-47, utilisé à la School of the Americas quand elle était encore dans la zone du canal de Panama, Document 5489, p. 5, 3 février 1977, cité dans Penny Lemoux, *Cry of the People : the Struggle for Human Rights in Latin America - the Catholic Church in Conlct with US Policy* (Penguin Books, NY, 1982), p.167n; pour d'autres descriptions de cours, voir p. 180-181, 471-473.
- {179} *New York Times*, 28 septembre 1996, p. 22.
- {180} *Washington Post*, 5 février 1968.
- {181} Mark Danner, *The Massacre at El Mozote* (Vintage Books, 1994)
- {182} *Washington Post*, 16 novembre 1999, p. 31, éditorial de Leo J. O'Donovan, SJ.
- {183} Voir le site Internet de la School of the Americas Watch, <http://www.soaw.org>. Voir aussi *Covert Action Quarterly* (Washington, DC), #46,

automne 1993, p. 15-19.

{184}. 8 février 1990, devant la Commission du Sénat sur les Services Armés.

{185}. Voir aussi le Latin America Working Group (Washington, DC), *Just the Facts : A Civilian's Guide to US Defense and Security Assistance to Latin America and the Caribbean*, qui raconte tout ce qu'il faut savoir sur l'entraînement des militaires sud-américains aux États-Unis et ailleurs (bases, formations militaires, restrictions des droits de l'homme...). On peut le lire sur le site <http://www.ciponline.org/facts>.

Voir aussi l'excellente série d'articles dans le *Washington Post*, 12 et 14 juillet, 13 et 14 décembre 1998.

{186}. *New York Times*, 18 novembre 1999.

{187}. Michael Klare et Nancy Stein, « Police Terrorism in Latin America », *NACLA 's Latin America and Empire Report* (North American Congress on Latin America, NY), janvier 1974, p. 19-23, basé sur des documents du département d'État obtenus par le sénateur James Abourezk en 1973; *ibid.*, juillet- août 1976, p. 31 ; voir aussi Jack Anderson, *Washington Post*, 8 octobre 1973, p. C33 ; A.J. Langguth, *Hidden Terrors* (New York, 1978), p. 242-243.

{188}. *New York Times*, 23 janvier 1975, p. 38; 26 janvier 1975, p. 42; NACLA, *op. cit.*, juillet-août 1976, p. 31-32; Langguth, p. 301.

{189}. Voir Lawrence Rockwood et Amelia Simpson, « Training the World's Police », rapport *Foreign Policy in Focus* de l'Institute for Policy Studies (Washington, DC), juillet 2000.

{190}. Thomas E. Skidmore, *Politics in Brazil, 1930-1964* (Oxford University Press, New York, 1967), p. 330; voir aussi James Kohl et John Litt, *Urban Guerrilla Warfare in Latin America* (The MIT Press, Cambridge, Mass., 1974), p. 39, pour d'autres analyses des ligne fortement pro-États-Unis et antigauche.

{191}. Phyllis R. Parker, *Brazil and the Quiet Intervention, 1964* (University of Texas Press, Austin, 1979), p. 98, dépêche au département d'État, 4 mars 1964.

{192}. *Washington Post*, 4 décembre 1996, p. 1.

{193}. Leonard A. Cole, *Clouds of Secrecy : The Army's Germ Warfare Tests over Populated Areas* (Maryland, 1990), p. 12-14.

{194}. *Washington Post*, 21 septembre, 1999, p. 1.

{195}. Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU : « Création d'une zone dénucléarisée dans la région du Moyen-Orient », 4 décembre 1990, Résolution No. 45/52.

- {196} *New York Times*, 24 janvier, 1991, p. 11.
- {197} *Ibid.*, 23 mars, 1991.
- {198} Michael Bilton et Kevin Sim, *Four Hours in Mai Lai* (Viking, New York, 1992), p. 175, 209-13.
- {199} *LA Weekly*, 9-15 mars 1990, p. 12.
- {200} *New York Times*, 9 janvier, 1971, p. 3.
- {201} Telford Taylor, *Nuremberg and Vietnam : an American Tragedy* (New York, 1970), p. 140-43.
- {202} *Far Eastern Economic Review* (Hong-Kong), 30 octobre, 1997, p. 15, 20.
- {203} *Washington Post*, 25 mai, 1998, p. B4.
- {204} C'est le professeur Joan Roelofs du Keene State College, New Hampshire, qui m'a fait remarquer ce point.
- {205} Ces informations concernant la plainte auprès du Tribunal mentionnées ici ont été communiquées à l'auteur de cet ouvrage par Mandel et les autres plaignants.
- {206} Communiqué de presse du Procureur Louise Arbour, La Haye, 13 mai 1999.
- {207} *The Observer*, 26 décembre, 1999; *Washington Times*, 30 et 31 décembre, 1999 ; *New York Times*, 30 décembre 1999.
- {208} *Washington Post*, 24 mai 1999, p. 1.
- {209} *New York Times*, 13 mai 1999, p. 1.
- {210} Conférence de presse de l'OTAN, Bruxelles, 25 mai 1999.
- {211} *Washington Post*, 22 avril 1999, p. 18.
- {212} *Ibid.*, 20 septembre 1999, p. 1.
- {213} *New York Times*, 2 décembre 1998, p. 1 ; 3 janvier 2000.
- {214} *Washington Post*, 18 novembre 1999, p. 1
- {215} *The Miami Herald*, 16 novembre 1997. Voir les remarques sur le leader des terroristes cubains, Luis Posada Carriles, dans le chapitre sur le National Endowment for Democracy.
- {216} Associated Press, Tampa, Floride, 16 juillet 1997.
- {217} Sauf indications contraires, les informations sur les différents cas se trouvent dans les sources suivantes : *Miami Herald*, 21 octobre 1998, p. 11 A ; *Boston Globe*, 2, 3 et 4 mai 1999; communiqués de presse du Center for Justice and

Accountability (San Francisco) et du Center for Constitutional Rights (New York), impliqué dans plusieurs affaires judiciaires contre les personnes indiquées ici ; *Covert Action Quarterly* (Washington, DC), #65, automne 1998, p. 45.

{218} Commission sur les Droits de l'Homme au Guatemala (Washington, DC), *Human Rights Update*, 21 avril 1995.

{219} Noam Chomsky, *Z Magazine*, mars 1992, p. 9, basé sur une interview à Gramajo publiée par la *Harvard International Review*.

{220} EFE (agence de presse espagnole), dépêche de Miami, 20 novembre 1999.

{221} Adam Fifield, « The Apologist in Suburbia », *Village Voice*, 5 mai 1998, p. 55.

{222} Selon le Center for Justice and Accountability (San Francisco). Ces hommes ont déclaré qu'ils ont subi eux-mêmes des tortures de la part de Nord-Vietnamiens et/ou du Front de Libération Nationale. Pendant qu'ils étaient soignés aux États-Unis, ils ont avoué leur responsabilité. La CIA ne souhaite pas révéler leurs noms parce que ces aveux ont été obtenus dans un centre médical.

{223} Asia Resource Center (Washington, DC), *Asia Insights*, été 1986, passim; *Los Angeles Times*, plusieurs articles dans les années 80 et 90, par exemple, 4 août 1985, II, p. 1 ; 17 octobre 1987, II, p. 8 (éditorial); 24 mars 1990, p. 33.

{224} *New York Times*, 22 septembre 1998, p. 12.

{225} Cette analyse provient de *Torture in the United States*, un document de l'Organisation Mondiale contre la Torture, États-Unis (Washington, DC), octobre 1998, chapitre 7, « Extraditions », écrit par NeilTow.

{226} *Washington Post*, 5 février 1997, p. 28.

{227} Associated Press, 7 février 1999.

{228} Pour une vision globale, voir John Pilger, « The Long Secret Alliance : Uncle Sam and Pol Pot », *Covert Action Quarterly* (Washington, DC), #62, automne 1997, p. 5-9, plus les autres sources ci-après.

{229} Elisabeth Becker, *When the War Was Over : Cambodia and the Khmer Rouge Revolution* (Public Affairs, NY, 1998), p. 453.

{230} *Los Angeles Times*, 5 décembre 1980,1-B, p. 1.

{231} Linda Mason et Roger Brown, Rice, *Rivalry and Politics : Managing Cambodian Relief* (University of Notre Dame Presse, 1983), p. 135-136.

{232} William Shawcross, *The Quality of Mercy : Cambodia, Holocaust and Modern Conscience* (Londres, 1984), p.289, 395.

- {233} *New York Times*, 16 novembre 1989, p. 16.
- {234} *Washington Post*, 8 juillet 1985, p. 18.
- {235} *Newsweek*, 10 octobre 1983, p. 41.
- {236} *Los Angeles Times*, 27 février 1991.
- {237} *San Francisco Examiner*, 12 août 1990, p. 18.
- {238} *Los Angeles Times*, 27 février 1991.
- {239} Adam Fifield, « The Apologist in Suburbia », *The Village Voice*, 5 mai 1998, p. 55.
- {240} Jack Colhoun, « US Supports Khmer Rouge », *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC), #34, été 1990, p. 37-40; *Washington Post*, 10 janvier 1999, éditorial de Peter Goodman ; *New York Times*, 18 octobre 1989, p. 29.
- {241} Weekly Compilation of Presidential Documents (GPO), 16 avril 1998, p. 663.
- {242} *The Nation*, 26 septembre 1994, p. 304.
- {243} US Commission on National Security/21st Century, *New World Corning* (Rapport sur la Phase I), 15 septembre 1999, p. 3.
- {244} *Washington Post*, 16 novembre 1998.
- {245} *A. Journal of the American Medical Association*, 25 août 1999, p. 761.
- {246} International Action Center (New York), *Metal of Dishonor : Depleted Uranium*, p. 3-40, 134-149 et ailleurs pour une analyse des propriétés de l'uranium appauvri et des circonstances dans lesquelles le personnel militaire américain et irakien a pu être exposé à ce danger mortel ; p. 140-144 pour une analyse du transport aérien de particules d'uranium. Voir aussi *The Bulletin of the Atomic Scientists*, novembre/décembre 1999, p. 42-45, et *Radioactive Battlefield of the 1990's : The United States Army's Use of Depleted Uranium audits Consequences for Human Health and the Environment*, par le Depleted Uranium Citizen's Network of the Military Toxic Project, Lewiston, ME, 16 janvier 1996 ; www.antenna.nl/wise/uranium/dmtp.html.
- {247} Bill Mesler, « The Pentagon's Radioactive Bullet », *The Nation*, 21 octobre 1996, p. 12-13.
- {248} *The Independent* (Londres), 10 novembre 1991, p. 2, deux articles.
- {249} *The Washington Report on Middle East Affairs* (rédigé par des officiers du Foreign Service à la retraite), juillet/août 1995, p. 105.
- {250} *Sunday Herald* (Glasgow, Écosse), 4 avril 1999.

- {251} *Washington Post*, 29 mai et 19 août 1999.
- {252} « Recent Military Accidents in Vieques, Puerto Rico », document rédigé par le représentant du Congrès à Puerto Rico, Carlos Romero-Barceló, mai 1999; *Orlando Sentinel* (Orlando, Floride), 1^{er} mai 1999, p. 18; *Pacifica Radio*, « Democracy Now », 21 juillet 1999.
- {253} *Austin American-Statesman* (Austin, Texas), 1^{er} mai 1999, p. 8.
- {254} *Washington Post*, 4 décembre 1999, p. 4, et 1^{er} février 2000.
- {255} *The Albuquerque Tribune*, 26 janvier 1994, p. A1; *Uranium Battlefields Home & Abroad : Depleted Uranium Use by the US Department of Defense*, mars 1993, une publication conjointe de plusieurs organisations écologistes du New Mexico, tel que le New Mexico Progressive Alliance for Community Empowerment (pace@nmpace.org) ; US Army Environmental Policy Institute, *Health and Environmental Consequences of Depleted Uranium Use in the US Army : Technical Report*, juin 1995, Annexe B.
- {256} *Radioactive Battlefields*, *op. cit.*, p. 3.
- {257} Mesler, p. 12.
- {258} Rachel Stohl, « Cluster Bombs Leave Lasting Legacy », rapport du Center for Defense Information (Washington, DC), 5 août 1999. Il y a des bombes antimatériel et des bombes antipersonnel et elles peuvent être combinées dans une seule arme.
- {259} *Washington Post*, 3 août 1999, p. 11.
- {260} *Christian Science Monitor*, 9 juin 1999, p. 11.
- {261} *Ibid.*
- {262} *The Guardian*, 23 juin 1999, p. 12.
- {263} Paul Watson, « Unexploded Weapons Pose Deadly Threat on the Ground », *Los Angeles Times*, 28 avril 1999, p. 5.
- {264} Rapport de Handicap International de 1997, « Living with UXO [Unexploded Ordnance] », fondé par le Programme de Développement des Nations Unies et le gouvernement de Suède, dans *Earth Times*, 15 janvier 1998.
- {265} Rapport du Center for Defense Information, *op. cit.*
- {266} *Ibid.*
- {267} Robert Harris et Jeremy Paxman, *A Higher Form of Killing : The Secret Story of Gas and Germ Warfare* (Londres, 1982), p. XI.

{268} Leonard A. Cole, *Clouds of Secrecy : The Army's Germ Warfare Tests over Populated Areas* (Maryland, 1990), p. 18.

{269} *Baltimore Sun*, 15 août 1980, p. 7.

{270} Stephen Endicott et Edward Hagerman, *The United States and Biological Warfare : Secrets from the Early Cold War and Korea* (Indiana University Press, 1998), p. 166-167. En janvier 1998, un journal japonais affirme qu'il possède des documents provenant d'archives de Moscou qui semblent prouver que les réclamations chinoises concernant la guerre biologique ne sont qu'un canular suggéré par les Soviétiques (ibid., p. 248-249). Cependant, ces révélations semblent apporter plus de questions que de réponses : pourquoi, par exemple, l'énorme appareil de la propagande américain n'a jamais fait référence à cette « découverte » dont il aurait pu tirer profit? De plus, Washington aurait pu demander aux Russes d'ouvrir leurs archives afin de vérifier la véracité de ces documents. Pour une analyse de ces faits, voir l'article sur l'ouvrage d'Endicott et Hagerman écrit par Peter Pringle (*The Nation*, 3 mai 1999, p. 29-32).

{271} *San Francisco Chronicle*, 8 octobre 1979, p. 13 ; *Washington Post*, 9 octobre 1979, p. 6.

{272} Endicott et Hagerman, *op. cit.*, p. xi, 49, 50, 218.

{273} *Ibid.*, p. 63.

{274} *San Francisco Chronicle*, 24 avril 1980. Bien que cela puisse paraître étrange, ce n'est qu'en 1999 que le gouvernement de la Corée du Sud a demandé une enquête sur l'utilisation américaine de l'Agent Orange et d'autres défoliants toxiques le long de la frontière avec la Corée du Nord à la fin des années 60. Le rapport est basé sur des documents US déclassifiés (*Washington Post*, 17 novembre 1997).

{275} The Michigan Agent Orange Commission, *Physician's Information for Care of Vietnam Veterans Exposed to Agent Orange and other Chemicals*, juin 1991, p. 4-8; Harris et Paxman, p. 192-193.

{276} Selon le témoignage du Dr. Barry Commoner, directeur du Center for Biology of Natural Systems à la Washington University, St. Louis, *The Guardian*, 17 février 1984.

{277} Robert Dreyfiuss, « Apocalypse Still », *Mother Jones* (San Francisco) février 2000, p. 42 et pages suivantes.

{278} James Ridgeway, *Village Voice*, 5 février 1991, p. 30; *New York Times*, 9 septembre 1965.

{279} John Cookson et Judith Nottingham, *A Survey of Chemical and Biological Warfare* (Londres, 1969), p. 15-17.

- {280} *Ibid.*, p. 30.
- {281} April Oliver et Peter Arnett, « Did the US Drop Nerve Gas? », *Time*, 15 juin 1998, p. 37-39.
- {282} *The Washington Post Magazine*, 29 novembre 1998, p. 20 et pages suivantes.
- {283} « Tailwind : Rebuttal to the Abrams/Kohler Report », 22 juillet 1998, on peut le trouver sur Internet.
- {284} John Lindsay-Poland, « Toxic Aftertaste », *The Progressive*, (Madison, WI), décembre 1998, p. 24-27; voir aussi *Washington Post*, 10 janvier 2000, p. 14-15.
- {285} *The Dallas Morning News*, 20 août, 1999.
- {286} Philip Wheaton, *Panama Invaded* (New Jersey, 1992), p. 16-17, faisant référence à la revue mensuelle *El Periodico* (Panama), février 1990, p. 8, « Bombardean Pacora con substancias quimicas »
- {287} *New York Times*, 28 avril 1966, p. 1.
- {288} Taylor Branch and George Crile III, « The Kennedy Vendetta », *Harper's*, août 1975, p. 52.
- {289} *Washington Post*, 21 mars 1977, p. A 18.
- {290} Warren Hinckle et William Turner, *The Fish is Red : The Story of The Secret War Against Castro* (Harper & Row, NY, 1981), p. 293, basé sur leurs interviews aux participants à Ridgecrest, California, 27 septembre 1975.
- {291} *San Francisco Chronicle*, 10 janvier 1977.
- {292} Bill Schaap, « The 1981 Cuba Dengue Epidemic », *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC), n° 17, été 1982, p. 28-31.
- {293} Reporté dans leur site Internet :
<http://www.cdc.gov/ncidod/dvbid/dengue.htm>.
- {294} Jane Franklin, *Cuba and the United States : A Chronological History* (Ocean Press, Melbourne et New York, 1997), p. 170. Cet ouvrage affirme que 188 personnes sont mortes suite à l'épidémie de dengue (p. 174).
- {295} *San Francisco Chronicle*, 29 octobre 1980, p. 15.
- {296} Science (American Association for the Advancement of Science, Washington, DC), 13 janvier 1967, p. 176.
- {297} *Covert Action Information Bulletin* (Washington, DC), n° 22, automne 1984, p. 35 ; le procès d'Eduardo Victor Arocena Perez, Federal District Court for the Southern District of New York, transcription du 10 septembre 1984, p. 2187-2189.

- {298} Pour d'autres détails sur la position du département d'État, voir *New York Times*, 7 mai 1997, p. 9.
- {299} Réponse de Hank Price, porte-parole du FFA, à une question posée par l'auteur de cet ouvrage le 29 juillet 1997.
- {300} Document de l'Assemblée Générale de l'ONU A/52/128, 29 avril 1997.
- {301} Témoignage de la Mission cubaine auprès de l'ONU recueilli par l'auteur de cet ouvrage.
- {302} Voir, par exemple, *San Francisco Chronicle*, 27 juillet 1981.
- {303} *Washington Post*, 16 septembre 1977, p. 2.
- {304} *Los Angeles Times*, 18 juin 1990, p. 1.
- {305} Il existe une documentation abondante sur ce sujet. Voir, par exemple, Seth Shulman, *The Threat at Home : Confronting the Toxic Legacy of the US Military* (Beacon Press, Boston, 1992), passim.
- {306} *New York Times*, 22 janvier 1999, p. 12.
- {307} *Biological Testing Involving Human Subjects by the Department of Defense*, 1977, audiences de la sous-commission sur la santé et la recherche scientifique de la Commission des ressources humaines, Sénat des États-Unis, 3 mars et 23 mai 1977, p. 270.
- {308} Leonard A. Cole, *Clouds of Secrecy : The Army's Germ Warfare Tests over Populated Areas* (Maryland, 1990), chapitre 1.
- {309} *San Francisco Chronicle*, 8 octobre 1979, p. 13; *Washington Post*, 9 octobre 1979, p. 6; *Scientific American*, juin 1999, p. 70-75.
- {310} Cole, chapitres 7 et 8; *San Francisco Examiner*, 22 décembre 1976, p. 1 ; 23 décembre 1976, p. 1 ; 17 septembre 1979, p. 3 ; 19 octobre 1980.
- {311} Cole, annexe 3, pour les témoignages d'experts sur le danger potentiel des mêmes bactéries soumis au Sénat des États-Unis, 1977 (voir note 2)
- {312} *San Francisco Chronicle*, 22 décembre 1976, p. 1, 3 avril 1981, p. 12.
- {313} *Ibid.*, 3 avril 1981 ; *Baltimore Sun*, 15 août 1980, p. 7 ; Cole, p. 60-64
- {314} Cole, p. 63-65.
- {315} *Washington Post*, 9 juin 1980, p. 11.
- {316} *San Francisco Chronicle*, 14 octobre 1980, p. 12.
- {317} Airport and White House : *Washington Post*, 5 décembre 1984, p. B1.

- {318} *New York Times*, 19 septembre 1975, p. 14.
- {319} *San Francisco Chronicle*, 17 décembre 1979, p. 5, 29 octobre 1980, p. 15.
- {320} Pour d'autres détails sur cette expérience et sur les objections des scientifiques, voir Leonard Cole, *The Eleventh Plague* (New York, 1997), p. 28-31 basé sur US Army Chemical Corps, *Summary of Major Events and Problems*, année d'exercice 1959, p. 101-103.
- {321} *San Francisco Chronicle*, 4 décembre 1979, p. 12.
- {322} Cole, *Clouds of Secrecy*, p. 65-69.
- {323} *New York Times*, 19 septembre 1975, p. 14.
- {324} *Washington Post*, 5 décembre 1984, p. B1.
- {325} Biological testing..., op. cit., p. 134. On trouvera une liste exhaustive des installations CBW en plein air, mais sans les détails, pp. 124-140. Cependant, pour une raison inconnue, la liste n'inclut pas les occasions où l'on a utilisé du sulfure de zinc cadmium.
- {326} US General Accounting Office (GAO), *Nuclear Health and Safety Examples of Post World War II Radiation Releases at US Nuclear Sites*, novembre 1993, passim.
- {327} Commission du Sénat pour les anciens combattants, *Is Military Research Hazardous to Veterans 'Health ? Lessons Spanning Half a Century*, 8 décembre 1994, passim; US General Accounting Office (GAO), *Human Experimentation : An Overview on Cold War Era Programs*, 28 septembre 1994, passim; Rapport final de la Commission Church, livre 1, *Foreign and Military Intelligence*, avril 1976, p. 385-422; Eileen Welsome, *The Plutonium Files .-America 's Secret Medical Experiments in the Cold War*, (New York, 1999), passim ; Jonathan Moreno, *Undue Risk : Secret State Experiments on Humans* (W.H. Freeman & Co., 1999), passim; John Marks, *The Search for the Manchurian Candidate : The CIA and Mind Control* (Dell, New York, 1979), passim; Martin Cannon, « Mind Control and the American Government », *Lobster Magazine* (Hull, Angleterre), #23, 1992, p. 2-10; Aaron Epstein, « At Holmesburg Prison, 320 human guinea pigs », *Philadelphia Inquirer*, 25 novembre 1979, p. 1 et pages suivantes.
- {328} Pour une analyse de *The Plutonium Files*, op. cit., de Deborah Nelson, Bookworld (*Washington Post*), 21 novembre 1999, basée sur le chapitre 22 de l'ouvrage.
- {329} *Washington Post*, 9 juin 1999.
- {330} Audiences de la sous-commission parlementaire de la Commission sur les

Affectations de fonds, « Department of Defense Appropriations for 1970 »

{331} Jack Anderson, *Washington Post*, 25 octobre 1969, p. F1 1 ; *Washington Post*, 14 avril 1998.

{332} *Los Angeles Times*, 1^{er} août 1998.

{333} *Covert Action Quarterly* (Washington, DC), #63, hiver 1998, p. 29.

{334} *US Chemical and Biological Warfare-Related Dual Use Exports to Iraq and their Possible Impact on the Health Consequences of the Persian Gulf War*, Commission du Sénat sur les établissements bancaires, les logements et les affaires urbaines, rapports du 25 mai 1994 et du 7 octobre 1994.

{335} Amy E. Smithson, « Rudderless : The Chemical Weapons Convention at 1 1/2 », publié en septembre 1998 par Le Henry L. Stimson Center (Washington, DC). Ce document fait partie de leur Projet pour la non-prolifération des armes chimiques et biologiques. On peut lire un résumé du rapport sur le site <http://www.stimson.org/pubs/cwc/execsum.htm>.

{336} *Imperialism and Social Classes* (1955, première édition en 1919), p. 51.

{337} *America and the World Revolution and Other Lectures* (Oxford University Press, New York, 1962), pp. 92-93.

{338} Alfred W. McCoy, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* (Lawrence Hill Books, NY, 1991), pp. 54-63; Sallie Pisani, *The CIA and the Marshall Plan* (University Press of Kansas, 1991), pp. 99-105 et ailleurs.

{339} *New York Times*, 5 mai 1947, p. 1 ; 11 mai, IV, p. 5; 14 mai, pp. 14 et 24; 17 mai, p. 8; 18 mai, IV, p. 4; 20 mai, p. 2; Howard K. Smith, *The State of Europe* (Londres, 1950), p. 151 (la déclaration de Ramadier y est rapportée; on peut lire une déclaration similaire dans le *New York Times* du 20 mai).

{340} *The Guardian*, 29 novembre 1983.

{341} *Washington Post*, 30 septembre 1999, p. 1 ; 14 octobre, p. 14; 29 décembre, p. 19.

{342} Stewart Steven, *Operation Splinter Factor* (Londres, 1974), passim. Un document que j'ai trouvé dans les Archives nationales intéressera beaucoup ceux qui connaissent l'histoire : il révèle que le ministère des Affaires étrangères était au courant de la détention en Hongrie de Noel Field pendant presque cinq ans, alors qu'il déclarait publiquement ignorer le fait.

{343} Opération Gladio : *The Observer*, 7 juin 1992 ; *Washington Post*, 14 novembre 1990, p. 19 ; *Die Welt* 14 novembre 1990, p. 7 ; *Los Angeles Times*, 15 novembre 1990, p. 6; Philip Willan, *Puppetmasters : The Political Use of Terrorism in Italy* (Londres, 1991), chapitre 8.

- {344} *Washington Post*, 14 novembre 1999, pour certains aspects de la situation à ce moment-là; voir aussi le Rapport annuel d'Amnesty International pour le Guatemala - 1997, 1998,1999 - sur le site web d'Amnesty.
- {345} *New York Times*, 29 avril, 1959, p. 1.
- {346} Voir John Gerassi, *The Coming of the New International* (New York, 1971), pp. 245-56, pour un tableau de la situation, y compris une longue « autocritique » du Parti communiste irakien.
- {347} Claudia Wright, *New Statesman* (Londres) 15 juillet 1983, p. 20. Elle ne dit pas comment les Soviétiques ont découvert le plan.
- {348} *Los Angeles Times*, 14 avril 1991, p. M1.
- {349} *Le Monde*, 5 février 1963, p. 5.
- {350} Déclaration du ministère des Affaires étrangères : *Christian Science Monitor*, 13 février 1963, p. 3.
- {351} *The Guardian*, 1^{er} janvier 1994, p. 5.
- {352} *Washington Post*, 23 août 1966.
- {353} Propos de Bush : *Washington Post*, 21 mai 1997, article de Nora Boustany.
- {354} *Washington Post*, 23 janvier 2000.
- {355} D'après une réplique de Dave Barry.
- {356} Note interne de la CIA du 25 février 1966, déclassifiée le 7 mars 1977, communiquée à l'auteur sur sa demande, selon la loi sur le droit à l'information (FOIA).
- {357} Cable News Network en espagnol, 23 juillet 1998; *El Diario-La Prensa* (New York), 24 juillet 1998; *darin* (Buenos Aires), 22 juillet 1998, p. 45.
- {358} Nombre de victimes : *New York Times*, 3 janvier 2000.
- {359} FBI : *New York Times*, 10 février 1999, p. 6 ; Kissinger : document du gouvernement US déclassifié en 1999, *The Observer*; 28 février 1999, p. 3.
- {360} *New York Times*, 23 juillet 1986, p. 1 ; *Baltimore Sun*, 12 novembre 1995, p. 1D; *Covert Action Information Bulletin* (Washington), n° 12, avril 1981, pp. 24-27; William Minier, *Apartheid's Contras* (Londres, 1994), chapitre 6 et ailleurs. Voir aussi les chapitres « Mandela » et « Nations-Unies ».
- {361} Rapport de la Commission sur les services de renseignements, Chambre des députés, 1975, « Rapport Pike ». On pourra lire ce rapport dans l'imprimé *CIA - The Pike Report* (Spokesman Books, Nottingham, Angleterre, 1977), pp. 56, 195-198,211-217.

{362} *Washington Post*, 9 octobre 1974, p. 36; *New York Times*, 25 septembre 1975, p. 1; Evans et Novak dans *Washington Post*, 26 octobre 1974, p. 19 (information OTAN); *Facts on File*, 1^{er} mars 1975, p. 131 (exercices OTAN). Voir aussi « Portugal » dans le chapitre sur les élections.

{363} Pour une histoire détaillée de la question de Timor-Est, 1975 - 1978, voir Noam Chomsky et Edward S. Herman, *The Washington Connection and Third World Fascism*, volume I (Boston, 1979), pp. 129 - 204.

{364} Daniel Moynihan et Suzanne Weaver, *A Dangerous Place* (Boston, 1978), p. 247.

{365} Allan Naim, « US Complicity in Timor », *The Nation*, 27 septembre 1999, pp. 5-6; « US trained butchers of Timor », *The Observer*, 19 septembre 1999.

{366} *New York Times*, 31 octobre 1995, p. 3. Ce haut fonctionnaire est décrit comme une personne qui s'occupait souvent de la politique en Asie. Vraisemblablement, il s'agit ici de politique économique, mais parler ainsi d'un homme responsable de la mort de plus d'un million d'êtres humains est signe d'une insensibilité à toute épreuve.

{367} Voir « Jamaïque » dans le chapitre sur les élections.

{368} Holly Sklar, *Washington 's War on Nicaragua* (South End Press, Boston)

{369} Philip Wheaton, *Inside Honduras : Regional Counterinsurgency Base* (Ecumenical Program in Central America and the Caribbean, EPICA, Washington, 1982), passim.

{370} *New York Times*, 25 mai 1988, p. 8.

{371} Voir « Nicaragua » dans le chapitre sur les élections.

{372} Dianna Melrose, *Nicaragua : The Threat of a Good Example?* (Oxfam, Oxford, Angleterre, 1985), p. 14.

{373} *San Francisco Examiner*, 22 mars 1987, p. 1.

{374} *New York Times*, 2 décembre 1989, p. 1.

{375} *Los Angeles Times*, 28 septembre 1991.

{376} *Sunday Tribune* (Durban, Afrique du Sud), 29 novembre 1981, pp. 1. et 52.

{377} Bob Woodward, *VEIL : The Secret Wars of the CIA 1981-1987* (New York, 1987), pp. 78-79, 124-125, 215 ; *New York Times*, 8 avril 1982, p. 3.

{378} Fred Halliday, « Russian help to beat leftwing guerrillas », *The Guardian*, 3 mai 1984, p. 7 ; *New York Times*, 19 mars 1980, p. 1.

{379} *New York Times*, 23 mai 1980, p. 1.

{380} *The Milwaukee Journal*, 12 août 1980, d'après les déclarations de trots volontaires de l'American Peace Corps en Corée du Sud. Deux d'entre eux ont écrit un article à propos des événements en Corée pour *Covert Action Information Bulletin* (Washington), n° 11, décembre 1980, pp. 9-15.

{381} Déclaration du ministère des Affaires étrangères : *The Milwaukee Journal*, op. cit. Pour une vision d'ensemble des relations US avec la Corée du Sud, voir Tim Shorrock, « Debacle in Kwangju », *The Nation*, 9 décembre 1996, pp. 19- 22 ; *Washington Post*, 5 mars 1996, p. 5 ; Bill Mesler, « Korea and the US : Partners in Repression », *Covert Action Quarterly*, n° 56, printemps 1996, pp. 53-57.

{382} *New York Times*, 2 février 1981, p. 8 ; 3 février, p. 6.

{383} Woodward, pp. 96-97, 157-158,215; Jonathan Bearman, *Qadhafi's Libya* (Zed Books, Londres, 1986) pp. 216-225.

{384} Discours au Pacific Islands Luncheon, hôtel Kahala Hilton, Hawaï, 10 février 1982, cité en septembre 1989 dans l'article « Possible Foreign Involvement in the Fiji Military Coup », p. 2, par Owen Wilkes, *Peacelink et Wellington Pacific Report* (Nouvelle-Zélande).

{385} *Ibid.*, pp. 6-7.

{386} *The Nation*, 15 et 22 août, pp. 117-120; *San Francisco Chronicle*, 17 juin 1987 ; *The National Reporter*, automne 1987, pp. 33-38 ; *Covert Action Information Bulletin* n° 29, automne 1987, pp. 7-10.

{387} *The Sydney Morning Herald* (Australie), 6 mai 1987, p. 1.

{388} Commission d'enquête sur l'invasion de Panama par les États-Unis, *The US Invasion of Panama : The Truth Behind Operation « Just Cause »* (South End Press, Boston, 1991), passim ; Philip Wheaton, *Panama Invaded* (The Red Sea Press, New Jersey, 1992), passim.

{389} A propos du fait que les États-Unis ont encouragé l'intervention soviétique, voir les déclarations de Brzezinski dans l'introduction; voir aussi Robert Gates (ex-directeur de la CIA), *From the Shadows* (New York, 1996), p. 178 : « (Le président) Carter a engagé de nombreuses actions clandestines pour contrecarrer l'avancée soviétique... Bien avant l'invasion de l'Afghanistan, il avait approuvé les conclusions des services de renseignements visant à contrecarrer les Soviétiques... (en) Afghanistan. »

{390} *Washington Post*, 23 novembre 1999.

{391} National Endowment for Democracy, Washington, *Annual Report*, 1990 (1^{er} octobre 1989-30 septembre 1990), pp. 23-24.

- {392} Obid., 1991, pp. 41-43.
- {393} *Los Angeles Times*, 13 juin 1991, p. 14.
- {394} National Endowment for Democracy, Washington, *Annual Report*, 1991 (1^{er} octobre 1990-30 septembre 1991), p. 42.
- {395} *Los Angeles Times*, 9 mars 1992, p. 14.
- {396} Mark Bowden, *Black Hawk Down* (1999), passim; Stephen Shalom, « Gravy Train : Feeding the Pentagon by Feeding Somalia », novembre 1993, sur le site zmag.org/zmag/articles/shalomsomalia.html; compagnies pétrolières : *Los Angeles Times*, 18 janvier 1993, p. 1.
- {397} Pour les bombardements après la guerre : *Washington Post*, 30 août 1999, p. 3, et 18 septembre; Looney : *ibid.*, 24 juin 1996.
- {398} *New York Times*, 29 juillet 1996, p. 6.
- {399} *New York Times*, éditorial, 25 novembre 1996, p. 14.
- {400} Le 30 juin 1999, le Sénat a voté le Foreign Operations, Export Financing, and Related Programs Appropriations Bill, 2000, qui condamne le service de renseignements SIN.
- {401} *Washington Post*, 25 novembre 1990, p. 18; 19 décembre 1990, p. 25.
- {402} *iF Magazine* (Arlington, VA), juillet-août 1997, pp. 24-25, article de William Blum sur cet incident; *Washington Post*, 27 avril 1997, p. 29 (avion RU-38A).
- {403} *National Catholic Reporter*, 24 mars 1995.
- {404} *Viva Chiapas!* hiver 1995-1996, pp. 1-2, ainsi que d'autres articles (une publication de l'organisation œcuménique Conversion for Reclaiming Earth in Americas, Takoma Park, MD).
- {405} Voir la série d'articles du *Washington Post*, op. cit.
- {406} En août 1999, Mario Ruiz Massieu, ancien procureur mexicain, est accusé d'avoir blanchi 9,9 millions de narcodollars, via une banque de Houston : *Washington Post*, 28 août 1999, p. 7 ; voir aussi le numéro du 9 septembre 1998, à propos de l'aide de l'armée mexicaine aux trafiquants de drogue.
- {407} *Viva Chiapas!* op. cit.
- {408} *Washington Post*, série d'articles, op. cit.
- {409} Le sénateur démocrate Patrick Leahy a été le promoteur de cette loi entrée en vigueur à la fin des années 90. À propos de cette loi, consulter le site cipon-line.org/facts. Voir aussi diverses publications de Human Rights & US Security

Assistance d'Amnesty International.

{410} *The Dallas Morning News*, 18 mars 1998.

{411} Témoignage de Donnie Marshall devant la la Commission judiciaire du Sénat, Sous-commission chargée du crime, 29 juillet 1999, extrait de la transcription rédigée dans le bureau de la Commission et non encore rendue public.

{412} *Miami Herald*, 7 octobre 1997, p. 8a; *Washington Post*, 24 février 2000.

{413} *New York Times*, 11 novembre 1998, p. 24.

{414} *Washington Post*, 4 octobre 1997.

{415} *Ibid.*, 18 février 1999.

{416} Amnesty Action (AIUSA, NY), hiver 1997, pp. 1 et 8. On y reprend les détails du rapport de 1994.

{417} *Washington Post*, 31 décembre 1998.

{418} *Colombia Bulletin : A Human Rights Quarterly* (Colombia Support Network, Madison WI), printemps 1997, p. 29, article de Carlos Salinas, d'Amnesty International. Pour un plus ample débat à propos de cette intervention, voir aussi d'autres numéros de la revue ou son site web : igc.org/csn/index.html.

{419} *Public Papers of the Presidents of the United States* (GPO), 1996, vol. I, p. 614,21 avril.

{420} *New York Times*, 21 mars 1999, p. 1. C'est le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie qui a parlé de « purification ethnique ».

{421} *Washington Post*, 8 novembre 1998, p. 3.

{422} *The Independent*, 24 avril 1999, p. 1.

{423} *Ibid.*

{424} *Military Review* (Fort Leavenworth, Kansas), «The Professional Journal of the US Army », février 1987, pp. 46-47.

{425} *Miami Herald*, 17 octobre 1997, p. 22A.

{426} *Joseph Burkholder Smith (ancien officier de la CIA), Portrait of a Cold Warrior* (New York, 1976), chapitres 7, 15, 16,17; *Raymond Bonner, Waltzing With a Dictator : The Marcoses and the Making of American Policy* (New York, 1987), pp. 39-42; *New York Times*, éditorial, 16 octobre 1953, p. 26.

{427} *David Wise et Thomas Ross, The Invisible Government* (New York, 1965), p. 337 ; *Wilbur Crane Eveland, Ropes of Sand : America s Failure in the Middle East* (W.W. Norton & Co., New York, 1980), pp. 249-250; *New York Times*, 31 mars 1997, p. 11.

- {428} *Smith*, pp. 210-211.
- {429} *Dwight Eisenhower; The White House Years : Mandate for Change, 1953-1956* (New York, 1963), p. 372.
- {430} *The Guardian*, 28 décembre 1984, pour une analyse détaillée du cynisme absolu de cette politique qui visait à évincer Jagan - analyse basée sur des documents du gouvernement britannique de 1984; *The Times*, 7 et 10 octobre 1953 ; *The Sunday Times*, 16 et 23 avril 1967.
- {431} *New York Times*, 9 octobre 1994, p. 1, et 31 mars 1997, p. 11 ; *Los Angeles Times*, 20 mars 1995, p. 5.
- {432} *Washington Post*, 24 janvier 1997.
- {433} Duane Clarridge, avec Digby Diehl, *A Spy For All Seasons : My Life in the CIA* (New York, 1997), pp. 64-66. Clarridge allait devenir un haut fonctionnaire de la CIA.
- {434} *New York Times*, 25 avril 1966, p. 20.
- {435} Philip Agee, *Inside the Company : CIA Diary* (New York, 1975), p. 321 ; A.J. Langguth, *Hidden Terrors* (New York, 1978), p. 92.
- {436} John Bartlow Martin, *Overtaken by Events : The Dominican Crisis From the Fall of Trujillo to the Civil War* (Doubleday, New York, 1966) pp. 226-228.
- {437} *Ibid.*, pp. 347-348.
- {438} Géorgie Anne Geyer, *Miami Herald*, 24 décembre 1966; Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit : The Untold Story of the American Coup in Guatemala* (New York, 1982), pp. 236-244; *New York Herald Tribune*, 1 avril 1963, article de Bert Quint, section 2, p. 1.
- {439} *Washington Post*, 17 mai 1975 ; *New York Times*, 17-18 mai 1975.
- {440} *Covert Action in Chile, 1963-1973*, rapport de la Commission du Sénat chargée d'examiner les opérations du gouvernement en relation avec les activités des services de renseignements, 18 décembre 1975, passim.
- {441} *New York Times*, 25 septembre 1975, p. 1, et 7 janvier 1976, p. 1 ; *The Guardian*, 7 février 1996 (compte rendu du livre à propos des liens de Soares avec la CIA).
- {442} Ernest Volkman et John Cummings, « Murder as Usual », *Penthouse*, décembre 1977, p. 112 et suivantes; Davis Com, *Blond Ghost : Ted Shackley and the CIA's Crusades* (Simon & Schuster, New York, 1994), p. 330; Robert Gates (ancien directeur de la CIA), *From the Shadows* (New York, 1996), p. 175.

- {443}. 1984 : *Los Angeles Times*, 2 mars 1992, p. 2; 1989 : *US News & World Report*, 1^{er} mai 1989, p. 40; *Los Angeles Times*, 23 avril 1989, p. 1.
- {444}. *New York Times*, 21 octobre 1984, p. 12, et 31 octobre, p. 1.
- {445}. *Covert Action Information Bulletin* (Washington), n° 22, automne 1984, p. 27. Il contient une reproduction de l'annonce.
- {446}. William I. Robinson, *A Faustian Bargain : US Intervention in the Nicaraguan Elections and American Foreign Policy in the Post-Cold War Era* (Westview Press, Colorado, 1992), passim; Jacqueline Sharkey, « Anatomy of an Election : How US Money Affected the Outcome in Nicaragua », *Common Cause Magazine* (Washington), mai/juin 1990.
- {447}. *The Guardian* (Londres), 22 septembre 1986; *Los Angeles Times*, 31 octobre 1993, p. 1 ; *New York Times*, 1^{er} novembre 1993, p. 8.
- {448}. *Time*, 15 juillet 1996, pp. 29-37 ; Fred Weir, ancien correspondant à Moscou, analyse du 17 juillet 1996, rédigée pour l'Institute for Policy Studies (Washington).
- {449}. *Washington Post*, 6 avril 1997. Le montant en dollars a été relevé dans NED Annual Reports, 1991-1996.
- {450}. *New York Times*, 3 juillet 1996, p. 6.
- {451}. *Wall Street Journal*, 3 juillet 1996, p. 10.
- {452}. *Intelligence Newsletter* (Paris), 18 juin 1998. (Bien que ce bulletin soit peu connu, c'est une source incontestée d'informations sur les services de renseignements internationaux.)
- {453}. *Los Angeles Times*, 12 septembre 1998, p. 6, et 6 mars 1999, p. 6; *The Guardian*, 31 mai 1997, p. 16.
- {454}. *Washington Post*, 22 septembre 1991.
- {455}. Rapports annuels du NED, 1994-96.
- {456}. Rapport annuel du NED, 1996, p. 39.
- {457}. Pour d'autres informations sur AIFLD, voir : Tom Barry et d'autres auteurs, *The Other Side of Paradise : Foreign Control in the Caribbean* (Grove Press, NY, 1984), voir AIFLD dans l'index ; Jan Knippers Black, *United States Penetration of Brazil* (Univ. of Pennsylvania Press, 1977), chapitre 6 ; Fred Hirsch, *An Analysis of Our AFL-CIO Role in Latin America* (monographie, San Jose, California, 1974) passim ; *The Sunday Times*, 27 octobre 1974, p. 15-16.
- {458}. Rapport annuel du NED du 18 novembre 1983 au 30 septembre 1984, p.21.

- {459}. Rapport annuel du NED, 1998, p. 35.
- {460}. Voir rapports annuels du NED des années 90.
- {461}. Haiti : *Haiti Progrès* (Port-au-Prince, Haïti), 13-19 mai 1998.
- {462}. *New York Times*, 31 mars 1997, p. 11.
- {463}. *Washington Post*, 16 février 1987; voir aussi *New York Times*, 15 février 1987, p. 1.
- {464}. *San Francisco Examiner*, 21 juillet 1985, p. 1.
- {465}. *New York Times*, 13 juillet 1998.
- {466}. Pour une analyse détaillée du NED, outre les sources indiquées plus haut, voir : William I. Robinson, *A Faustian Bargain : US Intervention in the Nicaraguan Elections and American Foreign Policy in the Post-Cold War Era* (Westview Press, Colorado, 1992), passim.
- {467}. *New York Times*, 4 novembre 1983, p. 16.
- {468}. *Washington Post*, 18 novembre 1996.
- {469}. Shirley Hazzard, *Countenance of Truth : The United Nations and the Waldheim Case* (Viking, New York, 1990), p. 7. Hazzard a travaillé aux Nations Unies de 1952 à 1962.
- {470}. *New York Times*, 1^{er} novembre 1952, p. 1.
- {471}. *The Guardian*, 20 septembre 1983. Le lendemain, la Maison Blanche désavouera la déclaration de Lichenstein.
- {472}. *Washington Post*, 13 novembre 1999.
- {473}. À propos d'Échelon et sujets connexes : . a) Nicky Hager, *Secret Power : New Zealand's Role in the International Spy Network* (Craig Potton Publishing, Nelson, NZ, 1996), passim . b) Rapport de l'UE, « An Appraisal of the Technologies of Political Control », septembre 1998. On peut lire la Section 7.4 sur le site <http://cryptome.org/stoa-atpc.htm> . c) On peut lire le rapport du Parlement européen « Interception Capabilities 2000 », avril 1999, par Duncan Campbell, sur le site http://www.iptvreports.mcmail.com/interception_capabilities_2000.htm. Campbell écrit que le « repérage des mots » n'est pas encore possible dans les appels téléphoniques, mais qu'on a développé des systèmes d'identification de la voix - en fait, des « empreintes vocales » — qui sont utilisés pour reconnaître des personnes ciblées qui appellent l'étranger. Toutefois, Wayne Madsen, qui était analyste auprès de la NSA pour la sécurité des communications et est actuellement cadre supérieur chez

Electronic Privacy Information Center (Washington), a informé l'auteur que le « repérage des mots » est utilisé par la NSA depuis des années pour les appels téléphoniques.

{474} *The Observer*, 28 juin 1992, p. 4.

{475} Seymour M. Hersh, « How the digital age left out spies out in the cold », *The New Yorker*, 6 décembre 1999, pp. 58-76.

{476} *Sunday Times*, 31 mai 1998, p. 11.

{477} *The Telegraph*, 16 décembre 1997.

{478} *The Independent*, 11 avril 1998.

{479} *Electronic Telegraph*, 11 avril 1999.

{480} *Washington Post*, 26 février 1995, p. 1.

{481} *Ibid.*, 17 octobre 1995.

{482} *Electronic Telegraph*, 11 avril 1999.

{483} *Washington Post*, 30 septembre 1999, p. 20.

{484} Hager, *op. cit.*, p. 94.

{485} UE-FBI : *Statewatch* (Londres) vol. 7, n° 1,4 et 5 (1997); vol. 8, n° 5 et 6 (1998) ; vol. 9, n° 2,3 et 6 (1999). On peut trouver quelques articles sur le site <http://www.statewatch.org>.

{486} « The working document for the Scientific and Technological Options Assessment (STOA) panel », 14 mai 1999, publié dans le Technology News Site le 18 mai 1999; STOA est un organisme du Parlement européen; *Baltimore Sun*, 10 décembre 1995, article en première page.

{487} *Washington Post*, 20 août 1999, p. 1.

{488} Symposium de Harvard Law School, 28-30 janvier 1996. Les intervenants Paul Strassman, de la National Defense University, et William Marlowe, de la Science Application International Corporation, ont déclaré qu'un certain nombre de « remailers » anonymes américains étaient contrôlés par les services de renseignements gouvernementaux, y compris la CIA. Marlowe a affirmé que les services français, allemands et autres, faisaient la même chose. Pour des extraits du discours de Marlowe, voir : <http://ksgwww.harvard.edu/ijp/GII-conf/gji2note.html> (site consulté en décembre 1999); voir aussi *New York Times*, 19 avril 1999, p. C4; Lotus et autres : Wayne Madsen, *Computer Fraud & Security Bulletin* (Oxford), juin 1995; « Interceptions Capabilities 2000 » (voir note 2), annexe technique, sections 42 à 44.

{489} *USA Today*, 9 octobre 1998, p. 10; *Washington Post*, 29 janvier 1999, p. 23, et 13 février 1999, p. 27 (Nat Hentoff).

{490} *Baltimore Sun*, 10 et 15 décembre 1995, partie de la série d'articles sur le NSA; Wayne Madsen, « Crypto AG : The NSA's Trojan Whore? », *Covert Action Quarterly* (Washington), n° 63, hiver 1998, pp. 36-42; *Der Spiegel*, 2 septembre 1996, pp. 206-11.

{491} On peut lire l'article de Duncan Campbell du 3 septembre 1999 sur le site web de Tech Web : techweb.com/wire/story/TWB19990903S0014.

{492} Agence France Presse, 18 et 21 février 2000. Microsoft a démenti catégoriquement ces accusations et le ministère français de la Défense a déclaré qu'il ne défendait pas forcément ce rapport, écrit par des « experts extérieurs ».

{493} République dominicaine : voir le chapitre sur les élections pour d'autres informations; Honduras : *New York Times*, 25 mai 1988, p. 8; Mexique : *ibid.*, 20 avril 1990, p. 1 ; Chypre : *Washington Post*, 18 avril 1999; Colombie : *ibid.*, 14 octobre 1999, p. 1.

{494} *Los Angeles Times*, 21 juin 1992, p. M1.

{495} *Washington Post*, 15 octobre 1999, p. 23.

{496} *New York Times*, 6 novembre 1983, pp. 1,18 et 19; Casey : Bob Woodward, *VEIL : The Secret Wars of the CIA 1961-1987* (New York, 1987), p. 294.

{497} *Los Angeles Times*, 23 juin 1990.

{498} Philip Wheaton, *Panama Invaded* (New Jersey, 1992), pp. 45, 50 et 51 ; voir aussi l'interview de Wheaton par l'auteur.

{499} *New York Times*, 20 mars 1990, p. 8.

{500} Comme l'ambassade de Panama à Washington l'a dit à l'auteur en novembre 1999.

{501} *Washington Post*, 22 novembre 1998, p. 2; 3 mars 1999; 27 octobre 1999, P-27.

{502} *Ibid.*, 4 septembre 1999, p. 26.

{503} Haïti : *The Nation*, 26 février 1996, p. 5 ; *Washington Post*, 3 août 1996 ; Agence France Presse, 9 février 1996, d'après le Bureau d'information haïtien, Port-au-Prince, Haïti, 10 février 1996; *New York Times*, 28 novembre 1995. Pour plus de détails, voir les articles de Haiti Advocacy (Washington) et les documents de la Campagne pour le retour du FRAPH/FADH sur le site <http://members.bellatlantic.net/~advocacy>.

{504} *Los Angeles Times*, 12 février, 1990.

- [{505}](#). *New York Times*, 23 juillet 1986, p. 1.
- [{506}](#). *The Guardian*, 15 août 1986; *The Times*, 4 août 1986.
- [{507}](#). CBS-TV, interview de Tomlins, 5 août 1986; interview de Pizzey par l'auteur, 25 avril 1999.
- [{508}](#). *The Atlanta Journal and Constitution*, 11 juin 1990, p. 1.
- [{509}](#). *Los Angeles Times*, 13 juin 1990, p. 12.
- [{510}](#) Peter Dayle Scott & Jonathan Marshall, *Cocaine Politics : Drugs, Armies, and the CIA in Central America* (University of California Press, Berkeley, 1991), pp. x-xi. En 1991, Dayle a participé à une table ronde sur la drogue à la Fordham University (New York), organisée par le Christie Institute et d'autres associations.
- [{511}](#) Alfred W. McCoy, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* (New York, 1991), pp. 43-47, 53-62; Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair, *Whiteout : The CIA, Drugs and the Press* (Verso, New York/Londres, 1998), pp. 137-41.
- [{512}](#) Christopher Robbins, *Air America* (New York, 1985), chapitre 9; McCoy, chapitre 7 et ailleurs.
- [{513}](#) McCoy, chapitres 4,5 et 7 ; Robbins, chapitres 5 à 9.
- [{514}](#) Jonathan Kwitny, *The Crimes of Patriots : A True Tale ofDope, Dirty Money, and the CIA* (W.W. Norton & Co., New York, 1987) — pour les connections entre banque et drogue : chapitre 16 et ailleurs; pour les connections avec la CIA : voir index, p. 404; McCoy, pp. 461-478; *The Village Voice*, 1-7 juillet 1981 ; revue *CounterSpy* (Washington), novembre 1980 - janvier 1981, pp. 30- 33.
- [{515}](#) Casey : *Los Angeles Times*, 14 avril 1989, p. 11, à partir du Rapport Kerry (voir plus loin).
- [{516}](#) *Cocaine Politics*, op. cit., chapitres 6 et 10; John Dinges, *Our Man in Panama*, (Random House, New York, 1991), passim ; Murray Waas, « Cocaine and the White House Connection », *LA Weekly*, 30 septembre-6 octobre et 7- 13 octobre 1988; National Security Archive Documentation Packet : « The Contras, Cocaine, and Covert Operations » (Washington, 1996).
- [{517}](#) *Washington Post*, 28 novembre 1995, p. 3.
- [{518}](#) *Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy*, un rapport de la Commission du Sénat sur les relations avec l'étranger, Sous-commission pour le terrorisme, les stupéfiants et les opérations internationales, 1989, pp. 2,36,41 (« Rapport Kerry »).

- {519} *Los Angeles Times*, 8 avril 1988, p. 12.
- {520} Costa Rica/Hull/Cubains : Robert Parry, *Lost History : Contras, Cocaine, the Press & Project Truth* (The Media Consortium, Arlington, VA, 1999), pp. 220-223 et ailleurs ; *Cocaine Politics*, op. cit., voir « Anti-Castro Cubans » dans l'index ; Martha Honey, *Hostile Acts : US Policy in Costa Rica in the 1980s* (University Press of Florida, Gainesville, 1994), chapitres 8 à 10 et ailleurs ; Martha Honey et David Myers, « US Probing Drug Agent's Activities in Costa Rica », *San Francisco Chronicle*, 14 août 1991.
- {521} *Cocaine Politics*, op. cit., chapitres 2 et 3, et autres; Hyde : Peter Dayle Scott, *The Official Story : What the Government has admitted about CIA ties to drug dealers* (Institute for Policy Studies, Washington, 1999), pp. 28-29. Cette monographie est une analyse de deux rapports de la CIA et d'un rapport du ministère de la Justice, publiés en 1997 et 1998, en réponse aux nombreuses allégations de collusion entre la CIA et la drogue. Pour une analyse des rapports du gouvernement, voir aussi *Lost History*, op. cit., passim.
- {522} Ilopango : Celerino Castillo et Dave Harmon, *Powder Bums; Cocaine, Contras and the Drug War* (Mosaic Press, Canada, 1994), pp. 128-139 et ailleurs; Journal de North : *Washington Post*, 22 octobre 1994, p. 11 ; Guatemala : Frank Smyth, « In Guatemala, the DEA Fights the CIA », *New Republic*, 5 juin 1995.
- {523} *New York Times*, 14 avril 1989, p. 8 ; *Cocaine Politics*, op. cit., pp. 60-62; « Customs Agent : FBI debriefing of Dennis Ainsworth, California Contra supporter », 21 janvier 1987, p. 8, *National Security Archive Documentation Packet*, op. cit.
- {524} Rapport Kerry, pp. 42-43 ; *New York Times*, 14 avril 1989, p. 8.
- {525} *Cocaine Politics*, op. cit. pp. 17-18.
- {526} *New York Times*, 14 avril 1989, p. 8.
- {527} *Washington Post*, 17 mars 1998.
- {528} *Whiteout*, op. cit., pp. 95-97; *Wall Street Journal*, 22 novembre 1996; *New York Times*, 19 novembre 1996; *Miami Herald*, 23 novembre 1996, p. B1.
- {529} McCoy, pp. 436-460; Tim Weiner, *Blank Check : The Pentagon's Black Budget* (Warner Books, New York, 1990), pp. 151-152; *New York Times*, 18 juin 1986; *Covert Action Information Bulletin* (Washington), n° 28, été 1987, pp. 11-12; *Los Angeles Times*, 4 novembre 1989, p. 14; *Washington Post*, 13 mai 1990, p. 1.
- {530} *Los Angeles Times*, 22 août 1993.

{531} *New York Times*, 14 novembre 1993 ; *The Nation*, 3 octobre 1994, p. 346 ; *Washington Post*, 8 mars 1997.

{532} Aux États-Unis : Gary Webb, *Dark Alliance : The CIA, The Contras, and the Crack Cocaine Explosion* (New York, 1998), passim; *San Jose Mercury News*, 18-20 août 1996, série d'articles de Gary Webb, dont il tirera son livre; *Cocaine Politics*, op. cit., passim; *Lost History*, op. cit., passim; *iFMagazine* (Arlington, VA), mars-avril 1998, septembre-octobre 1998, ainsi que d'autres numéros; *The Official Story*, op. cit., passim; *New York Times*, 10 octobre 1998, « CIA said to ignore charges of contra drug dealing in '80s ».

{533} *Eugene Weekly* (Oregon), 15 janvier 1999, interview de Webb.

{534} Parlant, en tant que vice-président, de l'avion civil iranien abattu par un navire américain (290 victimes), *Newsweek*, 15 août 1988.

{535} *Washington Post*, 18 décembre 1987.

{536} *New York Times*, 11 novembre 1996, p. 12.

{537} Conversation de l'auteur de cet ouvrage avec la Cuban Interest Section à Washington, DC.

{538} *US Aid to North Vietnam*, Auditions devant la sous-commission sur les affaires asiatiques et du pacifique, House Committee on International Relations, 19 juillet 1977, Annexe 2.

{539} *Los Angeles Times* et *New York Times*, 11 mars 1997.

{540} A ce sujet, voir John Pilger, « Vietnam : The Final Battle », *Covert Action Quarterly* (Washington, DC), #64, printemps 1998, p. 54-65.

{541} Holly Sklar, *Washington 's War on Nicaragua* (South End Press, Boston, 1988), p. 169-70,314.

{542} *San Francisco Chronicle*, 16 avril 1987, p. 15.

{543} Interview du procureur Ramsey Clark, 7 septembre 1999, par l'auteur de cet ouvrage. Clark avait agi pour le compte d'une grande partie des plaignants.

{544} Interview du procureur John Kiyonaga of Alexandria, VA, 10 septembre 1999 ; il a été procureur avec son frère David dans ces affaires ; voir leur éditorial dans *Los Angeles Times*, 1^{er} avril 1990; voir aussi *The Guardian*, 28 juillet 1990, p. 7 ; *San Francisco Examiner*, 26 avril 1992, p. 4.

{545} Interview d'Elizabeth Abimershad de ITACHR-OAS à Washington, 7 septembre 1999. L'affaire s'appelle : Salas et al. Against United States of America, Case No. 10573.

- {546} Lu au téléphone à l'auteur de cet ouvrage le 22 décembre 1999 par le bureau panaméen du département d'État, extrait d'un communiqué de presse officiel.
- {547} *The Independent*, 15 février 1999, p. 12; Seymour Hersh, « The Missiles of August », *The New Yorker*, 12 octobre 1998, p. 34-41 ; *New York Times*, 21 octobre 1998, p. 1 et 8.
- {548} *Washington Post*, 25 juillet 1999, p. F1.
- {549} *Peacelink Magazine* (Hamilton, Nouvelle Zélande), mars 1991, p. 19 ; *Washington Post*, 8 février 1991, p. 1 (il contient les observations de Powell)
- {550} « Nato bombed Chinese deliberately », *The Observer* (Londres), 17 octobre 1999 et 28 novembre 1999. Voir aussi *Extra ! Update* (Fairness & Accuracy in Reporting, New York), décembre 1999.
- {551} *Weekly Compilation of Presidential Documents*, daté du 15 mars 1999, p. 395.
- {552} *Public Papers of the Presidents of the United States* (GPO), 1968-69, Vol. II, p. 800.
- {553} Dépêche de l'Associated Press à Athènes, le 20 novembre 1999, de Terence Hunt; *Washington Post*, 21 novembre 1999.
- {554} *Weekly Compilation of Presidential Documents*, 24 mars 1998, p. 491.
- {555} *Los Angeles Times*, 2 janvier 1995, Assembly Bills 36X et 57X.
- {556} *Ibid.*, 29 septembre 1994; *Washington Post*, 26 décembre 1999, p. 16.
- {557} Discours à Austin, Texas, avril 1993, où elle inaugure sa campagne sur la santé publique.
- {558} *Los Angeles Times*, 2 janvier 1995, Senate Bill 1330.
- {559} *New York Times*, 25 décembre 1992.
- {560} *Washington Post*, 11 juin 1995.
- {561} *Ibid.*, 5 juillet 1996, rubrique de E.J. Dionne Jr.
- {562} *Ibid.*, 15 mai 1998, p. 9.
- {563} *Ibid.*, 20 juin 1995.
- {564} *Ibid.*, 30 novembre 1995.
- {565} *New York Times*, 1 juin 1987, Section 11CN (« Connecticut Weekly Desk »), p. 36 (trouvé dans Lexis-Nexis)
- {566} *Los Angeles Times*, 2 septembre 1994.

- {567} *The Guardian*, 11 octobre 1984; 11 janvier 1986, p. 7.
- {568} *Los Angeles Times*, 26 août 1991, p. 6.
- {569} Guatemala : Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit : The United Story of the American Coup in Guatemala* (Doubleday & Co., New York, 1982), p. 183; Jagan : Arthur Schlesinger, *A Thousand Days* (Boston, 1965), pp. 774-779; Bishop : Associated Press, 29 mai 1983, « Leftist Government Officials Visit United States » (Lexis-Nexis).
- {570} *Los Angeles Times*, 24 février 1994, p. 7.
- {571} *Washington Post*, 19 avril 1999, p. 14.
- {572} *Los Angeles Times*, 4 avril 1999, p. 4.
- {573} *Washington Post*, 9 mai 1999, pp. 1 et 22.
- {574} Christopher Simpson, *Science of Coercion* (Oxford University Press, New York, 1994), p. 4.
- {575} *Washington Times*, 28-29-30 juillet 1999.
- {576} *Washington Post*, 2 janvier 1999; voir aussi la critique sévère de Floyd Abrams, spécialiste du droit constitutionnel, à propos de la politique de Clinton par rapport aux principes du Premier Amendement, *New York Times Magazine*, 30 mars 1997, pp. 42-44.

Les sources concernant les incidents énumérés dans le chapitre 27 ne sont pas communiquées afin de ne pas donner l'impression au lecteur que ceux-ci ne sont arrivés qu'une seule fois. Cependant, le lecteur peut contacter l'auteur par e-mail à l'adresse suivante : bblum6@aol.com pour obtenir toute référence concernant un incident particulier.

http://members.aol.com/bblum6/American_holocaust.htm